



# Essais des effets économiques et distributifs des afflux de financements extérieurs

Hajer Kratou

► **To cite this version:**

Hajer Kratou. Essais des effets économiques et distributifs des afflux de financements extérieurs. Economies et finances. Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I, 2015. Français. <NNT : 2015CLF10482>. <tel-01296489>

**HAL Id: tel-01296489**

**<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01296489>**

Submitted on 23 Sep 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Essais Des Effets Economiques et Distributifs Des Afflux De Financements Extérieurs**

## **Essays on the economic and distributive effects of external financial flows**

Thèse présentée et soutenue publiquement le 1er Septembre 2015

Pour l'obtention du titre de Docteur en Sciences Economiques

Par

**HAJER KRATOU**

Sous la direction de :

**Pr. Mohamed GOAIED et du Pr. Alexandru MINEA**

---

### **Membres du Jury**

Jean-Louis combes	Professeur, Université d'Auvergne, CERDI	Président
Mohamed Ayadi	Professeur, Institut Supérieur de Gestion de Tunis,	Rapporteur
Philippe Gilles	Professeur, Université de Toulon	Rapporteur
Jamel Trabelsi	Professeur, Institut des Hautes Etudes Commerciales de Carthage,	Suffragant
Mohamed Goaied	Professeur, Institut des Hautes Etudes commerciales de Carthage	Directeur de Thèse
Alexandru Minea	Professeur, Université d'Auvergne, CERDI	Directeur de Thèse

## Résumé

Cette thèse étudie les conséquences macroéconomiques des afflux de capitaux et de financements extérieurs dans les pays en développement. La première partie de la thèse s'intéresse à l'effet économique des financements extérieurs, alors que les deuxième et troisième parties de la thèse analysent l'effet distributif. Après avoir mis l'accent sur les mesures et les concepts susceptibles d'influer le mouvement du taux de change (TC) (Chapitre 1), la thèse révèle un ensemble de résultats. Premièrement, les investissements directs à l'étranger (IDE) et les transferts des migrants sont propices au sein de la région MENA (Middle East and North Africa), néanmoins les flux officiels, de portefeuilles et les prêts bancaires confirment le mécanisme du syndrome hollandais. La présence d'un faible risque politique ; économique et financier permettent d'atténuer l'appréciation du Taux de Change Effectif Réel (Chapitre 2). Deuxièmement, après avoir analysé les difficultés d'ordre méthodologique de l'étude empirique (Chapitre 3), les résultats confirment la mise en cause des hypothèses d'Heckscher-Ohlin-Samuelson. L'ouverture commerciale n'est pas pro-pauvre dans les pays en développement. L'absence d'un effet robuste de l'impact des afflux de financements extérieurs sur les parts de revenu appelle à une investigation profonde et nous conduit à la troisième partie de la thèse (Chapitre 4). Troisièmement, les transferts des migrants sont d'une part pro-pauvres lorsque le migrant représentatif est d'origine sociale pauvre résident dans un pays riche, de niveau d'émigration qualifiée faible et où le coût d'obtention de passeport est faible. D'autre part, les transferts des migrants sont pro-riches lorsque les coûts de transfert d'argent sont élevés, ce qui se traduit par l'exploitation des canaux informels au détriment des canaux formels (Chapitre 5). L'aide au développement est pro-riche au sein des pays démocratiques et pro-pauvres au sein des pays à niveau de revenu moyen qui sont moins dépendants à l'aide (Chapitre 6).

**Mots clés :** Afflux de financements extérieurs (IDE, Envois De Fonds, Aide) Taux de change Effectif réel ; Syndrome hollandais ; Qualité institutionnel ; Développement économique ; Inégalité de revenu.

## Summary

This thesis examines the macroeconomic consequences of capital and external financial flows in developing countries. While the first part of the thesis focuses on the economic effects of external flows, the second and third parts of the thesis analyse the distributional repercussions. Having focused on the measurement and concepts that may influence the movement of the exchange rate (ER) (Chapter 1), the thesis reveals a set of results. First, foreign direct investment (FDI) and workers remittances are favourable in MENA (Middle East and North Africa) region. However, official flows; portfolio flows and border bank loans confirm the Dutch disease mechanism. The presence of institutional quality mitigates the appreciation of the real effective exchange rate (REER) (Chapter 2). Second, after analysing the methodological difficulties of the empirical study (Chapter 3), the results confirm that the assumptions of Heckscher-Ohlin-Samuelson do not corroborate with the real world. Trade openness is not pro-poor in developing countries. The lack of robustness of capital and external flows on income shares requires a deep analysis and lead to the third part of the thesis (Chapter 4). Third, on the one hand, remittances are pro-poor when the representative migrant is issued from a poor family, living in a rich country or in a low brain drain country and in low passport costs country. On the other hand, remittances are pro-rich when the money transfer costs are high, this reflects the use of the informal channels at the expense of formal channels (Chapter 5). Development aid is pro-rich in democratic countries and pro-poor in middle income countries (less aid dependent countries).

**Key-words:** External financing flows (FDI, remittances, Aid) Real Effective Exchange Rate; Dutch disease; institutions; economic development; income Inequality.

*La faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.*

*À mon seigneur ALLAH,  
À mes parents M'hamed et Fatma,  
À mes sœurs Kaouther, Najeh et Mouna,*

## Remerciements

Je tiens principalement à exprimer ma reconnaissance à M. le Professeur Mohamed Goaied et à M. le Professeur Alexandru Minea qui ont dirigé mes travaux de recherche durant quatre années.

L'expression de ma profonde gratitude à Jean-Louis Combes pour m'avoir orienté et aidé à avancer dans mes travaux de recherche. Ses conseils perspicaces m'ont fortement servi durant mon séjour au CERDI.

Mes sincères remerciements sont également adressés à Mohamed Ayadi, Philippe Gilles et Jamel Trabelsi pour avoir généreusement accepté d'être membres de ce jury de thèse.

Je souhaiterais aussi témoigner ma reconnaissance à Mme le Professeur Lisa Chauvet pour ses recommandations judicieuses lors d'une entrevue au CERDI.

J'exprime également mes remerciements au Docteur Laurent Wagner pour ses conseils.

J'exprime ma gratitude à M. le Professeur Branko Milanovic de m'avoir fourni la base de données des indicateurs d'inégalité.

Pour mes séjours au CERDI, cette thèse a bénéficié d'un financement du Ministère de L'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de la Tunisie et de l'Institut Français en Tunisie. Cette thèse doit également beaucoup aux excellentes conditions de travail au CERDI ainsi qu'à la qualité et la variété des séminaires de recherche. Mes sincères remerciements à l'équipe du CERDI, personnels administratifs et les enseignants –chercheurs. Je confirme que j'ai énormément appris et tirer avantage durant mes séjours.

Je voudrais également remercier sincèrement tous les participants aux séminaires des doctorants auxquels j'ai pris part, pour leurs commentaires pertinents.

Je voudrais également faire part de ma très grande reconnaissance à tous mes camarades du CERDI (Moussé, Samba, Rania, Haifa, Rasmané, Eric, Aissata, Youssouf, Christian). J'exprime ma très grande reconnaissance à mes amis du LEFA-IHEC Carthage, LEGI-EPT, ESSECT ainsi mes amis de Clermont Ferrand.

Pour finir, j'aimerais rendre un hommage particulier à ma famille, particulièrement mes parents et mes sœurs qui m'ont toujours soutenu. Je voudrais également remercier mes neveux Ahmed, Nouha, Med-Amine et Khadija.

## **Abréviations ET acronymes**

BM	Banque Mondiale
CAD	Comité d'Aide au Développement
CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales
CFA	Central African CFA franc
ECA	World Bank's Eastern Europe and Central Asia
FMI	Fonds monétaire international
FP	Flux de Portefeuille
FPP	Frontières des possibilités de consommation
GMM	Generalized Method of Moments
HOS	Heckscher Ohlin Samuelson
ICRG	International Country Risk Guide
IDE	Investissement direct à l'étranger
IPC	Indice des prix à la consommation
LIS	Luxembourg Income Study
MCO	Moindre carré ordinaire
MENA	Middle East North Africa region
MG	MoneyGram
OC	Ouverture commercial
OCDE	organisation de coopération et de développement économique
ONU	organisation des nations unies
PED	pays en développement
PPA	parité de pouvoir d'achat
PRS	Political Risk Services
PTF	productivité totale des facteurs
PWT	Penn World Table
SEDLAC	Socio-Economic Database for Latin America and the Caribbean
SILC	Survey of Income and Living Condition
SUR	Seemingly unrelated regression
TCER	Taux de change effectif réel
TE	Termes de l'échange
US	United States
USD	Dollar des États-Unis
VI	Variable instrumentale

WDI World development indicators  
WEO World Economic Outlook  
WYD World Income Distribution  
WIID World Institute for Development Research  
WU Western Union



# Tables des matières

<b>Introduction Général .....</b>	<b>3</b>
<b>Partie I. Afflux de financements extérieurs ; Syndrome hollandais et TCER.....</b>	<b>8</b>
Chapitre 1 Définitions, Mesures Et Typologies Des Concepts De Base : Taux De Change, Syndrome Hollandais Et Paradoxe De Lucas .....	8
Chapitre 2 Afflux de financements extérieurs et TCER dans la région MENA.....	27
<b>Partie II. Afflux de financements extérieurs et parts de revenu .....</b>	<b>68</b>
Chapitre 3 Echantillon ; Méthodologie ; Mesures et Techniques.....	70
Chapitre 4 Rôle du canal de la libéralisation financière dans la relation entre la globalisation et les parts de revenu.....	88
<b>Partie III. Envois de fonds, Aide et Inégalité de revenu.....</b>	<b>130</b>
Chapitre 5 Envois de fonds et inégalité de revenu : origine sociale du migrant et coût de transfert.....	131
Chapitre 6 Aide et Inégalité de revenu : niveau de revenu et degré de démocratie.....	177

## Introduction Générale

Ce travail de thèse s'inscrit dans le cadre du débat sur le mouvement des flux de capitaux publics et privés ou des afflux de financements extérieurs vers les économies en développement. Un fait qui s'est déclenché d'une façon remarquable à partir du début des années 90 et se manifeste clairement dans la différence du processus d'intégration actuel avec celui du siècle précédent, de l'ampleur de l'intégration ainsi que du rythme de réaction du marché récipiendaire. Deux facteurs majeurs sont susceptibles de révéler ces afflux :

-La temporalité du phénomène qui est conduit par des facteurs cycliques à l'échelle internationale (taux d'intérêt),

-Ce phénomène est le résultat des changements structurels de long terme proportionnel aux conditions propres du pays récipiendaire.

Dès lors, le défi pour les pays en développement est d'attirer les investisseurs et de s'insérer à un cycle vertueux au lieu d'un cycle vicieux d'intégration financière productive. L'avantage d'un cercle vertueux est que l'intégration et l'accès aux afflux de capitaux privés entraînent l'accroissement des investissements productifs et stimulent également les réformes institutionnelles.

Au niveau de cette thèse, l'accent est mis sur un ensemble de flux de financements extérieurs publics et privés enregistrés par ordre de volatilité croissant et des opérations les moins liquides vers les opérations les plus liquides au niveau de la balance des paiements.

Les flux de capitaux publics composés des prêts officiels bilatéraux et multilatéraux et les transferts officiels essentiellement l'aide octroyée par les établissements internationaux à l'exemple du Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). Les prêts officiels sont la somme des passifs officiels (les crédits du FMI et les titres de créance) et l'annulation de la dette du compte de capital ainsi que les dons du FMI. Les crédits et les prêts du FMI sont enregistrés au niveau de la rubrique autres investissements.

Les afflux privés de financements extérieurs englobent divers sommes à l'exemple des envois de fonds (REM) qui sont utilisés comme un proxy de la rémunération des salariés ainsi que le transfert privés des travailleurs à l'étranger vers leurs familles dans le pays d'origine. Ils sont enregistrés au niveau du compte de transactions courantes de la balance des paiements (rubrique transferts courants) du fait qu'ils constituent une source d'entrée de devise provenant des transferts privés des travailleurs résidents à l'étranger pendant plus d'une année. A la base,

ils constituent des transferts privés intrafamiliaux ou intracommunautaires de revenu qui répondent essentiellement à des besoins de consommation. La Banque Mondiale estime que cet afflux pourrait atteindre 454 milliards de dollars en 2015. En 2013, les transferts des migrants ont largement dépassé les investissements directs à l'étranger (IDE) vers les pays en développement (à l'exception de la chine) et ont été trois fois plus élevés que l'aide publique au développement (Banque Mondiale (2014)).

Une autre source vitale de financements extérieurs à l'égal des investissements directs à l'étranger (IDE) reportés à une économie sous forme de capitaux propres. Ils sont définis par une acquisition de participation durable de plus de 10% des actions d'une compagnie particulière opérant dans une économie différente de celle du pays de l'investisseur. Il correspond à la somme de capitaux propre, des gains de réinvestissements, autre capitaux propre de court et long terme comme enregistrés au niveau du compte financier de la balance des paiements. Les IDE prennent deux formes comme les projets d'investissements entièrement nouveaux et les projets d'investissement de fusion et d'acquisition. Les afflux d'IDE ont atteint 1 747 346 millions de dollars en 2013 dans le monde entier (Banque Mondiale (2014)).

Par ailleurs, les flux de portefeuille (FP) sont définis par la somme des titres de créance émis par le secteur domestique (les obligations des sociétés et autres titres de créance privés) ainsi que les achats étrangers d'actions des sociétés nationales. Ces actifs de spéculation de court terme sont réputés volatiles et sont comptabilisés au niveau du compte financier de la balance des paiements.

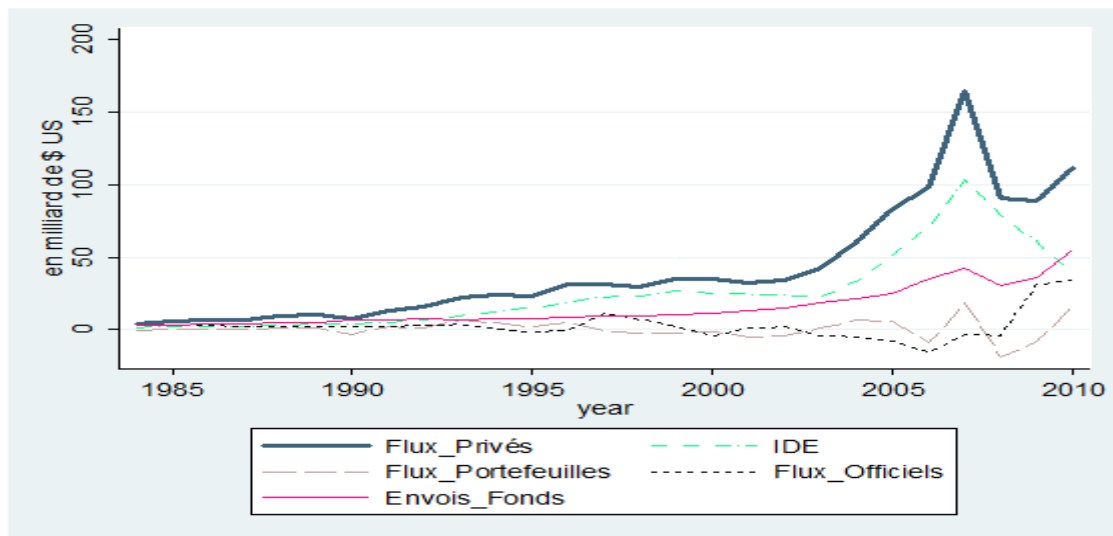
Les emprunts bancaires sont constitués des prêts bancaires transfrontaliers (à l'instar des autres emprunts, les devises et les dépôts) enregistrés au niveau de la rubrique autre investissement du compte financier.

Empiriquement, les flux de financements extérieurs ont fait l'objet de plusieurs travaux, essentiellement d'aspects macroéconomiques. La figure 1<sup>1</sup> témoigne un accroissement notable des flux privés (les IDE ainsi que les transferts des migrants constituent deux composantes fondamentales des flux privés) aux dépens des flux publics. Une récession remarquable des flux privés lors de la crise financière et économique des subprimes en 2007-2009.

---

<sup>1</sup> La figure met l'accent sur 66 pays en développement

Figure 1 Flux de financements extérieurs (en milliard d'USD)



*Les caractéristiques des flux de financements extérieurs :*

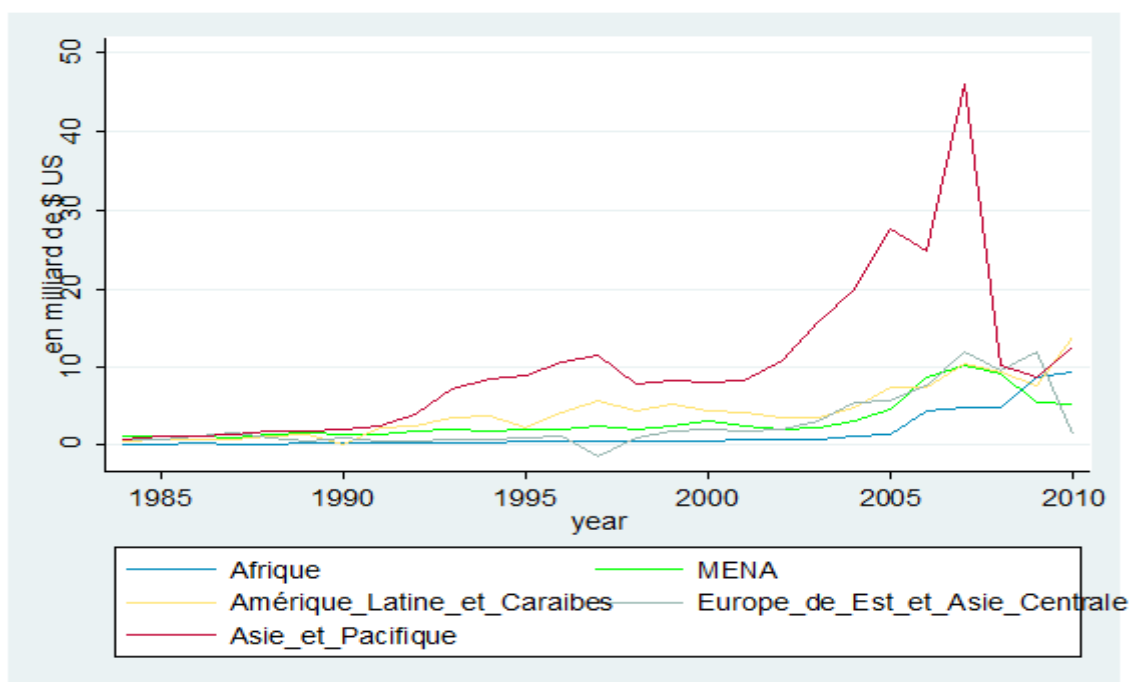
L'évolution des flux de financements extérieurs vers les pays bénéficiaires dépend de la nature du flux (de court ou de long terme) ; du motif du flux (consommation ou investissement) ainsi que des caractéristiques du pays récipiendaire. La figure 2 décrit la répartition des flux privés sur cinq régions qui s'avère inégalitaire. La région asiatique (Sud et Est) et le Pacifique jouissent d'une taille de marché importante et attire davantage les flux de financements privés relativement aux autres régions.

Les incitations économiques semblent primordiales afin d'attirer les investissements étrangers. Deux forces majeures permettent de conduire les investisseurs à exploiter les marchés des PED: la recherche d'un niveau de revenu élevé ainsi que les opportunités de diversification du risque (BM (1997)). Alesina et Dollar (2000) partagent cette idée et signalent que tandis que les IDE sont davantage sensibles aux conditions économiques du pays récipiendaire (les règles de base ; la liberté économique et l'exécution des contrats parmi d'autres conditions), l'aide au développement semble dépendante aux considérations politiques comme l'ordre de la démocratie ainsi stratégiques à l'instar de la politique d'ouverture au sein du pays récipiendaire.

Par surcroît, les flux de portefeuilles sont plus sensibles aux facteurs cycliques à l'égal du mouvement du taux d'intérêt domestique et international et se dirigent au marché de capitaux développé dont les risques d'instabilité sont faibles.

Les envois de fonds des migrants se distinguent de façon remarquable des autres afflux par l'ampleur et le volume croissant. Plusieurs motivations encouragent les migrants à envoyer des fonds financiers à leurs familles dans le pays d'origine. Les envois de fonds sont susceptibles améliorer le pouvoir d'achat du ménage dans le pays d'origine.

Figure 2 Répartition des flux de financements privés par région<sup>2</sup>



### *La croissance inclusive par les flux de financements extérieurs*

La mise en place d'une économie inclusive semble déterminante dans cette époque de globalisation. Ceci dit, si la croissance inclusive est abordée à une échelle globale, il est crucial de révéler le défi posé par les flux de capitaux et de financements extérieurs. Les modèles de croissance inclusive peuvent également aider à prévenir les crises économiques mondiales grâce à une meilleure régulation des flux de capitaux et une réforme du système financier.

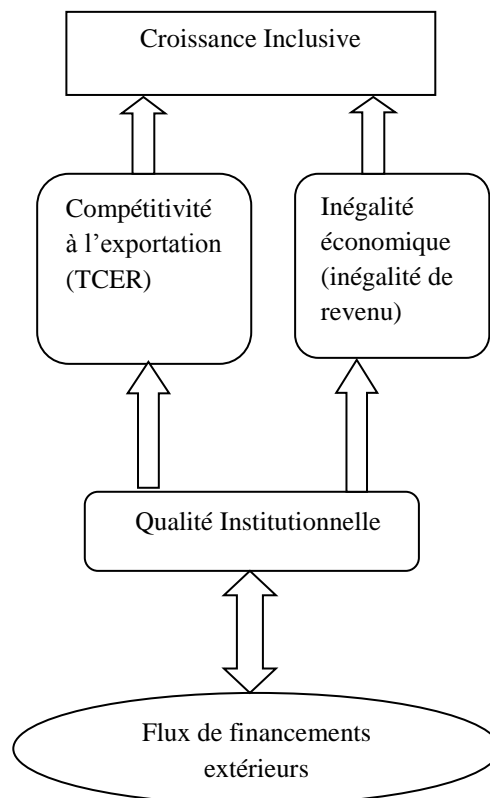
Les politiques de croissance inclusive sur le long terme ne semblent pas nécessairement mettre l'accent directement sur la croissance, mais sur des facteurs liés à la compétitivité à l'export

ainsi la répartition des richesses. Le maintien d'un niveau stable de prix ; de consommation et du Taux de change effectif réel (TCER) permettent les pays de réduire l'inflation. Ainsi, l'atténuation de l'inégalité de revenu permet d'éviter les tensions sociales violentes provenant des individus dépourvus des fruits du progrès sans perturber la durabilité du processus de croissance.

La problématique de cette thèse consiste à mettre l'accent sur deux piliers de la politique de croissance inclusive moyennant par les flux de financements extérieurs. La figure 3 synthétise l'idée en question. Au niveau de la sphère économique (pilier 1) (1) maintenir un niveau stable de la compétitivité d'une nation. A l'échelle distributive (pilier 2) (2) réduire l'inégalité économique à l'instar de l'inégalité de revenu. L'idée primordiale de notre problématique s'appuie sur le rôle du développement équitable par l'intermédiaire d'une meilleure compétitivité à l'export ainsi d'une croissance basé sur la justice sociale afin d'atteindre l'objectif de la croissance inclusive.

Dans la première partie de la thèse, l'indice de TCER est la variable dépendante déterminé par un ensemble de variables. Dans la deuxième partie, la variable dépendante est un instrument de mesure de l'inégalité de revenu par les parts de revenu ou les déciles de revenu. Au niveau de la troisième partie, l'inégalité de revenu est mesurée par l'indice de Gini. De surcroît, l'infusion des flux de capitaux privés est fortement tributaire à l'aptitude des pays récipiendaires à développer ses institutions ainsi l'implantation des politiques favorisant la réussite de l'intégration (BM (1997)).

Graphique 3 : Les piliers de la politique de croissance inclusive



*Les conséquences macroéconomiques des afflux de financements extérieurs sur les pays en développement*

Les travaux à propos des répercussions macroéconomiques<sup>3</sup> des afflux de financements extérieurs se divisent en deux : des travaux qui supportent l'hypothèse optimiste des bienfaits des financements extérieurs et des travaux qui s'alignent à l'hypothèse pessimiste.

---

<sup>3</sup> Il existe des travaux empiriques qui révèlent des résultats pertinents en se basant sur des données-micro des variables de financements extérieurs, l'approche exploitée au niveau de cet essai de thèse est fondée sur des données macroéconomiques.

Cependant que les flux de capitaux internationaux sont susceptibles d'assurer la croissance inclusive et amplifient les bienfaits des programmes de réformes au sein des pays récipiendaires. L'expérience internationale montre qu'ils engendrent des coûts liés à la pauvreté des politiques des pays récipiendaires.

Du point de vue positif, les pays en développement poursuivent une logique financière de bouclage des paiements à savoir que l'excès des importations comparés aux exportations nécessite un financement extérieur que les réserves de change peuvent ne pas couvrir (Nézeys (1995)). Nombreux travaux confirment la relation positive entre les afflux de capitaux et l'investissement domestique (Fischer(1997) ; Dornbuch (1998) ; Bosworth et Collins (1999) ; Mody et Murshid (2005) ; Mileva (2008)). D'autres s'alignent sur l'existence d'une corrélation positive entre les flux de financements extérieurs et le taux de croissance réel du PIB Gruben et Mcleod (1998). Les financements extérieurs montrent une amélioration du niveau de salaire des travailleurs qualifiés (Choi (2006)) et (Behrman et al. (2007)), particulièrement les IDE sont associés à une réduction de la pauvreté (McMillon (2007)).

Ainsi, les envois de fonds des migrants stimulent la croissance économique et contribuent au développement financier (Giuliano et al. (2009)) et (Rao et al. (2011)). Les envois participent à la formation du capital humain et l'amélioration de la PTF (Abdih et al. (2012)). Tandis que les flux d'aide sont faibles à l'échelle internationale, l'effet locale semble vital (Bourguignon et al. (2006)).

Du point de vu négatif, les effets préjudiciables sont fortement tributaires à l'élargissement du déficit du compte courant, un accroissement de la consommation qui semble non-soutenable ; des effets inflationnistes, une appréciation du TCER et une perte de la compétitivité à l'exportation. L'accroissement massif des afflux de capitaux cause la vulnérabilité du système financier et entraîne des effets pervers sur l'économie (Combes et al. (2012)). Ils précisent que l'accroissement des flux de capitaux stipule un boum de crédits et résulte alors la vulnérabilité du système financier. Bien que les envois de fonds conduisent au phénomène du syndrome hollandais ; entraînent une contraction de l'offre de travail et une perte de la compétitivité à l'exportation (Acosta et al. (2009)), Doucouliagos et Paldam (2011) s'alignent sur l'inefficacité de l'aide au développement. D'autres conséquences nuisibles à l'économie récipiendaire ont été témoignées par l'expérience internationale à l'instar des suites défavorables sur la distribution de la richesse et la création d'écart de revenu au sein des pays. Cogneau et Lambert (2006) signalent que tandis que l'aide joue un effet compensatoire dans les années 70 au sein



des nations pauvres en flux d'investissement, ils justifient le caractère régressif des IDE ainsi des flux d'exportations qui emporte l'effet de péréquation régulier de l'aide. Ils argumentent également que les transferts des migrants sont relativement progressifs à cause du phénomène de fuite de cerveaux fortement fréquenté au sein des pays pauvres.

A l'instar des effets potentiels, multiples, complexes et contradictoires associés aux afflux de financements extérieurs, il n'est pas étonnant que la dernière décennie soit marquée par une attention progressive accordée au rôle joué par les afflux de financements extérieurs sur les objectifs de développement au sein des pays récipiendaires. Cet essai de thèse contribue à la controverse relative aux effets macroéconomiques des afflux de financements extérieurs. L'accent est mis sur les conséquences macroéconomiques, particulièrement les répercussions économiques et distributives au sein des PED. Il y a tout lieu de croire qu'une assistance financière provenant de l'extérieur à l'instar d'une entrée massive de devise « Too much capital inflows » entraînent des effets intra-pays (effet distributif) et inter-pays (compétitivité à l'export). Chaque partie développe un ensemble d'hypothèses vérifiées par des modèles empiriques et exploite des tests de robustesse des principaux résultats.

Notre travail de thèse entreprend des hypothèses non traitées par les travaux récents de la littérature.

-En effet, malgré que des travaux récents de la littérature empirique traitent l'effet économique des afflux de financements extérieurs, particulièrement au niveau de l'Amérique Latine et les pays asiatiques, la région MENA n'a pas fait l'objet d'une étude spécifique.

-En dépit que le Paradoxe de Lucas discute le rôle associé à la qualité institutionnelle afin d'attirer les flux de capitaux, la question de l'intérêt de la qualité institutionnelle (risque politique ; économique et financier) dans la relation entre les flux de financements extérieurs et la compétitivité à l'export n'a pas fait l'objet d'une étude empirique et nécessite une attention particulière.

- On note aussi qu'un ensemble de travaux récents de la littérature empirique se focalisent sur certains facteurs conditionnels de la relation entre les envois de fonds et l'inégalité économique au sein des pays récipiendaire, le rôle associé au coût de transfert d'argent dans la relation en question n'a pas fait l'intérêt d'une analyse particulière.

-Etant donné que le niveau de dépendance d'un pays à l'aide étrangère ainsi que l'ordre de démocratie semblent nécessaire au niveau de la relation entre l'aide et l'inégalité de revenu, une articulation entre les deux hypothèses est cruciale afin de conduire le facteur déterminant.

La thèse est scindée en trois grandes parties. La première partie cherche à expliquer l'incohérence révélée par les travaux de la littérature empirique en se basant sur la nature de la relation entre les afflux et le TCER. En effet cette relation n'est pas simplement linéaire, elle dépend d'autres facteurs qui permettent de mieux la qualifier. En conséquence, cette partie se base sur le concept que l'impact des afflux de financements extérieurs devrait être modéré et pourrait également déprécier le TCER quand le contexte institutionnelle du pays est favorable (un faible risque politique, économique ainsi que financier). Ce point a été négligé dans les travaux empiriques antérieurs et nécessite une attention spécifique.

Le premier chapitre présente au niveau de la section 2 les différentes définitions et mesures de la notion du TCR. La section 3 développe les concepts corrélés à la relation entre les afflux de financements extérieurs et le TCER à l'exemple de l'effet de dépense et les transferts de ressource. La figure 1.4 explicite un exemple de 'boum pétrolier' afin d'expliquer le syndrome hollandais. La section 4 se consacre au paradoxe de Lucas dont l'idée révèle l'importance du contexte institutionnelle du pays récipiendaire afin d'attirer davantage les financements extérieurs, ce qui explique la double flèche de la figure 3 entre la qualité institutionnelle et les flux de financements extérieurs.

Le deuxième chapitre cherche à répondre à la question à savoir laquelle quel est le rôle joué par la qualité institutionnelle dans la relation entre les financements extérieurs et le TCER. Le chapitre se focalise sur une étude empirique, particulièrement au niveau de la région MENA.

L'objectif de la deuxième partie de la thèse est de mettre l'accent sur l'effet distributif de la globalisation. Le chapitre 3 est méthodologique et consiste à présenter les éléments de l'étude empiriques de la partie II et de la partie III. Il discute l'échantillon étudié au niveau de la section 2 ; développe les deux mesures exploitées de distribution de revenu (section 3) ; argumente l'utilité des modèles en interaction (section 4). La section 5 se focalise sur la question d'endogénéité qui persiste parmi les variables d'intérêt et en proposons des solutions par les instruments au niveau de la section 6. Le chapitre 4 consiste à mettre l'accent sur le canal de la libéralisation financière en tant que mécanisme de transmission au niveau de la relation entre la globalisation et la distribution de revenu et discute au niveau de la section 2 l'ensemble des canaux susceptibles d'avoir un effet distributif. La sous-section 2.1 développe une critique à la

théorie de HOS. La figure 4.3 synthétise la relation de Kuznets entre l'inégalité de revenu et le degré de développement économique.

La troisième partie de la thèse s'intéresse particulièrement aux envois de fonds (dans un chapitre 5) et l'aide au développement (au niveau du chapitre 6). Deux sources pertinentes de financements au sein des PED, dont la littérature ne se corrobore pas sur la relation de complémentarité ou de substituabilité entre les deux. Le chapitre 5 cherche à révéler le rôle de l'origine sociale du migrant ainsi le coût de transfert d'argent comme des facteurs déterminants de l'effet distributif des transferts des migrants. Chapitre 6 consiste à répondre aux questions suivantes : est-ce qu'un contexte démocratique permet une allocation équitable de l'aide au sein des pays bénéficiaires. Ainsi, est ce que le degré de dépendance à l'aide est favorable afin de réaliser une péréquation égalitaire de revenu.

**Partie I. Afflux de financements extérieurs ; syndrome  
hollandais et taux de change effective réel**

# Chapitre 1

## Taux de change, syndrome hollandais et paradoxe de Lucas

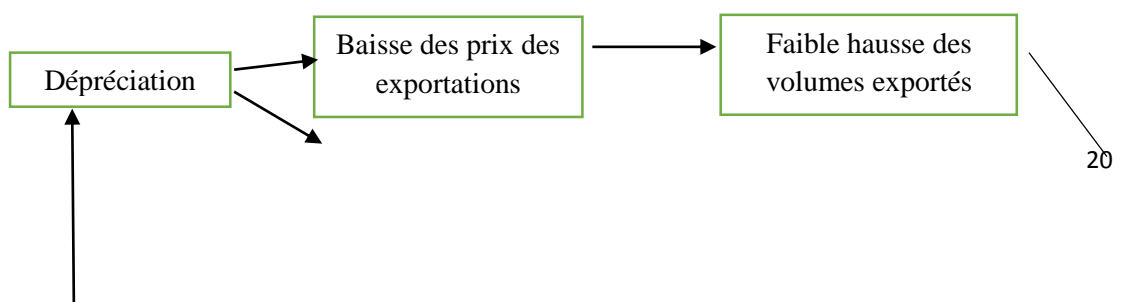
### 1. Introduction

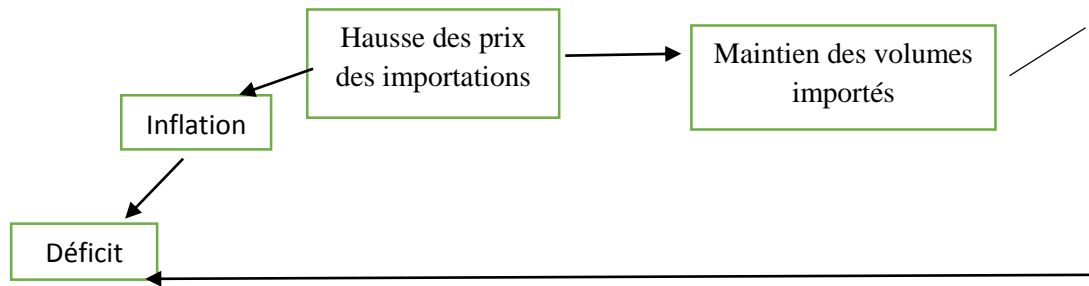
La concrétisation des objectifs macroéconomiques par une croissance durable passe nécessairement par la politique de taux de change. Ce dernier est toujours admis en tant qu'un instrument de la politique économique afin de réaliser l'équilibre macroéconomique qui dépend de la demande et l'offre de la monnaie nationale et la devise et le niveau général des prix. Deux dimensions interviennent dans la formation du taux de change : le solde global et le niveau des réserves officielles. Les réserves reflètent une importance politique, particulièrement la confiance accordée à la monnaie nationale. Le solde global indique la pression sur le cours de change.

Tandis que les importations sont relatives à une demande de devise et une offre de la monnaie locale, les exportations et les emprunts de capitaux correspondent à une demande de la monnaie nationale et une offre de la devise. Ceci dit, un déficit commercial correspond à un excès de la monnaie locale, susceptible d'entraîner une dépréciation de la monnaie nationale et une baisse du taux de change, consiste à son tour à atténuer le déficit.

En système de parité flottante, la pratique a infirmé l'hypothèse à savoir laquelle la diminution spontanée du taux de change (en cas de déficit) améliore la compétitivité et atténue le déséquilibre commercial initial. Il s'avère que la variation du taux de change intensifie le déficit commercial. A la fin des années 70, des cercles vicieux sont associés à la dépréciation et des cercles vertueux à l'appréciation (Stemitsiotis (1992)). La figure 1.1 illustre le cercle vicieux des monnaies faibles qui s'appuie sur l'enchaînement présenté, la figure 1.2 montre un cercle vertueux.

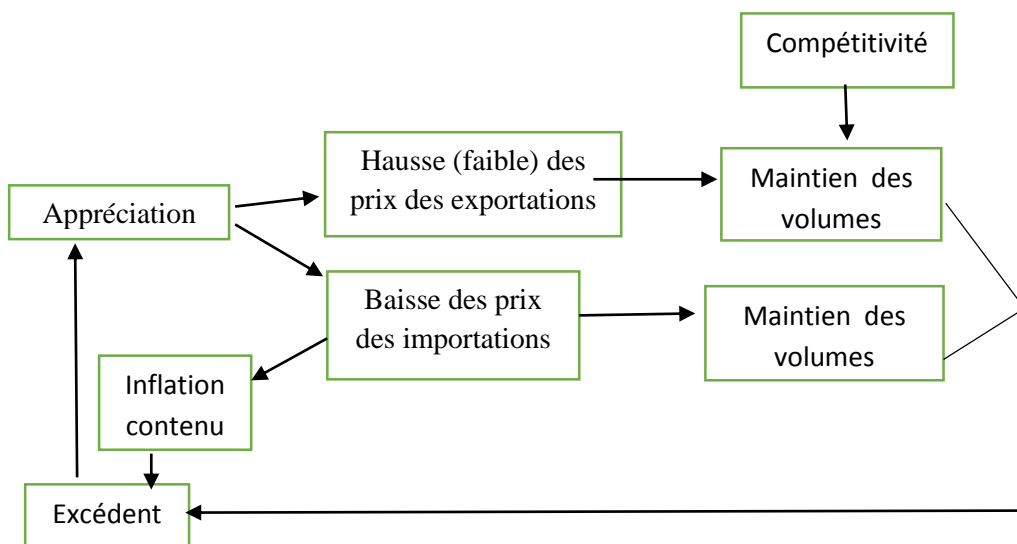
Graphique 1.1 : Cercle Vicieux





Source : Stemitsiotis (1992)

Graphique 1.2 : Cercle Vertueux



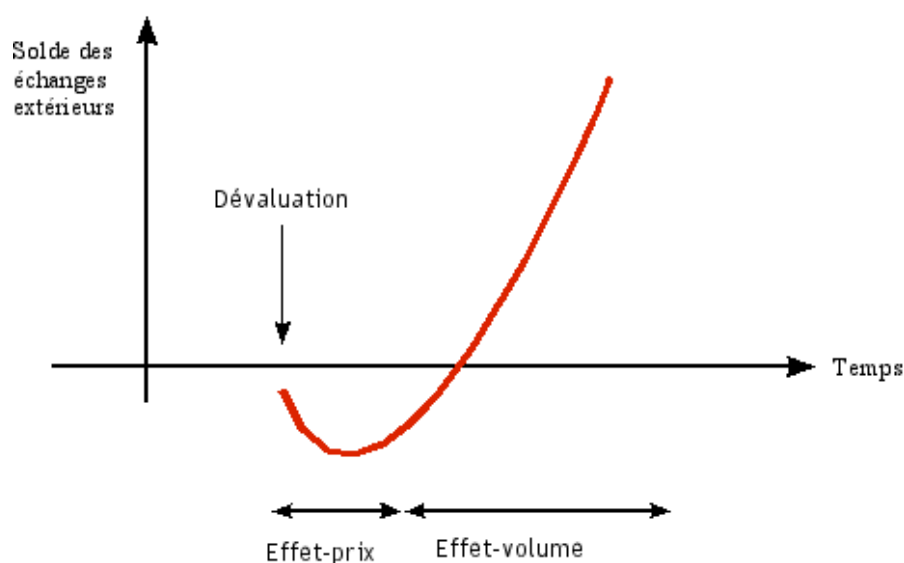
Source : Stemitsiotis (1992)

En système de parité fixe, trois mesures sont susceptibles de réaliser l'équilibre extérieur 1) la réduction du crédit 2) la dévaluation 3) l'augmentation de l'offre des biens. Tandis que la dévaluation consiste à rétablir la compétitivité, les autres actions fournissent des mesures de stabilisation à court terme. La dévaluation de la monnaie est une politique à double détente. Elle accapare dans une étape initiale la perte de la compétitivité de l'économie nationale et stimule un mécanisme de rééquilibrage ultérieurement. L'ampleur de la dévaluation dépend du différentiel d'inflation. L'indicateur de surveillance du taux de change est le TCER : un taux qui mesure l'évolution du taux de change avec les monnaies des principaux partenaires extérieurs (effectif), pondéré par le rapport prix intérieurs/prix extérieurs (réel) (Assidon (2002)).

La dévaluation engendre deux effets dans le temps : un effet immédiat négatif (effet –prix) qui dégrade les termes de l'échange suite à la baisse des prix des exportations qui supportent les tensions inflationnistes relatives à un renchérissement des prix des importations (en monnaie nationale). Un effet ultérieur (effet-volume) favorise la compétitivité. Tandis que la baisse des prix à l'exportation stimule la demande étrangère et dispose des conséquences positives sur la compétitivité-extérieur, la demande interne se concentre davantage sur les produits nationaux et améliore la compétitivité interne. L'effet-prix de compétitivité passe par deux types de demande : la demande étrangère des exportations nationales et la demande nationale au secteur qui produit des biens concurrents à ceux importés. En dévaluant, l'économie s'ajuste à un niveau de prix (en devise donnée) ; c'est l'effet revenu en monnaie nationale qui fait l'ajustement (Assidon (2002)).

Les deux effets prix et volume qui se suivent dans le temps se synthétisent par la figure 1.3 (la courbe en J, ou en crosse). La partie descendante reflète le temps nécessaire afin que le marché étranger réagît à la baisse de prix. L'équilibre commercial est atteint au niveau de la partie ascendante (l'intersection de la courbe en J et l'axe de temps). La dévaluation induit cet assujettissement lorsque le solde de la balance commerciale est près de l'équilibre. Le cas opposé suppose l'omission de la partie positive de la courbe en J. Les répercussions positives sur la compétitivité supposent une inflation maîtrisée. Dans l'ensemble, l'efficacité de la politique de dévaluation dépend de la capacité de la politique économique à atténuer les effets inflationnistes et modérer la partie descendante de la courbe en J.

Graphique 1.3 : Courbe en J



Par ailleurs, la notion de taux de change est multidimensionnelle et complexe. Ce chapitre met l'accent sur les mesures du TC ainsi sur les concepts susceptibles d'influer le mouvement du TC. La structure du chapitre est comme suit : une section 2 présente les différentes définitions et mesures théoriques et pratiques de la notion du TCR. La section 3 aborde les notions fortement reliées à la relation entre les afflux de financements extérieurs et le TCER à l'instar de l'effet de dépense et le transfert des ressources. La dernière section se focalise sur le paradoxe de Lucas.

## **2. Concept et mesures du TC**

Lors des années 80, le développement économique a été tributaire à un ajustement fiable et stable du TCR (Williamson (1996)). Ceci dit, il est favorable de déterminer le niveau d'équilibre du TC en vue de limiter les problèmes et les biais de compétitivité. Par ailleurs, il existe trois concepts d'équilibre :

- Un équilibre de marché, en rapport avec le taux de change qui permet l'équilibre entre l'offre et la demande de la monnaie nationale et la devise. Il s'agit évidemment de la notion d'équilibre reliée aux modèles monétaires et relative au TCN.
- Un équilibre courant (TCEC), relié au taux de change découlé d'un marché en situation d'information pure parfaite. Il est considérablement relié et déterminé par un ensemble de variables macroéconomiques ainsi par des politiques économiques.
- Un équilibre fondamental (TCEF), il est susceptible de créer un excédent ou un déficit courant et contrebalancer aux flux de capitaux sous-jacents (Williamson (1996)). La monnaie est considérée sur ou sous-évaluée par le TCEF. Il a été supposé comme une notion d'équilibre de long terme, réel (corrigé du différentiel d'inflation entre les pays). Le TCEF est tributaire d'une part à l'évolution de la tendance des flux de capitaux sous-jacents. D'autre part, à des variations persistantes de l'offre et la demande des biens exportables, à l'instar de l'évolution du niveau de productivité ; une abondance des ressources naturelles ainsi qu'une amélioration des termes de l'échange. Il en résulte que le TCEF se repose sur des appréciations normatives ainsi sur un ensemble d'éléments qui conduisent à son estimation. Ceci révèle l'avantage associé à l'approche de Williamson vu qu'elle considère dans le calcul du TC d'équilibre non seulement les prix relatifs mais également les objectifs de production ; la balance courante ; les flux de capitaux ainsi que les changements structurels dans l'économie. Dans un cadre plus général, le



taux de change fait l'objet de deux types de cotisations, à savoir une cotisation au certain, il exprime une unité de monnaie nationale en nombre d'unité de monnaie étrangère. Ceci signifiait qu'une évolution de ce taux reflète une appréciation de la monnaie locale. La surévaluation du taux de change coté à l'incertain est équivalent aux nombres d'unités de monnaie locale à procurer afin d'obtenir une unité de monnaie étrangère. L'augmentation de ce taux traduit évidemment la surévaluation de la monnaie étrangère et la sous-évaluation de la valeur de la monnaie nationale.

Les mesures formelles du TCR sont tributaires à<sup>4</sup> :

1) L'approche de l'équilibre macroéconomique se repose sur trois étapes. i) une relation d'équilibre entre le solde du compte courant et un ensemble de fondamentaux susceptibles de déterminer le TC à long terme. ii) un équilibre de compte courant à partir de la relation précédente et en fonction des fondamentaux. iii) un ajustement du TCR afin d'atténuer l'écart entre les normes et le solde du compte courant sous-jacents. Une ample OC reflète un ajustement faible du TC afin de réduire l'écart du compte courant.

2) L'approche de la viabilité extérieure s'appuie sur trois étapes : i) la balance courante stabilise la position net extérieure (PNE) à une valeur de référence. ii) la PNE (de stabilisation commerciale) se compare au solde du compte courant. iii) un ajustement du TCER afin de réduire l'écart entre les échanges de moyen terme ; le solde du compte courant et la PNE-de la stabilisation.

3) L'approche du taux de change réel d'équilibre s'appuie sur trois étapes. i) une relation d'équilibre entre le TCR et ses fondamentaux. ii) une estimation du taux de change réel d'équilibre en fonction du niveau moyen de ses fondamentaux. iii) un ajustement du taux de change par la différence de la valeur courante du TCR et la valeur d'équilibre de la deuxième étape.

Par ailleurs, plusieurs mesures du TCR sont discutées par les travaux de la littérature empirique. Hinkle et Montiel (1999) définissent un ensemble d'approches fondamentales du TCR.

1) Le TCR externe (théorie de la PPA) est le TCN ajusté de la différence du niveau des prix entre deux nations ; permet de comparer le pouvoir d'achat d'une monnaie (pays i) par rapport

---

<sup>4</sup> Di Bella et al. (2007)

à l'étranger (pays j). C'est le rapport de prix relatif d'un panier de consommation exprimé dans la même monnaie :

$$TCR\_PPA(i, j) = \frac{\text{Prix\_panier\_consommation}_i}{\text{Prix\_panier\_consommation}_j * TCN_{ji}} \quad (1)$$

La théorie de la PPA se repose sur le prix et non pas le coût. La version absolue exige un panier standard, cependant le problème des données associé au coût standard du panier révèle la limite de cette mesure. La disponibilité de l'IPC d'un panier représentatif permet l'exploitation de la version relative.

2) Le TCR externe (compétitivité –prix) consiste à comparer le coût de production des biens échangeables (E) nationaux à celui à l'étranger. C'est le rapport des coûts de production exprimés dans la même monnaie :

$$TCR\_CP(i, j) = \frac{\text{Coûts\_production\_}E_i}{\text{Coûts\_production\_}E_j * TCN_{ji}} \quad (2)$$

L'absence des données de l'indice du prix à la production ; l'indice d'évolution des salaires et les données relatives aux coûts salariaux dans les PED empêche l'exploitation de cette mesure.

3) Le TCR interne (intersectoriel) mesure le rapport des prix interne au sein d'une économie. C'est un indicateur du niveau des prix domestiques d'une nation et reflète la répartition des ressources entre les deux secteurs (Montiel et Hinkle (1999)) et (Di Bella et al. (2007)). C'est le rapport de prix entre les deux secteurs d'une économie et reflète la rentabilité relative des deux secteurs :

$$TCR\_Interne = \frac{P_{NE}}{P_E} \quad (3)$$

Cependant, l'entrave d'exploiter cette mesure est liée à i) certains biens ont un caractère semi-échangeable dont le prix est déterminé par des facteurs internes et externes ii) un ensemble de biens ont un caractère échangeable commercialisés localement en raison du protectionnisme iii) l'absence de l'indice de prix des biens échangeables et non-échangeables (Authorkolala et Rajapatirana (2003)) et (Jongwanich (2010)). Ceci dit, le TCR interne peut être approximé par l'indice de prix domestique et international qui s'écrit comme suivant :

$$TCR\_Interne = TCN * \frac{P^W}{P^D} = \frac{\prod_{i=1}^n [E_i P_i^W]^{W_i}}{P^D} \quad (4)$$

*TCN( $E_i$ ) : Le taux de change nominal cotisé au certain*

*$P^W$  : indice de prix à l'étranger (par l'indice des prix de gros).*

*$P^D$  : indice de prix domestique (par le déflateur du PIB).*

*$W_i$  : mesure du poids de chaque pays partenaire, en se reposant sur les parts des exportations et des importations ( $\sum W_{i=1}$ ).*

Toutefois, la mesure de TCR interne pose des difficultés de mesure dans les PED vu le manque de statistiques fiables de l'indice de prix et de coûts. Ceci dit, le TCR externe (TCER) permet de fournir un proxy du TCR interne. Le taux de change effectif ou multilatéral réel est le TCN (une mesure de la valeur d'une monnaie contre une moyenne pondérée de plusieurs devises) rapporté par un indice de prix ou de coût, exprimé selon une année de base. Le terme effectif reflète i) le nombre des partenaires commerciaux. ii) l'effet des tarifs ; des subventions et les charges inclussent dans les coûts domestiques d'une monnaie ainsi le prix d'exportation.

Trois éléments interviennent dans le calcul du Taux de change multilatéral i) une mesure appropriée du TCN ii) une pondération moyenne de chaque partenaire commercial iii) une formule mathématique opérationnelle. 1) Les pondérations des pays sont supposées être actualisées lorsque les principaux partenaires commerciaux changent au fil de temps. 2) la période de référence pour le calcul des pondérations est l'année de base, de sorte que la pondération reflète l'équilibre du TCR. Ceci nécessite plusieurs années de base pour les différents pays. 3) le choix des principaux partenaires commerciaux doit décomposer entre les exportations et les importations ainsi entre les pays exportateurs et non exportateurs de pétrole. Ceci signifiait que le choix du partenaire doit se reposer sur le commerce des produits compétitifs (hors pétrole, hors Gaz...). Le poids de compétitivité doit prendre en considération non seulement les flux d'échanges entre le pays d'origine et le principal partenaire commercial mais aussi l'effet des flux commerciaux des pays tiers (concurrents sur le marché

d'exportation). Toutefois, cette mesure nécessite un modèle particulier de concurrence qui exige la disponibilité de l'ensemble de ces données (Hinkle et Montiel (1999)).

Au niveau de la section suivante, nous élaborons une synthèse du mécanisme de syndrome hollandais et l'ensemble des effets qui sont susceptibles d'influer le TCER.

### **3. Syndrome hollandais, effet de dépense et transfert de ressource**

Durant les dernières décennies, les politiques de libéralisation financière et du compte de capital se sont proliférées et conduisent à une intégration croissante des marchés. Il en a résulté un mouvement vague et continu des afflux de capitaux qui s'est déclenché en provenance des pays dotés en capital et jouissent d'un excès de fond de richesse vers les PED. Il y a tout lieu de croire que l'avènement des afflux de capitaux et de financements extérieurs sont vitaux pour le développement des économies et sont étroitement reliés à la croissance économique des pays émergents. De surcroît, ces derniers nécessitent des ressources externes afin de promouvoir le secteur d'investissement productif ainsi que financer le déficit du compte courant. D'un point de vue positif, Mody et Murshid (2005) ; Mileva (2008) parmi d'autres supportent également la présence d'une relation favorable entre les afflux de capitaux et l'investissement domestique. Gruben et Mcleod (1998) affirment que la relation entre les flux de capitaux et le taux de croissance réel du PIB est positive. Les PED poursuivent une logique financière de bouclage de paiements, l'excès des importations relativement aux exportations nécessite un financement que les réserves de change peuvent ne pas couvrir.

D'un point de vue négatif, l'effet potentiel des mouvements de capitaux sur la croissance contribue à des résultats non conclusifs. L'accroissement massif des afflux de capitaux cause 1) la vulnérabilité du système financier et entraîne des effets pervers sur l'économie dans son ensemble 2) stipule un boum de crédits et en résulte la vulnérabilité du système financier 3) un déséquilibre entre les actifs et les passifs bancaires (à l'instar d'un décalage entre la monnaie d'emprunt et de prêt) (Combes et al. (2012)).

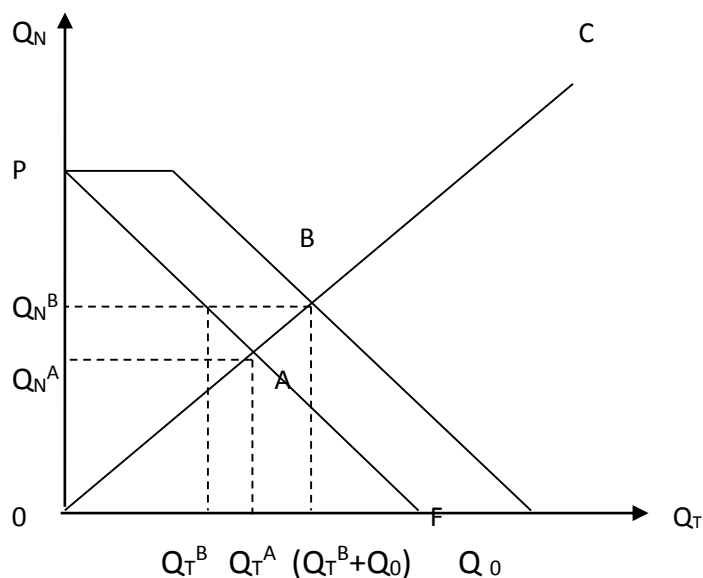
La controverse au sujet de la mobilité des flux de capitaux s'est accrue. Ceci dit, plusieurs faits macroéconomiques défavorables se sont manifestés à l'instar d'une instabilité macroéconomique. L'expérience internationale témoigne la crise de change mexicaine (1982) et la crise de la Turquie (2001) parmi d'autres, qui se sont déclenchées suite à une sortie massive des flux de capitaux et une perte de confiance instaurée dans ces marchés. Dans le même esprit d'analyse, le déséquilibre macroéconomique peut éventuellement être suscité par un niveau accéléré de croissance économique et d'inflation et par conséquent une appréciation du TCER

et une perte de la compétitivité à l'exportation. La perte de la compétitivité à l'exportation est l'une des répercussions négatives des afflux de capitaux, dont l'effet est semblable à un choc exogène à l'instar d'une abondance de ressources naturelles (Pétrole ; Gaz ; Diamant...) (Calvo et al. (1993)) ; (Bandara (1995)) ; (Edwards (1999)) ; (Agenor (1998)) ; (Athukorala et Rajapatirana (2003)) ; (Lartey (2008)) et (Ibarra (2011)).

Le dévoilement du syndrome hollandais qui a eu lieu dans les années 60 suite à la découverte des dépôts de gaz dans les Pays-Bas, a entraîné 1) une profitabilité au sein du secteur industriel fortement associé à la ressource naturelle aux dépens de l'autre secteur des biens échangeables 2) un écart de production se révèle entre les deux secteurs 3) une surévaluation de la monnaie 'Guilder'.

Afin de mieux articuler l'effet du syndrome hollandais, nous suivons l'exemple de Sachs et Larrain (1993) d'un pays qui témoigne un boum de ressource naturelle (pétrole). Admettons que le secteur des biens échangeables est relié exclusivement à l'industrie non pétrolière (la manufacture). La découverte des réserves pétrolières entraîne alors i) une augmentation de la production des biens échangeables d'une quantité  $Q_0$  (figure 1.4) suite au déplacement de la frontière des possibilités de production FPP (PF) vers la droite.

**Graphique 1 : Effets d'une découverte pétrolière**



Source: Sachs et Larrain (1993)

ii) un déplacement de l'équilibre économique de A et B et une expansion de la demande qui reflète également l'amélioration de la richesse iii) un élargissement de la consommation des deux secteurs échangeable  $Q_T$  et non échangeable  $Q_N$  et un écart de production entre les deux secteurs (accroissement de la production du secteur non-échangeable qui passe de  $Q_N^A$  à  $Q_N^B$ , (effet de dépense). Cependant la production des biens non-pétroliers diminue de  $Q_T^A$  à  $Q_T^B$ , la production totale des biens échangeables augmente et passe de  $Q_T^A$  à  $(Q_T^B + Q_0^5)$ .

L'enseignement de cet exemple est qu'un choc exogène (un boum pétrolier ou une découverte de ressources naturelles) et une augmentation exceptionnelle des prix des principaux biens à l'exportation influent la compétitivité du secteur des biens destinés à l'exportation et les biens concurrents à l'importation. Le phénomène est nommé le syndrome hollandais se traduit par i) un accroissement des richesses ii) un mouvement des ressources de production entre les deux secteurs de l'économie 'un effet de transfert'<sup>6</sup> iii) une contraction inévitable de la production du secteur échangeable (Sachs et Larrain (1993)).

D'autres facteurs sont susceptibles d'entraîner un niveau de revenu élevé et stimulent la demande domestique à l'instar des flux massive de capitaux et de financements extérieurs. Le cadre analytique de l'effet du syndrome hollandais par les afflux de financements extérieurs se base sur une petite économie de marché qui se réfère aux modèles de l'économie dépendante de Salter (1959) Swan(1960) Corden(1960) Dornbush (1980). Il y a tout lieu de croire qu'un soutien financier extérieur influe la compétitivité du secteur échangeable et témoigne l'hypothèse du syndrome hollandais (Corden et Neary (1982)). L'élargissement de la richesse permet 1) d'alléger la contrainte budgétaire et déclenche l'expansion de la demande agrégée aux seins des deux secteurs 'effet de dépense' 2) une évolution de la consommation domestique 3) les producteurs des biens du secteur non-échangeable tirent avantage de cette situation (les prix augmentent relativement à l'autre secteur) dont les prix sont exogènes.

Dans une petite économie de marché, le TCER définit selon une optique de production par le rapport du prix du bien non-échangeable au prix du bien échangeable. L'accroissement du prix du bien du secteur non échangeable entraine l'expansion du TC et engendre un mouvement des facteurs de production du secteur échangeable vers le secteur non échangeable afin de répondre

---

<sup>5</sup>  $Q_0$  est la production des biens échangeables pétroliers

<sup>6</sup> Dans ce sens, l'accroissement de la demande des biens du secteur non échangeable qui connaît une évolution notable de ses prix ne peut être assurée que par la production locale. Il en a résulté un mouvement des facteurs de production afin de répondre à la variation de la demande.

à l'accroissement de la demande par une production domestique, 'le mouvement du facteur travail' qui contribue à une pression sur la monnaie locale (Corden et Neary (1982)).

Plusieurs travaux de la littérature empiriques liés aux déterminants du TCR s'interrogent sur une allocation efficace des afflux de financements extérieurs sans des répercussions pervers sur l'économie récipiendaire à l'instar d'une liquidité excédentaire qui déclenche un niveau de prix plus élevé et une appréciation du TCER (Jongwanich (2010)).

Cependant que les afflux de capitaux sont associés à la croissance économique ; la création d'emploi et l'accroissement du pouvoir d'achat en Turquie, une crise de change s'est révélée à cause d'une allocation inefficace des investissements privés en faveur du secteur des biens non échangeable. Le placement de capitaux n'a pas permis de générer des capacités de change afin de résoudre la sortie des flux. Le mouvement de capitaux vers la Turquie s'est achevé par une crise (Çimenoclu et Yenturk (2005)).

L'incohérence des résultats de la littérature empirique est expliquée par la différence des mesures du TCR et du proxy des afflux de financements extérieurs (Lartey (2007)). La nouvelle configuration des afflux témoigne une baisse éminente de 40% des afflux officiels et un accroissement des transferts de migrants qui atteignent le deux tiers des IDE (Acosta et al. (2009)).

Un certain consensus a flotté dans les travaux de la littérature empirique et révèle les différentes conclusions associées aux répercussions des financements extérieurs. Cependant que les afflux officiels sont supposés entraîner l'appréciation du TCR, une étude de relation de cointégration montre que l'aide conduit à la dépréciation du TCER en Tanzanie (Li et Rowe (2007)). Une étude du FMI (2005) menée sur cinq pays de l'Afrique montre l'absence du syndrome hollandais en raison des politiques de maintien de la compétitivité et d'absorption efficace de l'aide. Ceci dit, l'impact de l'aide sur le TCER dépend notamment du canal de transmission et la nature des dépenses domestiques engendrées par l'aide (Gupta et al. (2005)). Si l'aide est vendue à la Banque Centrale, alors l'impact dépend de l'ampleur du montant que la BC récolte suite à la vente de l'aide sur le marché de change.

L'ensemble des travaux empiriques s'accordent sur l'importance des IDE en tant qu'afflux stable et moins volatile ; destinés aux investissements productifs ; moins associés à l'expansion monétaire et à l'inflation (comme ils sont moins canalisés par le système bancaire) (Combes et al. (2012)). Les IDE permettent la création d'emploi pour la femme dans les PED et répondent

à des motivations de production (Drin et Rault (2005)) et (Buchanan et Rishi (2012)). La volatilité des afflux de capitaux en Turquie s'explique par l'absence d'une politique rigoureuse d'attraction des IDE (Çimenoglu et Yenturk (2005)). Plusieurs pays du continent africain tirent avantage des IDE vu qu'ils sont alloués dans les investissements entièrement nouveau ; assure le transfert technologique et managérial, ce qui permettent d'accroître les capacités productives (Rangamy et Miheljek (2011)).

L'instabilité et la forte volatilité de cet afflux de court terme et l'aspect spéculatif contribuent à expliquer l'interdépendance entre les flux de portefeuilles et le syndrome hollandais. Plus la taille des investissements de portefeuilles est grande, plus la probabilité d'un renversement brutalement des flux de capitaux est forte (Ito (2000)). La prolifération des afflux de portefeuilles en Afrique avant la crise de 2007 s'est répercutée par une sortie massive durant la période de la crise (Rangamy et Miheljek (2011)). Les afflux de portefeuilles et les crédits bancaires constituent une part prépondérante de l'ensemble des afflux de financements extérieurs en Turquie, ce qui explique la volatilité de ces flux (Çimenoglu et Yenturk (2005)).

Tandis que les travaux de la littérature ne se corroborent pas sur la nature des répercussions associées aux transferts des migrants, l'accroissement des transferts privés assure 1) une augmentation du revenu disponible (effet revenu) 2) une contraction de l'offre de la main d'œuvre locale 3) un élargissement du niveau de la consommation. Ceci se répercute par 4) une évolution des prix du secteur non-échangeable suite à l'évolution des coûts de production à fort intensité de travail 5) une réallocation du facteur travail et 6) une appréciation du TCR et une perte de la compétitivité à l'exportation des biens échangeables et résulte un cercle vicieux par les transferts des migrants.

Le mécanisme d'appréciation du TCR par les afflux de financements extérieurs n'est pas le seul conducteur du syndrome hollandais. Par surcroît, les transferts des migrants sont également supposés influencer la compétitivité à l'exportation par un deuxième canal à l'instar du marché de travail (Bayangos et Jansen (2011)). L'amélioration du revenu disponible incite le recours aux activités de loisir et de consommation des biens et services du secteur non échangeable et atténue la motivation de travail. D'autant que la réduction de la main d'œuvre locale (par l'émigration) contribue à une contraction de l'offre de la main d'œuvre sur le marché de travail et un accroissement du niveau des salaires et des coûts de production (Mishra (2007)) qui se traduisent par une perte de la compétitivité coût (mesurée par les coûts salariaux unitaires) qui dépend de 1) l'évolution des salaires et des charges sociales ; 2) la productivité du travail. La



perte de l'avantage compétitif et les parts de marché contribuent à la détérioration de la balance commerciale. Soulignons que les envois de fonds déclenchent un autre cercle vicieux par l'expansion du secteur de la consommation domestique au détriment du secteur des biens destinés à l'exportation qui se détériore. Ils se répercutent par une forte dépendance aux transferts privés et aux autres sources d'entrée de devises.

Dans l'ensemble, les travaux de la littérature empirique de la relation en question est riche d'enseignements. L'impact des afflux de capitaux et de financements extérieurs sur la compétitivité externe particulièrement le TCER dévoile des résultats hétérogènes. Ce qui exige des analyses plus poussées sur la problématique en question. Il semble que la relation entre les afflux de financements extérieurs et le TCER est non linéaire et dépend par ailleurs à d'autres facteurs. Ceci dit, nous mettons l'accent au niveau de la section suivante sur une autre catégorie de la littérature qui révèle le rôle crucial de la qualité institutionnelle à attirer les afflux de capitaux et de financement extérieurs.

#### **4. Paradoxe de Lucas**

Les premiers travaux se sont inspirés du Paradoxe de Lucas (Lucas Puzzle) qui consiste à expliquer les causes par laquelle les afflux de capitaux ne sont pas transmis des pays dotés en capital vers les pays pauvres en capital.

Par référence à ces travaux, l'investissement dans les pays dotés en facteur travail permet d'assurer un meilleur rendement vu l'hypothèse de la rareté du facteur capital relativement au facteur travail. Toutefois, il s'est aperçu un mouvement ralenti des flux en provenance des pays riches vers les pays pauvres en capital qui s'explique par une différence technologique ; une différence des facteurs de production et particulièrement une différence de la structure institutionnelle (Lucas (1990)) ; (Alfaro et al. (2008)) et (Papaioannou (2009)). Un environnement macroéconomique favorable fournit une condition nécessaire mais insuffisante à attirer les IDE en absence d'un contexte institutionnel approprié, qui contribue à réduire la volatilité (Daude et Stein (2007)) et (Buchanan et al. (2011)). Plus le nombre des traités bilatéraux d'investissement est substantiel (respect des droits de propriétés des investisseurs étrangers), plus les flux d'IDE sont prépondérants (Hallward-Driemeier (2003)) ; (Mina (2009)) et (Desbordes et Vicard (2009)). Les travaux de la littérature empirique ont accordé un intérêt spécifique au rôle de la qualité institutionnelle afin d'attirer davantage les IDE, ce qui reflète l'ampleur de cet afflux en tant qu'investissement stable et rentable.

## **Conclusion**

L'objet de ce chapitre est de fournir un préalable au chapitre 2 de la thèse. Vu que la notion de TC est multidimensionnelle et complexe, l'accent a été mis sur un ensemble de mesures théoriques et pratiques du TC, dont l'indicateur de surveillance est le TCER qui mesure l'évolution du taux de change avec les monnaies des principaux partenaires commerciaux (indicateur de la compétitivité à l'exportation). Par ailleurs, une entrée massive des afflux de capitaux et de financements extérieurs est semblable à un choc exogène (une abondance des ressources naturelles) et reflète la présence du syndrome hollandais. Le mécanisme se manifeste par l'élargissement de la richesse des pays bénéficiaires et stimule l'expansion de la demande agrégée (effet de dépense). L'accroissement de la consommation des biens domestiques se traduit par une accentuation des prix relativement au secteur échangeable dont les prix sont exogènes. Il se déclenche alors un effet de mouvement des ressources vers le secteur de production non échangeable aux dépens de l'autre secteur qui témoigne une contraction du facteur travail et conduisent à l'appréciation du TCR. Le chapitre 2 est une continuité du chapitre 1, fournit une application empirique des répercussions économiques des afflux de financements extérieurs sur le TCER au sein de la région MENA

## Chapitre 2

# Impact des afflux de capitaux et de financements extérieurs sur le TCER : une application à la région MENA

### 1. Introduction

Les politiques de libéralisation financière et du compte de capital se sont proliférées durant les dernières décennies. Elles amènent à une unification croissante des marchés et un mouvement vague et continu des afflux de capitaux qui s'est déclenché en provenance des pays dotés en capital et jouissent d'un excès de fond de richesse vers les pays en développement. Il y a tout lieu de croire que l'avènement des afflux de capitaux et de financements extérieurs est essentiel pour le développement des économies et sont étroitement liés à la croissance économique des pays émergents. De surcroît, ces derniers nécessitent des ressources externes afin de promouvoir le secteur d'investissement productif ainsi que financer le déficit du compte courant.

En revanche, plusieurs faits macroéconomiques défavorables associés aux mouvements des capitaux se sont manifestés. Une controverse au sujet de la mobilité des flux de capitaux s'est accrue. Dès lors, l'expérience internationale témoigne qu'ils ont incité une instabilité macroéconomique et des crises économiques à l'instar de la crise de change mexicaine (1982) et la crise de la Turquie (2001) parmi d'autres. Elles se sont déclenchées suite à une sortie massive des flux de capitaux et une perte de confiance instaurée au sein de ces marchés.

Dans le même esprit d'analyse, le déséquilibre macroéconomique peut éventuellement être suscité par un niveau accéléré de croissance économique et d'inflation et par conséquent une appréciation du taux de change effectif réel et une perte de la compétitivité à l'exportation. Plusieurs travaux de la littérature empirique partagent l'idée à savoir que la perte de compétitivité à l'exportation suite à une appréciation du TCR est l'une des répercussions négatives associées aux afflux de capitaux. Ils prétendent l'ampleur de l'effet du 'Syndrome Hollandais' ; 'l'effet de dépense' et 'le transfert de ressource' afin d'expliquer les conséquences néfastes associés aux afflux de capitaux et de financements extérieurs.

Tandis que l'ensemble des travaux empiriques mettent l'accent sur une variable récapitulant les flux de capitaux, ce chapitre propose une analyse détaillée de l'impact des différents types

d'afflux de capitaux et de financements extérieurs publics et privés sur le taux de change effectif réel.

De surcroît, notre exercice empirique cherche à expliquer l'incohérence révélée par les travaux de la littérature empirique quant à la nature de la relation qui existe entre les afflux et le TCER. Il semble que cette dernière ne constitue pas une simple relation linéaire, elle dépend d'un ensemble de facteurs qui sont susceptibles de mieux établir cette liaison à l'instar d'une bonne qualité institutionnelle (un faible risque politique, économique ainsi que financier). Une évidence négligée dans la littérature empirique et qui nécessite une attention particulière. Pour ce faire, nous suivons la démarche suivante :

L'objectif de ce chapitre consiste à mettre l'accent au niveau de la deuxième section sur les flux de financements extérieurs ainsi que les autres déterminants du TCER, particulièrement dans la région MENA. La troisième section se focalise sur les données appropriées à l'étude et la méthodologie économétrique. Une quatrième section sera consacrée à l'analyse des résultats. Une dernière section présente la conclusion.

## **2. Flux de financements extérieurs et autres déterminants du TCER dans la région mena**

### **2.1 Flux de financements extérieurs (faits stylisés)**

Les variables d'afflux de financements extérieurs utilisées dans la littérature en question sont fournies par les bases de données suivantes, à savoir World economic outlook (WEO), Balance of payments statistics (BOPSY), international financial statistics (IFS), World bank development financial (GDF) et Development agency committee DAC de l'OECD.

Au niveau de notre exercice empirique, nous avons utilisé la base de données de WEO (2010). Cette base est disponible pour l'ensemble des pays de notre échantillon (12 pays de la région MENA) et bien évidemment pour le fait qu'elle contient différents types d'afflux de capitaux privés (relativement à d'autres base de données) ce qui est nécessaire pour l'objet de notre étude.

La variable agrégée de l'ensemble des afflux de capitaux et de financements extérieurs est la somme des afflux de financements extérieurs publics et privés. Ces variables sont mesurées en pourcentage du PIB afin de fournir des mesures réelles de l'ensemble des valeurs. Il est également remarquable qu'un accroissement du ratio des afflux de financements extérieurs

(exprimé en % du PIB) est expliqué par une hausse des entrées des flux et non pas une éventuelle baisse du PIB des pays de l'échantillon étudié (Lartey (2007)).

Les afflux publics sont la somme des prêts officiels (bilatéraux et multilatéraux) et des transferts officiels (l'aide) octroyés par les établissements internationaux (FMI, BM). Les prêts officiels sont la somme des passifs officiels (les crédits du FMI et les titres de créance) et l'annulation de la dette du compte de capital ainsi que les dons du FMI. Les afflux publics servis par le FMI afin de financer les pays en difficulté, disposent un caractère contra-cyclique et moins volatiles relativement aux afflux privés (Stallings (2007)).

Les afflux privés de financements extérieurs est la somme de quatre éléments :

Les investissements directs à l'étranger (IDE) reportés à une économie sous forme de capitaux propres. Ils pourraient également être définis par une acquisition de participation durable de plus de 10% des actions d'une compagnie particulière opérant dans une économie différente de celle du pays de l'investisseur. C'est la somme des capitaux propres ; des gains de réinvestissements et autres capitaux de court et long terme. Les IDE se considèrent comme des actifs stables et non volatiles. Il est difficile et même coûteux de faire retirer des investissements qui se sont transformés en actifs réels et en industries (Ito (2000)). Tandis que les IDE permettent le transfert d'un savoir-faire managérial ainsi que technologique et contribuent à l'amélioration locale, les retombées ne sont pas systématiquement garanties (Nissanke et Thorbecke (2006)).

Les IDE prennent deux formes à l'instar des investissements entièrement nouveaux 'green field investment' ainsi que la fusion et acquisition 'Merge and Acquisition'. Bien que les nouveaux investissements implantés permettent de créer des opportunités d'emploi stables et contribuent à l'amélioration de la productivité, la fusion et acquisition n'est pas toujours favorables.

Les flux de portefeuilles (FP) sont définis par la somme des titres de créances émis par le secteur domestique (les obligations des sociétés et autres titres de créance privées) ainsi que les achats des étrangers des actions des sociétés nationales. Ces actifs de spéculation de court terme se considèrent volatiles.

Les envois de fonds (REM) reflètent un proxy de la rémunération des salariés ainsi que les transferts privés des travailleurs résident à l'étranger pendant une période qui dépasse l'année. Ils sont enregistrés au niveau du compte courant de la balance de paiements du fait qu'ils constituent une source d'entrée de devise. Ces transferts intrafamiliaux ou intra-

communautaires répondent essentiellement à des besoins de consommation ainsi atténuent la pauvreté en Afrique (Gupta et al. (2007)). Ces transferts sont tributaires aux conditions économiques et sociales du pays d'accueil et l'origine du migrant (Dorsay et al (2008)). Ils améliorent le bien-être des ménages ainsi contribuent au lissage de la consommation pendant les récessions économiques (Acosta et al. (2009)).

L'impact des transferts privés sur le TCER dépend de la nature de la consommation associée à ces envois. D'une part, s'ils disposent un caractère contra-cyclique qui se manifeste par une consommation stable durant les récessions économiques, alors les répercussions sur le TCER sont insignifiantes. De l'autre, si les envois de fonds entraînent l'augmentation du revenu réel des ménages et améliore son bien-être (loisir et consommation), la demande des biens du secteur non échangeable augmente (suite à l'accroissement de la consommation). Ceci se traduit par une pression à la hausse sur les prix du secteur non échangeable et une appréciation du TCER<sup>7</sup>.

Les engagements envers les banques étrangères (les emprunts bancaires) sont constitués des prêts bancaires transfrontalières (autres emprunts ; devises et dépôts).

En définitive, l'ensemble des afflux de financements extérieurs est déterminé comme suit :

Les afflux de financements extérieurs (AFE) = Afflux publics + Afflux privés

AFE = Afflux publics + IDE+FP +Transferts privés(REM) + Emprunts bancaires

Dans ce qui suit, nous présentons quelques faits stylisés. Il y a tout lieu de croire que la composition des afflux de financements extérieurs a changé à l'échelle internationale durant les trois dernières décennies, particulièrement la combinaison des afflux privés. Ces derniers ont graduellement accru dans les années 80 vers les PED au détriment des afflux officiels qui ont enregistré une baisse. La région MENA se distingue des autres régions par une entrée importante des flux de capitaux privés en 2008 relativement à l'année 2007, soit un accroissement de 11%<sup>8</sup>.

Tandis que les flux privés destinés aux pays en développement se considèrent d'une amplitude faible, la région MENA témoigne un niveau progressif lors de la dernière décennie dont les transferts privés fournissent une partie cruciale (Figure 2.1). L'attraction de ces derniers est

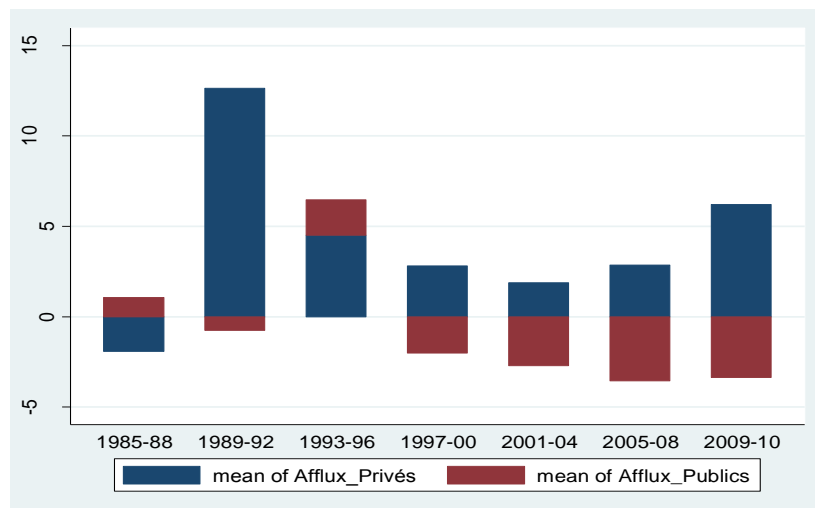
---

<sup>7</sup> Le TCER est défini dans la plupart des travaux de la littérature par le rapport des prix des biens du secteur non échangeable relativement aux prix des biens du secteur échangeable

<sup>8</sup> MIGA (2009), Banque Mondiale.

fortement corrélée au contexte macroéconomique du pays de destination. Les afflux de capitaux publics ont connu une baisse marquante à partir de l'année 1997. Ceci est cohérent avec les objectifs des établissements donateurs qui visent à absorber les prêts des pays à niveau de revenu faible par les dons (Combes et al. (2012)). Ainsi, il s'avère que les transferts des migrants fournissent un substitut aux flux publics (aide).

Graphique 1 : Afflux de financements extérieurs (en % du PIB), région MENA



La période 1989-1992 reflète une période exceptionnelle témoignant d'une entrée massive des flux privés dans la région MENA (plus de 12 % du PIB). Les pays du conseil de coopération du Golfe ont connu des graves problèmes économiques suivis par une crise pétrolière. Le recours à l'endettement semble une solution afin de surmonter la crise. L'accroissement des emprunts bancaires de 53 milliards USD au sein des pays du Moyen-Orient explique notamment l'entrée massive des emprunts bancaires.

Le tableau 2.1 rapporte les moyennes des flux au cours de la période 1985-2010. Les afflux privés sont largement dominés par les investissements directs à l'étranger (IDE). Le facteur conducteur des IDE est fortement corrélé à la soutenabilité et l'amélioration des fondamentaux économiques domestiques. Ce qui reflète la conscience des pays de la région MENA du rôle primordial d'un climat d'investissement favorable caractérisé par une inflation modérée ; une croissance économique soutenable et une institution favorable qui assure la protection des droits de propriété. Toutefois, suite aux conditions politiques et économiques défavorables de certains

pays de la région, une baisse de 18% s'est enregistrée lors de la période 2009-2010. Soit 10,7 et 17,4 milliards USD en 2011 et 2012, respectivement<sup>9</sup>.

**Tableau2.1 : Les afflux privés de financements extérieurs (en % du PIB)**

MENA	IDE	FP	Envois De Fonds	Emprunts Bancaires
<b>Moyenne 1985-2010</b>	2,64	-1,08	0,96	3,64
<b>Moyenne 1995-2010</b>	3,62	-1,63	1,07	2,70
<b>Moyenne 2005-2010</b>	5,26	-0,39	1,16	3,97

L'augmentation modérée des transferts des travailleurs à l'étranger peut éventuellement être interprétée par un changement de la situation économique ainsi que financière du pays d'accueil et/ou d'origine. Notamment une réduction des frais du service de transfert ou simplement une meilleure qualité des données (Dorsey et al. (2008)). Relativement aux autres types d'afflux de financements extérieurs, les statistiques relatives à la variable 'envois de fonds' semblent sous-estimées. Une majorité des transferts vers les pays de la région MENA circulent par les circuits informels<sup>10</sup>. Par ailleurs, il est vraisemblable que la balance des paiements sous-estime les transferts intra régionaux. En outre, l'émigration intra régionale au sein du groupe MENA est permanente. Le climat d'investissement des pays du conseil de coopération du golfe favorise la mobilité des travailleurs dans cette sous-région.

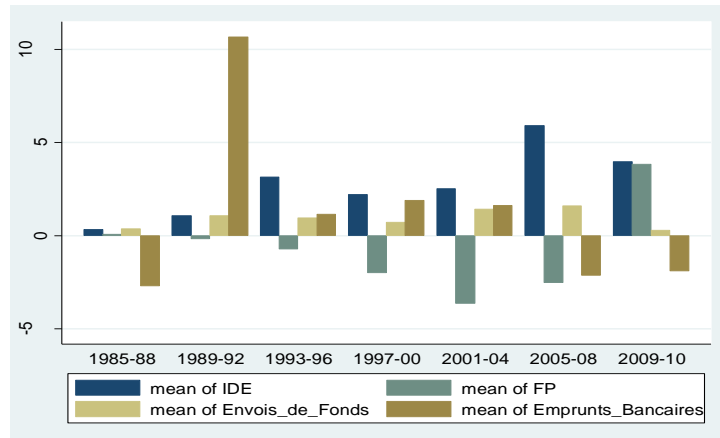
Les flux de portefeuilles sont considérés « quick to come and quick to go », très volatiles et moins stables par rapport aux IDE (Ito (2000)). Tandis que la volatilité et l'aspect spéculatif de ces flux est marquante au niveau de la région MENA (Figure 2.2), la stabilité observée en 2009-2010 témoigne un comportement similaire aux IDE. Ils s'avèrent être alloués vers des investissements propices à l'instar de la privatisation des entreprises publiques ; l'importation des nouveaux équipements et l'acquisition des produits intermédiaires dans un propos d'améliorer la production locale (Ben Naceur et al. (2012)).

Graphique 2 : Composition et évolution des afflux privés de financements extérieurs (en % du PIB), un échantillon de 12 pays de la région MENA

<sup>9</sup> MIGA (2011), Rapport annuel.

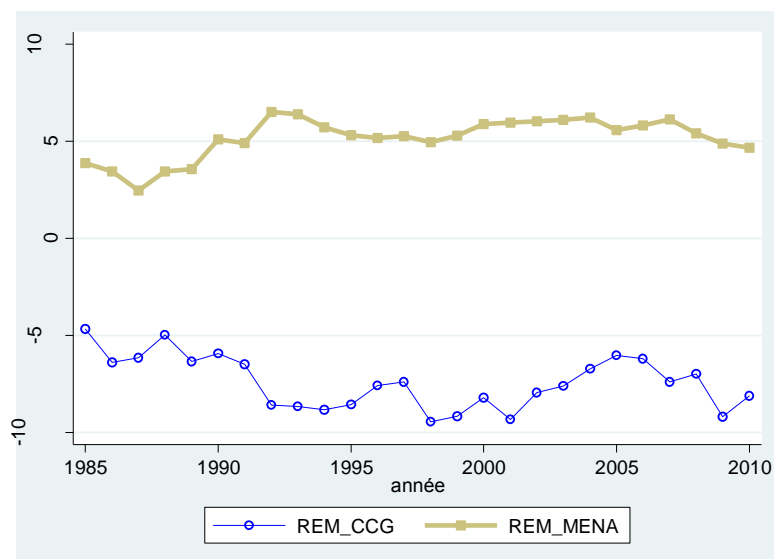
<sup>10</sup> Hawala / Hundi.





La région MENA (hors les pays exportateurs du pétrole) est bénéficiaire des transferts privés qui peut atteindre plus de 5 % du PIB (Figure 2.3 : la courbe en vert). L’Egypte est la destination principale des transferts des migrants dans la région et la septième à l’échelle internationale en 2007. Quatre pays de l’échantillon (les pays du conseil de coopération de Golfe), dont l’économie se repose essentiellement sur la main d’œuvre étrangère (provenant des autres pays de la région MENA et des pays asiatique) sont confrontés à une sortie massive des envois de fond entre 5 et 10 % du PIB sur la période étudiée (Figure2.3). Ce groupe se considère parmi les principales destinations des migrants internationaux à l’égard des Etas-unis et l’Europe Occidentale (Abdih et al. (2012)).

Graphique 3 : Evolution des envois de fond (en % du PIB) au niveau de la région MENA

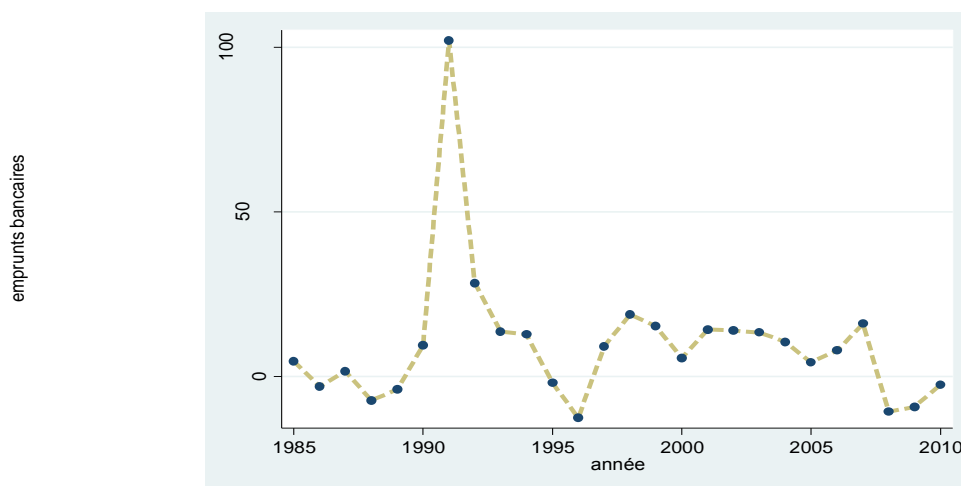


La présence faible des transferts des migrants en 2009-2010 peut être justifiée par les répercussions de la crise financière de 2007-2009 qui a touché de façon significative plusieurs

industries dans les pays développés (la destination principale des migrants des PED). Plusieurs travailleurs sont victimes de la crise en perdant leur emploi.

Les emprunts bancaires extérieurs témoignent une sortie massive de cet afflux (un ratio négatif des dettes entre 1985-1988 (Figure 2.2) reflétant la capacité des pays du conseil de coopération du Golfe<sup>11</sup> à prêter les autres pays du monde en utilisant leurs excédents de revenu pétroliers. Ces derniers ont recouru un endettement massif durant la guerre du Golfe 1990-1991 (Figure 2.4) et a entraîné non seulement des préjudices d'infrastructure au Koweït et en Irak, mais aussi une rupture des canaux commerciaux. La courbe atteint un pic en 1991 et montre des valeurs négatives à la fin de la décennie 2000. Ceci se révèle à une situation où le remboursement de la dette privée et des intérêts est supérieur aux nouveaux emprunts dans l'ensemble des pays de l'échantillon étudié (Lartey (2007)).

Graphique 4 : Évolution des emprunts bancaires (en % du PIB) dans 4 pays du conseil de coopération du Golfe



## 2.2 Déterminants Du TCER

L'ouverture commerciale est supposée entraîner un accroissement de la demande au sein du secteur des biens échangeables (Jongwanich (2010)). Le TCR nécessite une dépréciation afin d'échanger la demande des biens du secteur échangeable vers les biens du secteur non échangeable et assure par conséquent l'équilibre interne et externe de la balance commerciale.

Les dépenses publiques sont associées à l'acquisition des biens et services y compris la rémunération des salariés et les dépenses de la défense nationale et de la sécurité. Cependant

<sup>11</sup> Dont quatre pays font partis de notre échantillon

que nombreux travaux de la littérature empirique ont mis l'accent sur les dépenses publiques comme déterminant du TCER (Froot et Stein (1991)) et (Rogoff (1992)), l'impact sur le TCER est confus ; qui dépend de l'allocation entre le secteur échangeable et non-échangeable. Ceci dit, plusieurs supportent l'hypothèse de Mundell-Flemming-Dornbusch : les dépenses publiques sont déployées vers le secteur des biens non échangeable qui se traduit par une appréciation du TCER. Les dépenses publiques entraînent la dépréciation du TCER lorsqu'elles sont intensives en biens échangeables, qui se traduisent par une politique budgétaire expansionniste et une hausse d'impôt et/ou du taux d'intérêt et une réduction de la demande des biens non échangeables (Drin et Rault (2005)).

Un accroissement des dépenses publiques au sein des pays non-industriels (par une augmentation des salaires) engendrent la dépréciation du TCER (Ben Naceur et al. (2010)). L'élargissement de la consommation privée (découlé de l'accroissement des salaires) est alloué vers la consommation des biens échangeables, les dépenses publiques peuvent alors entraîner la dépréciation du TCER.

En outre, la productivité consiste à refléter l'effet Balassa-Samuelson, c'est le PIB par tête d'un pays  $i$  relativement à une moyenne pondérée du PIB par tête des principaux partenaires commerciaux. L'effet Balassa-Samuelson se repose sur l'hypothèse que plus un pays est développé économiquement, plus le prix du service (bien non-échangeable) est élevé relativement aux autres pays<sup>12</sup>. Comme la productivité au sein du secteur échangeable est supérieure à celle du secteur non-échangeable, alors les salaires du secteur échangeable sont plus élevés. Ceci se répercute par une hausse du prix des biens non échangeables qui entraîne naturellement un accroissement du niveau général des prix domestiques (une inflation) et une appréciation du TCER. L'accroissement de la productivité stimule une demande du facteur travail au sein du secteur échangeable et déclenche un transfert des ressources entre les deux secteurs et une pression sur les salaires du secteur non échangeable qui nécessite l'appréciation du TCR afin de rétablir l'équilibre interne et externe (Jongwanich (2010)).

Les termes de l'échange (TE) sont définis par le rapport de l'indice de prix à l'exportation relativement à l'indice de prix à l'importation. L'impact des termes de l'échange sur le TCER n'est pas systématique (Mundell (1997)). Une amélioration des TE semble équivoque par les

---

<sup>12</sup> Hinkle et Montiel (1999)

travaux de la littérature empirique. Les TE sont associés à deux effets, susceptible d'entraîner une dépréciation ou une appréciation du TCER (Jongwanich (2010)).

1) Un effet revenu est induit par l'augmentation des prix des exportations relativement aux prix des importations et entraîne une augmentation de la demande domestique. L'accroissement des prix des biens non échangeables est nécessaire afin d'échanger la demande de ce secteur vers le secteur des biens échangeables, ce qui entraîne une appréciation du TCER.

2) Un effet de substitution s'opère par une baisse des prix des importations. Ceci dit, la demande des biens du secteur échangeable augmente relativement à la demande des biens consommés localement qui subissent une tendance à la baisse, ceci signifiait une dépréciation du TCR.

Si l'effet de revenu emporte l'effet de substitution, l'appréciation du TCER se fait à une ampleur qui améliore la balance commerciale (Combes et al. (2012)).

### **3. Analyse Empirique**

#### **3.1 Données**

L'ensemble des données exploité dans ce chapitre comprennent des informations annuelles sur 12 pays de la région MENA (Algérie ; Bahreïn ; Egypte ; Iran ; Jordanie ; Koweït ; Liban ; Maroc ; Oman ; Arabie saoudite ; Tunisie et Turquie) sur la période 1985-2010. Notre objectif était d'inclure tous les pays de la région. Toutefois, en raison de non disponibilité des données, nous mettons l'accent sur 12 pays de la région. Le choix de la région MENA comme une région d'intérêt apparait cruciale. Ceci dit, la littérature empirique existante sur la problématique en question a accordé un intérêt particulier aux pays de l'Amérique latine et à une certaine mesure aux pays asiatique, toutefois la région MENA n'a pas fait l'objet d'une étude spécifique. De surcroît, la taille et la structure des marchés de capitaux au sein de la région sont dissemblables.

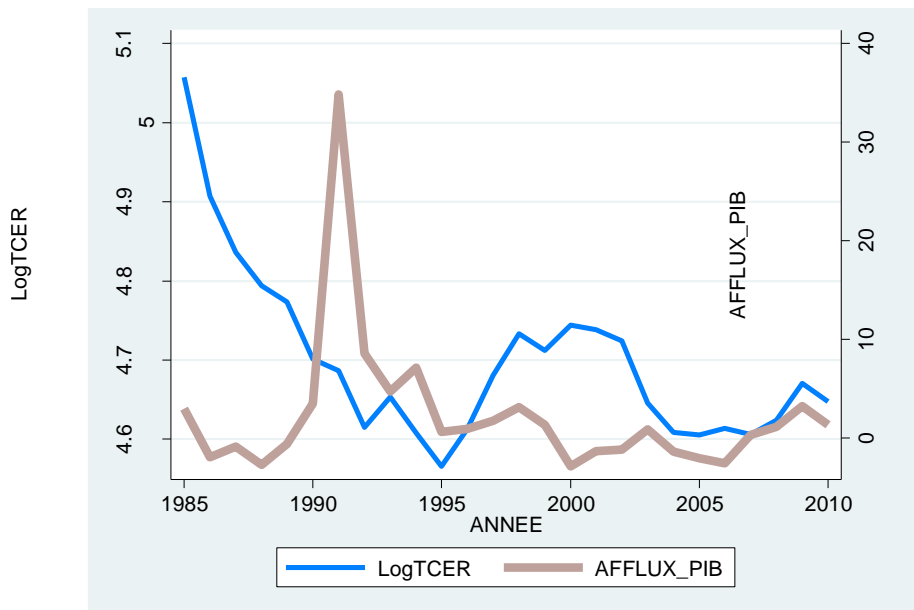
Le choix de la période est fortement associé aux programmes d'ajustement structurel et les réformes financières suivis par les pays de la région, aux milieux des années quatre-vingt.

Nous avons divisé la période de l'échantillon en sept sous-périodes de quatre ans de sorte qu'il y a sept observations par pays afin d'atténuer les cycles économiques. La table 6.6 de l'annexe présente la définition ainsi que les sources des variables exploitées au niveau de l'analyse. Les statistiques descriptives sont exposées dans la table 6.7 de l'annexe.

Nous mettons l'accent sur les afflux d'IDE susceptibles d'influer l'économie récipiendaire différemment par rapport aux investissements sortants, une constatation négligée par les modèles traditionnels de l'économie ouverte (Saborowski (2009)). A l'exemple des IDE vers les pays asiatiques sous forme d'investissements entièrement nouveaux permettent de créer des opportunités d'emploi, contrairement aux sorties d'IDE qui sont sous forme de fusion et acquisition (Nissanke et Thorbecke (2006)).

La variable dépendante est le TCER (base IPC) fourni par le WDI (2010). La figure 2.5 décrit l'évolution du TCER et l'ensemble des afflux de capitaux. La période 1985-1990 reflète un mouvement ralenti des afflux de capitaux et une dépréciation continue du TCER.

Graphique 6 : TCER et Afflux de financements extérieurs, région MENA



### 3.2 Modèle

L'étude économétrique consiste à étudier la relation entre les différents types d'afflux de financements extérieurs et le TCER. Le modèle s'écrit comme suivant :

$$TCER_{it} = \alpha + \beta_1 Afflux_{it} + \beta_2 Contr\hat{o}le_{it} + \varepsilon_{it} \quad (5)$$

Relativement aux travaux récents de la littérature empirique, la contribution de cet essai est d'établir l'effet marginal de la qualité institutionnelle sur la relation entre l'afflux et le TCER. Le modèle inclut non seulement des variables explicatives mais aussi un certain nombre de variables d'interaction entre les indicateurs de qualité institutionnelle et les variables d'afflux de financements extérieurs. L'objectif est de révéler les facteurs conditionnels susceptible de pas influencer le mouvement du TCER, à l'instar de la qualité institutionnelle. La variable est fournie par la base de données ICRG du PRS et englobe des indicateurs qui mesurent le risque politique ; économique et financier, fortement liés à la croissance économique et le développement institutionnel. Ces variables reflètent des sous composantes de la mesure de gouvernance (Kaufman et al. (1999)).

Le risque politique est un proxy des attributs politiques et sociaux, d'un score (de 0 à 60), inclut 12 sous composantes (la stabilité de l'Etat ; les conditions socioéconomiques ; le profil d'investissement ; les conflits internes et externes ; le contrôle de corruption ; le militaire de la politique ; les tensions religieuses ; le respect des règles de loi ; les tensions ethniques ; la responsabilité démocratique et la qualité bureaucratique).

### **3.3 Méthodologie empirique**

Les travaux de la littérature empiriques se divisent en deux catégories. Notre méthodologie poursuit les travaux de Ben Naceur et al. (2012), Jongwanich (2010) et Saborowski (2009) et fait preuve que la technique de co-intégration n'est pas appropriée pour l'objet de notre étude, contrairement aux travaux de Combes et al. (2012) ; El Badawi et al. (2012) et Li et Rowe (2007). Les tests de racine unitaire en panel de Levin, Lin, et Chu (2002) et Im, Pesaran, et Shin (2003) montrent que la plupart des variables sont stationnaires (table 6.8 de l'annexe).

La causalité est une source principale de l'endogénéité. Les réalisations actuelles et passées du TCR peuvent éventuellement constituer un facteur déterminant des entrées de capitaux (Saborowski (2009)). Ainsi, l'appréciation continue du TCR pourrait favoriser une attaque spéculative de la monnaie locale et mettre fin à l'essor économique alimenté par l'entrée des capitaux (Athukorala et Rjapatirana (2003)). Particulièrement, les afflux d'IDE s'amplifient avec la dépréciation de la monnaie aux États-Unis et au Japon (Froot et Stein (1991)) ; (Blonigen (1997)) ainsi au Mexique (Ramirez (2002)).

Par surcroît, les variables de contrôle sont supposées être influencer par le mouvement du TCR et la variation du prix d'exportation et d'importation à l'instar de l'OC et les termes de l'échange. Ainsi, la variation du TCR est prétendue influencer les dépenses publiques par le canal de revenu.

### 3.3.1 Techniques

En se référant aux travaux antérieurs, la technique des MCO est exploitée. Le test de Preush Pagan ainsi que le test de White confirme le rejet de l'hypothèse nulle et justifie la présence d'hétéroscédasticité et témoigne alors que l'estimation par les MCO n'est pas BLUE<sup>13</sup>. D'autant que, la méthode est inappropriée en présence d'endogénéité.

Dans ces circonstances, le recours à l'approche du panel dynamique par Arellano et Bond (1991) et Blundell et Bond (1998) s'avère crucial, vu qu'il permet de résoudre le problème d'autocorrélation en raison de la présence de la variable dépendante retardée comme une variable explicative. L'estimateur permet d'éliminer toutes les variables invariantes dans le temps. En définitive, la transformation permet d'éliminer l'effet fixe  $\Delta\eta_i = 0$ , il résout également le problème d'autocorrélation qui apparaisse :  $(\varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-1})$  est par construction corrélé avec la variable dépendante  $(LTCER_{it} - LTCER_{it-1})$ . L'équation du modèle dynamique est spécifiée comme suivant :

$$LTCER_{it} = \alpha + \gamma LTCER_{it-1} + \beta_1 Afflux_{it} + \beta_2 (I_{it} * Afflux_{it}) + \beta_3 * Contr\hat{o}le_{it} + \varepsilon_{it} \quad (6)$$

*LTCER* est le logarithme du taux de change effectif réel d'un pays *i* observé à l'année *t*. Chaque afflux de financements extérieurs est désigné par 'Afflux' intégré de façon alternative afin d'éviter les problèmes de multi colinéarité et permet ainsi d'illustrer l'effet propre de chaque variable sur le TCER. *I* désigne la variable de risque politique, économique et financier.  $\varepsilon$  est le terme d'erreur.

Les instruments sont susceptibles à respecter deux conditions. i) être corrélés avec la variable endogène indépendante. ii) supposés être non corrélés avec le terme d'erreur.

Tandis que l'estimation par les GMM doit rejeter l'absence d'autocorrélation d'ordre 1, l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation d'ordre 2 ne doit pas être rejetée. Le test de Hansen (1982) et le test de Sargan informent sur la validité des instruments.

## 4. Résultats

---

<sup>13</sup> Best Linear Unbiased Estimator

La table 6.9 de l'annexe présente les résultats associés à la méthode des MCO. Le tableau 2.2 rapporte les résultats associés à l'équation 2.1 par les GMM en différence première (l'estimation est asymptotiquement efficaces en deux étapes<sup>14</sup>).

Un accroissement d'un point de pourcentage des afflux publics entraîne une appréciation du TCER de 1,4 % (colonne 1) qui se traduit par une perte de la compétitivité à l'exportation et confirme l'approche du phénomène du syndrome hollandais. Ce résultat s'alignent aux travaux de Kasekende et Atingi-Ego (1999); Bulir et Lane (2002); Prati et al. (2003); Lartey (2007); Elbadawi et al. (2008). Cependant la variable agrégée de l'ensemble des afflux privés ne révèle pas un résultat plausible. Ceci dit, les colonnes 2, 3 et 4 et 5 se focalisent sur l'influence de chaque afflux distinctement.

Les résultats justifient que les IDE sont associés à un maintien de la compétitivité, et se conforme à Authukorala et Rajapatirana (2003) ; Saborwosky (2009) ; Ben Naceur et al. (2012) et Combes et al. (2012). Un accroissement d'un point de pourcentage entraîne la dépréciation du TCER de 0,9 %. Un ensemble de facteurs susceptibles de justifier les bienfaits des IDE, qui assurent le transfert technologique et managériale et améliorent la productivité locale par l'importation des machines ; les biens d'équipements et la matière première. Outre qu'ils contribuent au secteur d'exportation (Athukorala et Rajapatirana (2003)) et (Jongwanich (2010)) et la consommation des biens du secteur échangeable (Saborosky (2009)).

Un accroissement d'un point de pourcentage des flux de portefeuilles conduit à l'appréciation du TCER de 0,1% et confirme le syndrome hollandais. Le caractère volatile ; de court terme ainsi que l'objectif de spéculation et la diversification de risque expliquent ce résultat comme ils sont associés à des activités d'instabilité macroéconomique. Ils contribuent à accroître la vulnérabilité aux chocs externes des pays récipiendaires (Nissanke et Thorbecke (2006)). De surcroît, les marchés de capitaux dans la région sont encore dans une étape embryonnaire.

La colonne 4 révèle que les envois de fond sont alloués vers la consommation des biens du secteur échangeable. Les prix des biens des deux secteurs ne sont pas affectés et se traduisent par un maintien de la compétitivité à l'exportation. Ce résultat justifie le comportement contra-cyclique des transferts des migrants lorsque l'économie passe par des périodes de récession et des chocs macroéconomiques.

---

<sup>14</sup> Saborwski (2009) : les erreurs standards en deux étapes peuvent être moins biaisées



Un accroissement des emprunts bancaires<sup>15</sup> d'un point de pourcentage sont associés à une appréciation du TCER de 0,1% et confirme alors les hypothèses du syndrome hollandais. Les prêts bancaires sont amenés à l'économie bénéficiaire par l'intermédiation du système bancaire domestique et stimulent un effet de création monétaire (une offre de devise en contrepartie d'une demande de la monnaie locale) et conduit naturellement à l'appréciation du TCER.

Les résultats des colonnes 6 à 9, présentent les coefficients des afflux privés en contrôlant l'effet des afflux publics et supportent les premiers résultats. Tandis qu'ils appuient l'idée que les envois de fonds ne sont pas associés à la détérioration de la compétitivité à l'exportation, ils confirment que les afflux publics ; les flux de portefeuilles ainsi les emprunts bancaires justifient les hypothèses du syndrome hollandais.

La variable dépendante retardée montre une persistance et significativité. Les déterminants du TCER révèlent les signes considérés et se conforment aux travaux de la littérature empirique. L'effet de substitution domine l'effet de revenu et se corrobore aux travaux de Lartey (2007) et Jongwanich (2010) et justifie que la dépréciation du TCER est indispensable afin d'échanger la demande du secteur échangeable vers le secteur de consommation domestique et atteindre l'équilibre interne et externe de la balance. Le premier est assuré par une égalité entre l'offre et la demande des biens consommés localement. Le deuxième est atteint lorsque le solde du compte courant est nul.

Les dépenses publiques sont allouées à la consommation des biens du secteur non-échangeables en justifiant un coefficient positif et reflète alors une amplitude d'appréciation plus importante (Lartey (2007)) ; (Ibarra (2011)). La hausse de la demande globale des biens non échangeables entraîne une hausse des prix (Drin et Rault (2005)).

En revanche, il est prévu qu'un développement économique se traduit par un écart de productivité dans les deux secteurs (un niveau de salaire du secteur échangeable plus élevé que le secteur non-échangeable) se répercute aussi par une pression sur les salaires du secteur non-échangeable (dont la productivité est fixe) et une appréciation du TCER.

Une amélioration des termes de l'échange de 1% se traduit par une appréciation du TCER entre 0,07% et 0,21%. Ceci signifiait la prédominance de l'effet revenu relativement à l'effet de substitution. L'amélioration des termes de l'échange en Tunisie lors de la période 1960-1983

---

<sup>15</sup> L'analyse de l'effet des emprunts bancaires sur le TCER est reproduite sur la période 1992-2010 (après la guerre du golfe), les résultats ne sont pas différents de ceux reportés lors de la période 1984-2010.

trouve son origine dans une hausse permanente des prix des produits exportés (le pétrole, le phosphate) relativement aux prix des biens importés (Tarchi (2004)).

Le test d'autocorrélation rejette l'hypothèse d'absence d'autocorrélation d'ordre 1 au seuil de 10%, toutefois ne rejette pas l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation d'ordre 2. Le test de Sargan et de Hansen préconise que l'hypothèse nulle n'est pas rejetée et témoigne la validité des instruments utilisés qui ne sont pas corrélés avec les erreurs.

Il est indispensable de noter que les différents types d'afflux de financements extérieurs ne contribuent pas nécessairement à une appréciation du TCER. De surcroît, notre échantillon comprend simultanément un panel de pays dont le risque institutionnel est varié. Par conséquent, il est particulièrement l'argument de la présente étude que l'impact des afflux de financements extérieurs devrait être modéré et pourrait également déprécier le TCER si la qualité institutionnelle du pays est bonne (un faible risque politique ; économique et financier). Dans ce qui suit, nous nous proposons de mettre l'accent sur cette hypothèse. La relation entre les afflux de financements extérieurs et le TCER peut évidemment être non linéaire et dépend à un ensemble de conditions. L'étude consiste à révéler l'effet conditionnel de la qualité institutionnelle sur la relation entre l'afflux et le TCER et non pas d'examiner la façon dont les conditions institutionnelles affectent l'évolution du TCER.

Le tableau 2.3 présente les résultats associés l'équation 2.2. Les coefficients associés aux variables d'interaction disposent le signe envisagé et confirme l'hypothèse développée. Le degré de significativité varie d'une spécification à l'autre. Le point de retournement à partir duquel un afflux de financements extérieurs<sup>16</sup> entraîne la dépréciation du TCER est compris entre 82 points et 91 points (le score de risque politique). Les pays de la région MENA se situent au-dessous du seuil.

Tandis qu'un niveau faible de risque politique est essentiel pour une absorption et une allocation plus efficace des afflux publics et des flux privés de court-terme, ce facteur n'est pas décisif au niveau de la relation entre les envois de fonds et le TCER, vu le caractère contra-cyclique des transferts des migrants vers la région MENA.

---

<sup>16</sup> A l'exception des envois de fonds

Dans un propos de robustesse, la variable risque politique est désagrégée afin de déterminer l'impact de trois composantes susceptibles d'affecter la canalisation des afflux de financements extérieurs à l'instar de :

**Tableau 2.2 : L'impact des afflux de financements extérieurs sur le TCER : GMM en Différence (deux étapes)**

<b>Variable dépendante : Log TCER</b>	<b>Afflux</b>	<b>IDE</b>	<b>FP</b>	<b>REM</b>	<b>Emprunts Bancaires</b>	<b>IDE</b>	<b>FP</b>	<b>REM</b>	<b>Emprunts Bancaires</b>
	<b>[1]</b>	<b>[2]</b>	<b>[3]</b>	<b>[4]</b>	<b>[5]</b>	<b>[6]</b>	<b>[7]</b>	<b>[8]</b>	<b>[9]</b>
<b>I. TECR (-1)</b>	0,967*** (5,06)	0,902*** (9,68)	0,867*** (12,08)	0,741*** (5,86)	0,850*** (8,36)	0,924*** (9,50)	0,987*** (6,88)	0,717*** (3,70)	0,794*** (4,19)
<b>I. OC</b>	-0,152 (-1,28)	-0,157** (-2,25)	-0,118 (-1,27)	-0,042 (-0,50)	-0,110* (-1,91)	0,049 (0,67)	-0,102 (-1,18)	-0,202 (-1,18)	-0,195 (-1,42)
<b>I. cons Pub</b>	0,205*** (3,30)	0,097 (1,16)	0,142*** (3,07)	0,179** (2,56)	0,071 (0,56)	0,174** (2,61)	0,227*** (3,57)	-0,162 (-1,28)	0,121 (0,83)
<b>I. productivité</b>	-0,023 (-0,25)	0,061 (0,98)	0,009 (0,11)	-0,418* (-2,11)	-0,029 (-0,29)	0,058 (1,04)	-0,034 (-0,34)	-0,090 (-0,64)	0,016 (0,14)
<b>I. TE</b>	0,214*** (4,93)	0,155*** (3,06)	0,077** (2,41)	0,155*** (3,32)	0,088 (0,52)	0,067** (0,85)	0,187*** (3,11)	0,076 (0,73)	0,180* (1,80)
<b>Afflux publics</b>	0,014* (2,47)					0,004*** (3,31)	0,007*** (3,68)	0,008** (2,72)	0,004** (2,39)
<b>Afflux privés</b>	0,001 (1,17)								
<b>IDE</b>		-0,009*** (-3,42)				-0,001 (-0,29)			
<b>FP</b>			0,001*** (4,57)				0,001** (2,29)		
<b>REM</b>				-0,034** (-2,33)				-0,014** (-2,34)	
<b>Emprunts Bancaires</b>					0,001** (2,62)				0,002* (1,94)
<b>AR(1)(p-Value)</b>	0,082	0,072	0,036	0,020	0,068	0,071	0,096	0,044	0,092
<b>AR(2)(p-Value)</b>	0,551	0,533	0,849	0,820	0,862	0,837	0,925	0,289	0,550
<b>Sargan (p-Value)</b>	0,509	0,620	0,357	0,418	0,249	0,074	0,699	0,946	0,576
<b>Hansen (p- Value)</b>	0,579	0,795	0,849	0,897	0,809	0,917	0,682	0,993	0,503
<b>Observations</b>	54	54	54	54	54	54	54	54	54
<b>Pays</b>	12	12	12	12	12	12	12	12	12
<b>Instruments</b>	16	15	16	17	18	20	16	21	17

La colonne [1] illustre le résultat associé à l'intégration de deux types d'afflux (publics et privés). Les colonnes de [2] à [5] présentent les coefficients relatifs à chaque afflux privés. Les colonnes de [6] à [9] permettent de contrôler le coefficient de l'afflux publics ainsi que chaque afflux privés. \* significatif au seuil de 10% ; \*\* significatif au seuil de 5% ; \*\*\* significatif au seuil de 1%. t de student entre parenthèse. Les données sont des moyennes de quatre ans.

i) Le profil d'investissement : une évaluation des facteurs et des risques qui peuvent affecter l'investissement. C'est une mesure d'un score qui vari de zéro à 12 points (un score faible reflète un niveau de risque élevé, en revanche un score élevé témoigne un risque faible et par conséquent un profil d'investissement favorable). Cette variable est d'un intérêt particulier, comme elle reflète le risque d'investissement survenu de l'expropriation des contrats et le rapatriement des profits et les retards de paiement (Mina (2009)) et (Desbordes et Vicard (2009)).

ii) La responsabilisation démocratique est une mesure de la façon dont le gouvernement réagit au peuple. C'est une mesure d'un score qui vari de zéro à six points (un score faible reflète un niveau de risque élevé, en revanche un score élevé témoigne un risque faible).

iii) Le conflit externe est une évaluation du risque associés aux actions étrangères, notamment les pressions extérieures non violentes à l'instar des pressions diplomatiques ; les restrictions commerciales et la rétention d'aide ainsi les sanctions. Aussi englobe les pressions extérieures violentes à l'instar des conflits transfrontaliers. Ils peuvent affecter défavorablement les activités d'investissements. C'est une mesure d'un score qui vari de zéro à 12 points.

**Tableau 2.3 : Le risque politique ; afflux de financements extérieurs et TCER : GMM en différence (deux étapes)**

<b>Variable dépendante : Log TCER</b>	<b>Flux officiels</b>	<b>IDE</b>	<b>FP</b>	<b>REM</b>	<b>Emprunts Bancaires</b>
	<b>[1]</b>	<b>[2]</b>	<b>[3]</b>	<b>[4]</b>	<b>[5]</b>
<b>1. TECR (-1)</b>	0,984*** (3,61)	0,908*** (11,68)	0,975*** (6,14)	0,822*** (3,02)	0,747*** (5,91)
<b>1. OC</b>	-0,290* (-2,10)	-0,168 (-1,12)	-0,270 (-1,14)	0,433 (1,27)	-0,212* (-1,94)
<b>1. cons Pub</b>	0,156 (0,59)	0,198 (1,78)	0,068 (0,28)	0,232 (1,27)	-0,279 (-1,05)
<b>1. productivité</b>	0,209 (0,52)	-0,155 (-1,58)	0,143 (0,84)	-0,562 (-1,39)	,086 (1,01)
<b>1. TE</b>	0,101 (0,52)	0,250** (2,52)	0,218** (2,62)	-0,005 (-0,06)	-0,046 (-0,49)
<b>Flux officiels</b>	0,163** (2,48)				
<b>IDE</b>		0,181* (1,83)			
<b>FP</b>			0,11*** (4,04)		
<b>REM</b>				-0,057*** (-3,15)	
<b>Emprunts Bancaires</b>					0,042* (2,06)

<b>Afflux*R.politique</b>	-0,002** (-2,41)	- 0,002* (-1,85)	-0,001*** (-3,98)	-0,000 (-0,15)	-0,0005* (-2,11)
<b>Risque politique</b>	-0,009* (-1,99)	0,005** (2,54)	-0,029*** (-4,60)	0,002 (0,45)	0,001 (1,28)
<b>AR(1)(p-Value)</b>	0,047	0,098	0,095	0,061	0,020
<b>AR(2)(p-Value)</b>	0,874	0,923	0,891	0,558	0,462
<b>Sargan (p-Value)</b>	0,999	0,230	0,998	0,777	0,326
<b>Hansen (p-Value)</b>	0,926	0,972	0,857	0,737	0,968
<b>Observations</b>	54	54	54	54	54
<b>Pays</b>	12	12	12	12	12
<b>instruments</b>	17	18	15	16	17

\* significatif au seuil de 10% ; \*\* significatif au seuil de 5% ; \*\*\* significatif au seuil de 1% ; t de student entre parenthèse. Les données sont calculées en tant que des moyennes de 4 ans.

Le tableau 2.4 présente les résultats tributaires à l'insertion de la variable profil d'investissement en interaction avec chaque afflux. Deux variables parmi quatre portent le signe considéré et sont statistiquement significatifs. Un climat d'investissement favorable (les droits des investisseurs sont respectés ainsi le risque d'expropriation des contrats est faible) permet de favoriser l'attraction des IDE et assure une allocation efficace des crédits bancaires et des IDE vers des projets d'investissements productifs. Les accords d'investissement bilatéraux ainsi la qualité institutionnelle domestique sont complémentaires afin d'attirer les IDE (Hallward - Driemeier (2003)). Le point de retournement à partir duquel les IDE atténuent l'appréciation du TCER est égale à un score de 9.25 points de la variable profil d'investissement. Le caractère volatile associé aux flux de portefeuilles témoigne que le climat d'investissent n'est pas prioritaire afin de les attirer davantage.

**Tableau 2.4 : Profil d'investissement ; afflux de financements extérieurs et TCER : GMM en différence (deux étapes)**

<b>Variable dépendante : Log TCER</b>	<b>Flux officiels [1]</b>	<b>IDE [2]</b>	<b>FP [3]</b>	<b>Emprunts Bancaires [4]</b>
<b>I. TECR (-1)</b>	0,796*** (3,37)	0,951*** (7,48)	0,715*** (4,96)	0,881*** (10,32)
<b>I. OC</b>	-0,240 (-1,00)	0,024 (0,21)	-0,248 (-1,50)	0,008* (0,09)
<b>I. cons Pub</b>	0,072 (0,34)	0,087 (0,39)	0,255 (1,32)	-0,032 (-0,27)
<b>I. productivité</b>	0,016 (0,08)	0,010 (0,07)	-0,055 (-0,45)	- 0,160 (-1,74)
<b>I. TE</b>	0,147 (0,94)	-0,068 (-1,12)	0,255* (2,12)	0,020 (0,44)
<b>Flux officiels</b>	0,003 (0,50)			
<b>IDE</b>		0,037** (2,58)		

<b>FP</b>			-0,029 (-1,35)	
<b>Emprunts Bancaires</b>				0,028 ** (2,66)
<b>Afflux*R.politique</b>	0,000 (-0,16)	-,004 *** (-3,56)	0,002 (1,38)	-0,002 ** (-2,84)
<b>R. Politique : Profil D'Investissement</b>	0,0005 (0,08)	0,015 (1,45)	0,010 ** (2,26)	0,003 (1,10)
<b>AR(1)(p-Value)</b>	0,085	0,061	0,098	0,079
<b>AR(2)(p-Value)</b>	0,471	0,998	0,576	0,735
<b>Sargan (p-Value)</b>	0,709	0,496	0,562	0,635
<b>Hansen (p-Value)</b>	0,771	0,534	0,962	0,636
<b>Observations</b>	54	54	54	54
<b>Pays</b>	12	12	12	12
<b>Instruments</b>	20	13	20	16

\* significatif au seuil de 10% ;\*\* significatif au seuil de 5% ;\*\*\* significatif au seuil de 1%. t de student entre parenthèse

Le tableau 2.5 rapporte les résultats associés au facteur conditionnel de la responsabilisation démocratique et confirment l'hypothèse développée<sup>17</sup>. Le point de retournement à partir duquel l'afflux publics déprécie le TCER se calculent à un score de la 'responsabilisation démocratique' égal à 4,2. La Turquie est le seul pays de la région qui se situe au-dessus du seuil. Tandis qu'un gouvernement démocratique attire plus de 70% d'IDE (Jensen (2003)), la démocratie semble non cruciale au niveau de la relation entre les IDE et le TCER. Ainsi, le manque de significativité de la variable d'interaction est fortement tributaire au contexte démocratique faible dans la région MENA<sup>18</sup>. Les régimes politiques de la région MENA ont été autoritaires avec des progrès très limités dans les institutions démocratiques et la responsabilisation publique (Nabli et al. (2008)). Toutefois la structure organisationnelle de l'Etat est bien développée et stable dans la plupart des pays, exception faite de quelques cas où les conflits ont été récurrents (la Lybie, l'Irak ; le Yémen et la Syrie).

**Tableau 2.5 : Responsabilisation démocratique ; afflux de financements extérieurs et TCER : GMM en différence (deux étapes)**

Variable dépendante : Log TCER	Flux officiels [1]	IDE [2]	FP [3]	Emprunts Bancaires [4]
<b>I. TECR (-1)</b>	0,943 *** (14,46)	0,722 *** (4,58)	0,821 *** (8,90)	0,808 *** (7,67)
<b>I. OC</b>	-0,040 (-1,32)	0,295 * (2,05)	0,0150 (1,95)	0,038 (0,38)

<sup>17</sup> À l'exception des IDE

<sup>18</sup> La moyenne de cette variable est d'un score de 2,9 points pour l'ensemble de la région

<b>I. cons Pub</b>	-0,044 (-0,38)	0,054 (0,19)	0,513* (2,04)	-0,024 (-0,13)
<b>I. productivité</b>	0,135 (1,47)	0,037 (0,21)	-0,045 (-0,33)	0,277*** (3,78)
<b>I. TE</b>	0,014 (0,20)	-0,094 (-0,33)	-0,142* (-2,12)	-0,015 (-0,20)
<b>Flux officiels</b>	0,021** (2,58)			
<b>IDE</b>		0,028 (0,59)		
<b>FP</b>			0,015* (1,95)	
<b>Emprunts Bancaires</b>				0,012** (2,41)
<b>Afflux*R.politique</b>	-0,005** (-2,38)	-0,011 (-0,95)	-0,003* (-1,98)	-0,003** (-3,01)
<b>R.Politi: Responsabilisation Démocratique</b>	-0,047*** (-3,51)	-0,013 (-0,49)	-0,067*** (-4,50)	-0,006 (-0,25)
<b>AR(1)(p-Value)</b>	0,087	0,063	0,043	0,000
<b>AR(2)(p-Value)</b>	0,734	0,602	0,303	0,751
<b>Sargan (p-Value)</b>	0,627	0,370	0,548	0,885
<b>Hansen (p-Value)</b>	0,525	0,393	0,964	0,921
<b>Observations</b>	54	54	54	54
<b>Pays</b>	12	12	12	12
<b>Instruments</b>	12	13	16	15

\* significatif au seuil de 10% ; \*\* significatif au seuil de 5% ; \*\*\* significatif au seuil de 1%. t de student entre parenthèse

Le tableau 2.6 est associé au rôle conditionnel du conflit externe. Un risque faible de conflit externe reflète davantage des IDE et des flux officiels exploités dans les investissements productifs. Tandis qu'un score de 11 points du niveau de conflit externe permet d'atténuer l'appréciation du TCER, les pays de la région MENA se situent au-dessous du seuil.

**Tableau 3.3 : Conflits externes ; afflux de financements extérieurs et TCER : GMM en Différence (deux étapes)**

<b>Variable dépendante : Log TCER</b>	<b>Flux officiels [1]</b>	<b>IDE [2]</b>	<b>FP [3]</b>	<b>Emprunts Bancaires [4]</b>
<b>I. TECR (-1)</b>	0,937*** (8,76)	0,896*** (9,58)	0,931*** (8,80)	0,812*** (6,60)
<b>I. OC</b>	-0,094 (-1,11)	-0,251 (-1,18)	-0,130 (-0,68)	-0,123 (-1,18)
<b>I. cons Pub</b>	0,053 (0,20)	0,054 (0,43)	0,208 (0,80)	0,208** (2,25)
<b>I. productivité</b>	-0,054 (-0,34)	-0,013 (-0,13)	-0,057 (-0,36)	0,041 (0,47)
<b>I. TE</b>	0,050 (0,27)	0,142 (1,52)	0,169 (1,53)	0,081 (1,54)
<b>Flux officiels</b>	0,082** (2,51)			
<b>IDE</b>		0,077** (3,04)		
<b>FP</b>			0,002 (0,02)	
<b>Emprunts Bancaires</b>				0,011 (0,55)



<b>Afflux*R.politique</b>	-0,007** (-2,39)	-0,007*** (-3,31)	-0,000 (-0,01)	-0,001 (-0,68)
<b>R.Politi:Conflits externes</b>	-0,016 (-0,98)	0,014 (1,25)	-0,005 (-0,44)	0,000 (-0,01)
<b>AR(1)(p-Value)</b>	0,038	0,057	0,093	0,045
<b>AR(2)(p-Value)</b>	0,807	0,732	0,778	0,771
<b>Sargan (p-Value)</b>	0,844	0,425	0,341	0,507
<b>Hansen (p-Value)</b>	0,993	0,992	0,902	0,595
<b>Observations</b>	54	54	54	54
<b>Pays</b>	12	12	12	12
<b>Instruments</b>	24	17	18	14

\* significatif au seuil de 10% ; \*\* significatif au seuil de 5% ; \*\*\* significatif au seuil de 1%. t de student entre parenthèse

Etudier l'effet marginal du risque économique et financier semble crucial (comme des mesures alternatives du risque politique) qui renseignent les atouts et les faiblesses économiques d'un pays et sa capacité à financer ses titres de créance officiels et commerciales<sup>19</sup>

Bien que les variables linéaires ainsi que les termes d'interaction détiennent les signes prévus, ils manquent de significativité (tableau 2.7 et 2.8). A l'exception de la variable emprunts bancaires, dont le coefficient linéaire ainsi que la variable d'interaction avec le risque économique et financier témoignent le signe anticipé. Les points de retournement du niveau de risque économique et financier s'établissent à un score de 45 et 41 points, respectivement. Ce résultat révèle que les pays qui bénéficient d'un taux de croissance élevé ; d'un taux d'inflation faible ; une balance budgétaire excédentaire et un niveau faible de dette extérieure pourraient évidemment allouer les emprunts bancaires (qui passe par l'intermédiaire du système bancaire domestique) de façon plus efficace à l'instar du Koweït dont le score de risque financier est au-dessus du seuil calculé. Il est concevable qu'un niveau adéquat de croissance économique et un taux d'inflation faible encouragent les IDE à circuler de façon plus efficace dans l'économie locale. Néanmoins, il s'avère que le facteur de risque politique est plus déterminant au niveau de la relation entre les flux de financements extérieurs et le TCER relativement au facteur de risque économique et financier. Il sera inefficace d'attirer les IDE en offrant un contexte macroéconomique adéquat sans accorder une attention particulière aux réformes institutionnelles (Buchanan et al. (2011)).

<sup>19</sup> ICRG (2010)

**Tableau 4 : Le risque économique ; les afflux de financements extérieurs et le TCER : GMM en différence (deux étapes)**

Variable dépendante : Log TCER	Flux officiels [1]	IDE [2]	FP [3]	REM [4]	Emprunts Bancaires [5]
<b>I. TECR (-1)</b>	0,805*** (4,05)	0,688*** (6,76)	0,832*** (5,22)	0,812*** (5,46)	0,692*** (3,93)
<b>I. OC</b>	-0,104 (-0,53)	-0,255 (-1,21)	-0,166 (-0,55)	-0,091 (-0,68)	-0,137 (-0,61)
<b>I. cons Pub</b>	0,257** (2,97)	0,152 (0,67)	0,363** (2,89)	0,032 (0,28)	0,263** (2,77)
<b>I. productivité</b>	0,044 (0,44)	-0,239 (-0,84)	0,068 (0,57)	-0,202 (-0,79)	-0,200 (-1,16)
<b>I. TE</b>	0,086 (0,95)	0,197** (2,71)	0,076 (0,49)	0,047 (0,79)	0,211* (2,11)
<b>Flux officiels</b>	-0,019 (-0,95)				
<b>IDE</b>		0,085 (1,00)			
<b>FP</b>			0,045 (0,92)		
<b>REM</b>				-0,031*** (-3,25)	
<b>Emprunts Bancaires</b>					0,032* (1,95)
<b>Afflux*R.Economique</b>	0,0006 (1,24)	-0,002 (-1,12)	-0,0009 (-0,91)	0,0002 (1,08)	-0,0007* (-1,98)
<b>Risque Economique</b>	0,009** (2,78)	0,007** (2,37)	0,007** (2,22)	0,009*** (3,13)	0,004 (1,31)
<b>AR(1)(p-Value)</b>	0,081	0,034	0,006	0,084	0,019
<b>AR(2)(p-Value)</b>	0,156	0,339	0,629	0,539	0,203
<b>Sargan (p-Value)</b>	0,360	0,438	0,339	0,701	0,110
<b>Hansen (p-Value)</b>	0,951	0,971	0,989	0,677	0,519
<b>Observations</b>	54	54	54	54	54
<b>Pays</b>	12	12	12	12	12
<b>instruments</b>	20	18	20	15	16

\* significatif au seuil de 10% ;\*\* significatif au seuil de 5% ;\*\*\* significatif au seuil de 1%. t de student entre parenthèse

**Tableau 5 : Le risque financier ; afflux de financements extérieurs et TCER : GMM en différence (deux étapes)**

Variable dépendante : Log TCER	Flux officiels [1]	IDE [2]	FP [3]	REM [4]	Emprunts Bancaires [5]
<b>I. TECR (-1)</b>	0,758*** (4,94)	0,693*** (5,97)	0,983*** (7,78)	0,742*** (5,67)	0,923*** (5,71)
<b>I. OC</b>	-0,306 (-1,41)	0,049 (0,40)	-0,133* (-1,90)	-0,181 (-1,15)	-0,125 (-0,82)
<b>I. cons Pub</b>	-0,015 (-0,19)	0,401*** (3,38)	-0,006 (-0,04)	0,130 (1,15)	0,115*** (3,08)
<b>I. productivité</b>	0,051 (0,47)	-0,101 (-1,12)	0,071 (0,51)	-0,311* (-1,90)	-0,153 (-1,32)
<b>I. TE</b>	0,015 (0,23)	0,171*** (4,87)	0,037 (0,40)	0,152** (2,82)	0,099* (1,82)

<b>Flux officiels</b>	-0,033 (-1,23)				
<b>IDE</b>		0,036 (1,10)			
<b>FP</b>			0,055 (0,92)		
<b>REM</b>				-0,019 (-0,63)	
<b>Emprunts Bancaires</b>					0,041** (2,36)
<b>Afflux*R. financier</b>	0,0008 (1,22)	-0,0009 (-1,21)	-0,001 (-0,92)	-0,0002 (-0,20)	-0,001** (-2,48)
<b>Risque Financier</b>	0,006* (1,88)	0,002 (-0,50)	0,001 (0,55)	0,001 (0,37)	0,0008 (0,66)
<b>AR(1)(p-Value)</b>	0,096	0,003	0,097	0,014	0,096
<b>AR(2)(p-Value)</b>	0,185	0,527	0,805	0,873	0,660
<b>Sargan (p-Value)</b>	0,423	0,174	0,732	0,432	0,136
<b>Hansen (p-Value)</b>	0,939	0,351	0,977	0,997	0,858
<b>Observations</b>	54	54	54	54	54
<b>Pays</b>	12	12	12	12	12
<b>instruments</b>	19	13	24	19	17

\* significatif au seuil de 10% ; \*\* significatif au seuil de 5% ; \*\*\* significatif au seuil de 1%. t de student entre parenthèse

## Conclusion

Ce chapitre étudie l'impact des afflux de financements extérieurs sur le TCER. Il évalue le rôle potentiel de la qualité institutionnelle en tant que facteur conditionnel de la relation en question. Compte tenu de cet objectif, l'étude empirique exploite des données de panel de 12 pays de la région MENA pour la période 1985-2010 et exploite les techniques de panel dynamique. Les résultats justifient l'appréciation du TCER par les afflux publics. Néanmoins, la désagrégation des afflux privés révèlent des résultats distincts. Les IDE sont associés à un maintien et même une amélioration de la compétitivité à l'exportation. Ceci signifiait l'importance de ces flux à améliorer la capacité productive de l'économie bénéficiaire. En revanche, les flux de portefeuilles confirment les hypothèses du syndrome hollandais. Les envois de fonds entraînent la dépréciation du TCER et confirment son caractère contra-cyclique. D'autant qu'ils sont alloués vers la consommation des biens du secteur échangeable. Les résultats montrent que les emprunts bancaires extérieurs stimulent une appréciation du TCER, ces flux sont amenés vers l'économie bénéficiaire via l'intermédiation du système bancaire domestique.

Un climat favorable d'investissement ; une responsabilisation démocratique sont susceptibles de permettre l'allocation efficace des afflux et évite les effets indésirables. Un niveau de risque économique et financier faible permettent de mieux gérer les emprunts bancaires extérieurs.

Les conclusions de la politique économique sont susceptibles de favoriser les IDE et les transferts des migrants et atténuer les flux de court terme (FP). Un ensemble d'actions consiste

à (1) réduire les frais de transfert d'argent afin d'encourager les envois de fonds de passer par les canaux officiels et améliorer la qualité des statistiques des transferts privés des migrants.

(2) Il est indispensable de sensibiliser les autorités financières de l'importance du climat institutionnelle et des politiques réconfortant les investisseurs étrangers ; se rassurer de leur confiance et abolir ainsi les entraves à l'entrée aux firmes multinationales. Les suites sont vitales notamment pour les PED. Cependant les répercussions ne s'en tiennent pas uniquement à la création d'emploi par les investissements, ils se manifestent également par le transfert technologique et renforcent la compétitivité des produits locaux. Outre l'effet économique des financements extérieurs, l'effet distributif s'avère également crucial afin de concrétiser les objectifs de la croissance inclusive. La deuxième et la troisième partie de la thèse se consacrent à cette question.

## Annexe :

**Tableau A : Définition et Source des Données**

Variable	Définition	Source
<b>TCER</b>	Indice du Taux de Change effectif réel	WDI (2010)
<b>IDE</b>	Les investissements directs à l'étranger/PIB	WEO (2010)
<b>FP</b>	Les flux de portefeuille/PIB	WEO (2010)
<b>REM</b>	Les envois du fond des travailleurs à l'étranger/PIB	WEO (2010)
<b>Emprunts bancaires</b>	Les engagements envers les banques étrangères/PIB	WEO (2010)
<b>Afflux Publics</b>	la somme des prêts et des transferts officiels/PIB	WEO (2010)
<b>Afflux Privés</b>	La somme de IDE ; FP ; REM et Emprunts bancaires /PIB	WEO (2010)
<b>Risque Politique</b>	Moyenne de 12 indicateurs de risque politique	ICRG (2010)
<b>Risque Economique</b>	Une mesure de risque économique	ICRG (2010)
<b>Risque Financier</b>	Une mesure de risque financier	ICRG (2010)
<b>Profil d'Investissement</b>	une mesure de la qualité du climat d'investissement	ICRG (2010)
<b>Responsabilité démocratique</b>	une mesure de la qualité de la responsabilité démocratique	ICRG (2010)
<b>Conflits externe</b>	une mesure des pressions diplomatiques et sanctions commerciales	ICRG (2010)
<b>Ouverture Commerciale</b>	Somme des exportations et des importations /PIB	WDI (2010)
<b>Dépenses Publique</b>	Un proxy des dépenses publiques/PIB	WDI (2010)
<b>Productivité</b>	Différentiel de productivité (Proxy de l'indice Balassa-Samuelson)	CERDI(2010)
<b>Terme de l'échange</b>	Indice du prix à l'exportation relativement à l'indice du prix à l'importation	WDI (2010)

**Tableau B : Statistiques Descriptives (1985-2010)**

Variable	Observations	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
<b>Log (TCER)</b>	312	4,698	0,347	3,299	6,344
<b>IDE (%PIB)</b>	312	2,636	4,598	-5,289	33,568
<b>FP (%PIB)</b>	312	-1,085	8,269	-55,712	42,83
<b>REM (%PIB)</b>	312	0,96	7,36	-15,84	21,02
<b>Emprunts bancaires (%PIB)</b>	312	0,96	24,34	-51,58	368,13
<b>Afflux Publics</b>	312	-1,19	6,36	-34,03	28,99

<b>Afflux Privés (%PIB)</b>	312	3,47	23,11	-53,22	361,57
<b>Risque Politique</b>	312	60,72	12,31	10,66	78,5
<b>Risque Economique</b>	312	35,18	6,33	20,5	49
<b>Risque Financier</b>	312	34,92	8,706	9	49,16
<b>Profil d'Investissement</b>	312	7,27	2,35	1,33	11,5
<b>Responsabilité démocratique</b>	312	2,88	1,37	0	6
<b>Conflits externe</b>	312	8,90	2,504	0	12
<b>Log (Ouverture Commerciale)</b>	311	4,272	0,456	2,639	5,347
<b>Log (Dépenses Publiques)</b>	312	2,872	0,331	2,079	4,330
<b>Log (Productivité)</b>	312	4,618	0,136	4,212	5,296
<b>Log (Terme de l'échange)</b>	222	4,685	0,275	3,931	5,583

**Tableau C : Test de Racine Unitaire**

<b>Variable</b>	<b>LLC</b>	<b>IPS</b>
<b>TCER</b>	0,02	0,00
<b>OFF</b>	0,38	0,00
<b>FPP</b>	0,00	0,00
<b>IDE</b>	0,05	0,01
<b>FPI</b>	0,93	-
<b>REM</b>	0,00	0,00
<b>Emprunts bancaires</b>	0,00	0,00
<b>Ouverture Commerciale</b>	0,02	0,02
<b>Dépenses Publiques</b>	0,09	0,02
<b>Productivité</b>	0,76	0,36
<b>Terme de l'échange</b>	-	0,67
<b>Risque Politique</b>	0,00	0,00
<b>Risque Economique</b>	0,00	0,04
<b>Risque Financier</b>	0,00	0,11

Les valeurs indiquées sont les p-value. L'hypothèse nulle est celle de présence d'une racine unitaire. LLC se réfère à Levin-Lin-Chu(2002). IPS correspond à Im, Peseran, and Shin (2003)

**Tableau D : L'impact des afflux de financements extérieurs sur le TCER : Estimation par les MCO**

Variable dépendante : Log TCER	Afflux officiels		IDE	FP	REM	Emprunts Bancaires	Afflux officiels		IDE	FP	REM	Emprunts Bancaires
	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]		[7]	[8]	[10]	[11]	[12]	
<b>I. OC</b>	-0,149** -2,53	-0,144*** -2,62	-0,138** (-2,36)	-0,157** -2,61	-0,151*** -2,73	-0,152** -2,59	-0,453*** -4,07	-0,462*** -4,12	-0,492*** -4,23	-,456*** -4,16	-0,451*** -4,06	-0,456*** -4,16
<b>I. cons Pub</b>	0,305*** 4,13	0,307*** 4,28	0,294*** 4,05	0,306*** 4,16	0,309*** 4,17	0,302*** 4,13	0,542*** 4,92	0,542*** 4,96	0,553*** 5,00	0,543*** 4,93	0,545*** 5,02	0,543*** 4,94
<b>I. productivité</b>	0,597*** 3,11	0,623*** 3,28	0,607*** 3,23	0,598*** 3,21	0,644*** 3,24	0,603*** 3,21	0,590*** 3,56	0,598*** 3,67	0,600*** 3,70	0,595*** 3,66	0,583*** 3,53	0,595*** 3,68
<b>I. TE</b>	-0,157*** -2,64	-0,175*** -3,11	-0,160*** -2,83	-0,157*** -2,75	-0,197*** -3,24	-0,161*** -2,81	0,001 0,01	0,001 0,02	0,000 0,01	0,001 0,02	0,003 0,04	0,001 0,02
<b>Afflux publics</b>	0,000 0,30						0,001 0,55					
<b>Afflux privés</b>		-0,004*** -3,88						0,000 0,58				
<b>IDE</b>			-0,002 -1,01						,005* 1,87			
<b>FP</b>				-0,001 -1,19						0,000 -0,13		
<b>REM</b>					-0,005*** -2,97						-0,002 -0,64	
<b>Emprunts Bancaires</b>						0,001 1,01						0,000 0,06
<b>Constante</b>	2,461*** 2,94	2,410*** 2,82	2,418*** 2,83	2,487*** 2,96	2,440*** 2,80	2,473*** 2,94	2,381** 2,43	2,374** 2,47	2,45** 2,53	2,364** 2,42	2,393** 2,47	2,364** 2,44
<b>R<sup>2</sup></b>	0,23	0,24	0,23	0,23	0,25	0,23	0,63	0,63	0,63	0,63	0,63	0,63
<b>Observations</b>	222	222	222	222	222	222	222	222	222	222	222	222
<b>Pays</b>	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12

Les colonnes de 1 à 6 illustrent les résultats associés à la MCO. En revanche, les colonnes de 7 à 13 révèlent les estimations par les MCO avec variables indicatrices individuelles. \* significatif au seuil de 10% ; \*\* significatif au seuil de 5% ; \*\*\* significatif au seuil de 1%

## **Partie II. Afflux de financements extérieurs et parts de revenu**

## **Chapitre 3 Méthodologie et Faits stylisés**

### **1. Introduction**

Tandis que l'ouverture commerciale ainsi que la globalisation entre les pays du nord et les pays du sud s'est bien proliférée durant les dernières décennies provoquant une nouvelle configuration de la distribution des richesses au niveau des pays du monde, le nombre des travaux qui ont mis l'accent sur l'effet distributif de la globalisation est limité.

L'ampleur de l'inégalité est d'autant plus accentuée les dernières années relativement aux dernières décennies qui trouvent son origine dans l'expansion de la globalisation sociale et l'intégration économique (Goesling et Baker (2008)). Cette dernière se manifeste par l'ouverture commerciale ainsi par le mouvement des investissements internationaux ; l'octroi de l'aide étrangère ainsi que les flux migratoires qui constituent un ensemble de politique mixtes complexes qui ne se révèlent pas de façon séparée (Berthélemy et al. (2009)). D'autant que la complémentarité ainsi la substituabilité entre le commerce et les autres flux révèle un débat dans la littérature (Mundell (1957)).

Ceci dit, l'idée de la deuxième et la troisième partie de cette thèse consiste à mettre l'accent sur l'effet distributif de la globalisation et étudie l'effet des afflux de financement extérieurs sur l'inégalité de revenu.

Pour ce faire, l'objet du chapitre 4 est de présenter les éléments méthodologiques de l'étude empirique de la deuxième et la troisième partie de la thèse. Nous discutons l'échantillon étudié au niveau de la section 2 ; la section 3 développe les deux mesures exploitées de la distribution de revenu ; la section 4 argumente l'utilité des modèles en interaction. La section 5 se focalise sur la question d'endogénéité associée aux variables d'intérêt et proposons une solution par l'instrumentation au niveau de la section 6.

### **2. Choix de l'échantillon**

Cette section développe les arguments nécessaires relatifs au choix de l'échantillon étudié. D'une part, mener une étude sur la distribution de revenu ainsi sur l'inégalité de revenu (dont la littérature confirme l'absence de l'information et des données nécessaires) s'avère difficile dans un échantillon restreint. Les bases de données permettent de fournir une observation ou deux par décennie pour chaque pays. De surcroît, la variation du niveau de l'inégalité revenu



intra- pays est faible sur l'axe de temps. Ceci dit, la pauvreté ainsi l'inégalité de revenu fournit des phénomènes persistants dans le temps. Les normes sociales sont susceptibles être stables dans les sociétés traditionnelles (Tanzi (2001)). Ce qui permet d'avoir un effet potentiel sur le maintien du niveau de revenu et sur la distribution des richesses. Ceci se vérifie cohérent dans plusieurs pays dont le coefficient de Gini ne varie pas sur une période longue.

D'autre part, des estimations de type d'effets conditionnels nécessitent une variation importante entre les pays. Ceci concerne les variables d'intérêts (les afflux de financements extérieurs) ainsi que les variables conditionnelles (le niveau de revenu par tête ; l'ordre de démocratie ; l'origine sociale du migrant et les coûts de transfert d'argent) que nous envisageons étudier dans la troisième partie de la thèse et dont le comportement varie d'une région à l'autre.

Les deux arguments permettent de déduire que restreindre l'attention sur 12 pays de la région MENA (la région d'étude de la première partie de la thèse) ne permet pas de garantir que cette variation soit suffisante. Ceci dit, un échantillon de taille plus importante est crucial afin de faire l'objet de l'étude empirique de la deuxième ainsi la troisième partie de la thèse. Afin de permettre la représentativité de l'échantillon, l'accent se met alors sur 66 pays en développement, selon le classement de la BM, appartiennent à cinq régions (tableau 3.1) et se considèrent de trois catégories de revenu (tableau 3.2).

Le choix est préconisé par la perspective remarquable des différentes sources d'afflux de financements extérieurs vers ces pays. L'attention n'est pas accordé au pays développés qui fournissent l'origine des afflux de financements extérieurs, essentiellement les IDE, l'aide et les transferts des migrants. Cependant, mener une étude sur l'ensemble des pays développés et les pays en développement ne permet pas de distinguer un effet distributif distinct des afflux de financement extérieurs. Chaque afflux dispose un effet dissemblable entre les deux groupes de pays (Bornschier (1981)) et (Tsai (1995)).

Tableau 1 : Classement de l'échantillon par région

<b>Afrique Sub-Saharienne</b>	<b>Amérique Latine et Caraïbes</b>	<b>MENA</b>	<b>Europe de l'Est et Asie Centrale</b>	<b>Aise de l'Est du Sud et Pacifique</b>
Burkina Faso ; Cote d'Ivoire ; Ethiopie ; Ghana ; Lesotho ; Madagascar ; Malawi ; Mauritanie ; Niger ; Nigeria ; Sénégal ; Tanzanie ; Ouganda ; Zambie	Argentine ; Bolivie ; Brésil ; Chili ; Colombie ; Costa Rica ; République Dominicaine ; Equateur ; Salvador ; Guatemala ; Honduras ; Jamaïque ; Mexique ; Panama ; Pérou ; Venezuela ;	Algérie ; Djibouti ; Egypte ; Iran ; Israël ; Jordanie ; Maroc ; Syrie ; Tunisie ; Turquie ; Yémen	Arménie ; Belarus ; Bulgarie ; Croatie ; République Tchèque ; Estonie ; Géorgie ; Kazakhstan ; Kirghizistan ; Lituanie ; Moldova ; Pologne ; Russie ; Roumanie ; Slovénie ; Ukraine ;	Bangladesh ; Chine ; Inde ; Indonésie ; Malaisie ; Pakistan ; Philippines ; Thaïlande ; Vietnam

Les autres pays de la région MENA ne peuvent pas être inclus soit pour indisponibilité des données où l'objet de notre étude élimine les pays du conseil de coopération du Golfe à savoir que le niveau d'inégalité est faible ainsi que les envois de fonds sont des sortis (outflows) et non pas des entrés (inflows), d'autant que ces pays ne reçoivent pas de l'aide étrangère relativement aux autres pays de la région.

Tableau 2 : Classement de l'échantillon par niveau de revenu

Faible Revenu	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Revenu intermédiaire, tranche supérieure
Bangladesh ; Burkina Faso ; Ethiopie ; Kirghizistan ; Madagascar; Malawi; Mauritanie; Niger; Tanzanie; Ouganda;	Arménie; Bolivie; Côte d'Ivoire; Djibouti ; Egypte ; Salvador ; Géorgie ; Ghana ; Guatemala ; Honduras ; Inde ; Indonésie ; Lesotho ; Moldova ; Maroc ; Nigeria; Pakistan; Philippines; Sénégal; Syrie; Ukraine; Vietnam; Yémen; Zambie	Algérie; Argentine; Belarus; Brésil; Bulgarie; Chili; Chine; Colombie; Costa Rica; République Dominicaine ; Equateur ; Iran ; Jamaïque ; Jordanie ; Kazakhstan ; Lituanie ; Malaisie ; Mexique ; Panama ; Pérou ; Roumanie ; Russie ; Thaïlande ; Tunisie ; Turquie ; Venezuela ;

Au niveau de l'étude par niveau de revenu, 6 pays ont été éliminés (Croatie ; République Tchèque ; Estonie ; Israël ; Pologne ; Slovénie) car ils sont classés à niveau de revenu élevé.

### 3. Mesures de répartition de revenu

Deux mesures de distribution de revenu sont exploitées au niveau de la deuxième et la troisième partie de la thèse par deux méthodologies différentes. 1) Les parts de revenu. 2) L'indice de Gini.

#### 3.1 Parts de revenu

Nous exploitons des données associées aux parts de revenu classées par ordre croissant de la population qui reçoit 10% de l'ensemble de revenu, au niveau du chapitre 4. L'information est compilée de la base de données WYD<sup>20</sup> par Milanovic (2005).

Les données sont construites à partir d'une enquête auprès des ménages. Une première version de cette base de données couvre exclusivement les années 1988, 1993 et 1998. La deuxième version fournit des données en ventiles pour les années 2002 et 2005, ce qui nous a permis de calculer les déciles des parts de revenu pour les 66 pays de l'échantillon. Les données de revenu par tête sont annuelles, exprimées en USD de PPA. Chaque décile englobe 10 % des individus et non pas des ménages en tant qu'unité de mesure.

La base de WYD est riche d'information vu qu'elle est fournie à partir de 321 études, couvrant 95 pays en 1988, 113 pays en 1993 et 1998 et 123 pays en 2002 et 2005, englobe ainsi plus de 95% du revenu mondial et 90% de la population mondiale. Les données couvrent l'ensemble des régions du monde, à l'exception du continent africain dont les enquêtes couvrent deux-tiers de la population et du revenu pour l'année 1993 et 1998 (Milanovic (2005)).

<sup>20</sup> Les données de WYD signalent si l'enquête est basée sur la consommation ou sur le revenu

La base WYD dispose deux avantages majeurs relativement à la base de Deininger et Squire (1997) et la base de WIDER (2004). 1) C'est une mesure agrégée de la notion de bien-être. 2) La qualité d'information associée aux déciles se considère des partitions fines de distribution de revenu relativement aux mesures de l'inégalité synthétique (le coefficient de Gini et l'indice de Theil) (Milanovic (2005)).

Cependant l'ensemble des travaux empiriques à propos la distribution de revenu admet que les gains supérieurs de revenu sont définis par le décile supérieur (D10) ou le Percentile (P 90-100), Roine et al. (2009) affirment que D10 est hétérogène. Ceci dit, le groupe inférieur (P90-99) du D10 est dominé par le revenu des travailleurs, le percentile supérieur P100 est tributaire au revenu du capital. Ceci nécessite par conséquent de désagréger le décile supérieur de distribution de revenu en percentiles de parts de revenu. Néanmoins, relativement à l'objet de notre étude qui consiste à étudier les parts de revenu de 66 pays en développements, les données associées aux parts de revenu ne sont pas disponibles en percentiles de revenu.

De surcroît, les données WYD sont plus conciliables à l'objet de notre analyse relativement aux autres mesures d'inégalité exploitées par Dollar et Kraay (2000). Les déciles sont calculés à partir des enquêtes individuelles auprès des ménages, tandis que les quantiles<sup>21</sup> sont déterminés à travers une collecte hétérogène des données avec des extrapolations (Dollar et Kraay (2000)) et (Milanovic (2005)).

Le tableau 3.3 présente les moyennes des parts de revenu par années de références et montre que 10% de la population qui appartient à l'ensemble de l'échantillon ait une part de revenu de 0,28 du revenu moyen de l'échantillon en 1988. Les parts de revenu des déciles pauvres s'avèrent diminuer au profit des riches, à l'exception en 2002.

Ainsi, le rapport inter-décile D9/D1 relève que la population la plus pauvre des 10% les plus riches avait une part de revenu de 6 fois plus élevé que la population riche des 10% les plus pauvres en 2002. Ceci dit, les inégalités s'avèrent augmenter en 1988, 1993, 1998 et 2005, à l'instar du rapport entre la part du revenu du décile le plus élevé (10% de la population la plus riche) et la part du revenu du décile le plus faible (10% des individus les plus pauvres) passent de 10,71 en 1988 à 14,2 en 1993.

---

<sup>21</sup> La difficulté d'exploiter ce type de données demeure dans l'abstraction des valeurs extrêmes de distribution de revenu.

**Tableau 3 : Moyenne des déciles de revenu**

Décile	1988	1993	1998	2002	2005
Premier	0,280	0,224	0,214	0,244	0,229
Deuxième	0,397	0,358	0,344	0,368	0,360
Troisième	0,493	0,459	0,443	0,473	0,460
Quatrième	0,589	0,557	0,542	0,568	0,561
Cinquième	0,694	0,665	0,649	0,673	0,660
Sixième	0,818	0,792	0,775	0,795	0,782
Septième	0,974	0,954	0,935	0,951	0,938
Huitième	1,186	1,190	1,162	1,176	1,157
Neuvième	1,565	1,600	1,562	1,558	1,536
Dixième	3	3,197	3,369	3,218	3,317
Nombre de Pays	66	66	65	62	61
Ratio du neuvième décile relativement au premier décile D9/D1	5,58	7,14	7,29	6,38	6,70
Ratio du dixième relativement au premier décile D10/D1 *	10,71	14,27	15,74	13,18	14,48

(\*) Le ratio du revenu moyen du dixième décile relativement au premier décile. Calculs faits par nos soins en se basant sur les données de WYD.

### 3.2 Indice de Gini

L'indice de Gini est exploité comme mesure d'inégalité de revenu au niveau de la troisième partie de la thèse. Une variable exprimée en pourcentage qui varie entre 0% et 100% fournie par la base de données 'Gini All' de Milanovic (2012). Le nombre d'observations assuré par cette base est d'une moyenne de 1885 observations. La collecte des données se base sur sept bases de données par un choix de priorité selon des critères de crédibilité ; le niveau de normalisation des variables ainsi la cohérence de la couverture géographique de chaque ensemble de données. Le choix se fait comme suit : un intérêt particulier s'accorde aux LIS ; SEDLAC ; SILC et ECA en tant que des sources vitales de l'indice de Gini dont le calcul est tributaire à l'accès direct à des enquêtes auprès des ménages. Ainsi, une deuxième liste de sources couvre des enquêtes à une échelle internationale à l'instar de WYD ; POVCAL et WIDER qui permettent de couvrir des données non déterminées par les autres bases. Toutefois, un conflit subsiste parmi les différentes sources qui résultent une perte de 37% de l'ensemble des observations par les 7 bases. L'avantage de cette base est la richesse de l'information procurée ainsi que plusieurs choix de priorité pourraient être combiné selon l'objet de l'étude. Toutefois, un problème de comparabilité pourrait se révéler parmi les différentes enquêtes

menées auprès des ménages. La prise en compte du concept de bien-être pour le calcul de l'indice de Gini se fonde sur (i) le revenu ou la consommation (ii) l'unité d'étude est un ménage ou un individu (iii) les variables sont considérées en net ou en brut. Ceci dit, l'exploitation de cette base préconise une interprétation circonspecte. Toutefois, le coefficient de Gini est plus adapté pour l'objet de notre étude relativement à l'indice de Theil et d'Atkinson, notamment leur profondeur temporelle et faible.

### **3.3 Faits stylisés**

Le tableau 3.4 présente des statistiques d'un ensemble de variables. L'indice de Gini augmente temporellement de six points pour l'ensemble de l'échantillon pour la période 1988-2005. L'accroissement de l'inégalité se constate en particulier dans les pays de l'Amérique latine et caraïbes ainsi dans les pays de l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. Ceci se corrobore à Goesling et Baker (2008) qui justifient (i) une tendance à la baisse des inégalités des conditions de vie dans les pays occidentaux ainsi les pays asiatiques (ii) une tendance à la hausse des inégalités dans les pays de l'Afrique Subsaharienne ainsi les autres pays du monde. Ainsi, une variation positive de 6,05 points de pourcentage de l'indice de Gini en Amérique Latine et les Caraïbes durant la période 1998-2005.

D'une part, ce fait correspond à un accroissement des envois de fonds d'un montant de 3,4 en % du PIB vers ce groupe de pays, dont le Mexique est le troisième pays récipiendaire des transferts des migrants à l'échelle internationale. De l'autre, une amélioration de la mesure de la démocratie s'observe sur l'ensemble de la période de l'étude confirmant que le nombre de démocraties se multiplie dans le monde. Les pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie Centrale témoignent une augmentation de 10,3 points de pourcentage de l'indice de Gini, ceci peut être expliqué par un niveau d'ouverture commerciale remarquable. Le début de la décennie 90 fut des changements radicaux dans les pays de l'Europe de l'Est qui s'illustrent par une ouverture à l'extérieur et une intégration au marché global, ainsi la mise en place d'un nouveau système socio-économique. Les pays de l'Europe de l'Est est la victime d'une intégration européenne étant donné que ce groupe de pays témoigne une inégalité de revenu suite à une ouverture au marché européen (Beckfield (2006)). La région MENA révèle une diminution de l'indice de Gini de 1,5 point de pourcentage durant la période 1988-2005 qui se caractérise par un volume important d'IDE, soit une variation de 4,74 en % du PIB. Ceci est le résultat d'un climat d'investissement favorable instauré dans le marché des pays de coopération de Golfe qui contribue à attirer les entrepreneurs étrangers à mener des projets productifs dans la région en

dépôt du système de monarchie dans quelques pays de la région MENA et dévoile le niveau faible de la démocratie. L'Afrique se distingue des autres groupes de pays par : 1) un niveau de revenu par tête faible (inférieur à 1000 USD/an). 2) une forte dépendance à l'aide.

Cependant la baisse des transferts de migrants vers l'Afrique en 2005 est fortement liée à i) la prolifération des canaux informels de transfert d'argent qui sont estimés être élevé, à l'ordre de 10 à 50% des transferts enregistrés (Ratha (2003)) ; (Puri et Ritzema (1999)) ; (El Quraichi et al. (2003)). Ainsi, 50% de l'ensemble des transferts privés passent par les canaux informels (Gupta et al. (2007)). ii) les frais élevés de transfert d'argent vers l'Afrique est une entrave pour le recours aux canaux formels. Ceci permet d'encourager le recours aux canaux informels (service Hawala/Hundi ; les amis ; les membres de familles ou la personne même).

**Tableau 4 : Moyenne des variables**

Région	Année	Pays	GINI	PIB /tête	Dépenses Publiques	Démocratie	O C	IDE	AIDE	Envois De fonds
MENA	1988	9	40,42	4778,8	19	1,45	63	0,69	4,89	2,67
	2005	11	39,07	5957	18	2,42	77	5,43	3,64	4,43
Afrique Subsaharienne	1988	12	42,5	840,37	16	0,16	54	-0,019	11,11	6,30
	2005	13	43,62	980,58	14	5	72	2,33	12,42	3,69
Amérique Latine et Caraïbes	1988	14	49,1	5593,5	11	6,08	51	0,71	2,96	1,82
	2005	16	55,15	7125	13	7,93	69	3,37	1,31	5,22
Asie d'Est, Sud et Pacifiques	1988	8	36	1881	11	2,33	41	0,55	1,63	1,02
	2005	9	39	3756	9	4,85	89	2,13	1,01	3,71
Europe de l'Est et Asie centrale	1988	8	21,3	7456	17	n,d	85	,008	n,d	1,43
	2005	16	31,6	9672	17	6,85	102	5,30	2,34	3,35
Echantillon	1988	51	36,1	3697,8	14	2,62	54	0,45	5,32	3,14
	2005	65	42,15	5859,2	14	5,73	82	3,81	4,14	4,11

n. d : non-disponible ; OC : ouverture commerciale ; IDE : Investissements direct étrangers ;

#### 4. L'utilité des modèles en interaction

Au niveau de l'étude empirique, nous avons opté à des modélisations par des variables en interaction. Cette méthodologie est fortement portée par les études empiriques de Friedrich (1982) ; Aiken et West (1991) ; Kam et Franzese (2003) et Brambor et al. (2006) afin d'étudier des hypothèses conditionnelles qui consistent à déterminer la relation entre deux variables qui sont tributaires à la valeur d'une ou plusieurs variables. Ceci dit, les hypothèses conditionnelles peuvent être testées en utilisant les variables multiplicatives.

## **5. Identification de l'endogénéité**

Au niveau de cette section, l'accent sera mis sur le problème d'endogénéité qui persiste parmi les variables d'afflux de financements extérieurs.

### **5.1 L'endogénéité associée aux envois de fonds des migrants**

La question d'endogénéité des envois de fonds des migrants a été révélée par des travaux de la littérature empiriques (Ebeke et Le Goff (2010)) ; (Chauvet et Soms (2007)) ; (Koechlin et Léon (2006)). La variable proxy des transferts des migrants révèle la question d'endogénéité qui trouve particulièrement son origine dans les problèmes de mesures. Les transferts de fonds qui passent par les canaux informels ne sont pas comptabilisés. Ceci dit, la sous-estimation des montants et des statistiques réelles reflète un biais de mesure de la variable.

La relation de causalité entre l'inégalité de revenu et les transferts des migrants fournit une deuxième source d'endogénéité. Les pays dont l'allocation des richesses est irrégulière attirent davantage les transferts de ses migrants afin d'atténuer l'écart de revenu. Si les transferts de fonds se dirigent en majorité vers les familles riches alors l'écart de revenu s'accroît.

L'omission d'une variable reflétant un choc exogène<sup>22</sup> susceptible d'affecter simultanément les transferts des migrants et l'inégalité de revenu est une source d'endogénéité liée aux transferts des migrants.

### **5.2 Endogénéité associée à l'aide étrangère**

L'endogénéité associée à l'aide est expliquée par la causalité, ceci dit, les pays inégalitaires en termes de distribution de richesse reçoivent plus d'aide. D'un point de vue, il s'avère que les donateurs récompensent les pays égalitaires qui réalisent des objectifs de réduction de la pauvreté par l'octroi de l'aide. D'un autre point de vue, les donateurs peuvent cibler l'allocation de l'aide au pays dont le niveau d'inégalité est élevé afin de réduire la pauvreté.

Chong et al. (2009) s'alignent avec cette idée et préconisent qu'il existe un biais de simultanéité et une causalité entre l'aide et l'inégalité. L'aide peut affecter l'inégalité et la pauvreté de façon directe à l'instar que l'allocation de l'aide peut éventuellement être stimulée par la pauvreté et l'inégalité si l'aide est davantage allouée aux pays pauvres.

---

<sup>22</sup> Des changements climatiques brutaux (les catastrophes naturelles ; la variation du prix de pétrole) et tous autres événements qui pourraient engendrer une détérioration des échanges commerciaux à l'égal des crises

### **5.3 Endogénéité des investissements directs étrangers**

Les investissements directs étrangers semblent négativement associés à l'inégalité de revenu au niveau des pays récipiendaires (Tsai (1995)). Il témoigne également qu'une proportion élevée des investissements publics contribue à améliorer l'inégalité. Ainsi que plusieurs auteurs Girling (1973) ; Rubinson (1976) et Bornschier et Chase-Dunn (1985) s'alignent sur la relation de causalité qui s'établit entre l'inégalité et les IDE<sup>23</sup>.

De surcroît, la dépendance aux investissements étrangers est fortement associée à l'inégalité de revenu (Lee et al. (2007)). Ceci est le résultat d'un changement radical au niveau de la structure du pays récipiendaire ; détériorant le secteur tertiaire et conduisant à des rémunérations élevées au profit des élites au détriment des groupes marginalisés. Ainsi, la distribution du revenu dans les pays en développement peut être affectée par sa politique commerciale (Galtung (1971)).

## **6. Stratégie d'instrumentation**

### **6.1 Les instruments relatifs aux envois de fonds**

Afin de surmonter l'endogénéité des transferts des migrants, nous proposons l'instrumentation. L'instrument choisi est corrélé avec la variable envois de fonds et non tributaire aux circonstances propres, ni au degré d'allocation de richesse de chaque pays receveur des envois de fonds. L'instrumentation se fait en deux étapes, ce qui fait que l'effet de l'instrument externe sur la variable dépendante passe par la variable d'intérêt et ou les variables de contrôles

Un ensemble d'instruments proposé par la littérature empirique à l'instar du PIB/Tête, ainsi le taux de croissance du pays d'accueil. Ceci dit, les travailleurs qui résident dans des pays dont le taux de croissance évolue de façon remarquable pourraient évidemment bénéficier d'un niveau de salaire élevé et sont incités à envoyer davantage de l'argent. Cependant, en se référant à la théorie de convergence, le niveau de revenu/habitant dans les pays d'accueil pourrait évidemment être affecté par celle du pays d'origine de l'expatriant.

D'autres types d'instruments sont proposés par la littérature telle que la distance géographique entre le pays d'accueil et d'origine et une mesure de la proportion de la population qui émigre. Ces deux instruments valident l'hypothèse de corrélation avec la variable d'intérêt, toutefois,

---

<sup>23</sup> Les valeurs retardées de la variable IDE sont exploitées en tant que des instruments (Tsai (1995)).



l'absence de la variabilité temporelle de la variable distance ainsi la variation discrète et quinquennale du pourcentage d'émigration au sein des pays révèle l'insuffisance technique de ces deux variables en tant que des instruments.

Compte tenu des contraintes associées aux instruments ci-dessus, nous mettons l'accent sur deux instruments discutés par les travaux de Chami et al. (2008) et font l'objet d'une validation empirique. Le premier permet de déterminer l'évolution internationale des envois de fonds. Afin de construire cet instrument pour chaque pays récipiendaire, nous totalisons dans une première étape l'ensemble des montants de transferts de fonds calculés à l'échelle des 66 pays de l'échantillon et de soustraire dans une deuxième étape le montant d'envois de fonds reçu par le pays en question. Une telle méthodologie permet de fournir un instrument corrélé avec la variable d'intérêt et non tributaire aux conditions macroéconomiques du pays récipiendaire des envois de fonds d'autant qu'il jouit d'une évolution au cours du temps.

Nous suivons la méthodologie de Freund et Spatafora (2008) afin de déterminer le deuxième instrument à l'instar de l'écart de revenu entre le pays d'accueil et d'origine du migrant. En se basant sur l'information fournie par l'OCDE relatif à la principale destination d'émigration pour les migrants originaires de notre échantillon. Le niveau de revenu/pays est collecté de la base de données de PWT 7.1. Cet instrument est positivement corrélé aux envois de fonds et vérifie également l'hypothèse que plus l'écart du niveau de développement économique entre les deux pays est important, plus il y a une incitation pour envoyer l'argent.

## **6.2 Les instruments relatifs à l'aide**

Un ensemble d'instruments relatif à l'aide sont fourni par la littérature empirique à l'exemple des muettes régionales suivantes : l'Afrique sub-saharienne ; la Zone franc-CFA ; l'Amérique central et l'Egypte. Ceci dit, ces régions sont caractérisées par une forte dépendance à l'aide relativement au reste du monde (Burnside et Dollar (2000))

D'autres variables indicatrices sont exploitées en tant que des instruments de l'aide à l'instar des pays membres aux institutions suivantes : banque de développement interaméricain ; banque internationale pour la reconstruction et le développement ; l'association internationale de développement et banque asiatique de développement. Les pays membres sont supposés recevoir autant d'aide que les autres pays (Layton et Nielson (2009)).

Cependant l'ensemble de ces instruments reflètent des variables binaires, invariants dans le temps et inappropriées comme instruments.

Compte tenu des instruments élaborés par la littérature, nous suivons la procédure de Tavares (2003) afin de constituer des variables continues en tant qu'instruments adéquats pour l'objet de notre étude :

1. Nous sélectionnons les cinq principaux donateurs parmi les 21 pays donateurs de l'aide selon les statistiques de l'OECD-DAC à l'exemple de (Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Grand Bretagne, Etats unis).
2. Dans une deuxième étape, nous déterminons pour chaque paire de pays (donateurs-receveur de l'aide) trois variables qui captent la proximité géographique et culturelle, à l'égal de l'inverse de la distance bilatérale et deux variables binaires qui prennent chacune la valeur de 1 si le pair de pays disposent une frontière commune et partagent la même langue, respectivement.
3. Pour chaque cinq pair de pays, nous multiplions annuellement les trois variables déterminées dans la deuxième étape (les deux variables binaires ainsi l'inverse de la distance) par le montant total d'aide octroyé par chaque pays donateur (exprimé en dollar constant).
4. Au niveau de la dernière étape, nous déterminons annuellement pour chaque pays receveur la somme des montants d'aide des cinq principaux donateurs tel que déterminés dans l'étape précédente.

Partiellement à la méthodologie de Tavares (2003) qui consiste à se référer exclusivement aux 11 principales économies de l'OCDE comme donateurs de l'aide et qui utilise des données quinquennale et non annuelle pour la détermination des instruments, les trois instruments calculés au niveau de notre exercice admettent des mesures de l'aide par les principaux donateurs selon des critères culturelles et géographiques. Il en résulte que les instruments calculés 1) sont endogènes et non tributaires aux conditions propres du pays bénéficiaire. 2) évoluent selon la tendance du pays donateur et indépendants de l'allocation de revenu dans le pays bénéficiaire.

L'augmentation de l'aide par l'OCDE permet de faire bénéficier les pays récipiendaires (qui se caractérisent par un rapprochement culturel et géographique des pays donateurs) d'un accroissement exogène de l'aide (Tavares (2003)). Ceci révèle que les instruments retenus sont appropriés, notamment la condition de variabilité temporelle est vérifiée. Les cinq principaux pays donateurs varient nécessairement lors de la période 1984-2010.

## **Conclusion**

Ce chapitre méthodologique est un préalable des chapitres 4, 5 et 6 du plan de la thèse. Il présente des éléments de l'étude technique 1) le choix de l'échantillon étudié en se basant sur le classement de revenu. 2) La méthodologie associée aux mesures d'inégalité de revenu. Ainsi des faits stylisés relatifs à des variables d'intérêt.

Le chapitre aborde les difficultés techniques (à l'instar de la question de l'endogénéité) des chapitres suivants et propose des solutions empiriques à l'exemple de l'instrumentation.

Le chapitre 4 de la thèse étudie le rôle du canal de la libéralisation financière dans la relation entre la globalisation et les parts de revenu. La troisième partie de la thèse met l'accent sur l'aspect distributif des transferts des migrants et l'aide étrangère, respectivement. Particulièrement, la question de l'origine sociale du migrant ainsi le coût de transfert d'argent fait l'objet du chapitre 5. Le chapitre 6 se focalise sur le niveau de dépendance à l'aide et l'importance de la démocratie.

## **Chapitre 4**

### **Le rôle de la libéralisation financière dans la relation entre la globalisation et les parts de revenu**

#### **1. Introduction**

En faisant référence à la définition d'Anderson (2005), l'ouverture commerciale se définit par la facilité de l'échange des biens et services et le mouvement des facteurs de production à l'instar du capital humain et physique ainsi par le transfert technologique inter-pays. Ceci dit, plusieurs pays du monde ont suivi une politique d'ouverture commerciale avec l'extérieur et un mouvement des financements extérieurs, particulièrement dès les années 80. L'objectif est de s'intégrer au sein d'un marché unique et global. Ceci s'est traduit par une vaste propagation technologique et une mobilité considérable et stable des flux de capitaux provenant des pays dotés en capital vers les pays nécessiteux.

Cependant que l'effet de la globalisation sur la distribution de la richesse est confus au sein des pays globalisés, la politique de libéralisation financière s'est considérablement propagé dans le monde.

Trois écoles de pensées de la relation entre l'ouverture et l'inégalité de revenu se révèlent de la littérature théorique.

La première pensée ressort du premier modèle standard de commerce international d'Heckscher-Ohlin-Samuelson (H-O-S). L'idée principale consiste à mettre en valeur le rôle de l'échange avec l'extérieur à réduire l'écart de revenu entre les travailleurs de catégorie qualifiée et non-qualifiée. Des travaux de la littérature à l'instar de Mundell (1957) s'aligne à cette pensée. Plus récemment, cette hypothèse a fait l'objet d'une validation empirique par les travaux de Reuveny et al. (2003) ; Grossman et al. (2008) parmi d'autres.

Une deuxième pensée se focalise sur les effets indésirables de l'ouverture commerciale sur la distribution des richesses. L'ouverture commerciale induit une disparité du niveau de revenu au sein des deux catégories de la main d'œuvre (Gordon et al. (2007)) et (Bergh et Nilsson

(2010)). Ils justifient que l'ouverture commerciale permet d'exclure les pauvres de ses bienfaits du fait de l'absence des politiques et des réformes qui sont susceptibles d'accompagner la globalisation.

Une troisième pensée montre l'absence d'une relation claire entre la globalisation et la distribution des richesses. Il est fortement tributaire (*i*) aux conditions des pays intégrés (*ii*) la différence des techniques économétriques et (*iii*) la différence des données (Jesuit et al. (2010)).

La relation entre l'ouverture commerciale et l'inégalité de revenu est multidimensionnelle, ainsi que le débat sur la problématique en question est riche (Fischer (2003)). Ceci dit, mettre l'accent sur cette relation est cruciale. Trois raisons majeures justifient cette question (1) mettre l'accent sur l'effet potentiel de l'ouverture sur l'inégalité de revenu permet d'illustrer l'effet de la globalisation sur la croissance économique. (2) l'étude de cette relation permet de déterminer les politiques adéquates et nécessaires pour accompagner la globalisation. 3) la relation permet de prédire l'effet de l'ouverture sur le bien-être des ménages (Anderson (2005)).

Plusieurs travaux de la littérature empirique ont accordé une attention particulière à la question et ont cherché de ce fait à réconcilier et argumenter les explications des différentes contributions. Ces travaux s'alignent avec la troisième pensée de la littérature théorique et justifient que la dissimilitude des résultats peut évidemment être reliée à une différence des techniques et des mesures liées à l'inégalité de revenu.

L'hétérogénéité entre les pays étudiés permet d'expliquer la divergence des résultats (Ravallion (2004)). Les avantages de la globalisation sont contrebalancés par l'accroissement de la pauvreté, ce qui explique le manque d'une relation positive entre la globalisation et la réduction de la pauvreté.

Ce chapitre s'insère dans le cadre des effets de la globalisation sur la distribution de revenu dans les pays en développement. L'idée est de révéler l'impact de l'ouverture commerciale ainsi les différentes sources d'afflux de financements extérieurs (les envois de fonds des travailleurs à l'étranger ; les IDE et l'aide) dans une étude d'un échantillon des pays en développement. Une problématique préalablement révélée par Lunderberg et Squire (2003) et Dollar et Kraay (2002) et révèlent des résultats conflictuels. Ceci dit, la composition de la main d'œuvre qualifiée ainsi du niveau de capital affecte la relation entre l'ouverture et l'inégalité de revenu (Spilinergero et al. (1999)). L'ouverture réduit l'inégalité de revenu dans les pays dotés en capital et l'accroît au sein des pays dont la main d'œuvre qualifiée est abondante. L'ouverture

commerciale est positivement associée à un accroissement du niveau de revenu/tête des quantiles de revenu faibles et moyens (Lundberg et Squire (2003)).

En s'alignant aux travaux empiriques, ce chapitre consiste à mettre l'accent sur le canal de la libéralisation financière en tant que mécanisme de transmission de la relation entre la globalisation et l'inégalité de revenu. L'objectif est d'élaborer une étude comparative de l'effet de l'ouverture commerciale ainsi des afflux de capitaux privés sur les parts de revenu. Relativement à l'approche inter-pays menée par Cogneau et Lambert (2006) et Bourguignon (2006), notre étude consiste à s'aligner à l'étude intra-pays de Milanovic (2005) et Chauvet et Soms. (2007). L'objet de ce chapitre est de vérifier initialement l'hypothèse que l'ouverture commerciale ainsi que les afflux de capitaux privés sont pro- pauvre au sein d'un échantillon de 66 pays en développement pour la période suivante 1988 à 2005 (selon la disponibilité des données).

Dès lors, ce chapitre s'organise comme suit : la section 2 est une synthèse des canaux qui reflètent le mécanisme de transmission de la relation entre la globalisation et l'écart de revenu. La sous-section 2.1 présente une mise en cause des hypothèses développées par le modèle standard de commerce international. Section 3 présente une synthèse des travaux empiriques et une validation des hypothèses empiriquement vérifiées. Section 4 expose l'étude économétrique ; les données et la méthodologie empirique. Section 5 discute les principaux résultats. Une dernière section permet de présenter la conclusion.

## **2.1 Les Canaux de transmission de la relation entre la globalisation et l'inégalité de revenu**

La relation entre la globalisation et la pauvreté est composée et hétérogène (Nissanke et Thorbecke (2006)). Le non linéarité de la relation est plausible puisque plusieurs facteurs compromettant des effets de seuils permettent de la conditionner. Ceci illustre l'existence de plusieurs canaux grâce auxquels l'ouverture affecte la distribution de revenu au sein d'un pays. Dans ce qui suit une synthèse des différents canaux de transmission susceptibles d'intervenir au sein de la relation entre la globalisation et l'inégalité de revenu.

### **➤ *Le différentiel technologique***

L'écart technologique entre les pays innovateurs et les pays imitateurs constitue un canal de transmission entre la globalisation et l'inégalité de revenu. Le différentiel technologique entre les partenaires commerciaux dispose un rôle crucial de l'effet distributif de la globalisation (Meschi et Vivarelli (2009)). Ainsi, la technologie de l'internet et le transfert de l'information par les masses médias contribue à enrichir l'apprentissage de l'être humain et lui permet d'exploiter efficacement le capital technique au sein des pays en développement (Nissanke et Thorbecke (2006)).

➤ ***Le commerce international***

Il assure une mise à niveau technologique appréciable au sein des pays en développement à travers le canal de *l'importation* et de *l'exportation* qui se traduit par une demande du facteur travail qualifié et la mise en cause des prévisions théoriques du modèle HOS (Meschi et Vivarelli (2009)).

Plusieurs travaux empiriques mettent l'accent sur **(i) le canal de l'importation** afin expliquer la relation en question, particulièrement le rôle efficace des sociétés importatrices en tant que mécanisme de transfert du progrès technologique des pays du nord vers les pays du sud. Un fait qui se traduit par l'amélioration de la production locale. L'idée est que l'insertion au sein d'un marché global permet aux producteurs locaux situés dans les PED d'acquérir des connaissances et des pratiques de production (Meschi et Vivarelli (2009)). Plusieurs travaux soulignent l'importance de la diffusion technologique via l'échange commercial à exposer davantage le degré technologique inclus dans les produits locaux (en termes de *quantité*) ainsi le mouvement du savoir-faire managérial accompagnant le transfert technologique (en termes de *qualité*) (Blalock et al. (2007)) et (Schiff et Wang (2006)). Dans le cadre d'une étude associée aux pays de l'OCDE, Coe et Helpman (1995) s'alignent à cette idée et justifient que le commerce avec l'extérieur ait un effet positif sur la PTF parmi les pays importateurs.

Tandis que le canal d'importation semble vital dans la transmission du savoir-faire technologique, un deuxième canal permet de contribuer également à maintenir la mise à jour du transfert technologique assuré par l'ouverture commerciale à savoir **(ii) le canal de l'exportation**. Verhoogen (2007) affirme que le secteur d'exportation permet une mise à jour de la qualité et des normes de production, ceci exige davantage l'exploitation de la main d'œuvre qualifiée. Yeaple (2005) et Melitz (2003) montrent l'importance des opportunités commerciales afin de tirer profit de l'évasion technologique, dont elles se traduisent par une

demande supplémentaire des travailleurs qualifiés ainsi par l'accroissement du niveau revenu de cette catégorie.

Le différentiel technologique par *(iii) le canal des biens intermédiaires de production* qui se déplace des pays développés vers les PED (Feenstra et Hanson (2001)). Le commerce de ces produits stimule un différentiel de salaire des deux catégories de travailleurs à cause d'un effet de mouvement des travailleurs entre les différents secteurs, qui se traduit par une demande supplémentaire du travail qualifié (Feenstra et Hanson (1996)).

### ***Les dotations des facteurs de production***

L'ouverture d'un pays au marché international permet de stimuler des changements dans les dotations relatives des facteurs de production et de ce fait assure davantage la spécialisation dans la production (Gourdon et al. (2008)). Ce mécanisme permet d'affecter la distribution des richesses, particulièrement le revenu du propriétaire du facteur en abondance. (Meschi et Vivarelli (2009)). A l'instar des répercussions d'un choc pétrolier sur les pays exportateurs de pétrole (Birdsall et al. (2002)). De surcroît, le canal des facteurs de production s'avère crucial dans l'effet distributif de la globalisation, notamment la demande de la main d'œuvre qualifiée (Anderson (2005)).

#### ***➤ Les politiques restrictives des pays du Nord***

Les politiques commerciales irrégulières au principe du libre échange constituent également une conduite de la relation entre la globalisation et la distribution du revenu. Oxfam (2002) et Slaughter (2000) disputent les conséquences d'une libéralisation commerciale asymétrique sur la distribution de revenu à l'exemple des politiques de protectionnismes adoptées par les pays de l'OCDE vis-à-vis certains produits. De même, Cogneau et Lambert (2006) mettent en cause l'inefficacité des politiques de développement des pays du nord (l'aide) en présence des politiques de restriction commerciales à l'égard des pays du sud.

#### ***➤ La Vulnérabilité du système économique***

Une forte dépendance aux flux de capitaux privés peut éventuellement accroître la volatilité des pays émergents. Stimulant alors une sortie massive des flux de courte période tels que les flux de portefeuilles et rendre de ce fait le système économique vulnérable aux chocs. Cependant la libéralisation commerciale permet d'atténuer la pauvreté sur le long terme, la



population pauvre ne peut pas se préserver de la vulnérabilité à court terme (Nissanke et Thorbecke (2008)).

➤ ***La qualité institutionnelle***

L'institution consiste à fournir un filtre d'intensification ou d'entrave de la relation entre la globalisation et la pauvreté (Sindzingre (2005)) et (Nissanke et Thorbecke (2008)). L'environnement institutionnel permet de prévoir si les avantages de l'ouverture commerciale sont véritablement exploités par la population. Les avantages de la globalisation s'exploitent entièrement dans les pays dont le rôle de ses institutions est crucial et effectif dans la distribution des richesses ainsi au sein des pays qui sont capables à résoudre les conflits distributionnels de l'ouverture commerciale (Rodrik (1998)). Les pays qui ont opté à une intégration économique profonde, jouissent d'une qualité institutionnelle qui permet de défendre les travailleurs de la compétition internationale (Agénor (2004)). Ainsi, Prasad et al. (2006) montrent que le développement de l'institution locale et la disposition d'une gouvernance adéquate (assurant la transparence des affaires commerciales et le contrôle de corruption) permettent aux pauvres de tirer avantage de la globalisation financière.

➤ ***La libéralisation financière***

L'accroissement du volume des afflux de capitaux privés vers les PED influe le bien-être des pauvres (Harrison et McMillon (2007)). Théoriquement, les afflux de financements extérieurs permettent d'alléger la pauvreté dans les pays récipiendaires à travers différents circuits, stimule la croissance économique par l'accès au capital et à la technologie (par les IDE); active le développement du secteur financier locale et permet d'atténuer le coût du capital et les contraintes du crédit domestique (par le transfert des migrants). Cependant, la globalisation financière n'est pas éternellement favorable pour les pauvres lorsqu'elle est associée à un niveau de consommation instable (Prasad et al. (2006)). Compte tenu du dilemme associé au mécanisme que le canal de la libéralisation financière peut jouer dans la relation entre la globalisation et l'inégalité de revenu, ce chapitre accorde un intérêt particulier à ce canal au niveau de l'étude empirique.

D'autres canaux de transmission de la relation entre la globalisation et l'inégalité sont développés par Anderson (2005):

➤ *L'inégalité spatiale*

D'un premier point de vue, une ample ouverture commerciale stimule entre les régions un écart de revenu du facteur de production immobile par le biais d'une concentration géographique d'une activité économique. D'un autre point de vue, la disparité intra régionale est faible si le pays est intégré au marché international (Fujita et al. (1999)).

➤ *L'inégalité entre les sexes*

La réduction de la pauvreté apparaît difficile si l'inégalité entre les sexes n'est pas atténuée (Diop (2015)). La disparité des écoliers en Afrique Subsaharienne fait preuve que les garçons disposent plus de chance à avoir des diplômes dans le futur.

Ceci dit, une différence du niveau de qualification entre les deux sexes contribue à ce que l'ouverture commerciale affecte la taille de l'écart salarial entre les deux sexes par le biais de l'écart salarial entre les travailleurs qualifiés et moins qualifiés.

'Le fait est qu'il y a moins de pauvreté quand les femmes et les filles sont éduquées s'explique par : les jeunes filles diplômées du secondaire gagneront ainsi entre 10 à 20% de plus que celles qui ne finissent pas le lycée. De plus, les femmes sont généralement plus enclines à investir dans la santé et la prospérité future de leurs enfants' (Diop (2015)).

➤ *La politique fiscale*

Une ouverture commerciale considérable réduit l'aptitude d'un gouvernement à suivre la redistribution des richesses (Rodrik et al. (1997)) ; (Devereux et al. (2002)) et (Slaughter (2001)). Vu que la mobilité des facteurs de production est extrêmement sensible à la politique fiscale et à la taxation dans les pays de destination (Anderson (2005)). Toute tentative d'accroître les taxes permet une réallocation des facteurs de production vers les destinations dont les taxes sont faibles.

## **2.2 Critique du modèle H-O-S**

En s'alignant au mécanisme de transmission de la relation entre la globalisation et l'inégalité de revenu, il se révèle une critique du modèle standard de commerce international (HOS) par plusieurs travaux de la littérature empirique Barro (2000) ; Ravallion (2001) ; Milanovic et Squire (2005) et Harrison et McMillon (2007).

Le rejet du modèle standard de commerce international n'est pas exclusivement tributaire à l'absence d'un support auprès des travaux empirique sur la question (Anderson (2005)). Les hypothèses initialement formulées ne s'alignent pas au contexte réel.

- 1) L'expérience internationale témoigne que les travailleurs en Inde et en Pologne ne sont pas mobilisés entre les différents secteurs comme supposé par la modèle de Samuelson (Mishra (2007)).
- 2) Le modèle suppose aussi que les facteurs de production sont exclusivement mobiles à l'intérieur du pays. Toutefois, l'OC s'accompagne par une mobilité éternelle des facteurs de production et les flux de capitaux privés (les IDE ; les crédits bancaires transnationaux et les flux de portefeuilles).
- 3) Dans une étude de Robbins (1996) et Green et al. (2001), il se confirme que l'accroissement des travailleurs qualifiés est fortement lié à la libéralisation commerciale dans l'Amérique Latine. Contrairement à l'hypothèse du modèle : l'abolition des barrières tarifaires réduit la demande relative du travail qualifié.
- 4) Tandis que l'hypothèse de spécialisation suppose que les pays dotés en main d'œuvre non qualifiée fournissent plus d'emploi à cette catégorie de travailleurs, il ignore que l'ouverture exige l'importation d'une nouvelle technologie afin d'être apte à la concurrence internationale. Ceci dit, la technologie est un substitut du travail non qualifié et complémentaire au travail qualifié.
- 5) La production selon HO est basée sur des facteurs de production domestiques. Cependant que la production des pays du nord (dotées en travail qualifié) transfère l'activité des produits intermédiaires vers les pays de sud (dotée en travail non-qualifié) (Feenstra et Hanson (1996)).
- 6) Le relâchement de l'hypothèse d'homogénéité technologique du modèle HO et la prise en considération de l'importance du différentiel technologique et sa complémentarité avec le travail qualifié permet notamment de confirmer la mise en cause de leur modèle et révèle des contre-faits de leurs prévisions théoriques. Lee et Vivarrelly (2006 a et b) témoignent que l'ouverture commerciale par le canal de la technologie est susceptible de conduire des faits contre-intuitifs aux prédictions du modèle HOS. Ils justifient que l'accroissement de la demande de la main d'œuvre qualifiée se traduit dans un premier temps par l'accroissement du niveau de salaire au sein de cette catégorie de travailleurs ainsi un écart salarial ultérieur. Le modèle de sous-traitance des activités de production entre les Etats-Unis et le Mexique illustre un accroissement de la demande des

travailleurs qualifiés. Le transfert des usines américaines exigent des travailleurs qualifiés au Mexique (Daymon (2012)). Ceci se répercute par un écart remarquable des salaires et un accroissement de l'inégalité de revenu au milieu des deux pays. Ainsi, les firmes multinationales consistent à transférer une technologie (par l'intermédiaire des flux d'IDE) qui exige le recrutement de la main d'œuvre qualifiée au sein des pays destinataires.

### **3. Travaux empiriques**

Cette section est une synthèse des travaux empiriques liés à l'effet distributif de la globalisation. Deux points de vue se révèlent des travaux de la littérature empirique et montre que la globalisation permet d'entraîner des perdants et des gagnants (Ravallion (2004)) et (Harrison et McMillon (2007)).

A l'exemple de deux effets opposés qui se démontrent de la globalisation au sein de la Corée du sud (Sato et al. (2009)). Cependant que l'ouverture des marchés de biens et services atténue l'inégalité de revenu, l'ouverture des marchés de capitaux provoque davantage une inégalité de revenu. Ceci dit, l'ouverture commerciale permet de bénéficier l'économie et la population alors que l'ouverture des marchés de capitaux permet de jouir exclusivement des industries ainsi que des firmes particulières et s'aligne avec Cragg et Epelbaum (1996).

D'un point positif, la globalisation est un potentiel de réduction de la pauvreté dans les PED (Nissanke et Thorbecke (2006)) ; réduit l'écart entre les pays développés et les PED (Kozul-Wright et Rayment (2004)) ; contribue à la convergence des salaires (Sachs et al. (1995)).

L'intégration financière est avantageuse au sein des pays qui poursuivent des politiques de stabilisation macroéconomiques et jouissent d'un contexte institutionnel fiable. Les pays qui ont opté une intégration économique profonde, jouissent d'une qualité institutionnelle qui permet de défendre les travailleurs de la concurrence internationale (Beckfield (2006)). Ainsi, les pays qui réussissent la globalisation des marchés industriels adoptent des réformes afin d'atténuer l'écart de revenu BM(2002).

La globalisation permet de réduire la pauvreté lorsque le processus de la globalisation s'achève (Agénor (2004)). L'exemple des pays de l'Europe de l'Est témoigne que la globalisation s'est accompagnée initialement par un creusement de l'inégalité de revenu et une atténuation de l'inégalité postérieurement (Beckfield (2006)).

D'un point négatif, l'accroissement de l'inégalité est fortement associé à la globalisation, particulièrement affecte le revenu des agriculteurs dans les zones rurales (Cornia (2004)). De surcroît, la globalisation entraîne la complémentarité entre la technologie et le travail qualifié et un substitut avec la main d'œuvre faiblement qualifiée (Krusell et al. (2000)). Les industries intensives en capital exigent une proportion de la main d'œuvre qualifiée et offrent des salaires élevés (Cragg et Epelbaum (1996)) ; (Bernard (1995)) et (Revena (1994)). De même, Choi(2006) et Behrman et al. (2007) signalent que les afflux de capitaux stimulent une inégalité de revenu et améliorent le niveau des salaires des travailleurs qualifiés.

Outre, l'intégration économique stimule l'inégalité de revenu en mettant le marché locale face à la concurrence internationale (Stveeck et Schmitter (1991)) ; (Western (1997)) et (Harrison et McMillon (2007)). L'intégration économique affaiblit les syndicats par l'expansion du marché global (Beckfield ((2006)).

### **3.1 Validation des hypothèses par les travaux empiriques**

Un ensemble d'hypothèses tributaires à la problématique en question font l'objet d'une validation empirique par plusieurs travaux. Ceci affirme la pertinence des canaux mentionnés ci-dessus dans le mécanisme de transmission de la relation entre la globalisation et l'inégalité de revenu.

1) la réduction des barrières commerciales et l'accroissement des IDE stimulent une demande en faveur du travail qualifié se justifie par (i) le déplacement du processus de production vers une production intensive en main d'œuvre qualifiée. (ii) l'accroissement de la technologie étrangère s'associe avec un accroissement du travail qualifié. Le stock des IDE dispose une corrélation positive avec la demande de la main d'œuvre qualifiée au sein des pays de l'Amérique Latine (Velde (2003)). La taille du capital importé est positivement associée à la demande des diplômés universitaires au sein des pays de l'Amérique Latine (Robbins (1996)).

2) En dépit que le nombre de travaux empiriques qui consistent à vérifier l'hypothèse que l'OC affecte l'inégalité à travers le canal de l'inégalité spatiale est limité, Hanson (1997) justifie que l'instauration des usines manufacturières dans la capitale du Mexique a stimulé un accroissement de l'emploi et des salaires dans les années 80.

3) Cependant que l'hypothèse associée au canal de l'inégalité entre les sexes révèle un nombre restreint d'études empiriques. L'OC stimule un écart salarial entre les sexes au sein des métiers faiblement rémunérés (Oostendorp (2004)).

## 4. Étude économétrique : rôle distributif de la libéralisation financière

### 4.1 La Méthodologie empirique

L'étude économétrique consiste à étudier l'hypothèse associée à l'effet distributif de la libéralisation financière. Ceci revient à confirmer ou mettre en cause le modèle d'HOS. Pour ce faire, nous nous référons à la méthodologie de Milanovic (2005) au niveau de l'étude empirique afin de formuler le niveau de revenu absolu  $y_{ijt}$  du décile  $i$  dans le pays  $j$  à l'instant  $t$ , il dépend de l'indice d'inégalité ( $I_{jt}$ ) ainsi du niveau de revenu moyen du pays ( $m_{jt}$ ) :

$$y_{ijt} = f(I_{jt}, m_{jt}) \quad (1)$$

Le niveau de revenu relatif du  $i^{\text{ème}}$  décile s'écrit alors :

$$\frac{y_{ijt}}{m_{jt}} = g(I_{jt}) \quad (2)$$

La variable dépendante est les parts (déciles) de revenu des différentes franges sociales par la base de données de WYD. L'ensemble des variables explicatives sont calculé sur une moyenne quinquennale<sup>24</sup>, étant donné que la variable dépendante est observée lors des années 1988, 1993, 1998 et 2002. Vu que les données sont exclusivement disponibles pour les années de référence (Milanovic (2005)). Ceci n'empêche que les enquêtes menées auprès des ménages reflètent des informations fournies avant ou après l'année de référence<sup>25</sup>. La spécification économétrique est présentée par l'équation 4.3 :

$$y_{ijt} / m_{jt} = \beta_{i0} + \beta_{i1} OC_{jt} + \beta_{i2} PIB_{jt} / Tête + \beta_{i3} (PIB_{jt} / Tête)^2 + \beta_{i4} IDE_{jt} + \beta_{i5} REM_{jt} + \beta_{i6} AIDE_{jt} + \beta_{i7} Démocratie_{jt} + Dummy\_Consommation / Revenu + \mu_{jt} \quad (3)$$

#### 4.1.1 Les variables explicatives

L'inégalité de revenu est supposée tributaire à un ensemble de variables qui sont susceptibles d'influer les parts de revenu. Le modèle englobe des variables explicatives à l'exemple de 1) l'indice de l'ouverture commerciale (OC) (la somme des exportations et des importations rapportée au PIB) fournie par WDI (2010). Les échanges internationaux ainsi les sources de financements extérieurs permettent de bénéficier la main d'œuvre non qualifiée, selon la théorie

<sup>24</sup> A l'exception de l'année 2005, les données sont calculées d'une moyenne de quatre ans.

<sup>25</sup> Les données tributaires aux parts de revenu de l'année 1988 peuvent éventuellement reflètent des enquêtes menées en 1987 ou en 1989

de Commerce International. Ceci dit, il est escompté que les parts de revenu des franges de la population pauvre témoignent une amélioration de leur gain financier suite à l'échange commerciale avec l'extérieur. Néanmoins, l'expérience internationale fait preuve que la globalisation permet de mettre la main d'œuvre non diplômées face à une concurrence internationale. Le coefficient de la variable OC est désormais négatif.

De surcroît, l'effet de la globalisation sur l'allocation de revenu dépend essentiellement de la disposition de la main d'œuvre diplômée dans chaque décile ainsi du niveau de revenu dans chaque pays. Cependant l'information exacte associée à la composition de la main d'œuvre dans chaque part de revenu n'est pas disponible, nous proposons 2) un terme multiplicatif entre le niveau de revenu par tête et l'OC dans le modèle, par référence à la méthodologie de Barro (2000) ; Ravallion (2001) ; Dollar et Kraay (2002) et Milanovic (2005).

3) La valeur quadratique du PIB par tête consiste à justifier l'hypothèse de Kuznets (1955) de la relation entre l'inégalité de revenu et le niveau de développement économique. L'accroissement de l'inégalité de revenu lors de la phase initiale du développement économique est le résultat d'une propagation technologique et une demande des compétences qualifiées. L'accentuation de l'inégalité est le prix à payer en contrepartie de la phase initiale du développement économique (Meschi et Vivarelli (2009)).

4) les afflux de financements extérieurs à l'exemple des IDE<sup>26</sup> ; les transferts des migrants, fournies par WEO (2010) et l'aide par la base de CAD (OCDE). Ces variables consistent à étudier l'hypothèse développée.

5) une mesure de la démocratie de Polity IV, calculée sur une échelle de zéro à dix. Un score de dix reflète des pratiques politiques qui atténuent le pouvoir des élites et maximiser celui des citoyens ordinaires.

6) une variable binaire signale si les données relatives aux déciles de revenu sont liées à des données de consommation [1] ou de revenu [0].

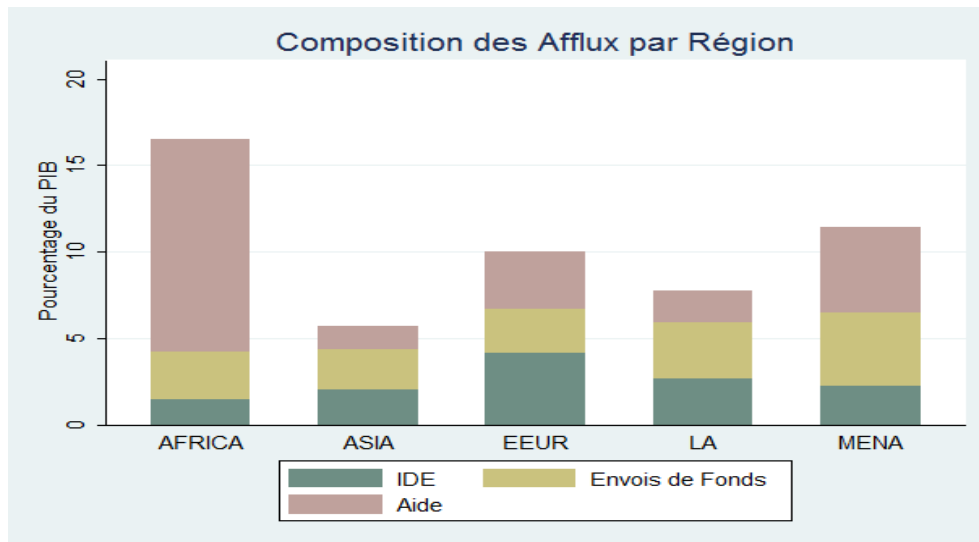
La figure 4.1 montre la décomposition des afflux de financements extérieurs par région qui s'apparait dissimilaire. Ceci est un symptôme d'une forte intégration des pays bénéficiaires et confirme la multitude des canaux de transmission via lesquels la globalisation affecte les économies récipiendaires. L'Afrique Subsaharienne se distingue clairement des autres

---

<sup>26</sup> Plusieurs travaux considèrent les IDE en tant que mesure alternative de l'ouverture commerciale

continents par une forte dépendance vis-à-vis les pays donateurs de l'aide afin d'atténuer la pauvreté. L'Afrique reçoit également les transferts d'argent de ses migrants qui fournissent une deuxième source de financement. Cependant le continent ne semble pas favoriser l'attraction des IDE, vu que le contexte social ainsi que le climat d'investissement n'est pas convenable.

Graphique 1 : Composition des afflux de financements extérieurs par région



D'autre point de vue, une controverse liée au comportement distinct des IDE sur la pauvreté relativement aux autres flux de capitaux privés (Harrison et McMillon (2007)). Cependant les IDE sont supposés accentuer l'inégalité de revenu, les IDE atténuent la pauvreté au sein de l'Inde et le Mexique. Ceci révèle la multitude des mécanismes de transmission de la relation entre les afflux de financements extérieurs et l'inégalité de revenu.

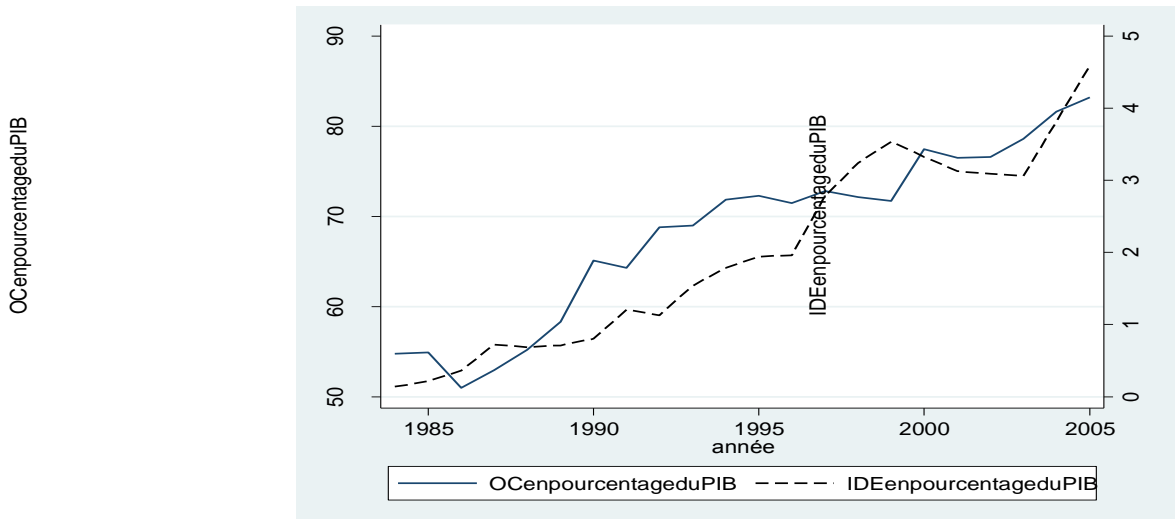
Ceci dit, les IDE sont alloués vers les pays dont le niveau de revenu sur le capital est élevé afin de faire bénéficier l'économie locale d'un accès aux capitaux et de tirer avantage d'une nouvelle technologie. Toutefois, les transferts des migrants se dirigent vers les pays pauvres dont le niveau de chômage est élevé en créant des opportunités d'emploi ; contribuent à la réduction de la pauvreté ; entraînent le lissage de la consommation locale et participent au développement du capital humain (les dépenses d'éducation et de santé). Néanmoins, l'aide est allouée aux pays pauvres.

La Figure 4.2 met l'accent sur l'évolution de la globalisation ( mesurée par l'OC) ainsi une mesure de l'ouverture des marchés de capitaux par les IDE (en % du PIB). Il se révèle une recrudescence de l'ouverture commerciale accompagnée d'un accroissement des IDE dans l'ensemble des pays qui constitut l'échantillon, pendant 1984-2005. Ainsi, l'OC témoigne un



accroissement continu depuis le milieu des années 80 et qui atteint environ 82 en % du PIB en 2005. Les IDE en tant que mesure de l'ouverture au marché des capitaux illustre aussi une tendance à la hausse, ils passent d'au moins de 1 % du PIB au milieu des années 80 à 4,5 % du PIB en 2005.

Graphique 2 : Evolution de l'OC (% PIB) (l'axe Y à gauche) et l'évolution des IDE (%PIB) (l'axe Y à droite)



#### 4.1.2 Endogénéité

Le problème d'endogénéité associé aux variables d'afflux de financements extérieurs est pris en considération au niveau de l'étude empirique. L'exploitation des canaux informels de transfert d'argent est le facteur principal de sous-estimation des montants réels des transferts des migrants.

Ainsi, la relation de causalité entre l'aide étrangère et l'inégalité de revenu est une source principale d'endogénéité. Les donateurs récompensent les pays égalitaires qui réalisent des objectifs de réduction de la pauvreté par l'octroi de l'aide. Cependant, les donateurs peuvent cibler l'allocation de l'aide au pays dont le niveau d'inégalité est élevé afin de réduire la pauvreté.

La distribution du revenu dans les pays en développement peut être affectée par sa politique commerciale et le degré de dépendance aux IDE (Galtung (1971)).

Une troisième source d'endogénéité est tributaire à l'omission des variables qui reflètent les chocs exogènes et externes qui affectent l'économie suite à des changements climatiques brutaux tels que les catastrophes naturelles et la variation du prix de pétrole. Ainsi tout autre évènement qui pourrait engendrer une détérioration des échanges commerciaux et affecte

simultanément l'entrée des afflux de financements extérieurs et la distribution de richesse à l'égard des crises.

### 4.1.3 Techniques

Dans une première étape, nous exploitons la méthode des MCO. Néanmoins, à cause de 1) l'endogénéité potentielle des variables d'intérêt et 2) l'hétéroscédasticité révélée, l'estimation par les MCO est non efficace.

Par référence à Milanovic (2005), nous exploitons la méthode du système des équations simultanées indépendantes (SUR) permet d'estimer conjointement plusieurs équations de déciles de revenu. Il apparaît que les équations ne sont pas liées, néanmoins la corrélation entre les termes d'erreurs permet de relier les équations. Toutefois, la technique suppose que l'ensemble des variables de droite sont exogènes.

Ceci dit, l'exploitation de la technique des VI est crucial afin de dissimuler les objections des MCO et des SUR. Plusieurs travaux de la littérature empirique justifient cette méthodologie Koechlin et Leon (2007) ; Chauvet et Soms (2007) et Ebeke et Le Goff (2010) parmi d'autres. En se référant à Baum et al. (2003) et (2007), l'instrumentation se fait en deux étapes. La première étape révèle les tests de sous-identification<sup>27</sup> ainsi celui de faible identification<sup>28</sup>. La deuxième étape se valide par le test de sur-identification. L'hypothèse nulle du test Hansen-J suppose que les instruments sont valides (non corrélés avec le terme d'erreur) au modèle de base<sup>29</sup>. La robustesse de nos instruments s'illustre par les statistiques  $R^2$  de Fisher et celle de  $R^2$  de Shea établies lors de la première étape. Ces dernières montent le degré de corrélation entre les instruments et les variables endogènes et permettent de prédire la qualité des instruments attachés. L'étude empirique consacre deux instruments à propos les transferts des migrants. Le premier capte l'évolution des transferts à l'échelle internationale. Le deuxième se rapporte à l'écart de revenu parmi le pays d'origine et d'accueil du migrant.

Bin que, trois instruments s'attachent à la variable aide et admettent des critères culturels et géographiques entre le pays récipiendaire et les principaux donateurs, les investissements directs à l'étranger sont instrumentés par leurs variables retardées.

---

<sup>27</sup> L'hypothèse nulle suppose que l'équation est sous identifié, ce test s'illustre lorsque le modèle englobe deux variables endogènes et un seul instrument

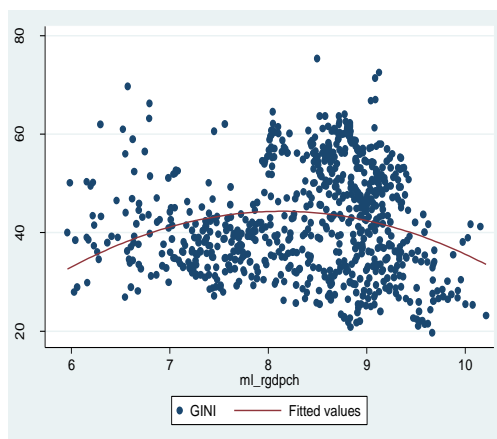
<sup>28</sup> Ce test se révèle lorsque le modèle contient une variable endogène et un seul instrument.

<sup>29</sup> Ce test suppose que le nombre d'instruments est supérieur au nombre de variables endogènes.

## 5. Résultats

Un premier aperçu des données témoigne que la population qui appartient au décile supérieur de distribution de revenu reçoit 70% de l'ensemble de la richesse au sein de Madagascar. La Colombie, le Honduras et le Brésil dispose un taux de 48%, 47% et 46%, respectivement. Tandis que l'inégalité de revenu semble accentuée dans ces pays, ils ont tous opté pour une OC et disposent un niveau dissemblable de développement économique. Une simple observation de l'ensemble des données ne permet ni de valider ni de réfuter l'hypothèse à savoir laquelle le rôle que le niveau de développement économique peut jouer dans le lien potentiel entre la globalisation et la distribution du revenu. Les données s'alignent avec l'hypothèse de Kuznets (la figure 4.3). L'ensemble des pays de notre échantillon s'ajustent sur la partie ascendante de la courbe, l'inégalité évolue de façon moins proportionnelle par rapport à la variation du PIB/ tête. L'axe vertical reflète l'indice de Gini<sup>30</sup>, l'axe horizontal est associé au niveau du PIB par tête (log).<sup>31</sup> La courbe reflète initialement un accroissement de l'indice de Gini simultanément avec le revenu/tête. Dans un second temps, l'indice de Gini ait tendance à baisser à partir d'un niveau de développement économique.

Graphique 3 : Courbe U-inversé de Kuznets



En se référant à la méthodologie d'Eusufzai (1997), nous déterminons le coefficient de corrélation entre l'inégalité et le niveau PIB/tête (tableau 4.1). Ceci dit, une relation positive (à l'ordre de 0,16) se révèle entre le coefficient de Gini et le niveau de PIB/tête (lorsqu'il est inférieur au point de retournement, 3600USD). Le coefficient de corrélation est égal à -0,32

<sup>30</sup> WYD

<sup>31</sup> PWT 7.1

lorsque le niveau du PIB/tête est supérieur au point de retournement. Le calcul numérique permet de valider l'hypothèse de Kuznets dans le cas de notre étude.

**Tableau 3 : Corrélation entre l'indice de Gini et le PIB /tête**

	PIB/tête <point de retournement		PIB/tête >point de retournement	
	Gini	PIB/tête	Gini	PIB/tête
Gini	1		1	
PIB/tête	0,16	1	-0,32	1

Il est possible d'estimer la relation de Kuznets entre le développement économique et les mesures d'inégalité en exploitant des données sur les parts de revenu (Barro (2000)). Les résultats sont présentés au niveau du tableau 4.2, permettent de valider la relation de Kuznets. Au niveau de l'analyse formelle, les résultats de l'équation 4.3 permettent de révéler des faits plus plausibles que l'analyse descriptive. 1) La part de revenu de la population riche augmente initialement et diminue à partir d'un niveau de revenu par tête égale à 4100 USD (colonne 9). 2) La part de revenu du décile moyen<sup>32</sup> diminue initialement et s'améliore à partir d'un niveau de revenu par tête égale à 2100 USD. 3) La part de revenu de la population pauvre diminue initialement et augmente à partir d'un niveau de revenu égale à 4700 USD.

4) Les parts de revenu des pauvres (à partir des données de consommation) sont plus larges par rapport à celles déterminées par les enquêtes sur le revenu, ce résultat se corrobore avec Deininger et Squire (1996) et Bjørnskov (2010).

Cependant les transferts des migrants ne montrent pas des résultats plausibles, les flux d'aide semblent pro-riche (tableau 4.3, colonne 1 et 2). Ceci dit, les résultats ne rejettent pas l'hypothèse pessimiste, vu que l'aide contribue à augmenter les parts de revenu des élites qui sont supposées ressorties des quantiles riches (Bjornskov (2010)).

<sup>32</sup> Admis le cinquième décile dans la distribution de revenu

**Tableau 4 : Relation de Kuznets entre les parts de revenu et le niveau de revenu par tête (log)**

<b>VARIABLES</b>	(1) Décile1	(2) Décile2	(3) Décile3	(4) Décile4	(5) Décile5	(6) Décile6	(7) Décile7	(8) Décile8	(9) Décile9	(10) Décile10
<b>Revenu/tête (log)</b>	-0,188* (-1,711)	-0,238** (-1,962)	-0,233* (-1,938)	-0,246** (-2,093)	-0,241** (-2,150)	-0,205** (-1,969)	-0,136 (-1,460)	0,0302 (0,355)	0,401*** (3,069)	1,112 (1,466)
<b>Revenu/tête (log)<sup>2</sup></b>	0,0111 (1,629)	0,0149** (1,974)	0,0149** (1,991)	0,0159** (2,173)	0,0157** (2,251)	0,0136** (2,092)	0,00931 (1,601)	-0,00109 (-0,205)	-0,0241*** (-2,968)	-0,0740 (-1,567)
<b>Constante</b>	1,005** (2,305)	1,290*** (2,673)	1,349*** (2,823)	1,486*** (3,179)	1,565*** (3,513)	1,541*** (3,723)	1,426*** (3,850)	0,999*** (2,960)	-0,0676 (-0,130)	-0,781 (-0,259)
<b>Observations</b>	280	280	280	280	280	280	280	280	280	280
<b>R<sup>2</sup></b>	0,016	0,014	0,016	0,021	0,026	0,027	0,025	0,020	0,040	0,017

Z-statistics entre parenthèses\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1. La variable dépendante de chaque colonne est la part de revenu du décile i (définie par le revenu absolu du décile i rapportée au revenu moyen du pays) ; La technique d'estimation est le système d'équations simultanées: SUR)

De surcroît, les résultats montrent que le niveau de richesse du pays est crucial, dans la mesure que l'ouverture commerciale ainsi que l'aide étrangère est pro-pauvre (colonne 3, tableau 4.3) au sein des pays riches. Ainsi, les IDE favorisent les parts de revenu des riches au sein des pays démocrates (colonne 6, tableau 4.3).

Les tableaux 4.4 ; 4.5 et 4.6 présentent les résultats des estimations associés aux facteurs conditionnels sur l'ensemble des déciles de revenu, par la méthode des MCO ; les équations simultanées et les VI, respectivement. Contrairement aux travaux d'HO, le commerce avec l'extérieur n'est pas pro-pauvre (colonne 1 à 7), ce résultat se corrobore à Roine et al. (2009). Cependant l'OC est pro-pauvre au sein des pays dont le niveau de revenu/tête est égal ou supérieur à 4700 USD (colonne 9, tableau 4.6), à l'instar de la Colombie ; l'Algérie et Kazakhstan, et défavorable aux pauvres qui habitent dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

Les résultats montrent un manque de robustesse des effets distributifs des afflux de financements extérieurs et nécessite une attention particulière. Ceci dit, la troisième partie de la thèse se focalise sur cet objectif.

L'étude empirique révèle la différence régionale de l'échantillon. Les coefficients associés aux muettes régionales des tableaux 4.4 ; 4.5 et 4.6 montrent que l'Afrique et l'Amérique Latine et les Caraïbes sont deux continents pro-riches et "*antipoor*" en comparaison du groupe de référence (la région MENA).

Les pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie Centrale disposent initialement une distribution plus égalitaire au regard de la région de référence (les déciles de 1 à 7 sont associés à des coefficients positifs). Ce groupe se caractérise par une OC appréciable ainsi un développement économique remarquable à l'égard des autres pays de l'échantillon. Deux conditions régulièrement complémentaires afin de permettre une distribution équitable des richesses.

Dans l'ensemble, les pays pauvres et intégrés dans le commerce international favorisent sa population riche relativement aux riches résidents au sein des pays dont l'échange avec l'extérieur est faible.

**Tableau 5 : Effets de la globalisation sur les parts de revenu**

	Spécification de base		Rôle du développement économique		Rôle de la qualité institutionnelle	
	Décile3	Décile10	Décile3	Décile10	Décile3	Décile10
	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]
<b>OC</b>	0,029 <sup>(0,02)</sup>	-0,199 <sup>(0,14)</sup>	-0,605 <sup>***</sup> (0,17)	2,514 <sup>**</sup> (1,09)	-0,688 <sup>***</sup> (0,17)	3,075 <sup>***</sup> (1,096)
<b>IDE</b>	0,006 <sup>**</sup> (0,00)	-0,029 <sup>(0,02)</sup>	-0,004 <sup>(0,02)</sup>	-0,008 <sup>(0,134)</sup>	0,017 <sup>***</sup> (0,00)	-0,093 <sup>***</sup> (0,02)
<b>Envois de fonds(ENV)</b>	-0,001 <sup>(0,00)</sup>	0,009 <sup>(0,00)</sup>	0,004 <sup>(0,01)</sup>	-0,014 <sup>(0,06)</sup>	-0,002 <sup>(0,00)</sup>	0,010 <sup>(0,01)</sup>
<b>Aide</b>	-0,004 <sup>***</sup> (0,00)	0,028 <sup>***</sup> (0,01)	-0,034 <sup>***</sup>	0,294 <sup>***</sup> (0,07)	0,000 <sup>(0,00)</sup>	0,006 <sup>(0,00)</sup>
<b>PIB /Tête (log)</b>	-0,309 <sup>**</sup> (0,12)	1,669 <sup>**</sup> (0,80)	-0,346 <sup>**</sup>	2,944 <sup>***</sup> (1,059)	-0,192 <sup>(0,13)</sup>	1,273 <sup>(0,84)</sup>
<b>(PIB/Tête (log))<sup>2</sup></b>	0,017 <sup>**</sup> (0,00)	-0,0967 <sup>*</sup> (0,04)	0,016 <sup>(0,01)</sup>	-0,158 <sup>**</sup> (0,06)	0,007 <sup>(0,00)</sup>	-0,062 <sup>(0,05)</sup>
<b>OC* PIB/Tête (log)</b>			0,075 <sup>***</sup> (0,02)	-0,320 <sup>**</sup> (0,12)	0,087 <sup>***</sup> (0,02)	-0,400 <sup>***</sup> (0,13)
<b>IDE*PIB/Tête (log)</b>			0,001 <sup>(0,00)</sup>	-0,002 <sup>(0,01)</sup>		
<b>ENV*PIB/Tête (log)</b>			0,000 <sup>(0,00)</sup>	0,002 <sup>(0,01)</sup>		
<b>Aide* PIB/Tête (log)</b>			0,004 <sup>***</sup> (0,00)	-0,037 <sup>***</sup> (0,01)		
<b>IDE*Dé démocratie</b>					-0,002 <sup>***</sup> (0,00)	0,013 <sup>***</sup> (0,00)
<b>ENV*Dé démocratie</b>					0,000 <sup>(0,00)</sup>	0,000 <sup>(0,00)</sup>
<b>Aide*Dé démocratie</b>					0,000 <sup>(0,00)</sup>	0,003 <sup>(0,00)</sup>
<b>Constante</b>	1,774 <sup>***</sup> (0,512)	-3,718 <sup>(3,260)</sup>	2,155 <sup>***</sup> (0,656)	-9,974 <sup>**</sup> (4,189)	1,465 <sup>***</sup>	-2,806 <sup>(3,31)</sup>
<b>Observations</b>	266	266	266	266	261	261
<b>R<sup>2</sup></b>	0,06	0,05	0,14	0,13	0,17	0,14

Synthèse des estimations décile 3(population pauvre) et décile 10 (population riche); estimation par le système d'équations simultanées.

**Tableau6a Impact de l'ouverture commerciale et les afflux de financements extérieurs sur les parts de revenu, 1984-2005 : Estimation par les MCO**

VARIABLES	(1) 1 <sup>er</sup> Décile	(2) 2 <sup>e</sup> Décile	(3) 3 <sup>e</sup> Décile	(4) 4 <sup>e</sup> Décile	(5) 5 <sup>e</sup> Décile	(6) 6 <sup>e</sup> Décile	(7) 7 <sup>e</sup> Décile	(8) 9 <sup>e</sup> Décile	(9) 10 <sup>e</sup> Décile
<b>IDE</b>	0,006*** (2,855)	0,008*** (2,974)	0,009*** (3,038)	0,009*** (2,775)	0,007** (2,541)	0,005** (2,085)	0,002 (0,954)	-0,014** (-2,434)	-0,041*** (-2,665)
<b>Envois de fonds</b>	0,001 (1,170)	0,001 (0,917)	0,001 (1,009)	0,001 (1,060)	0,000 (1,010)	0,000 (0,728)	0,000 (0,555)	-0,001 (-1,164)	-0,003 (-0,671)
<b>Aide</b>	0,004 (0,615)	0,000 (0,0985)	-0,005 (-0,513)	-0,010 (-0,989)	-0,013 (-1,230)	-0,016 (-1,417)	-0,020* (-1,808)	-0,026** (-2,554)	0,113 (1,372)
<b>Décile basé sur la Consommation</b>	0,0544*** (4,970)	0,0460*** (3,609)	0,0435*** (3,581)	0,0351*** (2,598)	0,0357*** (3,171)	0,0281*** (2,654)	0,0157 (1,567)	-0,0580*** (-2,834)	-0,186** (-2,466)
<b>Ouverture commerciale OC</b>	-0,403*** (-2,979)	-0,506*** (-3,708)	-0,550*** (-3,559)	-0,570*** (-3,514)	-0,496*** (-3,120)	-0,381** (-2,446)	-0,224 (-1,585)	0,668*** (3,463)	2,399** (2,454)
<b>PIB /Tête (log)</b>	-0,160 (-1,145)	-0,201 (-1,260)	-0,227 (-1,547)	-0,277** (-2,104)	-0,337*** (-2,702)	-0,344*** (-2,862)	-0,323*** (-2,823)	-0,0597 (-0,372)	2,194** (2,539)
<b>(PIB/Tête (log))<sup>2</sup></b>	0,007 (0,852)	0,009 (0,985)	0,010 (1,213)	0,013* (1,677)	0,017** (2,292)	0,018** (2,525)	0,018*** (2,622)	0,006 (0,647)	-0,118** (-2,230)
<b>Démocratie</b>	0,001 (0,576)	0,001 (0,826)	0,001 (0,818)	0,001 (0,615)	0,001 (0,502)	0,000 (0,126)	-0,001 (-0,585)	-0,009** (-2,338)	-8,91e-06 (-0,000579)
<b>Ouverture*Revenu/Tête</b>	0,0450*** (2,764)	0,0567*** (3,474)	0,0612*** (3,318)	0,0639*** (3,311)	0,0553*** (2,933)	0,0421** (2,280)	0,0244 (1,441)	-0,0781*** (-3,188)	-0,266** (-2,250)
<b>Aide*Revenu/Tête</b>	-0,000 (-0,814)	-0,000 (-0,279)	0,000 (0,362)	0,001 (0,799)	0,001 (1,061)	0,001 (1,250)	0,002* (1,672)	0,003** (2,549)	-0,013 (-1,186)
<b>FDI* Démocratie</b>	-0,001** (-2,510)	-0,001** (-2,325)	-0,001** (-2,315)	-0,001** (-2,161)	-0,001* (-1,936)	-0,000 (-1,574)	-0,000 (-0,734)	0,002** (2,390)	0,006* (1,743)
<b>Muette Afrique</b>	-0,098*** (-4,559)	-0,107*** (-4,514)	-0,111*** (-4,591)	-0,117*** (-4,760)	-0,113*** (-4,733)	-0,105*** (-4,394)	-0,085*** (-3,447)	0,020 (0,582)	0,778*** (4,365)
<b>Muette Asie</b>	0,026 (1,482)	0,009 (0,470)	-0,004 (-0,233)	-0,024 (-1,198)	-0,029 (-1,649)	-0,036** (-2,097)	-0,039** (-2,268)	-0,021 (-0,655)	0,220* (1,941)
<b>Muette E.EST</b>	0,071*** (5,039)	0,085*** (4,731)	0,099*** (6,804)	0,090*** (5,692)	0,089*** (6,757)	0,077*** (6,210)	0,057*** (4,868)	-0,056*** (-2,738)	-0,530*** (-6,198)
<b>Muette A. Latine</b>	-0,113*** (-7,784)	-0,129*** (-8,009)	-0,127*** (-7,858)	-0,134*** (-6,799)	-0,119*** (-7,443)	-0,111*** (-6,843)	-0,095*** (-5,776)	0,049* (1,815)	0,852*** (7,356)
<b>Constante</b>	1,054* (1,822)	1,379** (2,073)	1,604*** (2,652)	1,935*** (3,638)	2,252*** (4,472)	2,369*** (4,873)	2,393*** (5,109)	1,708** (2,597)	-7,024** (-1,981)
<b>Observations</b>	253	253	253	253	252	252	252	252	252
<b>R<sup>2</sup></b>	0,688	0,643	0,683	0,665	0,650	0,593	0,476	0,259	0,609

Z-statistics entre parenthèses\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1. MENA est la région de référence. La variable dépendante de chaque colonne est la part de revenu du décile i (définie par le revenu absolu du décile i rapportée au revenu moyen du pays) ; L'étude régionale est vérifiée par le test de Wald qui rejette l'hypothèse nulle d'absence de différence entre les groupes étudiés.



**Tableau6b Impact de l'ouverture commerciale et les afflux de financements extérieurs sur les parts de revenu, 1984-2005 : Estimation par les SUR**

VARIABLES	(1) 1 <sup>er</sup> Décile	(2) 2 <sup>e</sup> Décile	(3) 3 <sup>e</sup> Décile	(4) 4 <sup>e</sup> Décile	(5) 5 <sup>e</sup> Décile	(6) 6 <sup>e</sup> Décile	(7) 7 <sup>e</sup> Décile	(8) 9 <sup>e</sup> Décile	(9) 10 <sup>e</sup> Décile
<b>Décile basé sur la Consommation</b>	0,054*** (4,817)	0,045*** (3,413)	0,045*** (3,641)	0,042*** (3,398)	0,0357** (2,873)	0,028** (2,243)	0,015 (1,218)	-0,058*** (-2,672)	-0,186** (-2,102)
<b>Ouverture Commerciale</b>	-0,402*** (-4,035)	-0,507*** (-4,316)	-0,544*** (-4,972)	-0,550*** (-5,073)	-0,496*** (-4,576)	-0,381*** (-3,485)	-0,224** (-2,001)	0,668*** (3,523)	2,399*** (3,108)
<b>IDE</b>	0,006** (2,351)	0,008*** (2,608)	0,009*** (3,046)	0,009*** (2,924)	0,007** (2,485)	0,005* (1,765)	0,002 (0,681)	-0,014** (-2,550)	-0,041* (-1,829)
<b>Envois de fonds</b>	0,001* (1,719)	0,001 (1,197)	0,001 (1,384)	0,001 (1,393)	0,000 (1,187)	0,000 (0,758)	0,000 (0,462)	-0,001 (-0,906)	-0,003 (-0,679)
<b>Aide</b>	0,004 (0,730)	0,000 (0,116)	-0,005 (-0,763)	-0,011 (-1,554)	-0,013* (-1,891)	-0,016** (-2,188)	-0,020*** (-2,653)	-0,026** (-2,080)	0,113** (2,172)
<b>Démocratie</b>	0,001 (0,553)	0,001 (0,793)	0,001 (0,882)	0,001 (0,737)	0,001 (0,571)	0,000 (0,143)	-0,001 (-0,663)	-0,009*** (-2,713)	-8,91e-06 (-0,000626)
<b>PIB /Tête (log)</b>	-0,161 (-1,553)	-0,201 (-1,641)	-0,234** (-2,051)	-0,300*** (-2,657)	-0,337*** (-2,978)	-0,344*** (-3,017)	-0,323*** (-2,764)	-0,0597 (-0,302)	2,194*** (2,726)
<b>(PIB/Tête (log))<sup>2</sup></b>	0,00732 (1,139)	0,00946 (1,248)	0,0113 (1,602)	0,0153** (2,188)	0,0177** (2,532)	0,0188*** (2,665)	0,0184** (2,547)	0,00641 (0,524)	-0,118** (-2,364)
<b>Ouverture*Revenu/Tête</b>	0,044*** (3,761)	0,056*** (4,036)	0,060*** (4,611)	0,061*** (4,718)	0,055*** (4,253)	0,042*** (3,212)	0,024* (1,814)	-0,078*** (-3,442)	-0,266*** (-2,873)
<b>Aide*Revenu/Tête</b>	-0,000 (-0,961)	-0,000 (-0,323)	0,000 (0,559)	0,001 (1,313)	0,001 (1,632)	0,001* (1,926)	0,002** (2,424)	0,003* (1,929)	-0,013* (-1,863)
<b>FDI* Démocratie</b>	-0,001** (-2,267)	-0,001** (-2,314)	-0,001*** (-2,584)	-0,001** (-2,501)	-0,001** (-2,195)	-0,000* (-1,648)	-0,000 (-0,678)	0,002** (2,406)	0,006 (1,643)
<b>Muette Afrique</b>	-0,098*** (-4,461)	-0,107*** (-4,140)	-0,109*** (-4,503)	-0,111*** (-4,637)	-0,113*** (-4,725)	-0,105*** (-4,348)	-0,085*** (-3,456)	0,020 (0,490)	0,778*** (4,565)
<b>Muette Asie</b>	0,027 (1,574)	0,008 (0,431)	-0,001 (-0,0946)	-0,015 (-0,817)	-0,029 (-1,562)	-0,036* (-1,887)	-0,039** (-1,976)	-0,021 (-0,645)	0,220 (1,621)
<b>Muette E.EST</b>	0,072*** (4,970)	0,085*** (5,010)	0,102*** (6,388)	0,099*** (6,283)	0,089*** (5,629)	0,077*** (4,836)	0,057*** (3,490)	-0,056** (-2,052)	-0,530*** (-4,714)
<b>Muette A. Latine</b>	-0,112*** (-6,642)	-0,129*** (-6,472)	-0,124*** (-6,472)	-0,122*** (-6,616)	-0,119*** (-6,471)	-0,111*** (-6,967)	-0,095*** (-4,981)	0,049 (1,547)	0,852*** (6,488)
<b>Constante</b>	1,058** (2,515)	1,378*** (2,776)	1,623*** (3,513)	2,001*** (4,370)	2,252*** (4,911)	2,369*** (5,126)	2,393*** (5,046)	1,708** (2,133)	-7,024** (-2,153)
<b>Observations</b>	252	252	252	252	252	252	252	252	252
<b>R<sup>2</sup></b>	0,688	0,643	0,684	0,679	0,650	0,593	0,476	0,259	0,609

statistics entre parenthèses\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1; La région de référence est la région MENA ; La technique d'estimation est le système d'équations simultanées. L'ensemble des variables de droite sont supposées exogènes aux parts de revenu. La contrainte : le coefficient du décile omis est égal à moins la somme des autres déciles. Les variables explicatives du modèle sont supposées accroître les parts de revenu du décile faible par le même pourcentage de réduction des déciles élevés.

**Tableau 6c Impact de l'ouverture commerciale et les afflux de financements extérieurs sur les parts de revenu, 1984-2005 : Estimation par la VI**

VARIABLES	(1) 1 <sup>er</sup> Décile	(2) 2 <sup>e</sup> Décile	(3) 3 <sup>e</sup> Décile	(4) 4 <sup>e</sup> Décile	(5) 5 <sup>e</sup> Décile	(6) 6 <sup>e</sup> Décile	(7) 7 <sup>e</sup> Décile	(8) 8 <sup>e</sup> Décile	(9) 9 <sup>e</sup> Décile	(10) 10 <sup>e</sup> Décile
<b>Envois de fonds</b>	,006** (2,75)	,007*** (2,65)	0,007** (2,45)	0,006** (2,36)	0,006** (2,15)	0,004 (0,69)	0,005 (1,47)	-0,002 (-0,80)	-0,003 (-1,141)	-0,037* (-1,69)
<b>Aide</b>	,120** (2,02)	,167** (2,23)	0,180** (2,25)	0,195 (2,20)	0,173** (2,05)	0,178* (1,84)	0,162* (1,74)	-0,04 (-0,58)	-0,021 (-0,19)	-0,941 (-1,54)
<b>IDE</b>	,008 (0,66)	,009 (0,54)	0,010 (0,60)	0,013 (0,66)	0,006 (0,32)	0,005 (0,29)	0,004 (0,22)	-0,01 (-0,77)	0,000 (0,04)	-0,068 (-0,53)
<b>Décile basé sur la Consommation</b>	,074*** (2,81)	,082** (2,48)	0,08** (2,45)	0,071* (1,79)	0,069* (1,83)	,059 (0,143)	,043 (1, 05)	-0,034 (-1,36)	-,070 (-1,48)	-0,284 (-1,10)
<b>Ouverture commerciale OC</b>	-,457** (-2,54)	-,474** (-2,08)	-0,514** (-2,12)	-,559** (-2,07)	-,455* (-1,78)	-,356 (-1,29)	-,240 (-0,85)	0,089 (0,45)	,634** (2,572)	2,613 (1,50)
<b>PIB /Tête (log)</b>	,771* (1,69)	1,092* (1,89)	1,157* (1,88)	1,229* (1,80)	,986 (1,51)	1,006 (1,33)	,897 (1,25)	-,372 (-0,75)	-,236 (-0,27)	-5,343 (-1,13)
<b>(PIB/Tête (log))<sup>2</sup></b>	-,048* (-1,76)	-,066* (-1,93)	-,070* (-1,92)	-,075* (-1,84)	-,059 (-0,153)	-,060 (-1,32)	-,053 (-1,24)	,022 (0,75)	,016 (0,32)	,325 (1,15)
<b>Démocratie</b>	-0,000 (-0,11)	-,001 (-0,23)	-,001 (-0,20)	-0,000 (-0,011)	-,003 (-0,45)	-,003 (-0,36)	-,004 (-0,45)	-,008 (-1,47)	-,005 (-0,49)	0,007 (0,13)
<b>Ouverture*Revenu/Tête</b>	,048** (3,341)	,049* (1,81)	,054* (1,86)	,060* (1,87)	,047 (1,56)	,037 (1,13)	,023 (0,71)	-,012 (-0,51)	-,075* (-1,96)	-,268 (-1,29)
<b>Aide*Revenu/Tête</b>	-,016** (-2,04)	-,023** (-2,24)	-,025** (-2,27)	-,027** (-2,23)	-,024** (-2,08)	-,025* (-1,86)	-,022* (-1,76)	,005 (0,55)	,002 (0,16)	,133 (1,57)
<b>FDI* Démocratie</b>	,000 (-0,25)	,000 (-0,11)	,000 (-0,16)	0,000 (-0,22)	0,000 (0,14)	0,000 (0,14)	0,000 (0,27)	,001 (1,03)	,001 (0,0718)	0,000 (-0,04)
<b>Muette Afrique</b>	-,109*** (-2,92)	-,116** (-2,46)	-,131*** (-2,61)	-,151*** (-2,70)	-0,136** (-2,56)	-,145* (-1,92)	-,121** (-2,08)	-,049 (-1,07)	-,007 (-0,11)	0,911** (2,53)
<b>Muette Asie</b>	,018 (0,55)	,007 (0,19)	-,014 (-0,31)	-,045 (-0,89)	-,031 (-0,66)	-,048 (-0,73)	-,040 (-0,76)	-,019 (-0,56)	-0,007 (-0,12)	,197 (0,61)
<b>Muette E.EST</b>	,116*** (4,44)	0,140*** (4,24)	0,136*** (3,87)	,117*** (3,01)	0,120*** (3,22)	,100** (2,46)	,076* (1,86)	,031 (1,11)	-0,071 (-1,61)	-,849*** (-3,50)
<b>Muette A. Latine</b>	-,149*** (-5,33)	-,164*** (-4,64)	-0,167*** (-4,43)	-,180*** (-4,31)	-,153*** (-3,76)	-0,147** (-3,28)	-,126*** (-2,82)	-0,068** (-2,739)	0,038 (0,75)	1,133*** (4,07)
<b>Constante</b>	-2,832 (-1,48)	-4,086* (-1,69)	-4,234 (-1,64)	-4,397 (-1,53)	-3,342 (-1,22)	-3,302 (-1,05)	-2,766 (-0,96)	2,814 (1,37)	2,416 (0,66)	24,758 (1,24)
<b>Observations</b>	131	131	131	131	130	130	130	171	135	135
<b>R<sup>2</sup></b>	0,66	0,53	0,44	0,29	0,267	0,06	-	0,17	0,26	0,32
<b>Test de Wu-Hausman F</b>	0,13	0,02	0,01	0,00	0,00	0,01	0,02	0,33	0,76	0,12
<b>Test de Durbin-Wu-Hausman</b>	0,10	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,29	0,71	0,08
<b>Test de Sargan</b>	0,67	0,79	0,80	0,87	0,54	0,36	0,37	0,36	0,18	0,37

Les envois de fonds ; les IDE et l'aide sont endogènes. Le test Wu-Hausman F et Durbin-Wu-Hausman confirme l'endogénéité, dont l'hypothèse nulle est que les régresseurs sont exogènes. Les variables d'interactions entre une variable endogène et une variable conditionnelle sont instrumentées par le produit de l'instrument de la variable endogène et la variable conditionnelle. Le test de Hansen-J permet de déterminer s'il existe une corrélation entre les instruments retenus et le terme d'erreur du modèle. Test de Sargan de validité des instruments.

## Conclusion

Ce chapitre étudie l'impact de la globalisation qui se manifeste par l'ouverture commerciale et par les afflux de financements extérieurs sur la distribution de revenu dans un échantillon de 66 pays en développement. Les résultats s'alignent avec les travaux empiriques et mettent en cause l'apport du modèle standard de commerce international. L'étude empirique ne rejette pas l'hypothèse de complémentarité entre l'OC et le développement économique afin de favoriser les pauvres. Les riches bénéficient de la globalisation relativement aux pauvres résidents dans un pays pauvre.

L'aide ne justifie pas un effet plausible sur la distribution de la richesse, ce qui sollicite une analyse spécifique (le chapitre 6 de la troisième partie de cette thèse fait l'objet d'une étude empirique plus approfondie). Cependant les transferts des migrants justifient un effet favorable aux pauvres, ce résultat manque de robustesse. Le chapitre 5 de la troisième partie consiste à se focaliser sur l'effet distributif des envois de fonds et met l'accent sur 1) les conditions socio-économiques du migrant. 2) le coût de transfert d'argent.

Une implication de politique économique appelle à la nécessité de mettre en place des politiques complémentaires afin de permettre aux pauvres de bénéficier de la globalisation financière (Harrison et McMillon (2007)) et (Prasad et al. (2006)). Une politique commerciale symétrique s'avère appropriée, la mise en place des barrières tarifaires ne constitue pas la solution optimale afin de protéger la main d'œuvre locale non qualifiée de la concurrence étrangère. Ces derniers ne sont pas exclusivement soumis à la concurrence de la main d'œuvre étrangère, ils sont également rivalisés localement par l'instauration d'un capital performant. Ainsi une politique rigoureuse d'éducation et de formation des travailleurs moins qualifiés permet de réduire l'écart de revenu au sein du marché de travail.

### **Partie III. Envois de fonds ; Aide et Inégalité de revenu**

## Chapitre 5

### Envois de fonds et inégalité de revenu : le rôle de l'origine sociale du migrant et le coût de transfert d'argent

#### 1. Introduction

Les transferts privés des travailleurs ou les envois de fonds des migrants internationaux à leurs familles est une source importante d'entrer de devise et une source de revenu pour le ménage. Ils attirent davantage l'attention en raison de leur volume croissant au sein des pays récipiendaires. En 2005, ces transferts ont atteint 188 milliards d'USD (deux fois l'aide publique des pays émergents) (Gupta et al. (2007)). En 2009, les envois de fonds des travailleurs ont dépassé le triple du montant de l'aide officielle et sont susceptible d'atteindre plus 440 milliards d'USD (dont 325 milliards ont été attribué pour les pays en développement) BM(2011).

En raison de leur volume considérable, beaucoup de travaux de la littérature empirique s'intéressent aux envois de fonds. L'analyse de ces travaux montre l'effet macroéconomique des envois de fonds sur les économies récipiendaires. Nombreux ont mis l'accent sur la relation entre les envois de fonds et la croissance économique à l'exemple de Bettin et al. (2011) et Cooray (2012) qui traitent la relation entre les envois de fonds et le développement financier. La relation entre les envois de fonds et la qualité institutionnelle a été élaborée par (Abdih et al. (2012)). Nyamongo et al. (2012) ; Guiliano et al. (2009) et Catrinescu et al. (2009) ont mis l'accent sur le rôle du développement financier et des institutions dans la relation entre les envois de fonds et la croissance économique. Bayangos et al. (2011) ont étudié l'impact des envois de fonds sur la compétitivité aux Philippines la quatrième destination internationale des transferts des migrants. Tandis que les travaux d'Acosta et al. (2009) se sont intéressés à l'effet des envois de fonds sur le taux de change effectif réel, Combes et Ebeke (2011) étudient l'effet des envois de fonds sur la consommation du ménage.

L'impact des envois de fonds sur les pays récipiendaires s'avère compliqué et multidimensionnel. Le point positif est que les envois de fonds permettent d'accroître les investissements et participent également à la formation du capital humain (la construction des dispensaires ainsi que le financement des écoles) et l'amélioration de la productivité totale des facteurs (Abdih et al (2012)). Ils contribuent éventuellement à la réduction de la pauvreté ; l'amélioration du pouvoir d'achat ainsi que le lissage de la consommation des familles bénéficiaires. Une série d'études de la relation entre les transferts privés et les canaux

d'investissements comme Guiliano et al. (2009) et Rao et al. (2011) préconisent que les envois de fonds sont associés au développement financier et stimulent la croissance économique.

Le point négatif est que les envois de fonds conduisent au phénomène du syndrome hollandais ; une contraction de l'offre de travail et une perte de la compétitivité à l'extérieur (Acosta et al. (2009)). Ebeke et al. (2010) justifient l'effet inégalitaire des envois de fonds sur la distribution de revenu. Gupta et al. (2007) affirment que l'impact direct des envois de fonds sur la croissance dépend de la destination ainsi de l'effet de l'émigration sur l'offre du marché du travail et sur la production du pays récipiendaire.

A l'instar de la relation ambiguë entre les envois de fonds et la distribution du revenu, l'objectif de ce chapitre consiste à étudier deux hypothèses. (1) Dans une première hypothèse, nous mettons l'accent sur l'effet conditionnel des facteurs caractéristiques de l'individu qui émigre sur la relation entre les envois de fonds et l'inégalité de revenu. Bien que des travaux préconisent que les conséquences des envois de fonds sur la péréquation du revenu dépendent de l'histoire de la migration (Stark et al. (1986)) et (Koechlin et Leon (2007)), notre contribution consiste à justifier que cet effet dépend à la fois des coûts migratoires et de l'ordre de développement économique et le niveau de fuite de cerveaux du pays récipiendaire sont aussi pertinents pour la relation en question.

(2) Dans une deuxième hypothèse, l'essai empirique de ce chapitre consiste à vérifier le rôle que les frais de transfert d'argent ainsi le canal exploité de transfert d'argent peuvent jouer dans la problématique en question. L'objectif est d'estimer dans un premier temps un modèle de coût au niveau de l'exercice économétrique. Dans une deuxième étape, les données prédites sont exploitées afin d'estimer le modèle de base. L'utilité de la deuxième hypothèse se justifie par la prolifération des voies non officielles qui contribuent à transférer une grande partie de cet afflux. Les transferts de fonds par les canaux informels sont estimés à être très élevés, de l'ordre de 10 % à 50 % de l'ensemble des envois de fonds enregistrés (Puri et Ritzema (1999)) ; (Ratha (2003)) et (El Quraichi et al. (2003)).

De surcroît, au moins 50 % des envois de fonds internationaux sont canalisés par les canaux informels, ceci est issu des frais élevés relatifs aux opérateurs de transfert d'argent (WU et MG) et aux transactions bancaires (Gupta et al. (2007)). Ceci facilite le recours aux canaux informels (Hawala / Hundi) par des cash entre amis ou membres de famille.

La méthodologie empirique contrôle l'endogénéité, étant donné que les envois de fonds sont statistiquement sous-estimés. Ainsi, la méthode de variable instrumentale est exploitée afin de pallier ce problème. Les résultats économétriques ne rejettent pas les hypothèses formulées dans. La structure du chapitre se présente comme suit : section 2 présente les arguments théoriques des deux hypothèses développées. Section 3 développe l'étude économétrique de la relation non-monotone entre les envois de fonds et l'inégalité et met l'accent sur trois facteurs qui sont susceptibles de refléter la catégorie sociale du migrant dans le pays d'origine (le niveau de développement économique du pays ; le niveau d'émigration qualifiée et le coût d'émigration par le coût d'obtention d'un passeport et la distance entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Les principaux résultats sont discutés au niveau de la section 4. La sous-section 4.1 étudie la différence régionale, particulièrement la région MENA. Une section 5 développe une critique de la première hypothèse. La section 6 aborde la question des coûts de transfert d'argent et son impact sur le canal d'envoi ainsi que les caractéristiques du secteur financier récipiendaire. Un modèle de coût a été établi au niveau de cette partie. Une dernière section présente les principales conclusions.

## **2.1 Argument théorique (hypothèse 1)**

Deux types d'approches se révèlent de la littérature empirique de la relation entre les envois de fonds sur l'inégalité de revenu. La première consiste à étudier une relation linéaire entre les transferts privés et la distribution de revenu. D'un point de vue positif, Ratha (2005) ; Acosta et al. (2007) et Chauvet et Somps (2007) parmi d'autres justifient que les envois de fonds entraînent une distribution équitable du revenu au sein des pays récipiendaires. D'un point de vue négatif, les coûts migratoires sont de plus en plus chers ainsi la procédure d'émigration est également compliquée, et reflète l'incapacité des pauvres d'avoir accès à l'immigration. Partir à l'étranger constitue un service de luxe qui ne peut pas être acquitté par les familles à revenu faible. Ce qui permet de justifier le raisonnement de Stark et al. (1986) que les transferts privés sont vraisemblablement des 'catalyseurs d'inégalité'. Exclusivement les riches disposent les moyens financiers qui leurs permettent de tirer avantage des envois de fonds. D'autres travaux de la littérature empirique s'accordent sur l'existence d'un effet linéaire ambigu des envois de fonds et échouent à illustrer une relation significative à propos la problématique en question à l'exemple d'Adams et al. (2008) parmi d'autres.

La deuxième approche des travaux de la littérature empirique justifie l'absence d'une relation significative et linéaire de la problématique en question et supportent l'existence d'une relation

non linéaire entre les envois de fonds et l'inégalité de revenu. Stark et al. (1988) ; McKenzie et Rapoport (2007) développent l'existence d'une corrélation positive entre l'habitude migratoire stable et la distribution équitable de revenu, ceci se traduit par des coûts migratoires allégés ainsi une information plus accessible aux pauvres étant donné qu'un effet réseau se forme entre les anciens et les nouveaux migrants. A l'instar des migrants mexicains dont ils disposent une tradition migratoire aux Etats-Unis.

L'absence de l'information se répercute par des coûts migratoires importants et permettent exclusivement aux riches de supporter dans un premier temps les frais de l'émigration et de tirer avantage dans un second temps des transferts privés qui concernent les familles aisées et creusent davantage l'écart de revenu dans le pays d'origine. Par ailleurs, au fur et à mesure qu'une tradition migratoire s'établit entre deux pays, l'information sur le pays de destination est de plus en plus symétrique et les coûts migratoires sont de plus en plus faibles ainsi les effets initiales défavorables des transferts privés d'argent sur la distribution de revenu s'amortit.

Ainsi, le rôle joué par le contexte socioéconomique du pays récipiendaire est cruciale (Koechlin et Leon (2007)), à l'instar d'un niveau d'éducation tertiaire et d'un secteur financier développé. Plus récemment, Ebeke et Le Goff (2010) mettent l'accent sur la question de 'Qui migre'. Ils se réfèrent au modèle théorique de Gonzalez-König et Wodon (2005) qui illustre le modèle de l'individu qui part à l'étranger ainsi que la motivation à l'émigration. Toutefois ce modèle est valable pour un cas de pays particulier tel que le Honduras (dont le niveau de revenu est faible d'autant que la distribution de revenu est non équitable). Dans ce paragraphe, nous nous référons à la méthodologie d'Ebeke et Le Goff (2010) qui se sont inspirés au modèle de ce dernier en dépit qu'il a une tendance d'approche microéconomique. Tandis que la modèle d'Ebeke et Le Goff (2010) prend en considération d'autres facteurs compatibles avec notre approche macroéconomique. Selon cette théorie, l'aptitude d'expatrier dépend de deux éléments clés comme le coût d'émigration et le niveau de richesse du pays d'origine (mesuré par le niveau du PIB/tête). On en déduit que si un individu envisage s'expatrier, s'il dispose des moyens financiers nécessaires pour son départ (les coûts d'émigration ( $c$ ) ainsi le gain financier escompté qu'il peut recevoir après l'émigration ( $W_m$ )). L'incitation à la migration s'estime lorsque les coûts de la migration supportés lors de la période d'expatriation ( $c + W^{33}$ ) est inférieurs à l'écart de salaire entre les deux pays d'origine et d'accueil ( $W_m - W$ ). Berthelmy et al. (2009) préconisent que la décision d'émigration dépend de facteurs observables et non-

---

<sup>33</sup>  $W$  désigne le salaire gagné dans le pays d'origine.



observables qui sont l'éducation et la différence des gains entre les deux pays. Par conséquent, les individus appartenant à la frange la plus pauvre d'un pays ne sont pas aptes à supporter les coûts de la migration ( $W < c$ ), l'accès à l'émigration ne serait pas possible pour cette catégorie. Pareillement, les individus appartenant à la catégorie la plus riche d'un pays donné ne sont pas motivés à l'expatriation pour le fait que l'écart de salaire n'est pas important ( $W \approx W_m$ ). Nous approximations les coûts d'émigration par (1) le coût d'obtention d'un passeport qui varie d'un pays à l'autre et (2) par la distance entre le pays d'origine et le principal pays de destination de l'expatriant. Les travaux de la littérature empiriques ont justifié une corrélation négative entre la distance et l'expatriation. Une distance importante reflète des coûts élevés. Berthélemy et al. (2009) signalent que l'émigration est une fonction décroissante des coûts migratoires. Seuls les riches résidents au sein des pays dont les coûts migratoires sont élevés ont l'aptitude à les supporter. Les pauvres ont la possibilité de participer au processus migratoire lorsque les coûts sont faibles.

Selon la modélisation d'Ebeke et LeGoff (2010) et du modèle théorique de Gonzalez-Konig et Wodon (2005), la décision d'expatriation dépend également du niveau de développement économique du pays d'origine. Soit  $w_1$  le niveau moyen du PIB/habitant dans un pays pauvre et  $w_2$  le niveau moyen du PIB/habitant dans un pays riche ( $w_1 < w_2$ ). La catégorie pauvre des pays pauvres récolte un salaire  $\underline{w}_1 < \overline{w}_1$  ( $\underline{w}_1$  présente le salaire de la frange riche habitant un pays pauvre). Aussi, les plus pauvres des pays riches reçoivent un revenu  $\overline{w}_2 < \underline{w}_2$  ( $\underline{w}_2$  est le salaire touché par les riches). La décision d'émigration est tributaire aussi du revenu escompté reçu après la migration. Il en révèle que la motivation de partir à l'étranger est absente pour les individus appartenant à la frange riche pour le simple argument que la différence des revenus moyens entre les deux pays est négligeable ( $\overline{w}_2 \approx W_m$ ).

Cependant que la même frange sociale résidente dans les pays pauvres, l'incitation de migration se justifie par ( $\underline{W}_1 < W_m$ ). En outre, la catégorie pauvre des deux types de pays est toujours encouragée à participer à l'expatriation indépendamment du niveau de développement économique du pays d'origine,  $\underline{W}_1 < W_m$  et  $\overline{W}_2 < W_m$ .

Par ailleurs, la participation au phénomène de migration est possible si ( $c < W$ ) et profitable si ( $W < W_m$ ). Ce qui permet d'expliquer l'incitation à l'expatriation des riches vivants dans les pays pauvres ainsi que les pauvres habitants dans les deux groupes de pays relativement aux

riches qui habitent dans les pays riches dont ils ne sont pas intéressés par l'expatriation pour l'argument mentionné ci-dessus et tributaire à l'écart insignifiant de revenu.

En récapitulant, la question de l'origine sociale du migrant révèle différents cas. L'objectif de ce chapitre consiste à révéler l'individu qui migre et les circonstances de la migration qui permet de dévoiler l'origine sociale de 'qui migre' et à quelle frange de revenu il appartient.

Tableau 5.1 : Niveau de développement, coûts de migration et décision de migrer

Pays				
Coûts élevés			Coûts faibles	
	Pauvre	Riche	Pauvre	Riche
Ménage Riche	Migration (1)	Pas de migration (3)	Migration(5)	Pas de migration (7)
Ménage Pauvre	Pas de migration(2)	<i>Migration(4)</i>	<i>Migration(6)</i>	<i>Migration(8)</i>

Les cas écrits en italique conduisent à une péréquation équitable du revenu

Le processus migratoire est possible ( $\bar{W}_2 > c$ ) et bénéfique ( $\bar{W}_2 < W_m$ ) pour les pauvres appartenant aux pays riches cas 4 et cas 8, respectivement. Dans ces conditions, les envois de fonds ont un effet de péréquation de revenu. Néanmoins, les pauvres qui habitent dans un pays pauvre ne participent pas à ce phénomène lorsque les coûts d'émigration sont élevés ( $c_e^{34} > \underline{w}_1$ ) à l'instar du cas 2, bien qu'il existe une incitation financière ( $\underline{w}_1 < w_m$ ). Berthélemy et al. (2009) signalent que les coûts migratoires peuvent réduire la possibilité d'émigration des migrants issus des pays pauvres ainsi que le phénomène ne se réalise pas dans les pays dont le niveau de revenu/tête est faible. Par contre, l'individu d'origine pauvre contribue si les coûts migratoires sont faibles ( $\underline{W}_1 > c_r^{35}$ ), le cas 6.

Cependant l'effet de lissage des envois de fonds sur l'inégalité de revenu n'est pas systématique et dépend de certains facteurs tel que mentionné ci-dessus. Ce chapitre permet d'étudier dans une première hypothèse l'effet distributif des envois de fonds selon l'origine social du migrant (*V1: Le niveau de revenu du pays d'origine ; V2: Les coûts de migrations ; V3: Le niveau de qualification des migrants*).

## 2.2 Faits stylisés (hypothèse 2)

L'intérêt accordé aux transferts d'argent des migrants trouve son origine dans l'accroissement continu et remarquable de ces fonds relativement aux autres sources de financements externes.

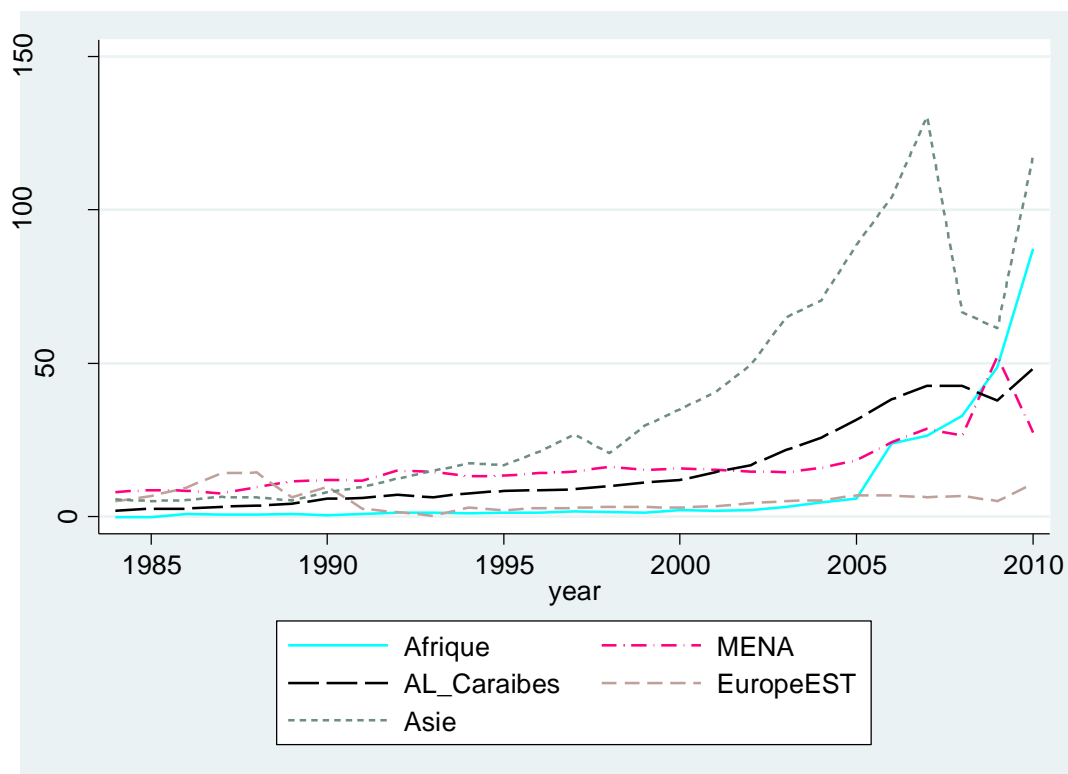
<sup>34</sup> Coût d'émigration élevé

<sup>35</sup> Coût d'émigration faible

Les transferts des migrants entraînent moins de dépendance à l'aide étrangère s'ils sont exploités dans les investissements et le développement du capital humain Le Goff et Kpodar (2011). Berthélemy et al. (2009) s'interrogent si la relation entre l'aide et la migration est complémentaire ou substituable.

La figure 5.1 montre l'évolution des envois de fonds (en milliard d'USD) par région récipiendaire. Il se révèle un accroissement notable des envois de fonds durant la dernière décennie, en particulier dans le groupe des pays asiatiques (L'Est, le Pacifique et le Sud) et les pays de l'Amérique Latine et les Caraïbes. Les principaux pays bénéficiaires des envois de fonds à l'échelle mondiale sont essentiellement ces deux continents BM (2011). L'Inde est la destination principale des envois de fonds ; la Chine est classée deuxième. Les Philippines sont situées à la quatrième position après le Mexique (21 milliard d'USD en 2010).

Graphique 1 : Les Envois de fonds en milliards d'USD par région récipiendaire



Ceci reflète (1) la prolifération du nombre des migrants dans le monde entier qui s'est multiplié lors des dernières années. (2) Il reflète aussi l'amélioration des services de transfert suite à un essor technologique et l'allègement des coûts d'envoi reflétant une concurrence entre les

différents opérateurs d'envoi. (3) Il résulte également la prolifération des canaux formels en tant que moyen officiel de transfert d'argent et une amélioration des statistiques. La baisse des frais de transfert incite les travailleurs émigrants à envoyer davantage l'argent par le moyen formel. Les statistiques descriptives (tableau 5.4) montrent que cependant que les frais de transfert sont faibles vers les pays de l'Amérique Latine et les Caraïbes, les coûts sont élevés vers les pays de l'Europe de l'Est et l'Asie centrale et explique le niveau faible des envois de fonds au niveau de cette région (figure 5.1).

La concurrence ainsi l'amélioration des opérateurs de transfert permettent d'améliorer les statistiques relatives aux envois de fonds d'un taux de 95% au Mexique, particulièrement les transferts provenant des Etats-Unis (De-Luna (2005)) ;( Freund et Spatafora (2008)).

Vu la pertinence de ce facteur, nous mettons l'accent au niveau de ce chapitre sur le rôle des coûts de transfert. Nous révélons les conséquences d'un accroissement des frais de transaction sur la relation entre les envois de fonds et l'inégalité de revenu. Ensuite, un ensemble de déterminants de la variable coût de transfert susceptibles de refléter la variation de cette dernière sont intégrées dans le modèle afin de déterminer la relation en question. L'hypothèse à vérifier si les envois de fonds ont un effet linéaire sur l'inégalité de revenu conditionné par le coût de transfert d'argent.

Tableau 5.2 synthétise la décision de transfert de l'argent selon la variation des frais ainsi le canal d'envoi. Etant donné que la variation des coûts de transfert affecte le canal et non la décision d'envoi, l'augmentation des coûts de transfert se traduit par le recours aux canaux informels (cas 3) qui présente des cash entre personnes (amies, membres de familles) ou le migrant lui-même.

Le cas 1 traduit les envois de fonds enregistrés par les canaux formels et présentent une partie des montants réellement transmis. Les transferts par les canaux officiels reflètent des montants particulièrement transmis par des travailleurs aptes à supporter les frais de transfert indépendamment du volume de transfert, à l'exemple des migrants d'origine riche et les travailleurs qualifiés qui préfèrent un transfert légale. Le cas 1 reflète des transferts régressifs. Le cas 2 montre l'exploitation des canaux formels lorsque les coûts de transfert d'argent sont faibles et exprime la majorité des envois de fonds internationaux. Ces transferts présentent en termes de volume des montants transmis majoritairement par les migrants d'origine pauvre et qui sont réellement des travailleurs moins qualifiés sensibles de transférer plus d'argent que les migrants qualifiées et aisées. Une hypothèse admise par Adams (2009) qui justifie que les travailleurs non qualifiés envoient plus d'argent (en termes de volume) comparés aux migrants d'origine riche et hautement qualifiés dont l'émigration est permanente qui peuvent amener les

membres de leurs familles. Ils ne sont pas incités à envoyer de l'argent car ils ne sont pas motivés à être de retour au pays d'origine. Cependant les migrants moins qualifiés perçoivent une émigration temporaire ce qui les incite à envoyer davantage de l'argent pour une opportunité d'investissement dans le future dans le pays d'origine. Le cas 2 reflète un effet de péréquation équitable. L'idée de la deuxième consiste à refléter indirectement l'origine sociale du migrant par le canal de transfert d'argent.

Tableau b: Coût de transfert d'argent, canal d'envoi et décision d'envoyer des fonds

	Canal Formel	Canal Informel
Coût de transfert élevé	Moins d'envoi d'argent est enregistré (1)	Plus d'envoi d'argent non comptabilisé (3)
Coût de transfert faible	Plus d'envoi d'argent est enregistré (2)	Moins d'envoi d'argent est comptabilisé (4)

Le cas (2) reflète la situation où les envois de fonds atténuent l'écart de revenu.

### 3. Étude économétrique : Origine social du migrant

L'étude économétrique consiste dans une première étape à vérifier l'hypothèse de la relation entre les envois de fonds et l'inégalité de revenu selon l'origine sociale de l'expatriant. Au niveau de l'étude empirique, un intérêt particulier s'accorde au niveau du PIB/habitant en tant que proxy du niveau de développement économique; le degré de fuite de cerveaux mesuré par le pourcentage de l'émigration qualifiée ainsi le coût d'émigration déterminé par (i) le coût d'obtention d'un passeport (en pourcentage du PIB/Tête) (ii) la distance en tant que proxy du coût de déplacement. Ces trois dimensions conditionnelles ( $V$ ) sont intégrées de façon alternative et sous forme d'interaction avec les envois de fonds. Le modèle est présenté par l'équation 5.1.

$$Gini_{it} = \alpha + \beta_0 Contr\hat{o}le_{it} + \beta_1 EnvoisFonds_{it} + \beta_2 (EnvoisFonds_{it} * V_{it}) + \gamma \mathcal{N}_{it} + \eta_{it} \quad (1)$$

#### 3.1.1 Les variables :

La variable dépendante est le coefficient de Gini, une variable exprimée en pourcentage de points, varie entre 0% et 100% par Milanovic (2012) (BM).

La variable d'intérêt est les envois de fonds des travailleurs à l'étranger. Les données sont fournissent par la base du (WEO) disponibles pour un panel large de pays, exprimées en USD au prix courant. Les envois de fonds ne sont pas définis précisément au niveau de la balance des paiements et présentent trois quart des transferts privés). La détermination des transferts de fonds est un défi, les transferts privés pourraient surestimer ou sous-estimer les montants

réels des envois de fonds. Ils dépendent de l'importance de la rémunération des employée ; des transferts des migrants et la part des transferts privé (Combes et al. (2012)).

Le modèle inclut un ensemble de variables macroéconomiques supposées affecter l'inégalité (Chong et Calderon (2000)) ; (Ebeke et Le Goff (2010)). La valeur quadratique du niveau du PIB/ Tête ; le niveau de développement financier (M2) ; le niveau d'inflation ; la consommation publique ; l'ouverture financière et commerciale et une mesure de démocratie. Alderson et Nielson (1999) confirment la relation positive entre l'inégalité et la croissance de la population et avec tout autre mesure positivement corrélée avec la population tel que le ratio de dépendance démographique<sup>36</sup> définit selon la BM par la proportion des personnes jeunes âgées moins de 15 ans et les personnes âgées plus de 64 ans à la population en âge de travail (entre 15 et 64 ans). La variable est préjugée être associer à un signe positive.

### **3.1.1.1 Variables conditionnelles**

Trois variables expriment la dimension économique et sociale de l'origine sociale du migrant susceptible d'influer la relation en question.

(1) Le degré de développement économique déterminé par le niveau du PIB/habitant (en log) collecté de la base de données de Penn World Tables (PWT 7.1).

(2) Le niveau initial de fuite de cerveaux présente le ratio des migrants ayant un niveau d'éducation tertiaire âgée de plus de 25 ans rapporté à l'ensemble de la population ayant le même âge et le même niveau d'éducation par Defoort (2006). Les données sont disponibles en observations quinquennales depuis 1975. Un émigrant hautement qualifié se définit par la disposition d'un diplôme d'études supérieures et un nombre d'années d'études d'au moins 13 ans. Cependant les informations sont fournies par des enquêtes de recensements ou collectée des registres du pays d'accueil, exclusivement six principaux pays de l'OCDE permettent de fournir les statistiques relatives aux stocks des migrants à l'égal de l'Australie, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada et les Etats-Unis. Tandis qu'ils reçoivent 77% de la totalité des expatriant vers l'OCDE, l'information se restreigne aux flux 'sud-nord' et ne tient pas compte des flux 'sud-sud'. La base de Docquier et Marfouk (2006) est particulièrement disponible pour 1990 et 2000.

(3) Les coûts migratoires incluent plusieurs facteurs à l'instar du facteur géographique. Deux variables sont exploitées : (a) le coût d'obtention d'un passeport en pourcentage du PIB/habitant

---

<sup>36</sup> Une mesure de la proportion des personnes à charge pour 100 habitants en âge de travail.

fournie par la base de données de McKenzie (2007) procurant une observation par pays pour 127 pays. (b) la distance entre le pays d'origine et la destination d'émigration (en log) déterminée par les statistiques du CEPIL. Selon les données de l'OCDE<sup>37</sup>, nous avons déterminé annuellement la principale destination des migrants de l'échantillon<sup>38</sup>.

L'objectif est de révéler les coefficients de ( $\beta_1$ ) et ( $\beta_2$ ). Ils permettent de révéler l'effet marginal des envois de fonds sur l'inégalité de revenu selon certaines conditions propres aux pays récipiendaires  $V$ . Il est utile de déterminer les différents cas envisageables associés à ces deux coefficients.

- $V = \text{niveau du PIB/habitant}$  :  $\beta_2$  est présumé statistiquement négatif ; confirme l'hypothèse théorique à savoir que plus le pays est riche, plus la distribution est équitable des ressources. Les transferts des migrants sont supposés atteindre la population pauvre étant donné qu'exclusivement le migrant qui appartient au décile pauvre (en termes de distribution de richesse) est intéressé par l'émigration.
- $V = \text{niveau de fuite de cerveaux}$  :  $\beta_1$  est de signe négatif, supposé reflète la sensibilité de l'inégalité de revenu aux envois de fonds lorsque le taux d'émigration qualifiée est nul. Lorsque cette variable est différente de zéro,  $\beta_2$  est probablement significatif et de signe positif. L'idée est que seuls les plus aisés se permettent de faire des études supérieures. Cependant l'émigrant qualifié reflète la catégorie sociale riche ainsi que les envois de fonds ne considéraient pas les pauvres.
- $V = \text{coût de l'émigration}$  :  $\beta_1$  est négatif lorsque le coût d'émigration est nul. Le cas échéant traduit que seuls les plus riches peuvent supporter les coûts d'émigration. De ce fait,  $\beta_2$  est supposé avoir un coefficient statistiquement positif.

### 3.1.2 Méthodologie économétrique

L'étude porte sur un échantillon de 65 pays en développement. Dans un premier essai, la technique des moindres carrés ordinaires est pratiquée. Tandis que le problème de mesure

---

<sup>37</sup> Notre détermination se base sur les statistiques fournies par l'OCDE, d'amples informations sont disponibles sur <http://stats.oecd.org/#>

<sup>38</sup> Par ailleurs, les principaux pays de destination des migrants originaires des pays de notre échantillon sont essentiellement des pays du nord à l'exception du Pérou dont la principale destination est le Chili.

associée aux envois de fonds des migrants justifie l'endogénéité qui appelle le recours à la technique des variables instrumentale.

Suivant la méthodologie de Milanovic (2005) ; Chauvet et Soms (2007) ainsi qu'Ebeke et Le Goff (2010), les variables d'interaction entre les envois de fonds et les variables conditionnelles sont instrumentées par le produit de chaque instrument des envois de fonds et la variable conditionnelle. Les variables explicatives endogènes sont instrumentées par leurs valeurs retardées.

Étudier la dynamique de l'inégalité de revenu par la méthode des moments généralisées GMM -système de Bond et Bover (1995) s'avère cruciale. La pauvreté et l'inégalité fournissent des séries persistantes à l'instar que les valeurs passées peuvent strictement affecter les valeurs courantes de l'inégalité de revenu. Cependant ce fait qui n'a pas attiré l'attention des travaux portés sur la question, l'application de la technique GMM est nécessaire afin de pallier l'endogénéité (Chong et al. (2009)).

#### **4. Résultats**

Au niveau de l'interprétation des résultats, nous mettons l'accent sur les résultats révélés par la méthode des VI car elle permet le contrôle de l'endogénéité. Les résultats s'alignent avec les travaux de la littérature empiriques et confirment la validation de l'hypothèse de Kuznets. L'inégalité de revenu augmente moins proportionnellement à l'accroissement du revenu/tête. Le point de retournement se calcule à une moyenne de 5500 USD. Tandis que la majorité des pays de l'échantillon se situent au niveau de la partie ascendante de la courbe, l'Argentine ; la Turquie et la Malaisie se considèrent égalitaires.

On remarque aussi que le coefficient associé à l'inflation n'a pas un effet mesurable sur l'inégalité et se corrobore aux travaux de la littérature empirique que la relation entre l'inflation et l'inégalité de revenu est équivoque (Jalil (2012)).

L'existence d'une relation de Kuznets entre le développement financier (M2) et l'inégalité de revenu (Greenwood et al. (1990)) signale que la majorité des pays de l'échantillon se situent au niveau de la partie ascendante de la courbe. Le développement financier permet d'accroître les parts de revenu des riches dans une phase initiale et fait bénéficier ultérieurement la population, quand l'économie s'enrichit (Roine et al. (2009)).



Cependant les dépenses de l'Etat sont aperçues comme un instrument de redistribution au sein des pays industriels (Tanzi (2001)), nos résultats ne justifient pas un effet des dépenses de l'Etat sur l'indice de Gini et se corroborent à Roine et al. (2009).

La démocratie fournit un résultat contre-intuitif de l'hypothèse optimiste qui considère que les pays démocrates sont associés à des politiques de redistribution par rapport aux régimes autoritaires (Przeworski (2005)). L'existence des élites trainent les efforts de démocratisation par la capacité de cette classe supérieure à influencer l'élaboration et l'application des politiques (Wagle (2009)). La menace de perdre les privilèges suite à l'instauration d'un nouveau système institutionnel et la mise en place d'un nouveau gouvernement incite les élites à tirer des rentes (Bjornskov (2010)). Ainsi, les réformes institutionnelles qui accompagnent la démocratisation restreignent le mouvement de l'économie noire qui constitue une source de revenu pour la catégorie pauvre (McMillan (2006)).

Le ratio de la dépendance démographique en tant qu'une mesure de la population inactive relativement à la population active montre un coefficient fortement significatif et associé à un signe positif. Ceci signifiait que la dépendance à un chef de famille réduit la part de revenu par personne et amplifie l'inégalité.

Les coefficients associés aux variables de globalisation (l'ouverture commerciale et les IDE) sont associés à des signes négatifs ; l'effet des échanges internationaux sur l'inégalité est plus robuste par rapport aux investissements étrangers.

#### **i. Niveau de développement : envois de fonds- inégalité de revenu**

Les résultats se conforment aux prévisions empiriques et ne rejette pas l'hypothèse que l'effet distributif des transferts des migrants dépend du niveau de développement économique. Cependant que le coefficient associé aux 'envois de fonds' est positif, la variable 'Envois de fonds\*PIB/tête' est de signe négatif (colonne 1, 2 et 3, tableau 5.3) et fortement significatif. La prise en considération de l'endogénéité (colonne 3) montre un coefficient de la variable 'envois de fonds' relativement supérieur aux coefficients déterminés par les MCO et GMM. L'analyse de ce résultat montre que 3300 USD est le niveau du PIB/Tête à partir duquel l'effet marginal des transferts de fonds est négatif. De ce fait, l'amélioration du degré de développement économique est fortement corrélée à un accroissement du niveau PIB/tête. La catégorie sociale pauvre au sein des pays à l'instar de la Jordanie ; l'Ukraine ; le Thaïlande ainsi le Pérou est incitée à l'immigration afin d'améliorer leur niveau de vie. Dans ces circonstances, les envois de fond sont davantage transférés aux familles pauvres dans les pays dont le niveau du

PIB/tête atteint ce seuil. La population qui appartient aux déciles pauvres est encouragée à expatrier et peut supporter les coûts migratoires.

### **ii. Niveau de l'émigration qualifiée : envois de fonds-inégalité de revenu**

Les colonnes 4, 5 et 6 du tableau 5.3 synthétisent le rôle du niveau de l'émigration qualifiée (déterminé par son niveau initial). Il se justifie un coefficient positif et statistiquement significatif de la variable d'interaction et un signe négatif associé à la variable 'transferts des migrants'. Ce résultat ne rejette pas l'hypothèse que l'inégalité de revenu s'amplifie au sein des pays dont le taux d'expatriation de la main d'œuvre qualifiée est important, étant donné que les transferts de fonds concerneraient la catégorie prospère de la société. Cela s'explique par le fait que les émigrants hautement qualifiés sont issus des familles riches (dont le niveau du revenu/Tête est important) afin de jouir d'un niveau d'éducation tertiaire. De surcroît, les résultats par la technique des VI (colonne 6) montrent que le niveau initial d'émigration de la main d'œuvre qualifiée en dessous duquel les envois de fonds diminuent les inégalités de revenu au sein d'un pays s'ajuste à 22%. C'est le cas du Bangladesh ; le Mexique ; le Sénégal ; le Belarus et le Maroc qui exportent une main d'œuvre moins qualifiée.

### **iii. Coûts migratoires : Envois de fonds-Inégalité de revenu**

*Coût migratoire = coût d'obtention d'un passeport*

Les résultats de l'influence des coûts migratoires sont présentés au niveau des colonnes 7,8 et 9. Plus le coût d'obtention d'un passeport est élevé plus les envois transferts stimulent l'inégalité de revenu. L'élasticité de la mesure de Gini aux envois de fonds est plus ample en terme absolu lorsqu'on contrôle l'endogénéité. Le point de retournement au-dessous duquel le coût de passeport (en % du PIB/Tête) permet de faire baisser l'inégalité de revenu s'établit à 3%. Les migrants provenant la Roumanie et la Tunisie se permettent d'expatrier car ils peuvent supporter les coûts d'émigration

*Coût migratoire= distance géographique*

Les deux dernières colonnes du tableau 5.3 présentent les résultats de la variable distance en tant que proxy des coûts migratoires. Cependant qu'une distance importante entre le pays d'origine et de destination est susceptible de refléter des coûts migratoires élevés, un effet contre-intuitif se révèle des résultats. Ceci dit, la majorité des pays de l'échantillon disposent une tradition migratoire permanente avec la même destination d'émigration. Le Japon est la

destination des migrants originaires des pays de l'Asie de l'Est et du Sud. L'Espagne est une destination pour les pays de l'Amérique Latine après les Etats-Unis. Les émigrants africains ont plus de tendance à partir vers l'Europe de l'Ouest, particulièrement la France. Les migrants des pays de l'Europe de l'Est s'orientent vers l'Allemagne et les pays scandinaves. Les migrants du moyen orient se dirigent particulièrement aux Etats-Unis et aux Royaume-Unis. Ceci dévoile l'incommodité de la distance géographique en tant que proxy des coûts migratoires. Toutefois la distance demeure une entrave à l'émigration particulièrement pour la catégorie pauvre. Dans l'ensemble, les résultats relatifs à la distance géographique sont moins vigoureux et contre-intuitifs à ceux révélés par le premier proxy. Dans ce qui suit, nous mettons l'accent sur le coût d'obtention d'un passeport en tant que proxy des coûts migratoire au niveau de l'étude régionale.

**Tableau 1 : L'impact des envois de fonds sur l'inégalité de revenu selon l'origine sociale du migrant**

Variable dépendante : GINI	OLS [1]	GMM-SYS [2]	IV [3]	OLS [4]	GMM-SYS [5]	IV [6]	OLS [7]	GMM-SYS [8]	IV [9]	OLS [10]	GMM-SYS [11]
<b>I. Gini</b>		,922*** (26,97)			,869*** (40,87)			,908*** (21,99)			,994*** (21,79)
<i>Envois de fonds (%PIB)</i>	1,055*** (2,72)	1,727** (2,07)	3,204** (2,52)	-,189* (-1,75)	-,122** (-1,99)	-,686** (-2,20)	,012 (0,12)	-,594** (-5,59)	-,523** (-2,18)	1,449** (2,04)	1,567 (1,64)
<i>Envois de fonds*log PIB par tête</i>	-,127** (-2,40)	-,217** (-2,07)	-,395*** (-2,63)								
<i>Envois de fonds* niveau initial des migrants qualifiés</i>				,008*** (3,35)	,005** (2,26)	,031** (2,18)					
<i>Envois de fonds*coût du passeport</i>							,023* (1,68)	,139*** (3,56)	,174** (2,33)		
<i>Envois de fonds *log Distance</i>										-,180** (-2,05)	-,202* (-1,95)
<b>PIB par tête (log)</b>	50,667*** (6,80)	16,734*** (3,12)	69,536*** (3,39)	48,437*** (6,95)	16,299*** (4,57)	42,688*** (3,64)	75,714*** (8,59)	28,812*** (2,80)	129,060*** (5,85)	54,506*** (7,72)	16,920* (1,75)
<b>(PIB par tête (log))<sup>2</sup></b>	-2,893*** (-6,39)	-,980*** (-3,08)	-4,040*** (-3,18)	-2,771*** (-6,51)	-,975*** (-4,59)	-2,409*** (-3,31)	-4,246*** (-8,00)	-1,786*** (-2,87)	-7,490*** (-5,60)	-3,130*** (-7,25)	-1,093* (-1,92)
<b>Inflation</b>	,003** (2,30)	,000 (0,12)	-,478*** (-3,76)	,003** (2,34)	,000 (1,04)	,008*** (2,60)	,003** (2,49)	,000 (-1,33)	-,426 (-1,13)	,003*** (2,87)	,000*** (2,84)
<b>Développement financier(M2)</b>	3,231*** (2,68)	1,741 (2,01)	-21,395*** (-10,06)	2,858** (2,31)	1,467*** (3,10)	1,033 (0,43)	4,622*** (3,26)	2,411 (1,49)	-6,591 (-1,39)	3,787*** (3,27)	2,297 (1,62)
<b>Consommation publique</b>	-12,448 (-1,42)	4,640 (1,30)	28,598*** (2,95)	-14,031 (-1,57)	4,516 (0,92)	-24,819* (-1,86)	13,308*** (1,12)	-3,664 (-0,53)	31,570 (0,243)	-19,908** (-2,06)	14,615* (1,80)
<b>Démocratie</b>	,972 (7,61)	,202** (2,11)	,937*** (3,07)	,954*** (7,62)	,034 (0,56)	1,034*** (5,34)	,284 (1,58)	,537** (2,70)	,620 (1,15)	,985*** (7,36)	-,023 (-0,08)
<b>Ratio de dépendance démographique</b>	,366*** (12,50)	,069*** (3,18)	,148*** (3,35)	,357*** (12,25)	,050** (2,38)	,329*** (6,84)	,480*** (13,31)	,065 (1,63)	,252 (1,82)	,369*** (12,89)	,012 (0,28)
<b>Ouverture commerciale</b>	-2,810** (-2,38)	-,208 (-0,30)	12,993*** (7,84)	-2,596** (-2,17)	-,842 (-1,92)	-1,233 (-0,63)	-6,113*** (-4,77)	2,526* (1,72)	1,719 (0,51)	-3,584*** (-2,94)	,182 (0,18)
<b>IDE</b>	,193 (1,52)	-,009*** (-0,15)	,447* (1,80)	,182 (,182)	,009 (0,17)	,020 (0,12)	,352* (1,94)	-,174** (-2,09)	,561 (0,62)	,231* (1,83)	,031 (0,42)
<b>Constante</b>	-204,022*** (-6,45)	-74,236*** (-3,21)	-264,699*** (-3,17)	-193,087*** (-6,58)	-65,977*** (-4,23)	-167,935*** (-3,44)	-323,460*** (-8,72)	-119,383** (-2,69)	-524,975*** (-5,57)	-218,187*** (-7,35)	-67,806 (-1,55)
<b>R<sup>2</sup></b>	0,32		0,593	0,33		0,261	0,40		0,379	0,36	
<b>AR(1)</b>		0,087			0,090			0,061			0,074
<b>AR(2)</b>		0,198			0,260			0,098			0,174
<b>Instruments</b>		38			38			30			27
<b>R<sup>2</sup>-Shea1</b>			0,977			0,571			0,898		
<b>R<sup>2</sup>-Shea2</b>			0,977			0,363			0,798		
<b>Hansen-J (P-Value)</b>		0,770	0,328		0,483	0,131	0,628	0,346	0,167		0,903

Chaque spécification est estimée en utilisant trois techniques : MCO, GMM système et IV avec option GMM tel que développé par Baum et al (2003). t de student entre parenthèse \*significatif à 10%, \*\*significatif à 5% et \*\*\*significatif à 1%. La variable envois de fonds et IDE sont considérées endogènes. Le test de Hansen-J permet de déterminer s'il existe une corrélation entre les instruments retenus et le terme d'erreur du modèle. R<sup>2</sup> Shea1 et R<sup>2</sup> Shea2 informent sur la validité des instruments associés à la variable envois de fonds et envois de fonds\*Variable conditionnelle, respectivement. Les estimations GMM-SYS et VI : les données sont des moyennes de 5ans. La variable « coût d'obtention de passeport » reflète une seule observation par pays selon la base de Mckenzi ainsi que le niveau initial de la part d'émigration qualifiée sont intégrés en forme d'interaction avec les envois de fonds et non pas aussi en forme linéaire étant donnée qu'elles ne varient pas au cours du temps.

## 4.1 Spécificité régionale

A l'instar des résultats qui affirment que l'effet distributif des transferts des migrants est fortement lié à l'expatriant. Le niveau de développement économique, les coûts migratoires ainsi le taux de fuite de cerveaux sont susceptibles de refléter la dimension macroéconomique de l'origine sociale du migrant de chaque pays. Ceci dit, chaque pays exporte 'un modèle de migrants' différent, ce qui résulte que le signe de la variable ' envois de fonds' vari entre les régions.

Le tableau 5.4 montre les moyennes des variables conditionnelles et confirme la différence régionale. L'Afrique Sub-saharienne se distingue des autres régions par un niveau de revenu/tête faible et un coût d'obtention d'un passeport élevé. Alors que les statistiques montrent qu'à priori le migrant africain est issu d'une famille riche, l'expatriant de la région MENA et les pays de l'Europe de l'Est et l'Asie centrale est particulièrement d'origine pauvre (vu que les coûts migratoires sont faibles ; un rapprochement géographique des pays de destinations ainsi un niveau de revenu/tête supérieur à la moyenne de l'échantillon).

**Tableau 2 Moyenne des variables conditionnelles par région**

Région	PIB /tête (\$US)	Distance	Coût de passeport %PIB par tête	Taux d'émigration qualifiées	Pourcentage/ frais de transfert d'argent 2008/2014
MENA	5365,368	6123,866	3,882	30,588	7,8
AFRIQUE	894,9273	7862,199	11,0727	40,481	8,7
Amérique Latine et Caraïbe	6575,863	5871,306	2,9580	39,406	6,15
Asie Est et Pacifique	2996,089	9536,753	2,611	48,377	8,7
Europe de l'Est et Asie Centrale	8526,223	2741,162	0,7611	33,995	11,11
<b>Echantillon Total</b>	<b>5060,591</b>	<b>6171,608</b>	<b>3,9056</b>	<b>38,352</b>	<b>8,43</b>

### 4.1.1 Étude graphique-région MENA :

Les statistiques de la région MENA prédisent qu'à priori le groupe dispose un archétype des pays bénéficiaire des transferts de ses migrants, vu que le migrant représentatif de la région est d'origine sociale pauvre.

Nous calculons l'élasticité de l'inégalité de revenu relativement aux envois de fonds par pays du groupe MENA, selon la variable conditionnelle. Le dérivé de l'indice du Gini par rapport aux envois de fonds s'écrit<sup>39</sup> :

$$\frac{\delta Gini_i}{\delta EnvoisFonds_i} = \hat{\delta}_1 + \hat{\delta}_2 \times \bar{V}_i$$

<sup>39</sup> Nous calculons la valeur moyenne de chaque variable conditionnelle V par pays.

Chaque effet marginal d'un pays  $i$  de la région MENA est comparé à une valeur de référence calculée par le reste de l'échantillon (les autres groupes hors MENA), l'effet marginal de l'inégalité de revenu relativement aux envois de fonds pour les autres groupes de pays est calculé comme suit :

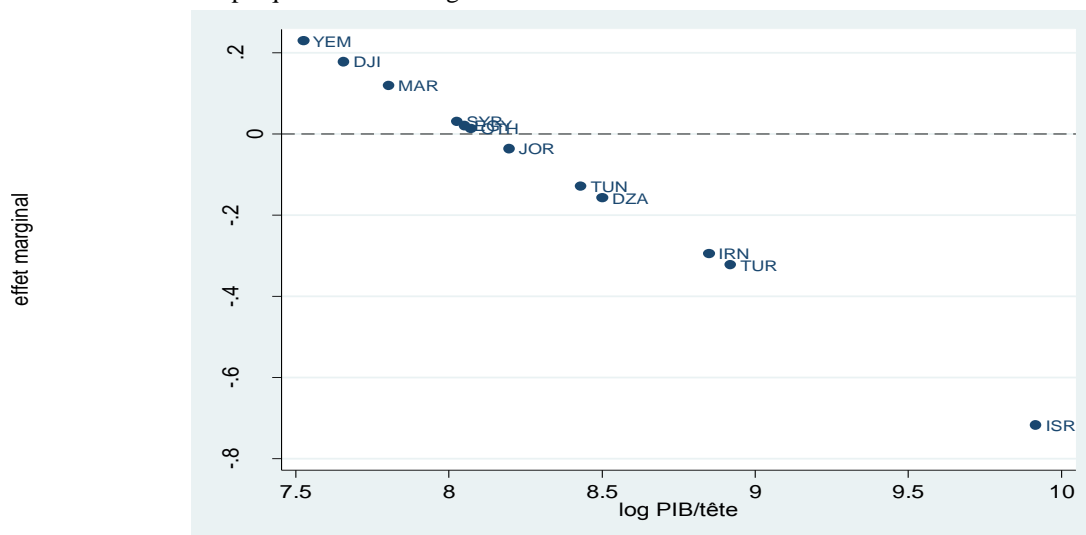
$$\frac{\delta Gini}{\delta EnvoisFonds} = \hat{\delta}_1 + \hat{\delta}_2 \times \bar{V}$$

Le niveau moyen de la variable conditionnelle de l'ensemble des autres pays hors la région MENA est représenté par  $\bar{V}$ .

**V = niveau de développement économique**

Le nuage de points est déterminé en se basant sur les résultats (colonne 3, Tableau 5.3). L'axe des abscisses reporte le PIB/Tête (log), l'axe des ordonnées montre les valeurs calculées du dérivé de l'inégalité de revenu relativement aux envois de fonds.

Graphique 2 : Effet marginale des envois de fonds selon le niveau de revenu/habitant

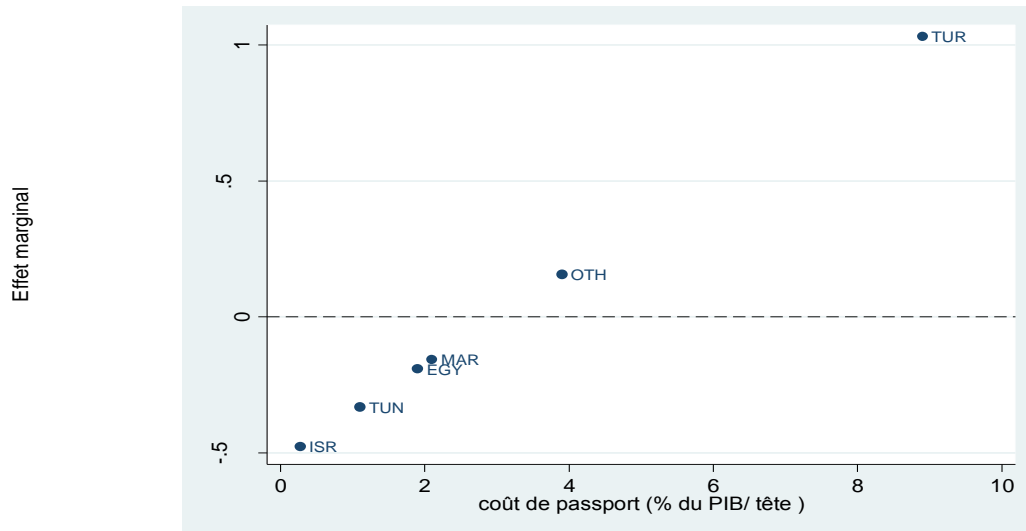


La sensibilité du Gini par rapport aux envois de fonds est négative (figure 5.2) dans certains pays de la région comme la Jordanie, la Tunisie, l'Algérie, l'Iran et la Turquie, l'effet est accru en terme absolu en Israël dont le niveau de revenu par habitant est le plus élevé dans la région. Néanmoins, le dérivé du Gini relativement aux envois de fonds est légèrement positif dans les autres pays de l'échantillon (désigné par OTH). Ce résultat s'aligne avec les faits statistiques révélés par le tableau 2. Conformément aux anticipations théoriques, les émigrants provenant de la région MENA reflètent la catégorie sociale pauvre.

### V = Coût d'obtention d'un passeport

La figure 5.3 montre une sensibilité négative de l'inégalité de revenu aux envois de fonds, selon le coût d'un passeport au sein d'Israël, la Tunisie, l'Egypte et le Maroc. La Turquie fait l'exception par un point aberrant, vu qu'il est associé à un coût d'obtention de passeport élevé. Toutefois, l'effet total des envois de fonds sur l'inégalité de revenu pour l'ensemble de la région est couronné par un effet négatif et montre qu'elle tire avantage des coûts faibles de passeport. Cependant la sensibilité du coefficient du Gini aux envois de fonds dans les autres groupes de pays (noté OTH) est positive.

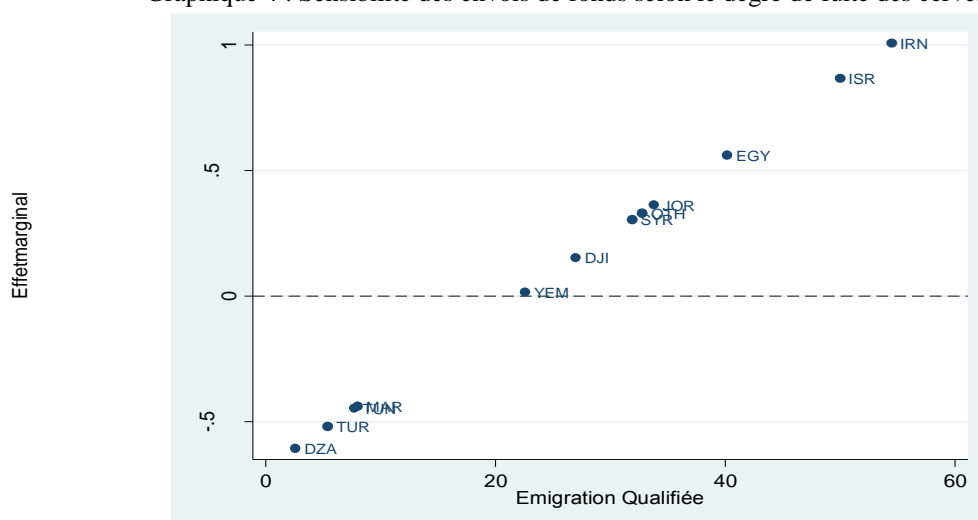
Graphique 3 : Effet marginal des envois de fonds selon le coût d'émigration



### V = Fuite des cerveaux

La figure 5.4 traduit la sensibilité de l'inégalité de revenu aux envois de fonds tout en tenant compte du taux d'émigration qualifiée. La région MENA se situe dans une zone de référence, le dérive de l'indice de Gini aux envois de fonds selon le taux de fuite de cerveaux est négatif en Algérie, la Turquie, la Tunisie et le Maroc. Cependant l'ensemble des autres pays dispose un dérivé positif. Néanmoins, les pays suivant comme l'Iran, Israël, l'Egypte, la Jordanie et Djibouti exportent une main d'œuvre mixte (en termes de qualification). L'Algérie montre l'effet le plus marquant parmi les pays de la région comme il exporte une main d'œuvre non-qualifiée.

Graphique 4 : Sensibilité des envois de fonds selon le degré de fuite des cerveaux



Dans l'ensemble, les analyses graphiques confirment les intuitions descriptives au niveau de la région MENA. Le groupe est susceptible de bénéficier des transferts de ses migrants vu qu'il dispose des conditions favorables en termes de lieu géographique, de coût d'émigration, de niveau de richesse et d'un niveau de fuite de cerveaux faible relativement aux autres groupes. Ceci dit, la région témoigne une baisse de l'inégalité de revenu et une amélioration de leur contrainte budgétaire grâce aux transferts des migrants.

#### 4.1.2 Test de Bartlett

Nous référons au test de Bartlett de comparaison entre deux régions. L'hypothèse nulle de la différence des valeurs moyennes de la variable conditionnelle  $V$  entre le groupe de la région MENA et les autres pays de l'échantillon est égale à zéro contre deux hypothèses alternatives ; une différence significativement positive ou négative. Le tableau 5.5 résume les résultats de ce test :

Tableau 5.5: Tests statistiques basés sur la différence des Moyennes associées aux variables conditionnelles

	Variables Conditionnelles					
	PIB/habitant		Fuite de cerveaux		Coût de passeport	
	$V_0=4085$	$V_1= 5365$	$V_0= 34.4$	$V_1= 25$	$V_0=4.54$	$V_1= 2.85$
$V_0-V_1=0$	0		0		0	
$V_0-V_1>0$	1		0		0	
$V_0-V_1<0$	0		1		0,99	

Test de Bartlett's de comparaison de l'homogénéité des variances. L'indice 1 reflète le groupe de référence « région MENA », l'indice 0 est relatif à l'ensemble des autres pays en développement de l'échantillon. Les valeurs illustrées dans le tableau sont les P-Value tributaires aux tests de comparaison des hypothèses.



Proportionnellement aux autres pays en développement, les pays de la région MENA disposent d'un niveau de PIB/Tête supérieur ; une main d'œuvre expatriée variée ainsi qu'un coût d'émigration mesuré par le coût d'obtention de passeport relativement faible. Ces faits statistiques confirment les études graphiques révélées précédemment, qui prédisent que la région MENA tire avantage des envois de fonds en tant que source de financement externe. Ce type d'afflux permet d'atténuer l'écart entre les différentes catégories sociales ainsi qu'une distribution plus équitable des richesses, d'autant plus que les déciles les plus pauvres de la société MENA témoignent d'une amélioration de leur revenu. Nous proposons dans ce qui suit de vérifier les tests statistiques par des résultats techniques.

#### 4.2 Modèle économétrique régional

Les statistiques descriptives du groupe des pays<sup>40</sup> ne montrent pas d'anticipations visibles, dans la mesure où au moins une statistique parmi les variables conditionnelles soit éloignée de la moyenne de l'échantillon. Selon les faits stylisés, l'effet des envois de fonds sur l'inégalité de revenu semble ambigu pour les groupes de pays de l'Amérique Latine et Caraïbes et Asie de l'Est, Sud et Pacifique. Ces faits peuvent faire l'objet d'une vérification technique par un modèle économétrique qui considère la disparité régionale, en exploitant le test de Wald ainsi que le F-test. Les envois de fonds vers la région MENA et les pays de l'Europe de l'Est et l'Asie Centrale sont susceptibles de réduire l'inégalité de revenu au sein de ces deux groupes de pays. La spécification du modèle s'écrit alors comme suit :

$$Gini_{it} = \alpha + \beta_1 Contr\hat{o}le_{it} + \beta_2 EnvoisdeFonds_{it} + \beta_3 EnvoisdeFonds_{it} * V_{it} * DummyR\acute{e}gion_j + \beta_4 EnvoisDeFonds_{it} * V_{it} + \beta_5 V_{it} + \beta_6 DummyR\acute{e}gion_j + \eta_{it}$$

(2)

Les variables de contrôle sont le niveau de revenu ainsi que sa valeur quadratique, le développement du marché financier (M2) ; la qualité institutionnelle (Démocratie) ; la consommation publique ; l'ouverture commerciale ; les IDE ; le niveau d'inflation et une variable de dépendance démographique. Une variable d'interaction entre les envois de fonds ; la variable conditionnelle et la muette régionale reflète le signe associé au différentiel de l'effet ( $\beta_3$ ) des envois de fonds de chaque groupe de pays  $j$  par rapport au reste de l'échantillon. L'accent est mis sur les résultats de la technique des VI. Les tableaux 5.8 et 5.9 présentent les résultats associés au niveau du PIB/tête et le niveau d'émigration qualifiés comme des variables conditionnelles, respectivement.

<sup>40</sup> A l'exception des pays de la région MENA ainsi que le groupe de pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale

Les pays de l'Europe de l'Est et l'Asie Central se considèrent les plus riches, ils jouissent d'un niveau de PIB/tête le plus élevé (8526 USD) notamment supérieur au point de retournement 3153 USD à partir duquel l'effet marginal s'annule. Le migrant représentatif provenant de ce groupe est essentiellement natif d'une famille pauvre.

Toutefois, le migrant originaire du continent Africain est principalement d'origine riche. Les pauvres n'ont pas accès à l'émigration puisque les coûts d'émigration sont élevés ainsi que les pays de la région se considèrent les plus pauvres. Les transferts de fonds favorisent les familles riches et contribuent à l'écart de revenu. Le point de retournement est calculé à un niveau du PIB/Tête de 1350 USD supérieur à la moyenne de la région (895 USD).

Le point de retournement de la région MENA (37%) est supérieur à la moyenne de la région (30%) et s'aligne avec les faits statistiques. Bien que le seuil au-dessous duquel les transferts sont pro-pauvre au sein de la région Asie Est ; Sud et Pacifique est calculée à un taux de 16% de l'ensemble de la population qualifiée, la région témoigne un niveau de fuite de cerveau le plus élevé de l'échantillon (48%).

L'Amérique Latine et les Caraïbes confirment une fuite de cerveaux importante. Le point de retournement est de 17.6 % afin de permettre aux familles pauvres de recevoir les transferts des migrants.

**Tableau 3.a Envois de fonds et inégalité de revenu : spécificité régionale (V= log PIB/tête)**

Variable dépendante : GINI	[1] MENA		[2] AFRIQUE		[3] ASIE de l'EST, SUD et Pacifique		[4] A.LATINE et Caraïbes		[5] Europe de L'est et Asie Centrale		
	MCO	VI	MCO	VI	MCO	VI	MCO	VI	MCO	VI	
Envois de fonds (%PIB)	0, ( <sup>1</sup> )	0,399 (1,179)	-20,02*** (-4,309)	-1,009 (-0,924)	-26,681*** (-3,76)	1,362*** (3,527)	-6,920** (-2,391)	2,356*** (7,191)	-10,47** (-2,383)	0,486 (1,432)	6,308 (0,861)
Envois de fonds*V*Muette régionale		-0,123*** (-5,002)	0,259*** (-3,202)	0,067* (1,911)	0,471** (2,37)	-0,089** (-2,481)	0,0263 (0,660)	0,057*** (5,245)	-0,190** (-2,183)	-0,010 (-0,910)	0,000 (-0,014)
Envois de fonds*V		-0,0294 (-0,623)	2,550*** (4,345)	0,123 (0,923)	3,230*** (3,76)	-0,176*** (-3,269)	0,786** (2,238)	-0,341*** (-7,374)	1,341** (2,384)	-0,046 (-0,980)	-0,783 (-0,888)
V=PIB par tête (log)		54,89*** (7,411)	22,30 (1,504)	72,37*** (7,883)	19,210 (1,06)	53,34*** (7,725)	53,02*** (5,582)	6,321 (0,971)	-9,687 (-0,817)	36,94*** (5,566)	48,48*** (3,202)
Muette régionale		-6,060*** (-4,591)	0,0988 (0,0353)	8,566*** (3,252)	-7,195 (-1,12)	-6,189*** (-3,627)	-9,391*** (-3,408)	18,39*** (24,83)	23,87*** (11,89)	-18,77*** (-18,28)	-19,39*** (-11,68)
(PIB par tête (log)) <sup>2</sup>		-3,075*** (-6,847)	-1,485* (-1,685)	-4,174*** (-7,691)	-1,527 (-1,55)	-3,170*** (-7,565)	-3,374*** (-5,975)	-0,531 (-1,367)	0,329 (0,470)	-2,115*** (-5,247)	-2,702*** (-3,305)
Inflation		0,002** (2,309)	0,001 (0,775)	0,002** (2,113)	0,001 (0,60)	0,002 (1,553)	-0,003 (-0,930)	0,001* (1,909)	-0,001 (-0,930)	0,004*** (2,693)	0,000 (0,051)
Développement financier(M2)		6,925*** (6,564)	6,043*** (2,704)	4,271*** (3,696)	0,646 (0,29)	8,237*** (4,616)	9,856*** (3,419)	5,479*** (7,052)	3,206* (1,944)	-11,04*** (-7,881)	-11,89*** (-4,920)
Consommation publique		5,557 (0,675)	13,56 (0,893)	-15,98** (-1,968)	-8,567 (-0,63)	-28,81*** (-2,940)	-25,72 (-1,641)	21,77*** (3,761)	5,298 (3,471)	23,45*** (3,471)	26,48** (2,446)
Démocratie		0,622*** (5,093)	0,188 (0,909)	0,971*** (7,941)	,624*** (2,76)	1,042*** (8,660)	1,176*** (6,624)	0,116 (1,225)	0,070 (0,500)	0,581*** (5,154)	0,892*** (4,582)
Ratio de dépendance démographique		0,442*** (16,76)	0,296*** (5,486)	0,317*** (10,20)	,203*** (3,84)	0,309*** (9,625)	0,259*** (5,542)	0,068*** (3,332)	0,050 (1,468)	0,015 (0,493)	0,0670 (1,282)
Ouverture commerciale		-3,600*** (-3,240)	-0,833 (-0,335)	-3,164*** (-2,705)	2,358 (0,88)	-2,977** (-2,569)	0,111 (0,059)	1,000 (1,484)	3,453** (2,184)	1,870** (2,059)	1,518 (0,650)
IDE		0,207* (1,681)	0,174 (0,966)	0,181 (1,404)	,044 (0,24)	0,0723 (0,563)	-0,175 (-1,065)	0,0825 (1,126)	-0,164 (-1,187)	0,351*** (3,390)	0,389** (2,204)
Constante		-232,4*** (-7,419)	-65,47 (-1,000)	-292,4*** (-7,471)	-27,035 (-0,32)	-201,4*** (-6,834)	-181,8*** (-4,338)	10,21 (0,369)	85,49* (-4,141)	-116,8*** (-4,141)	-177,0** (-2,463)
R <sup>2</sup>		0,39	0,04	0,35	-	0,36	0,37	0,70	0,58	0,56	0,46
Observations		633	319	633	299	633	232	633	319	633	294
R <sup>2</sup> -Shea1			0,16		0,08		0,24		0,12		0,04
R <sup>2</sup> -Shea2			0,19		0,08		-		0,11		-
R <sup>2</sup> -Shea3			0,16		0,08		-		0,11		-
Wald & F-test(P-Value)		0,000		0,000		0,000		0,000		0,000	

t-de student entre parenthèse \*significatif à 10%, \*\*significatif à 5% et \*\*\*significatif à 1%. La variable envois de fonds est considérée endogène. La variable interaction entre les envois de fonds et chaque variable conditionnelle ainsi que la variable interaction entre les envois de fonds et chaque variable conditionnelle et chaque muette régionale est instrumentée par le produit entre l'instrument des envois de fonds et chaque variable conditionnelle ainsi par le produit entre l'instrument des envois de fonds et chaque variable conditionnelle et chaque variable Muette, respectivement. Le test de Hansen-J permet de déterminer s'il existe une corrélation entre les instruments retenus et le terme d'erreur du modèle. R<sup>2</sup> Shea1 ; R<sup>2</sup> Shea2 et R<sup>2</sup> Shea3 informent sur la validité des instruments associés à la variable envois de fonds ; envois de fonds\*Variable conditionnelle et envois de fonds\*variable conditionnelle\*muette régionale, respectivement. Les données sont des moyennes de 5 ans sous l'estimation par les VI. La différence régionale est vérifiée par le test de Wald ainsi que le F-test dont l'hypothèse nulle est que les groupes ne sont pas différents.

**Tableau 3.b Envois de fonds et inégalité de revenu : spécificité régionale (V=niveau initial de l'émigration qualifiée)**

Variable dépendante : GINI	[1]	MENA	[2]	AFRIQUE	[3]	ASIE de l'EST, SUD & Pacifique	[4]	A.LATINE & Caraïbes	[5] Europe de L'est & Asie Centrale	
	MCO	VI	MCO	VI	MCO	VI	MCO	VI	MCO	VI
Envois de fonds (%PIB)	0,172* (1,763)	-0,750** (-2,491)	0,050 (0,454)	-0,612** (-2,198)	-0,160 (-1,389)	-0,389 (-0,856)	-0,498*** (-0,663)	-1,000*** (-3,624)	0,163 (1,625)	-0,110 (-0,477)
Envois de fonds*V*Muette régionale	-0,025*** (-4,048)	-0,0131 (-0,874)	0,002 (0,877)	0,005 (0,214)	-0,008 (-1,621)	0,0249 (0,913)	0,003 (1,186)	0,0438** (2,322)	0,004 (1,245)	0,038*** (3,037)
Envois de fonds*V	0,001 (0,780)	0,033*** (2,831)	0,001 (0,324)	0,023** (2,255)	0,007*** (3,312)	0,000 (0,039)	0,012*** (5,778)	0,013* (1,732)	0,000 (0,02)	-0,004 (-0,483)
Muette régionale	-5,872*** (-4,575)	-5,462** (-2,380)	-1,764 (-0,866)	0,550 (0,166)	-6,702*** (-4,034)	-13,35*** (-3,543)	19,45*** (28,45)	15,16*** (6,443)	-20,41*** (-18,87)	-22,59*** (-12,59)
(PIB par tête (log)) <sup>2</sup>	0,287*** (7,898)	0,351*** (5,693)	0,187*** (4,305)	0,231*** (3,934)	0,091** (2,063)	0,024 (0,382)	-0,160*** (-5,555)	-0,163*** (-3,011)	0,166*** (4,708)	0,185*** (3,609)
Inflation	0,003*** (3,017)	0,007*** (5,692)	0,004*** (2,794)	0,001 (0,653)	0,003** (2,256)	9,84e-05 (0,042)	0,001* (1,747)	0,118*** (3,821)	0,005*** (2,776)	0,001 (0,492)
Développement financier(M2)	7,509*** (6,704)	3,211 (1,353)	3,675*** (2,983)	0,982 (0,525)	8,731*** (4,967)	11,70*** (3,445)	4,981*** (5,918)	3,073* (1,733)	-11,04*** (-7,722)	-10,02*** (-4,301)
Consommation publique	-9,003 (-1,050)	-25,58** (-1,961)	-22,55** (-2,501)	-34,78*** (-3,056)	-40,71*** (-4,049)	-71,97*** (-4,812)	16,81*** (2,904)	26,97*** (2,741)	18,12** (2,493)	8,235 (0,777)
Démocratie	0,557*** (4,727)	0,477** (2,365)	0,871*** (6,927)	0,787*** (4,621)	0,918*** (7,801)	0,990*** (6,224)	0,065 (0,734)	0,138 (0,792)	0,465*** (4,370)	0,667*** (4,471)
Ratio de dépendance démographique	0,396*** (15,48)	0,352*** (7,849)	0,336*** (10,69)	0,274*** (6,981)	0,309*** (9,625)	0,194*** (4,993)	0,062*** (3,130)	0,023 (0,582)	-0,017 (-0,570)	0,031 (0,695)
Ouverture commerciale	-3,616*** (-2,923)	-2,139 (-1,155)	-2,693** (-2,120)	-1,044 (-0,588)	-2,786** (-2,214)	-0,816 (-0,439)	1,696** (2,480)	1,701 (1,388)	2,180** (2,340)	0,667*** (4,471)
IDE	0,193 (1,417)	0,0681 (0,365)	0,187 (1,35)	0,111 (0,661)	0,0523 (0,378)	-0,0733 (-0,419)	0,017 (0,236)	-0,290** (-2,391)	0,329*** (2,978)	1,808 (8,235)
Constante	-6,074 (-1,557)	-3,466 (-0,503)	5,581 (1,331)	8,389* (1,661)	18,68*** (3,578)	31,54*** (4,620)	37,41*** (13,19)	42,76*** (7,233)	34,29*** (8,190)	29,80*** (4,931)
R <sup>2</sup>	0,32	0,23	0,27	0,19	0,3	0,23	0,70	0,72	0,53	0,49
Observations	627	232	627	298	627	298	627	142	627	264
R <sup>2</sup> -Shea1		0,56		0,53		0,43		0,50		0,59
R <sup>2</sup> -Shea2		0,31		0,39		0,12		0,14		0,30
R <sup>2</sup> -Shea3		0,54		0,46		-		0,61		0,42
Wald et F-test(P-Value)	0,000		0,58		0,000		0,000		0,000	

t-de student entre parenthèse \*significatif à 10%, \*\*significatif à 5% et \*\*\*significatif à 1%. La variable envois de fonds est considérée endogène. La variable interaction entre les envois de fonds et chaque variable conditionnelle ainsi que la variable interaction entre les envois de fonds et chaque variable conditionnelle et chaque muette régionale est instrumentée par le produit entre l'instrument des envois de fonds et chaque variable conditionnelle et chaque variable muette, respectivement. Le test de Hansen-J permet de déterminer s'il existe une corrélation entre les instruments retenus et le terme d'erreur du modèle. R<sup>2</sup> Shea1 ; R<sup>2</sup> Shea2 et R<sup>2</sup> Shea3 informent sur la validité des instruments associés à la variable envois de fonds ; envois de fonds\*Variable conditionnelle et envois de fonds\*variable conditionnelle\*muette régionale, respectivement. Les données sont des moyennes de 5 ans sous l'estimation par les VI. Le niveau initial de la part d'émigration qualifiée est intégré en forme d'interaction avec les envois de fonds et non pas aussi en forme linéaire étant donnée qu'elle ne varie pas au cours du temps. La différence régionale est vérifiée par le test de Wald ainsi que le F-test dont l'hypothèse nulle est que les groupes ne sont pas différents.

## 5. Critiques de la première hypothèse

Cependant un ensemble de critiques se révèle de la première hypothèse. (1) La méthodologie considère le niveau de pauvreté du pays d'origine et non celui du migrant. Alors que les transferts individuels des migrants sont fortement motivés par le niveau de pauvreté de leurs familles en comparaison du niveau de pauvreté du pays (Adams (2007)).

(2) Les variables conditionnelles ne sont pas parfaitement appropriées. Le niveau de fuite de cerveaux<sup>41</sup> reflète seulement 77 % de l'émigration internationale qualifiée. Ainsi la variable capte l'émigration qualifiée sud-nord, destinée vers six pays de l'OCDE et néglige l'ensemble d'émigration qualifiée internationale. Alors qu'il existe une autre base<sup>42</sup> qui capte l'émigration sud-sud, le nombre d'observation est restreint.

(3) Le coût d'obtention de passeport ne s'avère pas un proxy adéquat du coût migratoire. La base<sup>43</sup> fournit une observation par pays invariante dans le temps, inadéquate pour une étude en panel. Ainsi, la distance entre le pays d'origine et de destination ne justifie pas un proxy convenable du coût migratoire. Tandis la distance est une entrave à l'émigration particulièrement pour les pauvres.

(4) L'insuffisance des données relatives au coût d'obtention d'un visa ainsi le prix d'un titre de transport est une entrave afin d'exploiter ces variables comme proxy des coûts migratoires.

Dans ce qui suit, nous abordons la question des frais de transferts d'argent. Une hypothèse non traitée par les travaux empiriques de la problématique.

---

<sup>41</sup> Source : Defoort (2006)

<sup>42</sup> Source : Docquier et Marfouk (2005)

<sup>43</sup> Source : McKenzi (2007)

## 6. Étude économétrique : Coût de transfert d'argents

Cette partie s'intéresse au frais de service d'envois de fonds par les opérateurs de transfert d'argents, tel que développé par la sous-section 2.1 du présent chapitre. Une hypothèse négligée par les travaux de la problématique en question vu le manque des données. Au niveau de la méthodologie, deux sources de données sont exploitées afin de faire l'objet de l'hypothèse développée.

(1) La base de la banque mondiale (Remittance Price Worldwide) fournit des données (*PrixREMI*) liées aux frais de transfert d'argents, exclusivement pour 226 corridors de pays<sup>44</sup>, à partir de l'année 2008. Ce qui fait qu'exclusivement 35 observations sont fournies pour notre étude.

(2) Par référence aux travaux de Freund et Spatafora (2008), nous exploitons une deuxième source des frais de transaction d'argent (*PrixREM2*) par l'opérateur de transfert d'argent Western Union (WU). C'est un proxy des coûts de transfert par le calcul du pourcentage des frais d'envoi proportionnellement au montant envoyée (supposé équivalent à 200 \$ (140 € ; 120£)). Nous calculons pour chaque corridor de pays, le pourcentage d'un transfert de 200\$<sup>45</sup>. Cependant que cette source permet de fournir davantage d'observations relativement à la base de la BM, les statistiques reflètent les coûts opérés par WU<sup>46</sup> au moment de la collecte des données.

Les deux variables de transfert d'argents s'avèrent inappropriées pour une étude en panel. Compte tenu de cette contrainte, notre étude s'en rapporte à la méthodologie de Freund et Spatafora (2008) et exploite les déterminants des coûts de transaction, au lieu des données des coûts de transfert, susceptibles de caractériser le marché financier des pays récipiendaires. Les coûts associés au transfert d'argents ne sont pas toutefois corrélés au pays d'émission mais également aux pays receveur, assujettis à l'opérateur de service ainsi le montant (Sander et Maimbo (2003)).

L'avantage d'une telle méthodologie est que les déterminants sont disponibles en données de panel. D'autant qu'ils sont supposées refléter l'évolution des coûts de transfert. A l'instar du (i) Crédit intérieur fourni par le secteur financier (en % du PIB) afin de refléter la profondeur du secteur bancaire et le développement du secteur financier en termes de taille au sein du pays récipiendaire, fournie par la BM (2010). Une taille importante du secteur financier du pays récipiendaire traduit des frais de transfert faible.

---

<sup>44</sup> 32 principaux pays émettant et 89 pays récipiendaires d'argent.

<sup>45</sup> En faisant référence aux données de l'OCDE, nous déterminons la principale destination des migrants de notre échantillon.

<sup>46</sup> [www.westernunion.com/us/en/price-estimator/start.html](http://www.westernunion.com/us/en/price-estimator/start.html); rubrique 'estimate price'

(ii) Le Risque financier est défini par la capacité d'un pays à financer ses dettes obligataires, mesuré sur une échelle de 0 à 50 points<sup>47</sup>. Un score faible se traduit par un niveau de risque élevé et un score élevé reflète moins de risque financier. A l'exemple d'un score proche de 50 points exprime moins de risque financier dans le pays récipiendaire ainsi un comportement des opérateurs de transfert d'argent incité à baisser les coûts vers ce pays.

(iii) La concentration bancaire<sup>48</sup> définie par l'actif des trois grandes banques comme une part des actifs de l'ensemble des banques commerciales, c'est une mesure de la concurrence au sein du secteur bancaire. Une concentration bancaire au sein des pays bénéficiaires exprime une concurrence rude au sein du secteur bancaire et parmi les opérateurs d'envoi ainsi des coûts de transferts qui ont tendance à baisser. Plus la concurrence est rude entre les différents opérateurs de service de transfert, plus les frais d'envoi sont incités à baisser (Sander et Maimbo (2003)).

(iv) le taux de change double (Dual exchange rate)<sup>49</sup> est une variable binaire qui reflète les pays qui disposent plusieurs taux de change employé simultanément pour différents objectifs. Les frais de transaction ont tendance à augmenter vers les destinations qui disposent un taux de change double.

Au niveau de la spécification du modèle, la variable V de l'équation 5.1 est remplacée dans une première étape par le proxy des frais de transfert d'argents. Dans une deuxième étape, la spécification met l'accent alternativement sur les déterminants des coûts de transfert.

Le tableau 5.8 présente les résultats associés aux coûts de transfert d'argents en exploitant trois techniques<sup>50</sup>. Les résultats associés au coût de transfert d'argent (*PrixREMI*) fourni par la BM justifient moins de robustesse. Le manque des données explique ce résultat.

Les résultats associés au proxy du coût de transfert (*PrixREM2*) de la base WU montrent une robustesse parmi les méthodes. Des frais importants de transfert d'argent se traduisent par un écart de revenu dans le pays bénéficiaire des transferts de ses migrants. La variation des frais de transfert d'argents n'affecte pas les montants de transfert en termes de valeur, mais influe les montants en termes de volume par le canal de transfert. Des coûts de transfert élevés se répercutent par une exploitation des canaux informels (des transferts cash entre personnes et non comptabilisés) (Freund et Spatafora (2008)).

Les coefficients des variables 'EnvoisDeFonds\*PrixREM' (colonne 3, 4 et 5) montrent un signe négatif. Un accroissement des frais de transfert se traduit par une incitation de transfert par

---

<sup>47</sup> Le groupe PRS (ICRG data base)

<sup>48</sup> Source : Bankscoope

<sup>49</sup> Source : FMI-AREAER

<sup>50</sup> Sauf pour la première et la dernière spécification, le GMM-SYS n'est pas rapporté car le nombre d'observations est insuffisant.

les canaux formels. Ceci dit, les transferts réguliers par les canaux formels sont effectués par des travailleurs aisément payés à l'exemple des travailleurs qualifiés (hautement rémunérés) qui sont supposés envoyer l'argent de façon légale. Ainsi, des travailleurs d'origine riche, qui sont aptes à supporter des frais élevés.

Ce résultat se corrobore avec l'hypothèse que les transferts enregistrés par les canaux réglementés (lorsque les frais de transferts sont élevés) bénéficient les familles riches et se répercutent par une amplification de l'inégalité de revenu.

Le recours au canal informel est exploité par la majorité des migrants typiquement les moins qualifiés ou les migrants dont la rémunération n'est pas importante, vu que les coûts sont faibles relativement aux canaux formels. Plusieurs s'alignent sur la faiblesse des frais associés au service informel dont les coûts sont à l'ordre de 3 à 5 % du montant de transfert (Sander et Maimbo (2003)). De surcroît, Orozco (2003) estime que les coûts d'envoi par les services de transfert informels sont évalués à moins de 2% du montant de transfert. Les migrants issus des familles pauvres exploitent davantage des transferts cash entre personnes.

Alors que les travaux de Freund et Spatafora (2005) et (2008) évoquent le rôle des coûts de transfert en tant que déterminant des envois de fonds, l'effet distributif des coûts de transfert d'argent au sein des pays récipiendaires des envois de fonds est négligé par les travaux empiriques, vu le problème associé à l'indisponibilité des statistiques et de l'information nécessaire des frais de transfert d'argent.

Les résultats associés aux déterminants des frais de transfert d'argent afin d'estimer la relation entre les envois de fonds et l'inégalité de revenu sont présentés au niveau du tableau 5.9.

Il se révèle que le niveau de développement du secteur financier du pays d'origine (crédit-domestique) encourage davantage les transferts des migrants en termes de volume et conduit à des frais de transfert de plus en plus faibles (colonne 1, 2 et 3). Ceci se répercute par l'exploitation des canaux réglementés.

Il en déduit que la taille du marché financier du pays récipiendaire est un facteur crucial. Une taille importante se traduit par la disposition des points de retraits de l'argent par les opérateurs de transfert et s'exprime par une concurrence ainsi une tendance à la baisse des frais de transfert vers ces pays. Ce qui explique que la variable 'crédit domestique' au sein des pays récipiendaires est pro- pauvres et associée à un effet de péréquation équitable<sup>51</sup>. Les transferts enregistrés par les services formels reflètent en volume des transferts émis par des travailleurs d'origine pauvre et non qualifiés qui sont supposés envoyer plus d'argent relativement aux

---

<sup>51</sup> Toutefois cet effet n'est pas robuste en contrôlant l'endogénéité des envois de fonds (la technique des VI).



travailleurs qualifiés et les travailleurs d'origine riche. Les migrants hautement qualifiés transfèrent moins d'argent vers leurs familles puisque ils sont susceptibles d'amener les membres de leurs familles à la nouvelle destination. Ainsi, ils ne sont pas motivés à des opportunités d'investissement et à être de retour à leur pays d'origine (Adams (2007)). En revanche, les travailleurs non qualifiés sont incités de transmettre davantage l'argent vu que leur migration est temporaire. D'autant qu'ils sont motivés à rentrer ultérieurement au pays d'origine. Cependant ce résultat doit être interprété avec retenue, des données microéconomiques montrent que les travailleurs qualifiés envoient plus d'argent.

Les colonnes 4, 5 et 6 du tableau 5.9 montrent le rôle du risque financier et commercial. Le coefficient négatif de la variable (REM\*RiskFIN) confirme l'hypothèse formulée. Un risque faible (un score élevé) motive les transferts des migrants et se traduit aussi par des frais de transfert faibles. Ceci s'exprime par un volume de transfert important par les canaux formels et le recul des canaux informels. En termes de volume, les envois de fonds sont en masse remis par des migrants non qualifiés ainsi d'origine pauvre.

Les résultats des colonnes 7, 8 et 9 ne montrent pas un effet robuste et ne supportent pas l'hypothèse que la concurrence entre les opérateurs de transfert permet de baisser les coûts associés aux envois de fonds et encourage de ce fait le recours aux canaux officiels.

Les colonnes 10 et 11 sont liées au taux de change double. Les résultats ne montrent pas un fait robuste, ce qui s'explique par un proxy inadéquat de la variable comme déterminant des frais de transfert.

L'ensemble des résultats ne rejettent pas l'hypothèse 2 développée au niveau de ce chapitre. Cependant l'absence des données nécessaires des frais de transfert ainsi étudier des déterminants du coût de transfert au lieu des frais de transfert s'avèrent inadéquat pour l'étude de cette hypothèse. Dans ce qui suit, nous proposons élaborer un modèle de coût afin de mieux exploiter l'information fournie par les données disponibles.

**Tableau 4: L'impact des envois de fonds sur l'inégalité de revenu : les coûts de transferts d'argent et les caractéristiques du secteur financier du pays récipiendaire 1984-2010, (GMM-SYS et VI : Moyenne de 5ans)**

Variable dépendante : GINI	OLS [1]	IV [2]	OLS [3]	GMM-SYS [4]	IV [5]	OLS [6]	GMM-SYS [7]	IV [8]	OLS [9]	GMM [10]	IV [11]	OLS [12]	GMM-SYS [13]	IV [14]	OLS [15]	IV [16]
<b>I. Gini</b>				0,971*** (98,53)			0,938*** (58,53)			0,997*** (37,98)			0,885*** (22,36)			
<i>Envois de fonds (%PIB)</i>	-1,680** (-2,363)	-0,572 (-0,719)	-0,23 (-1,9)	-0,406*** (-8,611)	-1,379*** (-2,921)	0,610*** (4,451)		0,91 (1,0)	-0,242 (-0,420)	1,083*** (2,798)	17,1 (2,1)	0, (0,1)		-2,1 (-1,1)	-0,077 (-1,031)	-0,484*** (-3,063)
<i>Envois de fonds*PrixREMI</i>	0,250* (1,886)	0,189 (1,512)														
<i>PrixREMI(BM)</i>	-1,489 (-1,727)	-1,168* (-1,720)														
<i>Envois de fonds* PrixREM2</i>			0,060 (4,4)	0,051*** (8,072)	0,217*** (2,589)											
<i>PrixREM2</i>			-1,432 (-10,89)	-0,528*** (-7,124)	-2,279*** (-5,002)											
<i>Envois de fonds *Crédit Domestique</i>						-0,011*** (-4,021)	-0,0 (-3,)	-0,020 (-1,545)								
<i>Crédit Domestique</i>						0,092*** (3,524)		0,119* (1,814)								
<i>Envois de fonds *Risque Financier</i>									0,005 (0,332)	-0,035*** (-3,333)	-0,503** (-2,485)					
<i>Risque Financier</i>									0,152 (1,837)	0,108* (1,676)	2,008*** (2,936)					
<i>Envois de fonds *Concentration</i>												-0, (-1,)		0,022 (1,204)		
<b>Concentration</b>												0,13 (3,1)		-0,137 (-1,006)		
<i>Envois de fonds *Double Taux De Change</i>															0,0 (0,1)	0,115 (0,0440)
<i>Double_Taux_De_Change</i>																
<b>PIB par tête (log)</b>	186,9 (1,626)	98,2 (1,12)	41,45 (5,703)	9,604*** (3,851)	43,43*** (3,296)	48,19*** (6,773)		71,31 (5,3)	50,09** (6,506)	24,63*** (5,856)	130, (3,1)	74,5 (8,1)		84,4 (3,1)	82,9 (10)	78,67*** (6,705)
<b>(PIB par tête (log))<sup>2</sup></b>	-10,08 (-1,526)	-4,6 (-0,8)	-2,264 (-5,117)	-0,546*** (-3,511)	-2,337*** (-2,742)	-2,746*** (-6,338)	-1,317*** (-7,645)	-4,150 (-4,93)	-2,851* (-6,04)	-1,481*** (-5,919)	-7,7 (-3,)	-4,3 (-8,)		-5,18 (-3,)	-4,78 (-10)	-4,634*** (-6,261)
<b>Inflation</b>	-0,541	-0,5	-0,00382		0,0470	0,000943		0,08	0,00358	0,00175**	-0,0	0,0		-0,0	0,0	0,106

	(-1,230)	(-1,4	(-1,11	0,00119*	(1,485)	(0,722)		(0,6	(2,666	(2,425)	(-0,0	(0,0	(-0,	(1,2	(0,770)
				(1,831)			(2,726)								
<b>Développement financier(M2)</b>	9,022	13,0	-4,859*	-1,156*	-4,684*	-3,720		-5,4	3,044*	0,856	-6,	-6,0	-0,	5,83	-1,770
	(1,004)	(1,2	(-3,24	(-1,677)	(-1,928)	(-1,277)		(-0,7	(2,425	(0,820)	(-1,	(-1,	(-0,	(3,7	(-0,607)
<b>Consommation publique</b>	110,3***	113,9	-20,42	-1,996	-15,37	-5,682	7,120***	5,950	-21,90*	1,512	-2,0	9,0	-2,	4,0	1,385
	(3,964)	(3,21	(-2,16	(-0,958)	(-1,092)	(-0,648)	(5,485)	(-0,79	(-2,370	(0,157)	(-1,	(0,0	(-1,	(0,0	(0,109)
<b>Démocratie</b>	-2,604**	-3,62	0,766*	0,0264	0,871***	0,884***		1,171	0,911**	0,141	2,08	1,18	1,95	1,20	1,304***
	(-2,213)	(-2,3	(5,73	(0,573)	(3,385)	(7,004)		(3,7	(7,022	(1,577)	(3,	(6,	(3,	(7,	(4,610)
<b>Ratio de dépendance démographique</b>	0,935***	0,783	0,358*	0,0420***	0,457***	0,379***		0,401	0,372**	0,0506**	0,66	0,50	0,30	0,49	0,401***
	(4,269)	(3,8	(10,8	(4,531)	(6,948)	(12,82)		(6,4	(12,15	(2,023)	(2,	(13	(3,	(13	(7,965)
<b>Ouverture commerciale</b>	-2,104	-10,0	0,38	1,228***	2,358	-2,706**		-2,7	-3,525*	0,631	-5,	-3,7	1,	-4,14	2,148
	(-0,356)	(-1,4	(0,30	(3,440)	(1,172)	(-2,363)		(-0,7	(-2,800	(0,684)	(-0,	(-3,	(0,	(-3,	(1,062)
<b>IDE</b>	1,256	1,550	0,342*	0,0879***	0,128	0,237*		0,06	0,150	0,101**	2,06	-0,0	0,0	-0,1	-0,305
	(1,602)	(2,20	(2,870	(3,447)	(0,711)	(1,934)		(0,20	(1,087	(2,179)	(2,0	(-0,	(0,	(-1,	(-1,477)
<b>Constante</b>	-855,3	-485	-160,6*	-40,55***	-174,2***	-196,7***		-293,0	-205,2*	-109,8***	-613	-311	-310	-349,	-316,9***
	(-1,713)	(-1,3	(-5,20	(-3,857)	(-174,2***	(-6,521)		(-5,5	(-6,291	(-6,621)	(-3,	(-8,	(-3,	(-10	(-6,730)
<b>R<sup>2</sup></b>	0,78		0,51			0,35			0,34			0,51		0,51	
<b>AR(1)</b>				0,08			0,097			0,067			0,181		
<b>AR(2)</b>				0,260			0,22			0,186			0,101		
<b>Hansen (P-Value)</b>				0,950			0,29			0,456			0,49		
<b>Instruments</b>				54			59			75		57	37		
<b>Observations</b>	27	25	611	195	145	630	221	108	572	210	218	375	56	358	105
<b>R<sup>2</sup>-Shea1</b>		0,69			0,32			0,12			0,10		0,41		0,68
<b>R<sup>2</sup>-Shea2</b>		0,59			0,25			0,13			0,10		0,45		0,33
<b>Hansen-J (P-Value)</b>		0,47			0,11			0,37			0,39		0,49	0,94	0,41

t-de student entre parenthèse \*significatif à 10%, \*\*significatif à 5% et \*\*\*significatif à 1%. La variable envois de fonds est considérée endogène. La variable interaction entre les envois de fonds et chaque prix de transfert d'argent est instrumentée par le produit de l'instrument des envois de fonds et chaque prix des transferts d'argent. R<sup>2</sup> Shea1 ; R<sup>2</sup> Shea2 informent sur la validité des instruments associés à la variable envois de fonds ; envois de fonds\*prix de transfert d'argent. Le test de Hansen-J permet de déterminer s'il existe une corrélation entre les instruments retenus et le terme d'erreur du modèle. PrixREM1(BM)/ LE PRIX des 'envois de fonds' fournit par la banque mondiale <http://remittanceprices.worldbank.org/>. PrixREM2 Le pourcentage d'envoyer un montant de 200\$ calculé de l'opérateur du service de transfert Western Union <https://www.westernunion.fr/WUCOMWEB/priceItResultsHome.do>. Chaque spécification est estimée en utilisant Trois technique (MCO, GMM-sys et IV développé par Baum et al (2003). L'estimation GMM n'est fournie pour la première spécification car le nombre d'observation est très faible lorsque les prix « des envois de fonds » sont fournis par la base de la BM. L'estimation GMM n'est pas fournie pour la dernière spécification en raison de problème de spécification l'AR2 n'est pas révélé. Les données sont des moyennes de 5 ans sous l'estimation par le GMM-Sys et sous la VI.

### 3.2.2 Analyse d'un modèle de coût

Cependant les données à propos les frais de transfert d'argent constituent une contrainte dans la littérature empirique. Vu que les données de la BM sont de profondeur temporelle restreinte (2008-2014). Ainsi que les données fournies par les opérateurs internationaux de transfert d'argent correspondent à des données opérées instantanément.

Compte tenu de cette contrainte, nous estimons dans une première étape un modèle de coût en exploitant l'information disponible de la base de la BM et les déterminants des coûts de transfert qui s'avèrent nécessaire (équation 5.5).

Dans une deuxième étape, nous exploitons la variable prédite de l'équation 5.5 (associée aux coûts de transfert d'argent) et l'étudier au niveau du modèle de base (l'équation 5.1).

L'équation 5.5 englobe l'ensemble des déterminants des coûts de transfert d'argents (comme développés au niveau de la sous-section 5.5.1) ainsi des variables susceptibles d'influer le coût de transfert d'argent à l'instar du niveau de PIB/tête du pays récipiendaire ; le stock de migrant ainsi les envois de fonds. L'équation s'écrit comme suivant :

$$\text{Coût}_i = \alpha + \beta_1 \text{CréditsDomestique}_i + \beta_2 \text{RiskFin}_i + \beta_3 \text{Concentration}_i + \beta_4 \text{Dollar}_i + \varepsilon_i \quad (3)$$

La méthodologie consiste à calculer la moyenne des variables explicatives du modèle sur la période 1998-2010. Cependant la variable dépendante est calculée en tant qu'une moyenne de la période 2008-2014 (la période disponible). Le contrôle de l'endogénéité s'avère vital au niveau de l'estimation vu la causalité entre le crédit domestique et le coût de transfert d'argent. Ainsi la causalité entre les envois de fonds et le coût de transfert d'argent. Un montant de transfert important en termes de valeur se traduit par des coûts relativement faibles qu'un transfert d'un montant faible.

Un nombre d'instruments est exploité afin de pallier l'endogénéité : (1) La valeur initiale de début de période de la variable 'développement financier'. (2) Les instruments des envois de fonds sont la différence du niveau de revenu entre chaque corridor de pays et les transferts internationaux déduction des transferts du pays en question.

Les résultats sont présentés au niveau du tableau 5.10, justifient que les économies officiellement dollarisées jouissent de coûts de transferts faibles. Cependant les résultats ne s'alignent pas avec l'hypothèse que la taille du marché financier ; le risque financier ainsi la concentration bancaire est des déterminants appropriés du coût de transfert.

En dépit que le stock de migrants n'agit pas sur le coût de transfert (colonne 3), le niveau de richesse s'avère plus influent. Les transferts d'argents sont plus chers vers un pays riche qu'un pays pauvre (colonne 2). La taille du marché récipiendaire s'avère importante. La masse des

envois de fonds en termes de volume se révèle cruciale afin de réduire les frais de transfert (colonne 4 et 5). Cependant que ceci est le résultat des rendements d'échelle ainsi la concurrence entre les opérateurs de service au sein du pays récipiendaire<sup>52</sup>, l'indicateur de développement financier est non-significatif.

Après avoir mettre l'accent dans une première étape sur l'ensemble des facteurs susceptibles de déterminer le coût associé au transfert de l'argent. La deuxième étape consiste à exploiter la variable 'coût prédit' (du modèle 5.5) afin d'étudier le rôle des frais de transfert dans la problématique en question. L'équation 5.6 s'écrit comme suivant :

$$Gini_i = \alpha + \beta_0 Contr\hat{o}le_i + \beta_1 EnvoisFonds_i + \beta_2 (EnvoisFonds_i * Co\hat{u}t\_pr\hat{e}dit_i) + \gamma Co\hat{u}t\_pr\hat{e}dit_i + \eta_i \quad (4)$$

L'ensemble des variables sont calculées en tant qu'une moyenne sur la période 1998-2010 (la période disponible). Ce qui fait que la régression est en coupe transversale. L'endogénéité persistante associée à la variable 'envois de fonds' nécessite le recours à la technique des VI. La table 6.10 de l'annexe vérifie le rôle associé aux coûts de transfert d'argent en tant que moyen par lequel les transferts affectent l'inégalité de revenu. En écartant les transferts du modèle (colonne 2), le coefficient de la variable devient significatif. Ceci justifie le canal des coûts de transfert par lequel les transferts agissent sur l'inégalité de revenu.

Afin de confirmer ce résultat, un terme d'interaction entre les transferts et les coûts de transfert d'argent est introduit dans le modèle (5.6). Les résultats sont présentés au niveau du tableau 5.11. Cependant la colonne 1 est associée à l'effet distributif des envois de fonds, exprimés en % du PIB, une variation de ce ratio peut éventuellement être causée par la variation du niveau de PIB et non pas dû à la variation des montants de transfert. Afin d'éviter ce problème, la colonne 2 et 3 sont relatives à la variable envois de fonds par tête et envois de fonds par migrant, respectivement.

Les coefficients de la variable d'interaction montrent que les envois de fonds ont un effet distributif inéquitable lorsque les frais de transfert sont importants et confirment le moyen par lequel les coûts affectent la relation en question. Un accroissement d'un point de pourcentage des frais de transfert d'argent destinés à un pays particulier permet d'accroître l'indice de Gini<sup>53</sup> de 2,37 points de pourcentage dans ce pays. L'effet est amplifié lorsque les envois de fonds sont mesurés par tête (la colonne 2) et amorti lorsque les transferts sont calculés par migrant (la colonne3).

---

<sup>52</sup> Freund et Spatafora (2008)

<sup>53</sup> Gini est exprimé en pourcentage (il varie entre 0 et 100%)

La colonne 3 montre que le coût de transfert en dessous duquel les ‘envois de fonds’ réduisent l’inégalité de revenu s’établit à 5% du montant envoyé. Un taux qui s’aligne aux frais de transfert par les canaux informels (Orozco (2003)) et (Sander et Maimbo (2003))<sup>54</sup>.

**Tableau 5 : Régression en coupe transversale : les déterminants du coût de transfert d’argent**

Variable Dépendante : Pourcentage/frais de transfert d’argent	IV [1]	IV [2]	IV [3]	IV [4]	IV [5]
<b>Crédit Domestique</b>	0,011 (0,729)	0,009 (0,571)	0,012 (0,755)	0,016 (0,015)	0,013 (0,74)
<b>Risque Financier</b>	0,103 (0,892)	-0,002 (-0,018)	0,116 (1,013)	0,269** (0,135)	
<b>Concentration bancaire</b>	0,005 (0,232)	0,014 (0,630)	0,000 (0,026)	0,081*** (0,025)	
<b>Dollarisation</b>	-2,760*** (-4,082)	-3,263*** (-4,855)	-3,005*** (-4,532)	-2,132** (0,978)	-1,892* (-1,72)
<b>PIB/tête (pays récipiendaire)</b>		0,984* (1,817)			
<b>Stock de migrants</b>			0,337 (1,028)		
<b>Envois de fonds</b>				-2,042*** (0,44)	-1,773*** (-3,44)
<b>Constante</b>	4,172 (0,941)	-0,652 (-0,137)	3,804 (0,814)	-5,737 (5,595)	9,187*** (9,91)
<b>Nombre d’observations</b>	56	56	56	53	58
<b>R<sup>2</sup></b>	0,122	0,188	0,149	0,243	0,03
<b>R<sup>2</sup> Shea1</b>	0,86	0,86	0,86	0,78	0,77
<b>R<sup>2</sup> Shea2</b>				0,34	0,29

La variable ‘envois de fonds’ ainsi que ‘le crédit domestique’ sont considérées endogènes. PIB/tête ; stock de migrants et envois de fonds sont exprimés en log. t-de student entre parenthèse \*significatif à 10%, \*\*significatif à 5% et \*\*\*significatif à 1%.

Estimation par la VI. R<sup>2</sup> Shea informe sur la validité des instruments associés à Crédit domestique et à la variable Envois de Fonds, respectivement.

Dans l’ensemble, les résultats ne permettent pas de rejeter la deuxième hypothèse développée au niveau de ce chapitre. Les envois de fonds creusent l’écart de revenu au sein des pays dont le coût de transfert est relativement élevé, qui se répercute par l’exploitation des canaux informels. Les transferts enregistrés par les canaux officiels sont en majorité émis par des migrants d’origine riche et insensibles à la variation des frais de transfert. Ainsi, ils reflètent des migrants qualifiés qui préfèrent les canaux légaux et réglementés afin de transférer de l’argent.

<sup>54</sup> Les coûts de transferts informels sont compris entre 3 et 5 %

Tableau 6 : Régression en coupe transversale : le rôle du coût de transfert d'argent

<b>Variable dépendante : Gini</b>	<b>IV [1]</b>	<b>IV [2]</b>	<b>IV [3]</b>
<b>Envois de fonds</b>	-18,53** (-2,119)	-25,025** (12,046)	-6,238 (-1,327)
<b>Envois de fonds*coût prédit</b>	2,368** (2,012)	3,114** (1,591)	1,180** (2,386)
<b>Coût prédit</b>	-5,020*** (-3,225)	-16,982** (7,176)	-2,214 (-1,274)
<b>PIB/tête(log)</b>	43,97* (1,802)	95,065*** (20,463)	10,18 (0,290)
<b>PIB/tête (log)<sup>2</sup></b>	-2,416 (-1,502)	-5,5294*** (1,236)	-0,194 (-0,0850)
<b>Inflation</b>	0,100 (1,114)	,136 (0,094)	-0,002 (-0,019)
<b>Développement financier(M2)</b>	8,702 (1,641)	8,698 (5,964)	-13,17 (-1,003)
<b>Consommation publique</b>	28,35 (0,835)	19,435 (32,835)	92,19 (1,371)
<b>Démocratie</b>	1,438*** (2,622)	1,335** (,593)	0,985 (1,568)
<b>Ratio de dépendance démographique</b>	0,197* (1,916)	,148 (,124)	0,376*** (3,791)
<b>Ouverture commerciale</b>	-9,397* (-1,848)	-8,934* (5,293)	10,30 (0,957)
<b>IDE</b>	-0,370 (-0,598)	-,357 (,593)	-0,617 (-0,731)
<b>Constante</b>	-132,8 (-1,292)	-239,328 (90,764)	-50,39 (-0,359)
<b>Observations</b>	48	48	48
<b>R<sup>2</sup></b>	0,378	0,267	0,33
<b>R<sup>2</sup> Shea1</b>	0,54	0,31	0,43
<b>R<sup>2</sup> Shea2</b>	0,45	0,25	0,43

La variable envois de fonds est considérée endogène. R<sup>2</sup>-Shea informe sur la validité des instruments associés à Envois de Fonds ; Envois de Fonds\*coût de transfert d'argent. t-student entre parenthèse. \*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1. Estimation par la VI. Colonne [1] est relative à la variable envois de fonds en % du PIB ; [2] est relative à envois de fonds par tête ; [3] est associée à envois de fonds par migrant. Les envois de fonds sont exprimés en log.

## Conclusion

Ce chapitre étudie l'impact des envois de fonds sur l'inégalité de revenu. Des non-linéarités se révèlent de la relation en question et expliquent les équivoques effets justifiés par plusieurs travaux de la littérature empirique ainsi ils démontrent l'importance du statut socio-économique de l'émigrant (lié au développement économique ; le coût d'émigration ainsi que le niveau d'éducation tertiaire). A l'exemple d'un migrant issu d'une famille prospère et favorablement diplômé, il est de ce fait apte à supporter les coûts d'émigration et aura accès à l'émigration. Dans ces circonstances, les transferts de fonds sont alloués essentiellement aux familles riches et permettent un maintien de l'inégalité de revenu. Le raisonnement se contrarie si le migrant appartient à une famille pauvre et lorsque les coûts migratoires sont faibles.

L'étude empirique exploite un échantillon de 66 pays (la période 1984-2011). Les méthodes économétriques montrent une robustesse et s'alignent avec les intuitions théoriques. Les transferts des migrants réduisent l'inégalité de revenu au sein des pays prospères ; les coûts migratoires sont négligeables et le niveau de fuite de cerveaux est faible.

Les pays de la région MENA jouissent de ces conditions proportionnellement aux autres groupes de l'échantillon. Ce qui reflète que le migrant représentatif de la région est essentiellement issu d'une classe sociale pauvre. À l'encontre, les faits statistiques des pays de l'Afrique-Subsaharienne confirment les résultats empiriques. Le groupe est caractérisé par une pauvreté accrue ; une entrave à l'émigration par des coûts élevés d'obtention de passeport et une véritable fuite des cerveaux.

Un ensemble de critiques s'associe à la première partie. Les variables conditionnelles ne reflètent pas nécessairement l'objet de l'hypothèse étudiée. Ceci dit, les facteurs étudiés ne captent pas systématiquement l'ensemble des facteurs susceptibles de révéler les déterminants de la relation en question.

Une deuxième partie de l'étude empirique de ce chapitre consiste à mettre l'accent sur le rôle accordé aux frais de transfert d'argent comme facteur conditionnelle de la problématique en question. Une hypothèse qui n'a pas été élaborée par les travaux antérieurs de la littérature empirique, dû au manque des données des coûts de transfert d'argent. L'étude économétrique estime un modèle de coût et exploite la variable prédite pour l'objet de la problématique.

La variation des frais de transfert permettent de spécifier le canal de transfert. Cependant des coûts de transfert élevés incitent le recours aux canaux informels, la masse des transferts



enregistrés par les canaux officiels expriment une transmission par des migrants insensibles à la variation des frais de transfert, essentiellement des migrants qualifiés (aisément rémunérés) et des migrants riches. Dans ces circonstances, la majorité des transférés comptabilisés par les canaux légaux permettent de bénéficier exclusivement les familles prospères et maintient l'inégalité de revenu entre les ménages.

En revanche, si les frais de transfert sont faibles (dus à une taille importante du secteur financier récipiendaire et/ou un risque financier et institutionnel faible), les transferts enregistrés par les canaux formels reflètent en masse des transferts en terme de volume par des travailleurs non qualifiés. Ils sont incités à envoyer davantage l'argent relativement aux migrants qualifiés, ce qui contribue à réduire l'inégalité de revenu. L'interprétation de la deuxième hypothèse se fait avec réserve comme elle est tributaire à l'ampleur des transferts de fonds en volume relativement celle en valeur.

Une politique économique qui favorise la concurrence entre les banques et les opérateurs de transfert et consiste à réduire la volatilité du taux de change incite les frais de services à baisser. Ainsi, des actions fermes afin de prohiber les transferts non réglementés semblent cruciales. La conférence du G8 à Berlin en 2007 déclare un ensemble d'actions : (i) rendre les services financiers plus accessibles aux migrants et à ceux qui reçoivent des fonds dans le monde. (ii) atteindre l'objectif d'atténuation du coût de transfert universel de 10% à 5% dans un délai de 5 ans par une information claire ; la transparence ; la concurrence et la coopération afin de générer une augmentation significative du revenu du migrant et de sa famille dans le monde en développement.

Annexe Tableau D. Statistiques descriptives

	Source	Observations	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum
<b>Gini</b>	Gini all (Milanovic) (2010)	801	41,59	11,27	18,6	75,4
<b>Envois de fonds (en % du PIB)</b>	WEO (2012)	1466	3,03	6,51	-4,96	109,88
<b>IDE (en % du PIB)</b>	WEO (2012)	1512	2,51	3,34	-13,82	43,83
<b>PIB/Tête (log)</b>	PWT 7.1	1536	8,11	0,98	5,81	10,20
<b>Distance (log)</b>	CEPII	1292	8,39	0,95	4,39	9,82
<b>Coût de passeport</b>	Mckenzie (2007)	1222	3,90	5,74	0	31,1
<b>Taux d'émigration qualifiée</b>	Defoort (2006)	1538	31,34	14,76	2,6	60,7
<b>Frais de transfert d'argent 1</b>	Banque Mondiale(2014)	35	7,25	3,16	3,43	21,23
<b>Frais de transfert d'argent 2</b>	Western Union (2014)	1094	5,45	2,81	0	16,33
<b>Risque Financier</b>	ICRG (2009)	1358	31,66	7,60	5	48
<b>Concentration bancaire</b>	Bankscope	659	66	18,54	21,84	100
<b>Marché de change parallèle</b>	FMI-AREAER	653	0,06	0,24	0	1
<b>Crédit domestique</b>	WDI	1469	45,23	31,14	-7,77	178,37
<b>Inflation</b>	WDI (2010)	1392	61,98	450	-9,80	11749,64
<b>M2 (en % du PIB)</b>	WDI (2010)	1478	0,43	0,27	0,06	1,59
<b>Ratio de dépendance</b>	WDI (2010)	1594	70,57	18,66	38,53	123,25
<b>Ouverture commerciale</b>	WDI(2010)	1522	71,32	38,01	10,83	220,40
<b>Aide(en% du PIB)</b>	OCDE(2012)	1462	4,81	6,81	-0,68	58,22
<b>Agriculture, valeur ajoutée (%PIB)</b>	WDI(2010)	1435	18,78	12,37	2,27	68,87
<b>Industrie, Valeur ajoutée (%PIB)</b>	WDI(2010)	1433	31,21	9,32	7,17	65,11

Annexe 6.10 : Régression en coupe transversale : le canal du coût de transfert d'argent

Variable dépendante : Gini	(1)	(2)
	IV	IV
Envois de fonds	-1.731 (-0.378)	
Coût Prédit	-1.738 (-0.920)	-2.387*** (-2.617)
PIB/tête (log)	67.97 (1.475)	50.81*** (3.126)
PIB/tête (log) <sup>2</sup>	-4.035 (-1.367)	-2.857*** (-2.766)
Inflation	0.0578 (0.493)	0.0493 (0.599)
M2	13.20 (0.616)	6.988 (1.434)
Consommation Publique	-44.52 (-0.365)	2.699 (0.0910)
Démocratie	1.437** (2.084)	1.225*** (3.002)
Ratio de dépendance	0.219* (1.702)	0.323*** (3.797)
OC	-12.09 (-0.762)	-3.437 (-0.903)
IDE	-0.0139 (-0.0254)	-0.307 (-0.674)
Constante	-241.1 (-1.367)	-188.7*** (-2.740)
Observations	48	50
R <sup>2</sup>	0.335	0.505
R <sup>2</sup> Shea	0.65	-

Z-statistic entre parenthèse. \*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1. Estimation par la VI développée par Baum et al(2003). Envois de fonds par migrant

## Chapitre 6

# Aide et inégalité de revenu : démocratie et degré de dépendance à l'aide

### 1. Introduction

Cependant la littérature s'est largement développée quant à l'effet de l'aide étrangère sur la croissance économique, l'effet distributif de l'aide publique au développement révèle peu d'attention ainsi les travaux de la littérature empirique sont limités. Ceci dit, le premier objectif des nations unies pour le développement du millénaire est d'atténuer l'extrême pauvreté dans les pays en développement, ce qui nécessite une politique rigoureuse de redistribution inter et intra-pays qui permet de rendre les pays plus égalitaires.

Plusieurs incitations à l'octroi de l'aide étrangère font l'objet de multiples débats ainsi que le thème de plusieurs travaux empiriques. D'une part, la société préfère autant une distribution égalitaire de l'aide qui semble être allouée vers les destinations qui posent un besoin. De l'autre, certains préfèrent que l'aide soit allouée où il peut avoir un impact vital ce qui ne correspond pas nécessairement au pays le plus en besoin. Des travaux à la manière de Berthélemy et al. (2009) justifient le rôle propice des activités de lobby des migrants afin d'inciter le pays de résidence à donner de l'aide au pays d'origine. Alesina et Dollar (2000) mettent l'accent sur l'influence de l'historique colonial à stimuler davantage l'octroi de l'aide.

Du côté des pays et organismes donateurs, l'objectif primordial est de permettre aux pauvres des pays récipiendaires de tirer avantage des montants d'aide ; de réduire le degré de pauvreté en terme relatif et absolu ; de renforcer le développement économique des pays récipiendaires et l'accroissement du revenu par tête ainsi que l'amélioration de l'infrastructure domestique. Toutefois, l'ensemble de ces objectifs ne s'aligne pas avec la situation réelle. Par surcroît, ils existent des raisons théoriques et empiriques qui consistent à argumenter la situation du contexte actuel.

Nombreux sont les travaux qui révèlent que l'aide est rarement distribuée relativement aux besoins du pays destinataire. Ceci dit, les intérêts politiques étrangers constituent une priorité (Salois (2013)). Dans cet esprit d'idée, Berthélemy et al. (2009) signalent que la

complémentarité entre la politique commerciale restrictive et l'émigration sélective imposée par les pays donateurs rend l'objectif de l'aide moins efficace.

Dans ce sens, Cogneau et Lambert (2006) témoignent que les pays de l'OCDE imposent une restriction à l'émigration dans sa politique d'octroi d'aide qui se répercute par des transferts de fonds au profit des familles de la classe sociale riche comme elles sont à l'origine des migrants hautement qualifiés (tel que développé au niveau du chapitre 5 de cette thèse) et ne permettent pas d'atteindre les pauvres. L'imposition des coûts relatifs à la politique commerciale et celle d'émigration par les pays du nord et supportés par les pays du sud restreint les avantages de l'aide.

Le modèle du continent Africain à l'exemple du Malawi qui dispose un niveau de revenu/tête faible (à l'ordre de 500 USD/an); paye une taxe à l'exportation ; subisse une fuite importante des cerveaux (supérieur à 32% de l'ensemble de la population qui dispose un niveau d'éducation tertiaire) et se considère fortement tributaire à l'aide (qui présente 23% de leur PIB). Il reflète d'une part l'incapacité de ce pays à attirer les compétences locales. Ainsi, il confirme la sélection du nord des compétences du sud et s'aligne à l'idée d'incohérence et de contradiction des efforts d'aide. Il en résulte, une mise en cause de l'efficacité de l'aide à l'égard de l'objectif d'atténuation de la pauvreté si les politiques d'incohérence des donateurs se poursuivent.

De manière général, la question relative aux avantages de l'aide étrangère est controversée, ce qui fait que plusieurs motivations s'articulent sur la nécessité de mettre l'accent sur la distribution de l'aide. Plusieurs s'interrogent sur l'effet inéquitable de l'aide qui s'avère avantageuse pour une catégorie de pays et préjudiciable pour d'autres et révèle son caractère non linéaire. Ce chapitre consiste à accorder un intérêt particulier à cette problématique.

L'objectif de ce chapitre est d'étudier deux hypothèses afin de justifier l'effet inéquitable de l'aide étrangère. La première consiste à vérifier pourquoi l'aide est avantageuse pour les pays les moins dépendants à l'aide, à priori les pays à niveau de revenu moyen. Une deuxième étudie l'importance du climat institutionnel du pays récipiendaire particulièrement le niveau de démocratie. Il s'agit de vérifier l'hypothèse optimiste que les pays démocrates et en transition démocratique bénéficient d'une meilleure allocation de l'aide et une réduction de l'inégalité et de la pauvreté.

Le chapitre est planifié comme suit : section 2 met l'accent sur les travaux de la littérature menés sur l'efficacité de l'aide. La sous-section 2.1 se consacre sur le mécanisme de

transmission entre l'aide et l'inégalité de revenu au moyen de cinq canaux. La sous-section 2.2 développe l'argument théorique des deux hypothèses formulées. Section 3 présente l'étude économétrique et la méthodologie empirique. L'interprétation des résultats est synthétisée au niveau de la section 4. La dernière section énonce la conclusion.

## 2. Travaux de la littérature

Tandis que Bourguignon et al. (2006) expriment que les flux d'aide sont de dimension faible à l'échelle globale, l'effet local demeure vital vu qu'elle fournit un instrument direct de la politique internationale de redistribution de revenu. Ils s'alignent à Cogneau et Lambert (2006) que les politiques des pays du nord vis à vis les pays du sud sont contradictoires. L'effet distributif de l'aide est contrebalancé par les politiques défavorables du protectionnisme à l'instar des réformes commerciales imposées par les pays du nord affectant les bienfaits de l'aide au développement.

Toute une littérature relative à la question d'efficacité de l'aide étrangère. Alors que les travaux de Doucouliagos et Paldam (2011) se corroborent sur l'inefficacité de l'aide au développement, l'étude de McGillivray et al. (2006) signalent que l'absence de l'aide étrangère affaiblit la croissance économique. Deux facteurs vitaux afin de garantir une allocation efficace et effective de l'aide. (i) l'importance du contexte macroéconomique et institutionnelle et (ii) la performance politique (BM(1997)).

Ceci dit, l'aide est susceptible d'être destinée vers les pays qui l'exploitent le mieux. Doucouliagos et Paldam (2011) révèlent que 1217 estimations ont été menées dans 105 études et confirment une relation positive et non significative entre l'aide et la croissance économique. Mosley et al. (1987) ; Easterly (2007) et Doucouliagos et al. (2008) échouent à illustrer une relation positive entre l'aide au développement et la croissance économique.

En outre, l'ensemble de la littérature se corroborent sur l'absence d'une relation systématique entre l'aide et son efficacité. Ceci n'empêche toutefois que l'aide est effective pour un cas particulier de pays lorsqu'elle est consacrée à l'achat de l'alimentation et l'atténuation de la dette Bjerg et al. (2011). L'inefficacité de l'aide doit alors sensibiliser davantage les pays donateurs et les responsables récipiendaires des facteurs qui entraînent l'inefficacité de l'aide.

La rhétorique d'efficacité de l'aide est fortement associée à son effet distributif. Les travaux de la littérature empirique de la relation entre l'aide au développement et l'inégalité de revenu sont également contestables.

(1) l'absence d'une relation significative entre l'aide et l'inégalité de revenu mesurée par l'indice de Gini au sein des pays récipiendaires (Chong et al. (2006)). (2) une relation positive entre l'aide et l'inégalité de revenu au sein des pays de l'Amérique Latine et de l'Asie (Layton et Fuller (2006)). (3) l'aide est inégalitaire au sein d'une même région, mesurée par l'indice de Theil (Salois (2013)). (4) l'aide entraîne une distribution asymétrique du revenu dans les pays pauvres (Chong et al. (2009)). (5) Ainsi, l'aide est supposée servir les pauvres, il s'avère qu'elle fait bénéficier davantage les riches (Layton et Nielsen (2009)).

D'autres travaux, Gradstein et Milanovic (2004) s'intéressent au rôle joué par le niveau de démocratie des pays récipiendaires dans l'efficacité de l'aide. Cependant, l'aide est inefficace et stimule les élites à tirer des rentes (Svensson (2000)) ; (Hodler (2007)) et (Economides et al. (2008)). Plus récemment, Bjørnskov (2010) se corroborent à l'idée que les élites dérobent les ressources étrangères d'aide, contrairement à leurs discours académique. A l'exemple de l'ancien président du Zaïre qui a pillé le trésor du pays d'un montant de cinq milliards de dollars (équivalent à la dette extérieur du pays en 1997). Ainsi, l'ancien président d'Indonésie et du Philippines qui ont fait preuve d'un détournement de fonds. Tandis que les montants d'aide sont vitaux, l'absence d'un contrôle et d'un suivi sur les politiciens conduit à une allocation inefficace de l'aide. Ceci dit, le contexte institutionnelles est une condition nécessaire mais insuffisante afin de faire bénéficier les pauvres.

Dans l'ensemble, les travaux de la littérature empirique ne s'alignent pas à un fait plausible des flux d'aide.

D'un point de vue, la relation entre l'aide et l'inégalité de revenu n'est pas robuste vu la différence des techniques empiriques. Cependant un manque de significativité se justifie par la méthode du panel dynamique (Chong et al. (2009)). La technique de Co- intégration montre un effet inégalitaire de l'aide (Herzer et Nunnenkamp (2012)). L'aide réduit l'inégalité de revenu en étudiant un modèle à effet fixe (Shafiullah (2011)).

D'un autre point de vue, le canal de la démocratie semble un catalyseur de l'inefficacité de l'aide (Bjørnskov (2010)).

L'inefficacité de l'aide étrangère ainsi que son effet inégalitaire sur la distribution de revenu révèlent que l'aide n'est pas systématiquement avantageuse et qu'il existe un ensemble de circuits via lesquels l'aide influe l'allocation des richesses. Dans ce qui suit, un développement du mécanisme de transmission de la relation en question.

## 2.1 Canaux de transmission entre l'aide et l'inégalité de revenu

Plusieurs travaux de la littérature à l'instar de Drazen (2007) ; Herzer et al. (2012) parmi d'autres s'alignent sur la nécessité des deux conditions suivantes afin de garantir une allocation efficace et effective de l'aide publique au développement. La première condition stipule que le système des donateurs dans l'octroi de l'aide est susceptible cibler les pays les plus nécessiteux et qui disposent un besoin et s'aligne au rhétorique de promouvoir la croissance des pauvres. La deuxième signale que les responsables des pays récipiendaires sont supposés assurer que l'aide parvient à la catégorie pauvre de la société. Toutefois certaines justificatives confirment le manquement des deux conditions notamment lorsque l'objectif des donateurs ne semble pas exclusivement altruiste ainsi que les autorités du pays bénéficiaire entraînent une allocation asymétrique et biaisé des fonds d'aide. Ceci dit, un ensemble de canaux sont éventuellement déterminants le mécanisme à travers lequel l'aide dispose une péréquation inefficace du revenu. À savoir :

### ➤ *Le canal de Motivation des pays donateurs*

Plusieurs se corroborent sur le double objectif des pays donateurs qui combine à la fois une motivation altruiste et égoïste (Berthélemy (2006)). D'autres confirment que la conduite de l'aide est fortement liée aux intérêts politiques et commerciaux ainsi les considérations stratégiques des pays donateurs dont Alesina et Dollar (2000) témoignent que *i*) l'aide étrangère est un outil de soutien politique à l'ONU, les donateurs exploitent cet outil afin d'acquérir des votes à l'ONU. *ii*) les donateurs favorisent davantage le remboursement de l'aide à leurs amis. Les deux témoignages confirment l'idée que l'aide étrangère est fortement exploitée pour des objectifs stratégiques.

Semblablement, Alesina et Weder (2002) suggèrent que les considérations stratégiques et politiques emportent les besoins et la performance des économies récipiendaires dans la stratégie du donateur. Moins d'intérêt à la question de besoin économique se constate au sein des pays bénéficiaires de l'aide américaine pendant la guerre contre le terrorisme (Fleck et Kilby (2010)). L'aide consiste à renforcer l'influence sociale ; la politique et économique des élites locales en contrepartie ces derniers servent les pays donateurs par des services et des intérêts politiques et commerciaux. Dans ce contexte, Berthélemy et al. (2009) préconisent que les donateurs fournissent une assistance financière principalement aux pays partenaires commerciaux.

Etant donné ceci, la catégorie riche de la société se trouve favorisée relativement aux pauvres au sein d'un pays. Dans cet esprit d'idée, l'objectif du pays donateur est commercial telle que l'aide destinée à l'activité d'infrastructure qui se concentre dans les groupes et les villes industriel, elle ne permet pas d'atteindre les régions marginalisés où ils résident les pauvres (Shafiullah (2011)); (Herzer et al. (2012)).

En s'alignant à l'analyse de Bourguignon (2000) et Cogneau et Lambert (2006), Berthélemy et al. (2009) signalent plus récemment l'incohérence des politiques des donateurs qui consistent conjointement à allouer l'aide aux pays en développement et attirer en contrepartie les migrants hautement qualifiés vers les destinations donateurs, notamment dans le secteur de santé.

➤ ***Le canal de Motivation des organismes donateurs***

Même si la motivation des pays donateurs est purement altruiste et ne s'attache pas à des objectifs commerciaux et politiques, l'incitation des organismes donateurs s'avèrent incohérente avec l'objectif de réduction de l'inégalité et négligent l'efficacité de l'aide (Herzer et al. (2012)). L'expression "Push money out the door" par Drazen (2007) reflète la fin des organismes donateurs qui cherchent des projets de grand calibre aux dépens des projets de moyenne taille qui sont davantage sensibles réduire l'inégalité (Easterly (2007)). Ceci dit, canaliser l'aide au grand projet consiste à garantir la collecte des futur fonds d'aide provenant essentiellement des impôts payés par les citoyens des pays donateurs. Herzer et al. (2012) signalent que l'objectif d'atténuation de la pauvreté des organismes donateurs est affecté par les mandants qui exigent un fruit immédiat et visible au niveau des projets d'allocation d'aide. Un résultat incohérent par rapport au projet de réduction de la pauvreté et de l'inégalité dont la réalisation nécessite plusieurs années et décennies. Salois (2013) confirme que les donateurs s'avèrent de plus en plus sélectifs et allouent l'aide vers les destinations qui permettent de réaliser le meilleur revenu d'investissement et ignorent les besoins économiques du pays récipiendaires. De ce fait, l'objectif de Millénaires pour l'atténuation de la pauvreté par l'intermédiaire de l'aide publique au développement semble mis en cause cependant les organismes et les agences donateurs se trouvent réticents afin de travailler au sein d'un environnement non-favorable.

➤ ***Le canal des effets de conditionnalités***

L'aide est susceptible également déterminer la péréquation du revenu à travers l'imposition d'un engagement ferme et mutuel et la mise en place des effets de conditionnalité établis par les donateurs et censés être respecté par les pays receveurs afin d'être éligible à une aide. Néanmoins plusieurs critiques se révèlent et signalent qu'un creusement de l'inégalité de revenu peut résulter si cette dernière prend notamment la forme de "prêts d'ajustement structurel". Une



telle réforme peut réduire les dépenses du gouvernement local consacrées à la réduction de la pauvreté à l'exemple du secteur de l'éducation et de la santé (Herzer et al. (2012)). Ils témoignent que les réformes économiques peuvent également contribuer à réduire le nombre des travailleurs moins qualifiés au sein du secteur d'exportation dont une majorité appartient à la catégorie pauvre.

➤ ***Le canal du comportement des autorités récipiendaires***

Cependant que l'aide publique au développement est abstraitement susceptible fournir des biens publics et accroître la richesse du pays bénéficiaires (Herzer et al. (2012)), Un modèle en théorie de jeu par Svensson (2000) justifie que l'aide peut être consacrée pour des fins privées : *i*) d'une appropriation directe par la prise du pouvoir *ii*) une manipulation des bureaucrates et des politiciens afin d'influer sur les politiques distributives. Ceci dit, l'aide consiste à faire bénéficier exclusivement la catégorie riche de la société.

➤ ***Le canal du comportement des élites politiques***

L'aide consiste à élargir l'écart de revenu entre les différentes catégories sociales si les élites et les riches exploitent les fonds d'aide qui sont supposés financer les services de santé et d'éducation.

## **2.2 Argumentation théorique**

Au niveau de cette sous-section, nous discutons les deux hypothèses susceptibles de justifier le non linéarité de la relation entre l'aide et l'inégalité de revenu.

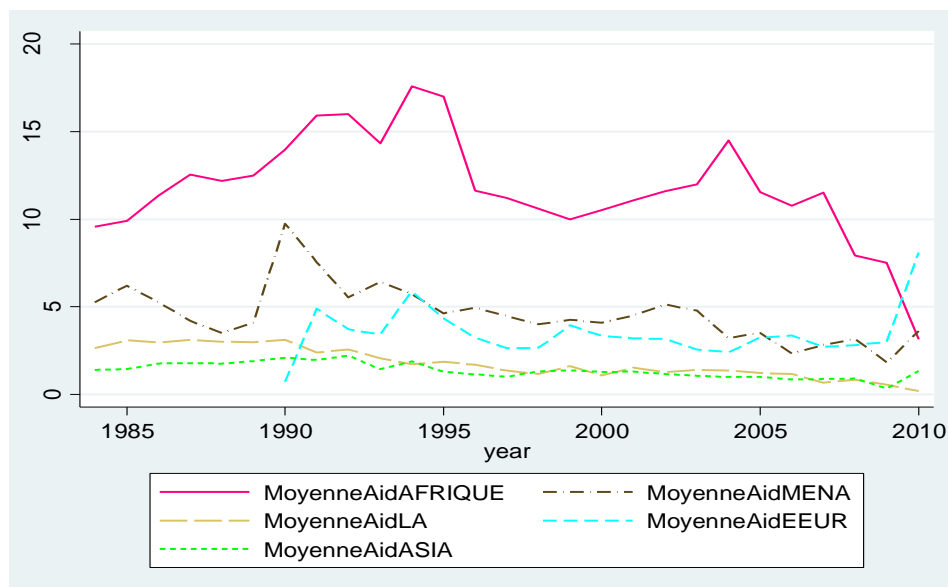
### **2.2.1 H1 : Rôle du classement du pays récipiendaire**

Les pays ainsi que les organismes donateurs d'aide se réfèrent continuellement au classement de revenu de la BM afin d'établir les programme d'aide aux développements, malgré que le classement des pays nécessite une mise à jour. Ainsi que les organismes donateurs appellent à réviser le programme d'aide en se basant sur les caractéristiques structurelles du pays et sur la vision du pays bénéficiaire à réduire la pauvreté et non pas sur le degré de dépendance à l'aide. L'expérience internationale montre que l'aide dispose un effet non significatif et même un effet d'atténuation du niveau de revenu, particulièrement au sein des pays fortement dépendants à l'aide (Lehmann et al. (2012)). La dépendance à l'aide étrangère se traduit par l'absence d'une relation de long terme entre l'aide et la croissance économique ainsi par un effet distributif inéquitable au sein des économies récipiendaires. Ceci n'empêche que les organismes ainsi que les pays donateurs préservent l'octroi de l'aide aux pays à niveau de revenu moyen qui disposent des ressources domestiques disponibles relativement aux pays à faible niveau de revenu.

Une étude de la relation de co-intégration entre l'aide et l'inégalité de revenu par Herzer et al. (2012) montre que le Koweït (un pays faiblement assujettit à l'aide étrangère) s'avère inégalitaire. Ceci nécessite un intérêt particulier et une vérification empirique de l'hypothèse que l'effet de péréquation de l'aide étrangère est tributaire à l'ordre de dépendance d'un pays à l'aide. Il se justifie que l'amplitude d'assujettissement d'un pays à l'aide est fortement associée au niveau de revenu par tête du pays récipiendaire. En d'autres termes, les pays pauvres selon le classement de la BM sont principalement subordonnés à l'aide étrangère (ils reçoivent plus d'aide en pourcentage du PIB).

La Figure 6.1 <sup>55</sup> s'aligne à cette idée et montre la forte dépendance du continent africain à l'aide. L'effet s'atténue de façon remarquable à partir de l'année 2005. Ceci est le résultat d'un accroissement notable des transferts des migrants vers ce continent (figure 5.1) et se corroborent avec les travaux de la littérature empirique à l'instar de Kpodar et Le Goff (2011) : les envois de fonds permettent de réduire la dépendance à l'aide étrangère et fournissent un substitut à l'aide. La région MENA se trouve en deuxième position en terme de dépendance à l'aide. La courbe atteint un pic en 1991 qui est le résultat d'un accroissement de l'aide dans certains pays de la région à l'égal de l'Egypte suite à la guerre des pays de Golfe (Berthélemy (2004)) et (Salois (2013)).

Graphique 1 L'aide (en % du PIB) par région



<sup>55</sup> LA : Amérique Latine et Caraïbes ; ASIA : Asie de l'Est, Sud et Pacifique ; EEUR : Europe de l'est et Asie Centrale.

Le tableau 6.1 confirme la forte dépendance des pays pauvres de notre échantillon à l'aide. La première hypothèse du présent chapitre consiste à vérifier que 1) l'aide est favorable aux pays faiblement assujettis aux programmes d'aide, particulièrement les pays à niveau de revenu intermédiaire. 2) l'aide est défavorable aux pays fortement subordonnés à l'aide, notamment les pays pauvres.

**Tableau1 : Aide au développement (en % du PIB) par niveau de revenu**

Pays selon le niveau de revenu	Faible Revenu	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Revenu intermédiaire, tranche supérieure
Aide en Pourcentage du PIB	13.52	5.78	1.02

Les statistiques sont des moyennes de la période 1984-2010

### **2.2.2 H2 : Le rôle de la démocratie**

L'hypothèse optimiste du rôle crucial du contexte institutionnel dans l'efficacité de l'aide s'avère non vérifiée.

D'un point de vue, l'étude de Chong et al. (2009) justifie une relation non robuste entre l'aide et l'atténuation de l'inégalité au sein des pays moins corrompus. Ceci dit, la qualité institutionnelle n'est pas nécessairement un facteur décisif de la relation en question, notamment si l'aide se consacre à des projets non-productifs.

Semblablement, les travaux de Layton et Nielsen (2009) ne s'alignent pas avec l'hypothèse que l'aide étrangère permet de causer plus d'inégalité au sein des pays autocrates relativement aux pays démocrates. Ils justifient que la démocratie peut éventuellement *i)* conduire à la corruption *ii)* favoriser des groupes politiques par le gouvernement.

D'un autre point de vue, Chauvet et Soms (2007) affirment que l'effet de l'aide sur la distribution de revenu dépend du mode de fonctionnement des institutions récipiendaires, mis à part sa finalité. L'argumentation montre que l'inefficacité de l'aide à réduire l'inégalité de revenu en Afrique est fortement tributaire à l'absence d'un cadre institutionnel démocratique au sein de ce continent. Dans le même esprit d'idée l'inefficacité ainsi la faiblesse du contexte institutionnelle, particulièrement la corruption justifie l'attribution de l'aide à la consommation publique non-productive et valorise le rôle de l'ordre de la démocratie du pays bénéficiaire afin d'attirer davantage de l'aide (Alesina et Dollar (2000)).

Dans une autre perspective, les caractéristiques des pays donateurs sont déterminants l'efficacité de l'aide (Chong et Gradstein (2007)).

En récapitulant, l'existence d'une controverse quant au rôle de la qualité institutionnelle particulièrement l'ordre de démocratie permet de s'interroger sur la nature des répercussions qu'elle peut éventuellement entraîner.

### 3. Étude économétrique de l'impact de l'aide sur l'inégalité de revenu

#### 3.1 Données et Méthodologie

Cette section est consacrée à l'étude économétrique qui consiste à vérifier les deux hypothèses développées au niveau de ce chapitre au sein d'un échantillon de 66 pays, l'analyse économétrique étudie dans une étape préliminaire le modèle qui s'écrit comme suivant :

$$Gini_{it} = \alpha + \beta_0 Contr\hat{o}le_{it} + \beta_1 Aide_{it} + \eta_{it} \quad (1)$$

L'aide désigne l'aide étrangère destinée aux développements mesurée en pourcentage du PIB<sup>56</sup>, fournie par les statistiques de la CAD de l'OCDE, et définie par l'encaissement effectif de l'aide alimentée par les organismes officiels afin de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays récipiendaires. Les données de l'aide englobent des transferts purement gouvernementaux, les projets financés par les bailleurs de fonds ainsi que les crédits internationaux (OCDE (2007)). Ceci révèle le problème de fragmentation de l'aide multilatéral. La disparité des composantes de l'aide entraîne des effets dissemblables Bjørnskov (2010). Ainsi, Dreher et al. (2008) affirment que les différents types de transfert ne sont pas distingués dans l'élaboration des données associées à l'aide.

La matrice des variables de contrôle englobe le niveau de développement financier (M2) par la base de données WDI (2010). La variable est supposée avoir un coefficient négatif. Le pourcentage de la population âgée entre 0 et 14 ans relativement à la population totale (WDI (2010)). Un accroissement de la population jeune se traduit par une offre supplémentaire de la main d'œuvre moins-qualifiée et la baisse de leur salaire. La variable est supposée avoir coefficient positif. L'impact de la dépendance démographique sur l'inégalité de revenu est prétendu dépend du niveau de population par la base de données WDI (2010) ainsi le niveau de PIB/ tête par la base de données PWT.7.1 (Layton et Nielson (2009)). La valeur quadratique du PIB/tête permet de vérifier l'hypothèse de Kuznets.

La valeur ajoutée du secteur industriel<sup>57</sup> ainsi celle du secteur d'agriculture<sup>58</sup> sont prétendues influencer l'inégalité de revenu par la base de WDI (2010). L'inégalité au sein du secteur agricole

---

<sup>56</sup> Les données associées au PIB (au prix courant) sont fournies par le "World Economic Outlook" WEO du FMI(2012)

<sup>57</sup> Il comprend la valeur ajoutée dans l'industrie minière, de la fabrication, la construction, l'électricité, l'eau et le gaz.

<sup>58</sup> Le secteur d'agriculture inclut la foresterie, la chasse la pêche ainsi que les cultures et la production animale.

est faible relativement au secteur industriel (Chong et al. (2009)). Cependant le niveau d'investissement en capital humain semble crucial afin d'étudier l'inégalité de revenu, les estimations ne montrent pas des résultats robustes.

La première hypothèse met l'accent sur l'effet distributif de l'aide ainsi étudiée l'importance du niveau de développement économique. La deuxième hypothèse se focalise sur l'ordre de démocratie des pays bénéficiaires dans la relation entre l'aide et l'inégalité de revenu. Afin de vérifier empiriquement les deux hypothèses développées, la variable  $C$  reflète 1) le niveau du développement économique et 2) un indice de la démocratie fourni par la base de données du Polity IV, au niveau de l'équation 6.2 :

$$Gini_{it} = \alpha + \beta_0 \text{Contrôle}_{it} + \beta_1 \text{Aide}_{it} + \beta_2 (\text{Aide}_{it} * C_{it}) + \gamma C_{it} + \eta_{it} \quad (2)$$

La mesure de la démocratie exprime (i) la présence des institutions qui permettent aux citoyens d'exprimer leur point de vue à l'égard de la situation politique ; (ii) une garantie des libertés civiles et une permission aux citoyens de participer à la politique. La variable est mesurée sur une échelle de 0 à 10, un score élevé reflète l'ampleur des avantages démocratiques. La mesure est exploitée par les travaux de sciences politiques et économiques, elle reflète une mesure plus précise de l'étendu de la démocratie au sein des institutions politiques relativement aux autres mesures de la démocratie.

Nous exploitons trois techniques économétriques. 1) les MCO. 2) la technique des VI est exploitée afin de pallier le problème d'endogénéité potentielle de l'aide, vu l'existence d'un biais de simultanéité et une causalité entre l'aide et l'inégalité (Chong et al. (2009)). Trois instruments sont déterminés et reflètent des critères culturels et géographiques. 3) étudier la dynamique de l'inégalité de revenu par la méthode des GMM en système semble crucial. La pauvreté et l'inégalité fournissent des séries persistantes à l'instar que les valeurs passées peuvent strictement affecter les valeurs courantes.

## 4. Résultats

### 4.1 Le rôle du développement économique

Les résultats du tableau 6.2 présentent l'impact de l'aide sur l'inégalité de revenu au sein de trois sous-groupes de pays classés par niveau de revenu par la technique des VI. Cependant la colonne 1 justifie un coefficient de signe négatif et significatif au seuil de 5% de la variable "aide" au sein des pays à niveau de revenu intermédiaire, tranche supérieur. Les pays pauvres

montrent qu'un accroissement de l'aide de 1% du PIB stimule l'accroissement de l'inégalité de revenu de 0,47 de points de pourcentage. Les résultats ne rejettent pas hypothèse formulée.

Les statistiques F de la première étape est supérieur à la valeur 10 (le seuil standard de la faiblesse des instruments) ainsi que le  $R^2$  de Shea confirme que les instruments exploités sont forts. De cette perspective, la stratégie d'instrumentation semble appropriée à l'instar que les instruments disposent un pouvoir prédictif satisfaisant qui permet de pallier l'endogénéité.

En dépit que l'effet de péréquation de l'aide est irrégulier au sein des pays pauvres, les donateurs ainsi que les bailleurs de fonds ne cessent pas le remboursement de l'aide à ce groupe de pays. Un ensemble d'arguments par Lehmann et al. (2012) justifient que l'octroi de l'aide ne se traduit pas nécessairement par un objectif de relance de la croissance du pays bénéficiaire quand bien même il existe l'intuition de stimuler la consommation des pauvres et une partie de l'aide consiste à résoudre les catastrophes naturelles et humaines selon la même source. L'aide est notamment destinée à réaliser des objectifs stratégiques ; politiques et commerciales par les donateurs, ce qui rend l'allocation de l'aide inéquitable.

Par surcroît, les résultats confirment que l'aide est favorable au sein des pays à niveau de revenu moyen (essentiellement des pays faiblement dépendent à l'aide, tableau 6.1). Ceci permet de poser la question suivante : pourquoi les organismes et les pays donateurs s'engagent à accorder de l'aide à des pays qui disposent des ressources locales substantielles. Une étude par Sumner (2013)<sup>59</sup> consiste à mener une réponse à cette question : la distribution de la pauvreté mondiale est passée des pays officiellement classés comme pays à niveau de revenu faible vers des pays classés à niveau de revenu moyen en justifiant que le trois quart de la pauvreté universelle réside dans les pays à niveau de revenu moyen dont ils disposant des ressources alternatives afin d'atténuer la pauvreté sur le moyen terme. Ceci reflète que la pauvreté au sein de ce groupe de pays est une priorité.

De ce fait, les donateurs considèrent le privilège des pays à revenu intermédiaire afin d'exploiter les ressources d'aide dans la réduction de la pauvreté. Trois raisons majeures permettent assurément de justifier d'une part la question ci-dessus. D'autre part, elles fournissent un argument de l'effet équitable de l'aide au sein des pays à revenu intermédiaire :

1. *La cohérence des politiques* des donateurs essentiellement les pays de l'OCDE à l'égard des pays à niveau de revenu moyen, notamment dans le domaine de commerce et

---

<sup>59</sup> Working Paper, WIDER

d'émigration est d'une importance considérable afin de les permettre une allocation plus efficace de l'aide. Une politique de resserrement de l'émigration réduit l'aide de 24% au sein des pays à niveau de revenu moyen (Berthélemy (2009)).

La politique de cohésion de l'OCDE au regard des pays à revenu intermédiaire est fortement liée à la politique de cohérence de ces derniers vis-à-vis les pays à niveau de revenu faible. Ceci dit, les donateurs de l'OCDE et les bailleurs de fonds des pays à niveau de revenu moyen se collaborent pour un développement et une coopération avec les pays à niveau de revenu faible en vue de réduire la pauvreté et atténuer l'écart de revenu.

2. *La croissance inclusive* est un privilège au sein des pays à revenu moyen. Une croissance économique accompagnée d'une inégalité spatiale permet de frustrer les provinces pauvres des bienfaits de la croissance économique. Ceci-dit, les sociétés civiles parmi les pays à revenu moyen sont caractérisées par une aptitude d'influencer le gouvernement à propos des politiques tributaires à la répartition régionale des ressources ainsi en ce qui concerne les priorités des dépenses publiques. Ceci constitue un instrument à travers lequel les acteurs de développement externes poursuivent des objectifs fermes de réduction de la pauvreté particulièrement atténué l'inégalité spatiale induite par l'inégalité sociale. L'idée signale l'importance de la croissance inclusive afin de rétablir les provinces pauvres.
3. *La politique de co-financement* entre les donateurs OCDE et les gouvernements des pays à niveau de revenu moyen au profit des pays à niveau de revenu faible (à l'instar des projets d'infrastructure). Ceci en raison des coûts initiaux élevés de ces projets par rapport aux avantages de long terme. Ceci reflète une action par laquelle l'aide allouée initialement aux pays à niveau de revenu moyen se redistribue ultérieurement aux pays à niveau de revenu faible et contribue à la réduction de l'inégalité.

L'ensemble de ces explications fournissent une argumentation des résultats illustrés par nos estimations et ne permet pas de rejeter l'hypothèse formulée et s'alignent avec les travaux de Layton et Nielsen (2009).

**Tableau 2 : Régression par groupe de revenu [technique de VI]**

Variable Dépendante : Gini

	[1] Revenu intermédiaire, tranche supérieur	[2] Revenu intermédiaire, tranche inférieur	[3] Faible revenu
Aide (en % du PIB)	-2,470** (-2,368)	-0,139 (-0,467)	0,476* (1,920)
Population âgée de 0 à 14	1,011*** (7,834)	0,475*** (4,403)	0,186 (0,862)
Population(Log)	1,103* (1,757)	-2,330*** (-3,439)	-1,539 (-1,531)
Développement financier(M2)	5,650** (2,082)	-5,394 (-1,564)	2,208 (0,258)
Agriculture, valeur ajoutée (% PIB)	-0,091 (0,163)	-0,209* (-1,691)	-0,212* (-1,768)
Industrie, valeur ajoutée (% PIB)	-0,597*** (-5,023)	0,510*** (4,584)	-0,026 (-0,165)
Constante	19,27 (1,622)	56,00*** (5,210)	59,40** (2,350)
Observations	72	92	49
R <sup>2</sup>	0,563	0,371	0,380
F-stat de la première étape	17,49	96,53	10,40
Test de Hansen –J (P-Value)	0,07	0,03	0,50
Partial R <sup>2</sup> -Shea	0,7	0,7	0,38

t-de Student entre parenthèse \*significatif à 10%, \*\*significatif à 5% et \*\*\*significatif à 1%. % La variable aide est considérée comme endogène ; Le test de Hansen-J permet de déterminer s'il existe une corrélation entre les instruments retenus et le terme d'erreur du modèle. Le partial R<sup>2</sup> de Shea consiste à valider les instruments associés à la variable "Aide". La statistique F de la première étape est supérieur à la valeur 10 (la valeur standard au-dessous duquel les instruments sont faibles)

Il est vraisemblable des résultats que l'effet distributif de l'aide étrangère dépend du niveau de revenu du pays récipiendaire. Plus le niveau de revenu d'un pays est classé meilleur, plus l'aide dispose un effet favorable sur la distribution de revenu. Ceci dit, le niveau de développement économique s'avère une condition déterminante de la relation en question. Les résultats de cette hypothèse sont présentés au niveau du tableau 6.5 (colonne 1, 2 et 3) et montrent qu'un accroissement de l'aide de 1% du PIB consiste à réduire le coefficient de Gini de 2,3 de points de pourcentage au sein des pays dont le niveau de revenu est supérieur à 1500 USD. Un résultat qui se corrobore avec le coefficient de la variable aide du tableau 6.2 (colonne 1) (dont l'aide réduit l'inégalité de 2,4 en points de pourcentages dans les pays à niveau de revenu intermédiaire, tranche supérieur). L'effet marginal de l'inégalité de revenu relativement à l'aide étrangère (selon le niveau de revenu/tête) s'annule à partir d'un niveau de revenu par tête de 1600 USD.

#### 4.2 L'importance de la démocratie

D'un autre point de vue, l'étude empirique étudie l'hypothèse du rôle de la démocratie dans l'effet distributif de l'aide. Les résultats sont présentés au niveau du tableau 6.5 (colonne 4, 5 et 6).



Le contrôle de l'endogénéité révèle des coefficients fortement significatifs et plus ample de la variable 'aide' et 'aide\*démocratie'. Le test de Hansen-J confirme l'absence de corrélation entre le terme d'erreur et les instruments retenus et montre l'adéquation de la technique des VI. Ainsi, le  $R^2$  de Shea exprime que les instruments disposent un pouvoir prédictif afin de pallier le problème d'endogénéité.

Les résultats témoignent un fait contre-intuitif à l'hypothèse optimiste des bienfaits de la démocratie au sein des pays bénéficiaires de l'aide. Les résultats justifient que l'aide est pro-pauvre au sein des pays autocrates et anti-pauvre dans les pays démocrates. Cependant nos résultats ne s'alignent pas avec les résultats de Chauvet et Soms (2007), ils se corroborent avec un ensemble de travaux :

- 1) A l'exemple de Bjørnskov (2010) qui justifie dans une étude de 88 pays que l'aide en conjonction avec la démocratie conduisent à une distribution asymétrique du revenu national et en faveur de la population riche.
- 2) Ainsi, l'analyse de Layton et Nielson (2009) menée sur 82 pays, vérifient que i) l'ensemble des pays sont caractérisés par un régime autoritaire ainsi que le processus de démocratisation est embryonnaire au sein de ces pays. A l'égal de notre échantillon, le niveau de démocratie est faible, à l'exception des pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. ii) la démocratie peut éventuellement favoriser la corruption au sein des groupes politiques et permet d'accroître l'inégalité.
- 3) A l'instar des travaux de Huber et al. (2006) qui ne justifient pas une baisse de l'inégalité de revenu dans l'Amérique Latine et les Caraïbes.

Un ensemble de canaux développés par Bjørnskov (2010) consistent à traduire le mécanisme à travers lequel la démocratie influe l'effet distributif de l'aide et argumente les résultats de notre étude.

*(i) Le canal des réformes institutionnelles*

La démocratisation permet éventuellement de préjudicier les parts de revenu des pauvres par le canal des réformes institutionnelles qui synchronisent le processus de transition démocratiques. Les réformes consistent à mettre en place des règlements afin de réduire le fonctionnement de l'économie noir dont elle constitue une source de revenu pour la catégorie pauvre, dès-lors ceci résulte un accroissement du chômage au sein de cette dernière catégorie (McMillan (2006)).

### *ii) La politique démocratique*

L'échec de la politique démocratique est un facteur crucial de l'inefficacité de l'aide qui peut entraîner une distribution inégalitaire de la richesse dans les pays démocratiques en écartant les préoccupations des pauvres des objectifs politiques et en accordant un intérêt particulier aux besoins des électeurs qui appartiennent habituellement aux riches. Tandis que le régime autocrate peut veiller à soutenir les parts de revenu des pauvres afin d'éviter les protestations sociales à l'intérieur des pays et garantir leur place dans le pouvoir, cet argument permet de confirmer les résultats vu que le régime démocrate ne reflète pas nécessairement un système adéquat.

### *iii) Le phénomène du syndrome hollandais.*

Le syndrome hollandais suite à une entrée massive d'aide se traduit par la dépréciation du TCER et la perte de la compétitivité du secteur manufacturière ainsi un mouvement des travailleurs du secteur formel vers le secteur informel. Cependant les réformes institutionnelles accompagnant le processus de démocratisation permettent de détériorer le secteur informel, une majorité des travailleurs de la catégorie pauvre perdent leur source de revenu.

### *iv) Le comportement des élites politiques*

Les élites politiques peuvent se permettre à tirer des rentes des ressources d'aide. Ce comportement est expliqué par la menace de perdre les privilèges suite à la mise en place d'un nouveau gouvernement ou lors de l'instauration d'un nouveau système institutionnel.

### *v) La politique des donateurs*

Les organismes donateurs prétendent que les pays démocrates se caractérisent par une capacité d'absorption et une allocation efficace de l'aide et focalisent l'effort de contrôle de l'attribution de l'aide sur les pays autocrates. Ceci dit, le manque de suivi favorise les distorsions de l'allocation de l'aide dans les pays démocratiques relativement aux pays autocrates dont ils jouissent d'un suivi permanent de l'allocation de l'aide. Cependant plusieurs organismes donateurs encouragent les pays démocratisés par des remboursements d'aide, les pauvres ne sont pas concernés par ce programme (Alesina et Dollar (2000)) et (Bjørnskov (2010)). Cependant une question se révèle quel est le canal élémentaire supposé expliquer nos résultats.

## **4.3 Articulation entre les deux hypothèses formulées**

Ce chapitre se focalise sur deux hypothèses qui permettent de prédire deux facteurs pertinents de la relation entre l'aide et la distribution de revenu. La première développe l'importance du niveau de développement économique à réduire l'inégalité de revenu. La deuxième montre que

la démocratie n'est pas une condition propice afin d'assurer un effet équitable de l'aide. Le tableau 6.3 résumé les deux effets opposés des deux hypothèses.

Tableau a : la disparité des deux hypothèses formulées

	Niveau de développement économique (Niveau de revenu/tête)	Niveau de démocratie (un indice mesuré sur une échelle de 0 à 10)
Impact de l'aide sur l'inégalité de revenu	Négatif	Positif

En effet, le mécanisme résulte deux interprétations, *i) soit la démocratie influe l'inégalité autrement selon l'ordre de dépendance à l'aide. ii) soit l'aide étrangère dispose un effet sur l'inégalité tributaire au degré de démocratie ainsi que la période de démocratisation.*

Une façon afin de déterminer l'effet le plus persistant parmi les deux hypothèses. Pour ce faire, une estimation est menée afin de prédire le sens de la relation et permet de diviser l'échantillon en deux sous-échantillons selon la médiane du niveau de PIB/tête de l'ensemble de l'échantillon. La variable d'interaction entre l'aide et le niveau de démocratie permet de justifier le sens de la relation. Si le coefficient de la variable interaction "Aide\*Démocratie" justifie un signe positif au niveau du sous échantillon (PIB/tête < médiane du PIB/tête de tout l'échantillon) et un signe négatif au niveau du sous échantillon (PIB/tête > médiane de l'échantillon) et s'aligne avec la première interprétation. Le cas alternatif est en mesure de vérifier un coefficient positif robuste de la variable d'interaction parmi les deux sous-échantillons.

Les résultats sont présentés dans le tableau 6.4 justifient la persistance du facteur de la démocratie quel que soit le niveau de revenu par tête. La variable d'interaction montre deux coefficients positifs et statistiquement significatifs au seuil de 1% et 5%, respectivement. Le point de retournement au-dessous duquel l'aide contribue à atténuer l'inégalité de revenu est égal à un score de 7 points de la variable démocratie<sup>60</sup>. Les pays suivants à l'instar de l'Algérie ; Malaysia ; Russie et Venezuela se situent à la fois au-dessous de ce seuil ainsi appartiennent au groupe de pays dont le niveau de revenu/tête est supérieur à la moyenne du revenu/tête de l'échantillon.

<sup>60</sup> La variable démocratie est mesurée sur un score de 0 à 10 points.

Tableau 3 : Articulation entre les deux Hypothèses : quel est le facteur le plus pertinent ? Régression basée sur la technique des VI

Variable Dépendante : Gini	[1]	[2]
	Groupe1 PIB/tête < Médiane PIB/tête	Groupe2 PIB/tête ≥ Médiane PIB/tête
Aide (en % du PIB)	-0,251 (-0,590)	-39,98** (-2,400)
Aide*Démocratie	0,316*** (2,799)	5,711** (2,306)
Démocratie	-0,468 (-0,855)	-1,302 (-1,112)
PIB /Tête (PPA, \$ courant) (en log)	32,10 (0,736)	-236,0 (-1,111)
PIB/tête <sup>2</sup> (en log)	-1,894 (-0,647)	11,51 (0,996)
Population âgée de 0 à 14	0,400*** (4,163)	0,226 (1,002)
Population(Log)	0,149 (0,127)	-0,395 (-0,356)
Développement financier(M2)	1,802 (0,364)	10,44* (1,852)
Agriculture, valeur ajoutée (% PIB)	0,0599 (0,525)	-0,922* (-1,879)
Industrie, valeur ajoutée (% PIB)	0,298*** (2,957)	-0,608*** (-3,213)
Constante	-125,7 (-0,738)	1,272 (1,296)
Observations	72	119
Hansen-J	0,21	0,17
R <sup>2</sup> -Shea1	0,49	0,05
R <sup>2</sup> -Shea2	0,16	0,05

t-de student entre parenthèse \*significatif à 10%, \*\*significatif à 5% et \*\*\*significatif à 1%. La variable aide est considérée comme endogène. La variable interaction est instrumentée par le produit entre l'instrument de l'aide et la variable conditionnelle. Le R<sup>2</sup> de Shea consiste à valider les instruments associés à la variable "Aide" ; Le test de Hansen-J permet de déterminer s'il existe une corrélation entre les instruments retenus et le terme d'erreur du modèle.

#### 4.4 Spécificité régionale

L'étude de l'impact de l'aide sur l'inégalité de revenu nécessite révéler la disparité régionale. Le passage à l'étude régionale est vérifié par le test de Wald ainsi que le F-test, dont l'hypothèse nulle suppose l'absence de différence entre les groupes étudiés. Ceci revient à répondre à la question suivante : est-ce que l'aide étrangère est favorable pour certains groupes et inégalitaire dans d'autres régions. L'équation 6.3 consiste à répondre à cette question :

$$Gini_{it} = \alpha + \beta_0 Contr\grave{o}le_{it} + \beta_1 Aide_{it} + \gamma MuetteR\grave{e}gion_j + \eta_{it} \quad (3)$$

Trois techniques sont exploitées (MCO, GMM et VI). Le groupe de référence est 'l'Afrique Sub-Saharienne' vu la forte dépendance à l'aide qui présente plus de 12% de son PIB.

Les résultats sont présentés au niveau du tableau 6.5 (colonne 7, 8 et 9). La qualité des résultats s'est améliorée (le R<sup>2</sup> de l'étude régionale est relativement supérieur à celui de l'ensemble de l'échantillon). Le contrôle de l'endogénéité justifie un coefficient plus élevé et fortement significatif de la variable aide. Le test de Hansen-J confirme l'absence d'une corrélation entre

les instruments retenus ainsi le terme d'erreur du modèle. Le  $R^2$ Shea-1 ainsi que le  $R^2$ Shea-2 affirment la validité des instruments exploités.

Un accroissement de l'aide de 1% du PIB entraîne une accentuation de l'indice de Gini de 1 point de pourcentage au sein du groupe de référence 'l'Afrique Sub-Saharienne. Ceci reflète l'incapacité du continent à absorber de façon efficace l'aide et la transférer dans l'économie locale. D'autant que l'absence des canaux de transmission de l'aide vers les projets productifs est une entrave pour une distribution égalitaire des richesses. Outre que l'inefficacité de l'aide en Afrique est reliée à une utilisation impropre de cet afflux. Le modèle de l'ancien président du Zaïre ainsi celui du Zimbabwe parmi d'autres ont fait preuve d'un détournement des fonds d'aide à leur profit.

Ce résultat s'aligne à Chauvet et Somps (2007) : le manque du contexte institutionnel adéquat ; le niveau de pauvreté accru ainsi que la forte dépendance à l'aide fournissent une entrave pour l'efficacité de l'aide en Afrique. Réduire la dépendance de l'Afrique à l'aide étrangère est solution partielle à l'inefficacité de l'aide (Loxley et Sackey (2008)).

Les résultats associés aux muettes régionales relève que l'Amérique Latine et les Caraïbes évoquent initialement une distribution inégalitaire de ses ressources relativement au groupe de référence, selon la mesure de l'indice de Gini. Ceci se corrobore à Choi (2006) : l'Amérique-Latine et les Caraïbes se considèrent plus inégalitaire que les pays du continent asiatique. Lee et al. (2007) : les pays de l'Amérique Latine sont plus inégalitaires que les pays de l'Europe. Cependant l'Asie de l'Est, Sud et Pacifique ; l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ainsi que la région MENA se regardent des continents plus égalitaires en terme de distribution de revenu relativement au groupe de référence.

**Tableau 4 Effet non linéaire de l'Aide sur l'inégalité de revenu [1984-2010]**

V. Dépendante: GINI	[1] MCO	[2] GMM	[3] IV	[4] MCO	[5] GMM	[6] IV	[7] MCO	[8] GMM	[9] IV
I,Gini		,917*** (33,98)			,921*** (40,66)			,885*** (42,57)	
Aide (en % PIB)	7,560*** (7,09)	2,743*** (3,44)	17,209** (2,31)	,349** (2,18)	,197*** (2,78)	1,509*** (4,33)	,337** (2,73)	,077* (1,76)	1,031*** (2,89)
Aide*PIB/ tête (log)	-1,025*** (-7,02)	-,376*** (-3,37)	-2,360** (-2,29)						
Aide*Démocratie				-,012 (-0,50)	,023 (1,51)	,531*** (4,07)			
Démocratie				1,028*** (6,94)	,028 (0,51)	1,537*** (2,74)			
PIB /Tête (PPA, \$ courant)	94,066*** (7,55)	25,412*** (3,59)	40,247 (1,19)	43,288*** (4,84)	11,158** (2,36)	13,270 (1,29)	30,671*** (4,34)	8,972*** (2,86)	46,322*** (3,26)
(PIB /tête) <sup>2</sup>	-5,410*** (-7,35)	-1,482*** (-3,49)	-2,292 (-1,12)	-2,447*** (-4,59)	-,564* (-1,99)	-,675 (-1,06)	-1,878*** (-4,67)	-,560*** (-3,20)	-2,583*** (-3,29)
Population âgée de 0 à 14 (%du total)	,596*** (12,97)	,080** (2,60)	,022 (0,08)	,689*** (16,13)	,082*** (4,07)	-,063 (-0,39)	-,094** (-2,41)	,070** (2,05)	-,089 (-1,40)
Population (log)	-,223 (-0,68)	-,145 (-0,74)	-,979 (-1,12)	,479 (1,48)	,540*** (3,07)	,165 (0,35)	,069 (-0,28)	,023 (0,28)	,502 (0,91)
Développement financier (M2)	-,182 (-0,15)	-1,343* (-1,73)	-3,271 (-1,24)	,396 (0,29)	-1,582** (-2,32)	2,739 (0,82)	4,493*** (4,14)	1,48** (2,06)	2,114 (1,17)
Agriculture, valeur ajoutée (%PIB)	-,171** (-2,32)	-,035 (-1,17)	-,661* (-1,87)	-,0133* (-1,90)	,017 (0,50)	-,725** (-2,31)	-,032 (-0,57)	-,037* (-1,22)	,001 (0,03)
Industrie, valeur ajoutée (% PIB)	-,143*** (-1,43)	,009 (0,36)	-,276* (-1,82)	-,016 (-0,31)	,047 (1,46)	,032 (0,20)	-,026 (-0,69)	,041** (2,18)	,027 (0,44)
Muette Asie (AS)							-7,932*** (-5,69)	,090 (0,11)	-5,37*** (-2,82)
Muette Europe Est+ Asie centrale (EE)							-12,141*** (-7,55)	,194 (0,24)	-15,655*** (-6,95)
Muette A. Latine (AL)							9,218*** (6,19)	1,617** (2,17)	7,154** (3,69)
Muette MENA							-8,161** (-5,51)	-,065 (-0,09)	-8,360*** (-4,69)
Constante	-369,27	-103,429*** (-3,56)	-94,467 (-0,69)	-180,51	-64,086*** (-3,08)	-28,540 (-0,61)	-78,715** (-2,44)	-35,709** (-2,53)	-169,80** (-2,46)
R <sup>2</sup>	0,34		0,51	0,34		0,62	0,70		0,63
AR(1)		0,080			0,085			0,09	
AR(2)		0,219			0,178			0,19	
Instruments		29			33			50	
Observations	663	233	22	654	229	26	663	215	245
Test de Hansen-J (P Value)			0,51			0,17			0,71
R <sup>2</sup> -Shea1			0,70			0,94			0,76

<b>R<sup>2</sup>-Shea2</b>	0,73	0,86		-
<b>Test de Wald (P-value)</b>			0,000	

Chaque spécification est estimée en utilisant Trois technique (MCO, GMM système et VI. Le test de Hansen-J permet de déterminer s'il existe une corrélation entre les instruments retenus et le terme d'erreur du modèle. Colonne [1] à [6] : R<sup>2</sup> Shea1 et R<sup>2</sup> Shea2 informent sur la validité des instruments associés à la variable Aide et Aide\*Variable conditionnelle, respectivement. Colonnes de [7] à [9] sont associées à l'étude régionale, le groupe de référence est l'Afrique Sub-Saharienne, vu sa forte dépendance à l'aide multilatérale. t-de student entre parenthèse. \*significatif à 10%, \*\*significatif à 5% et \*\*\*significatif à 1%. Le passage à l'étude régionale est vérifié par le test de Wald et le F-Test, dont l'hypothèse nulle suppose l'absence de différence entre les groupes étudiés.

## Conclusion

La rhétorique de l'absence des retombées positives de l'aide au sein des pays récipiendaires est toujours controversable. La question est accentuée lorsque l'inégalité de revenu est amplifiée au sein des pays récipiendaire d'aide. Ceci dit, une partie considérable de l'aide est allouée vers des intérêts particuliers et ne fait pas bénéficier l'intérêt général des pays récipiendaires.

L'hypothèse optimiste des bienfaits de la démocratie au sein des pays récipiendaires d'aide n'est pas justifiée.

En exploitant l'indice de Gini comme mesure de l'inégalité de revenu au sein d'un échantillon de 66 pays en développement, il se vérifie que l'aide est attribuée à une distribution inéquitable des richesses ainsi une partie importante du revenu national est détenue par la catégorie riche de la société. Ceci est particulièrement constaté aux pays démocratiques ou en transition démocratiques. Ce résultat révèle le caractère inéquitable de l'aide et en rapport avec le facteur de la démocratie.

Le contrôle de l'endogénéité confirme ce résultat ainsi l'estimation est robuste en divisant l'échantillon en deux (selon l'ordre de dépendance à l'aide). L'articulation des deux hypothèses montre que le facteur de la démocratie joue un rôle crucial dans la relation en question relativement au degré de dépendance à l'aide.

Dans l'ensemble, les résultats du chapitre confirment que la conjonction de l'aide étrangère ainsi la démocratie entraîne l'exploitation du revenu national par les élites politiques. Un effet qui s'aligne avec l'analyse de Tsai (2006). Bien que la relation en question ne soit pas exclusivement tributaire aux comportements des élites politiques, d'autres canaux développés par Bjørnskov (2010) à l'instar de la politique des donateurs ; les répercussions des réformes institutionnelles et démocratiques sont susceptibles d'expliquer ce résultat contre-intuitif.

Alors que les principaux pays et organismes donateurs de l'aide ciblent les pays inégalitaires et en transition démocratiques afin d'atteindre les objectifs des nations-unis pour le développement du millénaire, nos résultats s'interrogent si les deux objectifs distincts (assurer une égalité de revenu ainsi un contexte démocratique) peuvent éventuellement être atteint à travers l'aide. Ceci peut éventuellement faire l'objet d'une analyse plus approfondie dans des travaux futurs de recherche.



## Conclusion Générale

Cette thèse met l'accent sur les répercussions des afflux de financements extérieurs au sein des PED en exploitant des données de panel. Elle se divise en trois parties. La première partie étudie les conséquences de l'ensemble des afflux sur le TCER ; La deuxième partie s'intéresse à l'effet social 'distributif' des afflux de financements extérieurs. La troisième partie se focalise sur l'impact des envois de fonds des migrants et l'aide au développement sur l'inégalité de revenu.

Le premier chapitre de la première partie est une synthèse des mesures théoriques et pratiques de la notion du taux de change. Ce chapitre développe également des concepts théoriques affluents le TCER similairement que les afflux de financements extérieurs. En effet, une entrée massive des afflux est semblable à un choc exogène à l'instar d'une abondance des ressources naturelles qui reflète la présence du 'syndrome hollandais'. Un fait qui donne naissance à l'élargissement de la richesse des nations bénéficiaires et stimule l'expansion de la demande agrégée des deux biens du secteur échangeable et non-échangeable (effet de dépense). L'accroissement de la consommation des biens domestiques se traduit par une accentuation des prix des biens du secteur non-échangeable relativement au prix des biens du secteur échangeable dont les prix sont exogènes et soumis à la concurrence internationale. Ceci déclenche alors un effet de mouvement des ressources vers le secteur de production non échangeable aux dépens du secteur de biens échangeable dont il témoigne une contraction du facteur travail. L'ensemble de ces faits conduisent à l'appréciation du TCR, définit dans une petite économie de marché et selon une optique de production par le rapport du prix du bien non échangeable au prix du bien échangeable. Le concept du 'paradoxe de Lucas' est également développé afin d'explicitier les facteurs par lesquelles les afflux ne sont pas orientés aux pays pauvres en capital et qui se rapportent à la différence technologique ; l'écart des moyens de production et particulièrement la différence institutionnelle.

Le deuxième chapitre est une application des répercussions des afflux de financements privés et publics sur le TCER dans la région MENA. Les résultats de l'estimation économétrique montrent que l'appréciation du TCER est non seulement stimulée par les afflux publics à l'instar de l'aide et les prêts bilatéraux et multilatéraux mais aussi par des afflux privés ayant des effets dissemblables. Alors que les IDE et les transferts des migrants sont favorables pour l'économie récipiendaire, les flux de portefeuilles ainsi que les prêts bancaires confirment les hypothèses du 'syndrome hollandais'. Ce fait s'atténue lorsque le contexte institutionnel est convenable (un

profil d'investissement propice et une responsabilisation démocratique). De surcroît, la faiblesse du risque économique et financier contribue à mieux gérer ces afflux sans détériorer la compétitivité à l'exportation. Le caractère stable ; non volatile et moins spéculatif des afflux d'IDE ainsi l'apport du transfert technologique et managérial permettent d'améliorer la productivité locale et le maintien de la compétitivité à l'exportation. En outre, quel que soit le motif des transferts des migrants *altruistes ou personnel*, ils assurent le lissage de la consommation lors des récessions économiques et financent des micro-projets, respectivement, et ne détériorent pas la compétitivité à l'exportation.

La deuxième partie de la thèse se focalise sur les répercussions des afflux de financements extérieurs sur les parts de revenu. Le chapitre 3 aborde la méthodologie et les différentes difficultés techniques rencontrées dans les chapitres suivants et propose des solutions empiriques. Ainsi, nous discutons le choix de l'échantillon qui s'étend à 66 pays en développement afin d'étudier l'inégalité de revenu, un fait qui persiste dans le temps et exige un échantillon de taille considérable étant donné le manque des données nécessaires. Pour ce faire, deux mesures de distribution de revenu sont exploitées. Nous identifions également le problème d'endogénéité des variables d'intérêt et proposons des instruments appropriés.

Dans le quatrième chapitre, nous avons formulé une synthèse de l'ensemble des canaux susceptibles de refléter le mécanisme de transmission entre la globalisation et les parts de revenu. L'accent est mis principalement sur le canal de la libéralisation financière. Il s'avère que l'OC n'est pas pro-pauvre et une mise en cause de la théorie du commerce international. Les critiques du modèle HOS ne sont pas simplement liées au manque d'un support empirique, elles sont ainsi reliées à l'incohérence de ses hypothèses avec le contexte réel. Ceci exige l'abolition des barrières à l'entrée aux firmes étrangères et une mobilité des travailleurs entre les secteurs ainsi le transfert technologique afin de se mettre à la concurrence internationale.

L'absence d'un effet robuste de l'impact des afflux de financements extérieurs sur les parts de revenu appelle une investigation profonde et nous conduit à la troisième partie de la thèse.

L'analyse de l'effet distributif des afflux de financements extérieurs se poursuit au niveau de la troisième partie, une mise au point sur les envois de fonds des migrants et l'aide au développement dont la relation entre les deux afflux s'avère non encore clair si c'est complémentaire ; substituable ou indépendante. Un intérêt particulier s'accorde à l'impact des transferts des migrants (en tant qu'afflux privés et source permanente de revenu pour les familles récipiendaires) sur l'indice de Gini (chapitre 5). Une première hypothèse prétend que

l'origine sociale du migrant est cruciale au niveau de la relation entre les transferts des migrants et la répartition de revenu. Si le migrant est d'origine pauvre, les transferts permettent de jouir les familles pauvres et réduisent l'écart de revenu entre les classes sociales au pays d'origine. En effet, il est observé des résultats que le migrant représentatif ou d'origine pauvre appartient nécessairement (i) à un pays riche qui dispose un niveau de revenu supérieur ou équivalent à 3300USD. Un ménage riche résident au sein d'un pays riche n'est pas motivé par l'émigration puisque l'écart salarial n'est pas appréciable. (ii) Ainsi, le migrant typique est susceptible d'appartenir à un pays appliquant des coûts migratoires faibles à l'égal d'un coût d'obtention d'un passeport inférieur à 3 % du PIB/tête afin d'avoir accès à l'émigration. (iii) De surcroît, le modèle du migrant est assurément issu d'un pays dont le niveau d'émigration qualifié est faible, ne dépasse pas 22% de l'ensemble de la population ayant un niveau d'éducation tertiaire. Le migrant qualifié est supposé ressorti d'une famille de classe sociale riche. Par ailleurs, les trois conditions justifient l'effet de répartition équitable des transferts lorsque le migrant représentatif est issu d'une classe sociale pauvre.

Le chapitre 5 développe également l'importance associée aux frais de transfert d'argent et leurs répercussions sur le canal d'envoi et sur la problématique en question. L'estimation d'un modèle de coût confirme l'hypothèse selon laquelle la variation des frais de transfert permet de spécifier le canal de transfert. Cependant des coûts de transfert élevés incitent le recours aux canaux informels, la masse des transferts enregistrés par les canaux officiels expriment une transmission par des migrants insensibles à la variation des frais de transfert, essentiellement des migrants qualifiés (aisément rémunérés) et des migrants riches. Ce qui justifie l'amplification de l'écart de revenu entre les classes sociales du pays d'origine et s'aligne avec les résultats menés qui prouvent que les frais de transfert d'argent au-dessous duquel les envois de fonds atténuent l'inégalité s'établit à 5% du montant envoyé. Un coût semblable aux frais de transfert d'argent chargés par le canal informel.

Les résultats du chapitre 6 ne confirment pas l'hypothèse optimiste assujettie aux bienfaits de la démocratie afin de permettre une allocation efficace de l'aide au développement en tant qu'un afflux de financements publics. Ceci est en effet la conséquence d'une politique démocratique inadéquate accompagnée par des réformes institutionnelles rigides et en défaveur des pauvres ainsi une politique incohérente des donateurs et un comportement inadapté des élites politiques, ce qui amplifie l'inégalité de revenu. Les résultats ont prouvé également que les pays moins dépendants à l'aide et se classifient en tant que des pays à niveau de revenu moyen assurent une exploitation efficace de l'aide et favorisent les pauvres relativement aux pays à

niveau de revenu faible et fortement tributaires à l'aide étrangère. Il se révèle que les donateurs poursuivent l'octroi de cette assistance financière à des pays qui disposent des ressources locales grâce à la politique cohérente de ces derniers à l'instar d'une politique de croissance inclusive par la réduction de pauvreté ainsi que la politique de co-financement entre les donateurs et les pays à niveau de revenu moyen pour la réalisation des projets d'infrastructure au sein des pays à niveau de revenu faible.

Afin de synthétiser, cette thèse a montré l'importance des afflux de financements extérieurs pour les économies en développement. La portée de chaque afflux à l'économie récipiendaire est d'ampleur divergente. Les résultats justifient que les IDE ainsi les transferts des migrants promeuvent la compétitivité à l'exportation. Bien que les flux de portefeuilles, l'aide ainsi les crédits transnationaux apprécient le TCER, l'effet est conditionnel au contexte institutionnel. Les incidences distributives des afflux s'avèrent plus compliquées. Les afflux de financements extérieurs sont vitaux pour l'économie récipiendaire, toutefois ne sont pas ordinairement au profit des pauvres. L'effet est tributaire à un ensemble de facteurs susceptibles de réduire l'écart de revenu au sein des pays récipiendaires.

### ***Les implications de politique économique***

Un défi primordial pour les économies assujetties aux afflux de financement extérieurs est d'objectiver des politiques qui favorisent l'accroissement des afflux productifs et pro-pauvres et d'atténuer leurs effets secondaires préjudiciables. Cette thèse propose des implications de politique économique appropriées afin de concrétiser ces objectifs.

D'abord, compte tenu des retombées positives associées aux IDE, il est indispensable de sensibiliser les autorités financières de l'importance du climat institutionnel et suivre une politique réconfortant l'arrivée des investisseurs étrangers ; se rassurer de leur confiance et abolir ainsi les entraves à l'entrée aux firmes multinationales. Les suites sont vitales notamment pour les PED nécessitant en capital. Les répercussions ne s'en tiennent pas uniquement à la création d'emploi par les investissements entièrement nouveaux, ils se manifestent également par le transfert managérial et technologique et renforcent la compétitivité des produits locaux.

Ainsi, une deuxième source de financements externes substantielle pour la stimulation des micro-projets et fournit une assistance financière permanente lors des récessions économiques à l'instar des transferts des migrants dont le volume devra augmenter à mesure que les coûts de transfert baissent. Les envois de fonds disposent un effet pro-pauvre au fur et à mesure que le

migrant est d'origine sociale pauvre ; ait accès à l'émigration ainsi que les frais de transfert d'argent s'atténuent. Par ailleurs, la communauté internationale est susceptible d'une part éliminer les entraves à l'émigration par la réduction des frais associés à l'émigration et la simplification de la procédure. De l'autre, elle est appelée à des actions fermes afin de prohiber les transferts non réglementés, au plus des politiques en faveur de l'atténuation des frais associés aux opérateurs et aux services de transfert d'argent par l'instauration d'une concurrence entre les organismes et les opérateurs de transfert d'argent. Le sommet d'Aquila en 2009 recommande une telle action à l'instar : 'compte tenu des répercussions de développement des envois de fonds, ils auraient des facilités de transfert plus efficace et une meilleure exploitation des transferts des migrants et renforcer ainsi la coopération entre les organisations nationales et internationales afin de concrétiser les recommandations de la conférence du G8 à Berlin en 2007. Nous allons viser rendre les services financiers plus accessibles aux migrants et à ceux qui reçoivent des fonds dans le monde. Nous travaillerons en particulier à atteindre l'objectif d'une réduction des coûts moyen mondiaux de sa valeur actuelle 10% à 5% dans un délai de cinq ans afin de générer une augmentation significative du revenu du migrant et de sa famille dans le monde en développement<sup>61</sup>. Ceci est par l'intermédiaire d'une information claire ; la transparence ; la concurrence par l'exploitation du système de transfert d'argent en ligne et par les téléphones mobile qui fournissent un atout considérable (Ratha (2015)). Ainsi, réduire les commissions de recherche d'emploi par les migrants non-qualifiés et appliquer un suivi plus étroit sur les agences de recrutements est un moyen d'augmenter les transferts des migrants (Ratha (2015)).

Au niveau du portail de la BM associé à la base de données des frais de transfert 'Remittance prices worldwide', il signale l'utilité de rendre un marché plus transparent par la réduction des frais de transfert. Une réduction des frais de transfert de 5 % du montant envoyé permet d'accroître les transferts de 16 milliards de dollar par année.

Une implication de politique économique relative aux organismes donateurs de l'aide qui sont prétendus réviser leur stratégie d'octroi de l'aide en se basant sur les besoins économiques du pays bénéficiaires et non pas les considérations stratégiques ; politiques et commerciales des donateurs. L'annulation des restrictions commerciales à l'exportation à l'égard des pays récipiendaires d'aide ainsi l'allègement de l'émigration sélective à l'égard des migrants originaires de ces pays semblent deux actions pertinentes afin de rendre les politiques des

---

<sup>61</sup> Une citation reprise de la thèse d'Ebeke (2011)

donateurs plus cohérentes avec l'objectif de développement de l'aide. Tandis que la communauté internationale est susceptible continuer à fournir de l'aide aux pays à niveau de revenu moyen afin de réduire l'inégalité et renforcer aussi la société civile, les objectifs de développement devraient réduire la pauvreté au sein des pays à niveau faible de revenu.

### ***Limites et perspectives de la thèse***

Des données plus précises et cohérentes sont indispensables afin de tirer des conclusions plus convaincantes. Bien que, le coefficient de Gini est un indice synthétique et ne reflète pas assurément une mesure propice de l'inégalité de revenu, l'exploitation de cette variable est motivée par la disponibilité des données.

La nature dynamique de la notion de taux de change et la constance des inégalités ainsi que la forte dépendance économique des pays appartenant à une même région nécessite accorder une attention particulière à la politique spatiale de voisinage ainsi aux différentes formes horizontales et spatiales des inégalités qui ont des implications sur la croissance inclusive des PED.

Il s'avère consistant de mener une étude sur l'impact potentiel des transferts des migrants sur le taux de participation au marché de travail au sein du pays récipiendaire. Tandis que notre étude entreprend en particulier la question de l'effet distributif des transferts privés des migrants, il se révèle important de chercher les répercussions de cet afflux sur le marché de travail comme piste de recherche future.

Bien que l'analyse technique de notre étude montre l'absence d'une relation de long terme parmi les flux de financements extérieurs et le TCER, il paraît utile d'étudier la relation de co-intégration entre le TCR et ses fondamentaux comme une perspective de recherche dans le futur.

## **Bibliographie**

Abdih, Y., Chami, R., Dagher, J., Montiel, P., 2012. *Remittances and Institutions: are remittances a Curse*. *World Development*, 40, 657–666.

Abida, Z., 2010. *Afflux de capitaux, taux de change réel et développement financier : évidence empirique pour les pays du Maghreb*. *Global Journal of Management and Business Research*, 11, 43-58.

Acemoglu, D., Johnson, S., Robinson, J., 2004. *Institutions as the fundamental cause of long-run growth*. NBER Working Paper Series, 10481.

Acosta, P., Caldéron, C., Fajnzylber, P., Lopez, H., 2006. *Remittances and Development in Latin America*. *The World Economy*, 29, 957-987.

Acosta, P A., Lartey, E., Mandelman, F s., 2009. *Remittances and Dutch disease*. *Journal of International Economics*, 79, 102-116.

Acosta, P A., Baerg, N R., Mandelman, F s., 2009. *Financial Development, Remittances and Real exchange rate Appreciation*. *Federal Reserve Bank of Atlantica, Econmic Review*, 94, 1-12.

Adams, R., 2007. *The determinants of International remittances in Developing countries*. *World Development*, 37, 93-103.

Agenor, P.R., 2004. *Does Globalization Hurt the Poor?* *International Economics and Economic Policy*, 1, 21–51.

Aghion. P., Alesina. A., Trebbi. F., 2004. *Endogenous Political Institutions*. *The Quarterly Journal of Economics*.

Aiken, L., West, S., 1991. *Multiple Regression: Testing and interpreting interactions*. Sage Publications.

Alderson, A.S., Nielsen, F., 1999. *Income Inequality, Development, and Dependence: A Reconsideration*. *American Sociological Review*, 64, 606-631.

Alesina, A., Dollar, D., 2000. *Who gives foreign aid to whom and why?* *Journal of Economic Growth*, 5, 33-63.

Alesina, A., Weder, B., 2002. *Do corrupt governments receive less foreign aid?* *American Economic Review* 92, 1126–1137.

Alfaro, L., Ozcan, S., Volosovych, V., 2008. *Why doesn't capital flow from rich to poor countries? An empirical investigation*. *The Review of Economics and Statistics*, 2, 324-346.

Ali, M., Nishat, M., Anwar, T., 2009. *Do Foreign Inflows Benefit Pakistani Poor?* *The Pakistan Development Review*, 4, 715–738.

Allen, F., Giovannetti, G. 2010. *The effects of the financial crisis on Sub-Saharan Africa*. *Review of Development Finance*, 1, 1–27.

Anderson, E., 2005. *Openness and inequality in developing countries: A review of theory and recent evidence*. *World Development*, 33, 1045–1063.

Arellano, M., Bond, S., 1991. *Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations*. *Review of economic studies*, 58, 277-297.

Arellano, M., Bover, O., 1995. *Another look at the instrumental variable estimation of error-components models*. *Journal of Econometrics*, 68, 29–51.

Asian Development Bank. 2012. *Papua New Guinea Critical Development Constraints. Country Diagnostics Studies*.

Assidon, E., 2002. *Les théories économiques du développement*, 3<sup>e</sup> édition. La Découverte-Repères.

Athukorala, P., Rajapatirana, S., 2003. *Capital Inflows and the real exchange rate: a comparative study of Asia and Latin America*. *The world economy*, 26, 613-37.



- Baltagi, B.H, Demetriades, P.O, Law, S.H., 2009. *Financial development and openness: Evidence from panel data*. Journal of Development Economics, 89, 285-296.
- Bandara, S., 1995. —*Dutch Disease in a Developing Country: The Case of Foreign Capital Inflows to Sri Lanka*. Seoul Journal of Economics, 8, 314–29.
- Banerjee, A., Iyer, L. 2002. *History, institutions and economic performance: The legacy of colonial land*, 95, 1190-1213.
- Banque Mondiale, 1997. *Private Capital Flows to Developing Countries. The road to financial integration*. A world Bank Policy Research Report.
- Banque Mondiale. 2008. *Multilateral Investment Guarantee Agency MIGA*. Annual Report.
- Banque Mondiale. 2009. *Multilateral Investment Guarantee Agency MIGA*. Annual Report.
- Banque Mondiale. 2011. *Multilateral Investment Guarantee Agency MIGA*. Annual Report.
- Banque Mondiale. 2014. *Migration and remittances: recent developments and outlook special topic: forced migration*. Migration and development brief, 23.
- Barajas, Adolfo, Ralph Chami, Dalia Hakura, Peter J., Montiel. 2011. *Worker remittances and the equilibrium real exchange rate: Theory and evidence*. *Economia*, 11, 45-94.
- Barro, R.J., 2000. *Inequality and Growth in a Panel of Countries*. Journal of economic growth, 5, 5-32.
- Baum, C.F., Schaffer, M.E., Stillman, S., 2003. *Instrumental variables and GMM: Estimation and testing*. Stata journal 3, 1–31.
- Baum C.F., Schaffer M.e., Stillman S. 2007. *Enhanced routines for instrumental variables/GMM estimation and testing*. Boston College Economics Working Paper N°.667.
- Bayangos, V., Jansen, K., 2011. *Remittances and Competitiveness: the case of the Philippines*. World Development, 39, 1834–1846.
- Beckfield, J., 2006. *European Integration and Income Inequality*. American Sociological Review, 71, 964-985.
- Behrman, J., N. Birdsall M. Szekely 2007. *Economic Policy and Wage Differentials in Latin America*. Economic Development and Cultural Change, 56, 57-97.

Beitz, C.R., 1982. Democracy in developing societies. In: Gastil, R. (Ed), freedom in the world. Freedom House, New York.

Ben Naceur, S., Kamar, B., Bakardzhieva, D., 2012. *Disaggregated Capital Flows and Developing Countries' Competitiveness*. World Development 40, 223-237.

Bergh, A., Nilsson, T., 2014. *Is Globalization Reducing Absolute Poverty?* World Development 62, 42–61.

Berman, E., Machin, S. 2000. *Skill-biased technology transfer around the world*. Oxford Review of Economic Policy, 16, 12–22.

Bernard, A.B., Jensen, J.B., Lawrence, R.Z., 1995. *Exporters, Jobs, and Wages in U.S. Manufacturing: 1976-1987*. Brookings Papers on Economic Activity. Microeconomics, 67.

Berthélemy, J.C., Tichit, A., 2004. *Bilateral donors' aid allocations-a three dimensional panel analysis*. International review of economics and finance, 13, 253-274.

Berthélemy, J.C., 2006. *Bilateral donors' interest vs. recipients' development motives in aid allocation: do all donors behave the same?* Review of Development Economics 10, 179–194.

Berthelemy, J. C., M. Beuran, M. Maurel. 2009. *Aid and Migration: Substitutes or Complements?* World Development, 37, 1589–99.

Bettin, G., Zazzaro, A., 2011. *Remittances and Financial Development: Substitutes or Complements in Economic Growth?* Bulletin of Economic Research, 64, 509-536.

Bjerg, C., Bjørnskov, C., Holm, A., 2011. *Growth, debt burdens and alleviating effects of foreign aid in least developed countries*. European Journal of Political Economy 27, 143–153.

Bjørnskov, C., 2010. *Do elites benefit from democracy and foreign aid in developing countries?* Journal of Development Economics 92, 115–124.

Blalock, G., Veloso, F., 2007. Imports, Productivity growth, and supply chain learning. *World Development*, 35, 1134-1151.

Blonigen, B., 1997. *Firm-specific assets and the link between exchange rates and foreign direct investment*. *American Economic Review*, 87, 447-465.

Blundell, R., Bond, R., 1998. *Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models*. *Journal of Econometrics* 87, 115-143.

Bourguignon, F., 2002. The growth elasticity of poverty reduction: Explaining heterogeneity across countries and time-periods. DELTA Working Paper 2002-03.

Bourguignon, F., Levin, V., Rosenblatt, D., 2006. *Global redistribution of income*, World Bank Policy Research Paper 3961.

Bornschieer, V., 1981. *Comment on Weede and Tiefenbach*. *International Studies Quarterly*, 25, 283-288.

Bornschieer, V., Chase-Dunn, C., 1985. *Transnational Corporations and Underdevelopment*. New York, NY Praeger.

Brambor, T., Clark, W., Golder, M., 2005. *Understanding Interaction Models: Improving Empirical Analyses*. *Political Analysis* 14, 63-82

Brun, J.-F., Chambas, G., Guerineau, S., 2011. *Aide et mobilisation fiscale dans les pays en Développement*. CERDI, Etudes et documents, E 2008.12.

Buchanan, B., Le, Q V., Rishi, M., 2011. *Foreign Direct Investment and Institutional quality: Some Empirical Evidence*. *International Review of Financial Analysis*, 21, 81-89

Bulir, A., Lane, T., 2002. *Aid and Fiscal Management*. IMF Working Papers 02/112.

Burnside, C., Dollar, D., 2000. *Aid, Policies and Growth*. *American Economic Review* 90, 847-868.

Caldéron, C., Fajnzylber, P., López, J.H., 2007. *Remittances and Growth: The Role of Complementary Policies*. World Bank, 335-368.

Calero, C., Bedi, A.S., Sparrow, R., 2009. *Remittances, liquidity constraints and human capital investments in Ecuador*. World Development, 37, 1143–1154.

Calvo, G., Leiderman, L., Reinhart, C., 1993. —*Capital Inflows and Real Exchange Rate Appreciation in Latin America: The Role of External Factors*. IMF Staff Papers, 401, 108–51

CARIM. *Migration Profile*. European University Institute.

Catrinescu, N., Leon-Ledesma, N., Piracha, M., Quillin, B. 2008. *Remittances, institutions and economic growth*. World Development, 37, 81-92.

Chami, R., Barajas A., Cosimano T., Fullenkamp C.; Gapen M. Montiel P., 2008. *Macroeconomic consequences of remittances*. IMF Occasional Paper 259.

Chauvet, L., Soms, S., 2007. *Impact des financements internationaux sur les inégalités des pays en développement*. Revue économique, 58, 735-744.

Chandhuri, S., Ray, S., 1996. *The competitiveness conundrum: literature review and reflections*, Economic and Political Weekly, 32, 83-91.

Chintrakarn, P., Herzer, D., Nunnenkamp, P., 2011. *Fdi and Income Inequality: Evidence from A Panel Of U.S. States*. Economic Inquiry, 50, 788–801.

Chnaina, K., Makhoul, F., 2011. *Impact des transferts des fonds sur le taux de change réel effectif en Tunisie*. Working Paper 2011-2012\_4.

Choi, C. 2006. *Does foreign direct investment affect domestic income inequality?* Applied Economics Letters, 13, 811-814.

Chong, A., Calderon, C., 2000. *Institutional Quality and Income Distribution*. Economic Development and Culture Change. University of Chicago, 48, 761-786.

Chong, A., Gradstein, M., 2007. *On the determinants and effects of political influence*. Inter-American Development Bank. Working Paper 616.

Chong, A., Gradstein, M., 2008. *What determines foreign aid? The donors' perspective*. Journal of Development Economics 87, 1–13.

Chong, A., Gradstein, M., Calderon, C., 2009. *Can foreign aid reduce income inequality and poverty?* Public Choice 140, 59–84.

Çimenoglu, A., Yenturk, N., 2005. *Effect of international capital inflows on the Turkish Economy*. Emerging markets and fiancé and trade, 41, 90-109.

Coe, D. T., Helpman, E., 1995. *International R&D Spillovers*. European Economic Review, 39, 859–887.

Cogneau, D., Lambert, S., 2006. *L'aide au développement et les autres flux nord-sud : complémentarité ou substitution ?* Document de travail DIAL DT/2006-09.

Combes, J-L., Ebeke, C., 2011. *Remittances and Household Consumption Instability in Developing Countries*. World Development, 39, 1076-1089.

Combes, J.L., Kinda, T., Plane, P., 2012. *Capital Flows, Exchange Rate Flexibility, and the Real Exchange Rate*. Journal of Macroeconomics. 34. 1034-1043.

Cooray, A., 2012. *The impact of Migrant Remittances on economic growth: evidence from south Asia*. Review of international economics, 20, 985-998.

Corden, WM., 1960. *The geometric representation of policies to attain internal and external balance*. Review of economic studies 28, 1-22.

Corden, WM., 1984. *Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation*. Oxford Economic Papers, New Series, 36, 359-380.

- Corden, WM., Neary, JP. 1982. *Booming sector and De-industrialisation in a small open economy*. The economic Journal, 92, 825-848.
- Cornia, G. A., 2004. *Changes in the distribution of income over the last two decades: extent, sources and possible causes*. Rivista italiana degli economisti, 3, 349-388.
- Cragg, M. I., Epelbaum, M., 1996. *Why has wage dispersion grown in Mexico? Is it the incidence of reforms or the growing demand for skills?* Journal of Development Economics, 51, 99–116.
- Culpeper, R., 2002. *Approaches to globalization and inequality within the international system*. United Nations Research Institute for social development, Paper 6.
- Daude, C., Stein, E., 2007. *The quality of institutions and FDI*. Journal of Economics and Politics, 19, 317-344.
- Daymon, C., 2012. *Ouverture commerciale, inégalités de revenu et répartition salariale dans les pays du sud et de l'est de la méditerranée*. Région et Développement, 35, 81-98.
- Defoort, C., 2006. *Tendances de long terme des migrations internationales : Analyse partir des 6 principaux pays receveurs*. Université de Lille.
- Deininger, K., Squire, L., 1997. *Deininger and Squire Data Set: A New Data Set Measuring Income Inequality*. World Bank Economic Review, 10, 565-91.
- De Luna, M., 2005. *Workers remittances to developing countries: a survey with central banks on selected public policy issues*. World Bank.
- Demirgüç-Kunt, A., Levine, R. 1999. *Bank-based and market-based financial systems: Cross-country comparisons*. World Bank Policy Research Working Paper Series 2143.
- Desbordes, R., Vicard, V., 2009. *FDI and bilateral investment treaties: An international political perspective*. Journal of Comparative Economics, 37, 372-386.

Devereux, M., Lockwood, B., Redoano, M., 2002. *Do countries compete over corporate taxes?* CSGR Working Paper 97/02, University of Warwick.

Di Bella, G., Lewis, M., and Martin, A., 2007. *Assessing Competitiveness and Real Exchange Rate Misalignment in Low-Income Countries*. IMF Working Paper WP/07/201.

Diop, M., 2015. *How empowering women can help end poverty in Africa?* World Bank.

Docquier, F., Rapoport, H., 2005. *Migration du travail qualifié et formation de capital humain dans les pays en développement : un modèle stylisé et une revue de la littérature récente*. *Economie internationale*, 104, 5–26.

Dollar, D., Kraay, A., 2001. *Growth is good for the Poor*. Policy Research Working Paper 2587.

Dollar, D., Kraay, A. 2002. *Growth is good for the poor*. *Journal of Economic Growth*, 7, 195–225

Dollar, D., Kraay, A. 2003. *Institutions, trade, and growth*. *Journal of Monetary Economics*, 50, 133–162.

Dornbusch, R., 1980. *Home goods and traded goods: the dependent economy model*. Chapter 6 in *open economy Macroeconomics*, Basic books, New York.

Dorsey, T., H. Tadesse, S. Singh, Z. Brixiova, 2008. —*The Landscape of Capital Flows to Low-income Countries*. IMF Working Paper 08/51.

Doucouliafos, H., Paldam, M., 2011. *The ineffectiveness of development aid on growth: An update*. *European Journal of Political Economy* 27, 399–404.

Dowling, J., Hiemenz, U., 1985. —*Biases in the Allocation of Foreign Aid: Some New Evidence*. *World Development*, 13, 535–541.

Drazen, A., 2007. *Are aid agencies improving?* *Economic Policy*, 668–673.

Dreher, A. Gaston, N., 2008. *Has globalisation increased inequality?* *Review of International Economics*, 16, 516-536.

Drine I., Rault. C., 2005. *Déterminants de long terme des taux de change réels pour les pays en développement : une comparaison internationale*. Revue d'économie du développement, 19, 123-150

Easterly, W., 2007. *Are aid agencies improving?* Economic Policy, 668–673.

Ebeke, Ch., Le Goff, M., 2010. *Impact des envois de fonds des migrants sur l'inégalité de revenu dans les pays en développement*. Revue économique, 61, 1051-1074.

Economides, G., Kalyvitis, S., Phillippopoulos, A., 2008. *Does foreign aid distort incentives and hurt growth? Theory and evidence from 75 aid-recipient countries*. Public choice 134, 463-488.

Edwards, S., Diaz, F., Fraga, A., 1999. *Capital Flows to Latin America*. University of Chicago Press, ISBN: 0-226-24103-3, 5-56.

Edwards, S. Savastano, M., 2000, *Exchange Rates in Emerging Economies: What Do We Know? What Do We Need to Know?* Economic Policy Reform: The Second Stage, University of Chicago, 453-510.

Edwards, S., 2008. *Capital Flows and the Emerging Economies: Theory, Evidence and Controversies*. University of Chicago Press. ISBN 0-226 18470.

Eichengreen, B., 2003. *Capital Flows and crisis*. Cambridge, MA, Press. ISBN 9780262550598.

Elbadawi, I., Soto, R., 2008. *Theory and Empirics of Real exchange Rates in Developing countries*. Revised paper.

Elbadawi, I., Kaltani, L., Soto, R., 2012. *Aid, RER misalignment, and economic growth in sub-Saharan Africa*. Article in Press, World Development, 40, 681-700.

El-Quairchi, M., Maimbo, S., Wilson, J., 2003. *Informal funds transfer systems: an analysis of the Informal Hawala System*. IMF Occasional Paper, 222.



Eusufzai, Z., 1997. *The Kuznets hypothesis: an indirect test*. Economics letters, 54, 81–85.

Fagerberg, J. 1988. *International competitiveness*. The Economic Journal, 98, 355–374.

Fagerberg, J., Knell, M., Srholec, M., 2004. *The Competitiveness of Nations: Economic Growth in the ECE Region, Oslo: Centre for Technology, Innovation and Culture, Working Papers on Innovation Studies*. University of Oslo.

Feenstra, R. C., Hanson, G. H., 1997. *Foreign direct investment and relative wages: Evidence from Mexico's*. Journal of International economics, 42, 371-393.

Fischer, S., 2003. *Globalization and its challenges*. The American Economic Review 93, 1-30.

Fleck, R.K., Kilby, C., 2010. *Changing aid regimes? U.S. foreign aid from the Cold War to the War on Terror*. Journal of Development Economics 91, 185–197

Fowowe, B., Abidoye, B., 2012. *The Effect of Financial Development on Poverty and Inequality in African Countries*. The Manchester School, 81, 562-585.

Freund, C., Spatafora, N., 2005. *Remittances: transaction costs, determinants, and informal flows*. World Bank Policy Research Working Paper 3704.

Freund, C., Spatafora, N., 2008. *Remittances, Transaction costs, and Informality*. Journal of Development Economics, 86, 356-366.

Friedrich, R., 1982. *In Defense of Multiplicative Terms in Multiple Regression Equations*. American Journal of Political Science, 26,797–833.

Froot, K., Stein, J., 1991. *Exchange rates and foreign direct investment: An imperfect capital markets approach*. The Quarterly Journal of Economics, 106, 1191–1217.

Fujita, M., Krugman, P., Venables, A. 1999. *The spatial economy: Cities, regions and international trade*. Cambridge, MA: MIT Press.

Furceri, D., Guichard, S., Rusticelli, E., 2012. *The effect of episodes of large capital inflows on domestic credit*. North American Journal of Economics and Finance, 23, 325-344.

Galtung, J., 1971. *A Structural Theory of Imperialism*. Journal of Peace Research, 8, 81-117.

Girling, R., 1973. *Dependency and persistent income inequality*. Institute of political studies. 83-101

Gnangnon, S.K., 2014. *The Effect of Development Aid Unpredictability and Migrants' Remittances on Fiscal Consolidation in Developing Countries*. World Development 54, 168–190.

Goesling, B., Baker, D.P., 2008. *Three faces of international inequality*. Research in Social Stratification and Mobility, 26, 183–198.

Gonzalez-Konig, G., Wodon, Q., 2005. *Remittances and Inequality*, Washington, United states, World Bank.

Gordon, H.H., Scheve, K., Slaughter, MJ. 2007. *Public finance and individual preferences over globalization strategies*. Economics and Politics, 19, 1-33

Gradstein, M. Milanovic, B., 2004. *Does Libertè = Egalité? A Survey of the Empirical Links between Democracy and Inequality with Some Evidence on the Transition Economies*. Journal of Economic Surveys, 18, 515-537.

Green, F., Dickerson, A., Saba Arbache, J., 2001. *A picture of wage inequality and the allocation of labour through a period of trade liberalization: The case of Brazil*. World Development, 29, 1923–1939.

Greenwood, J., Jovanovic, B., 1990. *Financial Development, Growth, and the Distribution of Income*. Journal of Political economy. University of Chicago Press, 98, 1076-1107.

Grossman, G.M., Rossi-Hansberg, E., 2008. *Trading Tasks: a simple theory of off shoring*. The American Economic Review, 98, 1978-1997.

Gruben, W. McLeod, D. 1998. *Capital Flows, Savings and Growth in the 1990s*. Quarterly Review of Economics and Finance, 38, 287–301.

Gubert, F., Lassourd, T., Mesplé-Somps, S., 2010. *Transferts de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali. Analyse à partir de trois scénarios contrefactuels*. Revue économique. Vol61 N°6.1023-1050.

Guiliano, P., Ruiz-Arranz, M. 2009. *Remittances, financial development, and growth*. Journal of Development Economics, 90, 144–152.

Gupta, S., Powell, R., Yang, Y., 2005. —*The Macroeconomic Challenges of Scaling up Aid to Africa*. IMF Working Paper 05/179.

Gupta, S., Ptilio, C., Wagh, S. 2007. *L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique*. Finances et Développement, 40-43.

Hansen, L P., 1982. *Large sample properties of generalized method of moment's estimators*. Econometrica 50, 1029-1054.

Hanson, G. H., 1997. *Increasing returns, trade and the regional structure of wages*. Economic Journal, 107, 113–133.

Harrison, A., McMillan, M., 2007. *On the links between globalization and poverty*. The Journal of Economic Inequality, 5, 123–134.

Hallward-Driemeier, M., 2003. *Do bilateral investment treaties attract foreign direct investment?* World Bank Working Paper. 3121.

Hegerty, S.W., 2009. *Capital inflows, exchange market pressure, and credit growth in four transition economies with fixed exchange rates*. Journal of Economic System, 33, 155-167.

Herzer, D., Nunnenkamp, P., 2012. *The effect of foreign aid on income inequality: Evidence from panel cointegration*. Structural Change and Economic Dynamics, 23, 245–255.

Hinkle, L.E., Montiel, P., 1999. *Exchange Rate Misalignment: Concept and Measurement for Developing Countries*. Oxford: Oxford University Press

Hodler, R., 2007. *Rent seeking and aid effectiveness*. *International Tax and Public finance*, 14, 525-541.

Honig A., 2008. *Addressing causality in the effect of capital account liberalization on growth*. *Journal of Macroeconomics*, 30, 1602-1616.

Howell, L.D., 2011. *International country risk guide methodology*. East Syracuse, NY: PRS Group.

Huber, E., Nielsen, F., Pribble, J., Stephens, J., 2006. *Politics and inequality in Latin America and the Caribbean*. *American Sociological Review*, 71, 943-963.

Ibarra, A.C., 2011. *Capital Flows and Real Exchange Rate Appreciation in Mexico*. *Journal of World Development* 2011, 39, 2080-2090.

Im, K.S., Pesaran, M.H., Shin, Y. 2003 .Testing for Unit Roots in Heterogeneous Panels. *Journal of Econometrics*, 115, 1, 53-74.

Ito, T. 2000. *Capital Flows in Asia*. Working Paper 7134, National Bureau of Economic Research, Cambridge.

Jalil, A., 2012. *Modeling income inequality and openness in the framework of Kuznets curve: New evidence from China*. *Economic Modelling*, 29, 309–315.

Jebnoun, S., Zarrouk, H., 2012. *The Impact of the Recent Financial Crisis on Arab Countries: Transmission Channels and Lessons*. *European Journal of Economics, Finance and administrative sciences*, 46.

Jensen, N., 2003. *Democratic, governance and multinational corporations: Political Regimes and inflows of FDI*. *International Organization*, 57, 587–616.

Jesuit, D., Mahler, V., 2010. *Comparing Government Redistribution across Countries: The Problem of Second-Order Effects*. *Social Science Quarterly*, 91, 1390 -1404.

Jongwanich, J., 2010. *Capital flows and real exchange rates in emerging Asian countries*. Asian Development Bank, 210.

Kam, C., Franzese, R., 2003. *Modeling and Interpreting Interactive Hypothesis in Regression Analysis: A brief refresher and some practical advice*. Unpublished Manuscript, university of Michigan.

Kasekende L. A, Atingi-Ego M., 1999. *Uganda's Experience with Aid*. *Journal of African Economies*, 8, 617-649.

Kaufmann, D., Kraay, A., Zoido-Lobaton, P., 1999. *Governance matters. Policy research working paper*. The World Bank, 2196.

Kim, D.-H., Lin, S.-C., 2011. *Nonlinearity in the financial development–income inequality nexus*. *Journal of Comparative Economics* 39, 310–325.

Klein, M.W., Olivei, G.P., 2008. *Capital account liberalization, financial depth, and economic growth*. *Journal of International Money and Finance* 27, 861–875.

Koehlin V., Leon G. 2007, *International remittances and Income Inequality: an Empirical Investigation*. *Journal of Policy Reform*, 10, 123-141.

Kozul-Wright, R., Rayment, P. 2004. *Globalization reloaded: An UNCTAD perspective*. UNCTAD Discussion Paper 167. Geneva: UNCTAD.

Kpodar, K., Le Goff, M., 2012. *Do remittances reduce Aid dependency? Fondation pour les études et recherches sur le développement international*. WP/ 34.45

Krueger, A. 1983. *Trade and Employment in Developing Countries*. Synthesis and conclusions New York: NBER 2196.

Krusell, P., Ohanian, L-O., Ríos-Rull, J-V., Giovanni, L.V. 2000. *Capital-Skill Complementarity and Inequality: A Macroeconomic Analysis*. *Econometrica*, 68, 1029-1053

Kopdar, K., Le Goff, M., 2012. *Do remittances reduce Aid dependency?* Fondation pour les études et recherches sur le développement international. WP/ 34.

Kuznets, S., 1955. Economic growth and income inequality. *American Economic Review*, 45, 1-28.

Lartey, E.K., 2007. *Capital inflows and the real exchange rate: An empirical study of Sub-Saharan Africa*. *The Journal of International Trade and Economic Development*, 16, 337–357

Layton, T., Fuller, J. 2008. *Aiding inequality: a pooled time-series analysis of the effects of foreign aid on income inequality*. Mimeo, Brigham Young University.

Layton, T., Nielson, D., 2009. *Aiding inequality: The effect of foreign aid on income inequality*. Brigham Young University

Lee, E., Vivarelli, M., 2006a. *Globalization, employment and income distribution in developing countries*. New York: Palgrave Macmillan.

Lee, E., Vivarelli, M., 2006b. *The social impact of globalization in developing countries*. *International Labor Review*, 145, 167–184.

Lee, C-S., Nielson, F., Alderson, A., 2007. *Income Inequality, Global economy and the state*. *Social forces* 86, 77-112.

Le Goff, M., Kopdar, K., 2011. *Do remittances reduce aid dependency?* IMF Working Paper 11/246. IMF

Lehmann, F., Dreher, A., Herzer, D., Klasen, S., Zarzoso, I., 2012. *Does foreign aid really raise per capita income? A time series perspective*. The Canadian Journal of Economics 45, 288-313.

Levin, A., Lin, C-F., Chu, J., 2002. *Unit root tests in panel data: Asymptotic and finite-sample properties*. Journal of Econometrics, 108, 1–24.

Li, Y., Rowe, F., 2007. *Aid Inflows and the real effective exchange rate in Tanzania*. World Bank Policy research working paper 4456.

Loxley, J., Sackey, H.A., 2008. *Aid Effectiveness in Africa*. African Development Review 20, 163–199.

Lucas, R., 1990. *Why doesn't Capital Flow from Rich to Poor Countries?* American Economic Review 80, 92–96.

Lundberg, M., Squire, L. 2003. *The simultaneous evolution of growth and inequality*. Economic Journal, 113, 326–344.

Mah, J.S., 2003. *A note on globalization and income distribution—the case of Korea, 1975–1995*. Journal of Asian Economics 14, 157–164.

Maximin, B., 2003. *Investissement direct étranger, dynamique industrielle et inégalité salariale en Asie*, 31, 85-105

Mckenzi, D., Rapoport, H., 2007. *Network effects and the dynamics of migration and inequality: theory and evidence from Mexico*. Journal of development economics, 84, 1-24.

McMillan, J., 2006. *Below the radar Underground Markets for the Poor*. Harvard International Review, 27, 1-8.

McGillivray, M., Feeny, S., Hermes, N. and Lensink, R., 2006. *Controversies over the impact of development aid: it works; it doesn't; it can, but that depends ....* Journal of International Development 18, 1031–1050.

McMillan, J., 2006. *Below the radar Underground Markets for the Poor*. Harvard International Review.

Melitz, M., 2003. *The impact of trade on aggregate industry productivity and intra-industry reallocations*. *Econometrica*, 71(6), 1695–1725.

Meschi, E., Vivarelli, M., 2009. *Trade and Income Inequality in Developing Countries*. *World Development* 37, 287–302.

Milanovic, B., 2006. *Global income inequality: What it is and why it matters*. Working Paper 3865.

Milanovic, B., 2005. *Can we discern the effect of Globalization on income distribution? Evidence from Household surveys*. *The World Bank economic review*, 19, 21-44.

Milanovic, B., Squire, L. 2005. *Does tariff liberalization increase wage inequality? Some empirical evidence*. World Bank Policy Research Working Paper, 3571.

Mileva E., 2008. *The impact of capital flows on domestic investment in transition economies*. ECB Working Paper Series, 871.

Mina, W., 2009. *External Commitment mechanisms, institutions, and FDI in GCC countries*. *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money*, 19, 371-386.

Mishra, A., Daly, K., 2007. *Effect of quality of institutions on outward foreign direct investment*. *Journal of International Trade and Economic Development* 16, 231–244

Mody, A. Murshid, A.P., 2005. *Growing up with Capital Flows*. *Journal of International Economics*, 65, 249–266.

Mohapatra, S., Ratha, D., Silwal, A., 2011. *Migration and Development Brief*. Outlook.WP1315.



Mosley, P., Hudson, J., Horrell, S., 1987. *Aid, the public sector and the market in less developed countries*. *Economic Journal*, 97, 616–641.

Mucchielli J.L., 2002. *La compétitivité : définitions, indicateurs et déterminants*.

Mundell, R.A., 1957. *International trade and factor mobility*. *The American Economic Review*, 47, 321-335.

Mundell, R., 1997. *Stabilization and liberalization policies in semi-open economies*. 19–34. Cambridge: Cambridge University Press.

Nabli, MK., Jauregui, CS., Aysan, AF. 2008. *Autoritarisme politique, crédibilité des réformes et développement du secteur privé au MENA*. *Revue d’Economie du Développement*, 3, 49-85.

Nissanke, M., Thorbecke, E., 2006. *Channels and policy debate in the globalization-inequality-poverty nexus*. *World Development*, 34, 1338-1360.

Nyamongo, EM. Misati, RN., Kipyegon, L., Ndirangu, L. 2012. *Remittances, financial development and economic growth in Africa*. *Journal of Economics and Business*, 64, 240– 260

Oostendorp, R., 2004. *Globalization and the gender wage gap*. World Bank Policy Research Working Paper 3256.

Orozco, M., 2003. *Worker Remittances: An International Comparison*. Working Paper commissioned by the Multilateral Investment Fund, Inter-American Development Bank.

Oxfam 2002. *Rigged rules and double standards*. Oxford.

Papaioannou, E., 2009. *What drives international financial flows? Politics, institutions and other determinants*. *Journal of Development Economics*, 88, 269-281.

Pissarides, C., 1997. *Learning by trading and the returns to human capital in developing countries*. *World Bank Economic Review*, 11, 17–32.

Persyn, D., Westerlund, J., 2008. *Error-Correction-based Cointegration tests for Panel data*. The Stata Journal 8, 232-241.

Prati A, Sahay R, Tressel T. 2003. *Is There a Case for Sterilizing Foreign Aid?* Macroeconomic Challenges in Low-Income Countries Workshop.

Prasad, E., Rajan, R. G., Subramanian, A. 2006. *Patterns of international capital flows and their implications for economic development*. *Proceedings Economic Policy Symposium*. 119-158.

Przeworski, A. 2005. *Democracy as an Equilibrium*. Public Choice, 123, 253-273.

Puri, S., Ritzema, T., 1999. *Migrant worker remittances, micro-finance and the informal economy: prospect and issues*. Working Paper, 21. Social Finance Unit.

Rama, M., 2003. *Globalization and workers in developing countries*. The World Bank Policy Research Working Paper Series 2958.

Ramirez, M. D., 2002. *Foreign direct investment in Mexico during the 1990s: An empirical assessment*. Eastern Economic Journal, 28, 409–423.

Rangasamy, L., Mihaljek, D., 2011. *Capital flows, commodity price movements and foreign exchange intervention*. Multilateral Investment Guarantee Agency, MIGA Report World Bank group.

Rao, B. B., Hassan, G. M. 2011. *A panel data analysis of the growth effects of remittances*. Economic modelling, 28, 701–709.

Ratha, D., 2003. *Workers' remittances: an important and stable source of external development finance*. Global Development Finance, 157–175.

Ratha, D., 2015. *Migration and development: the \$100billion idea*. The World Bank Blog.

Ravallion, M., 2001. *Growth, inequality and poverty: Looking beyond averages*. World Development, 29, 1803–1815.

Ravallion, M., 2004. *Competing concepts of inequality in the globalization debate*. Paper presented at the Brookings Trade Forum, on globalization, poverty and inequality, 13–14 May, Washington, DC.

Reuveny, R., LI, Q., 2003. *Economic Openness, democracy and Income Inequality: an Empirical analysis*. Comparative Political studies. 36, 575-601

Reventa, A., 1997. *Employment and Wage Effects of Trade Liberalization: The Case of Mexican Manufacturing*. Journal of Labor Economics 15, S20–S43.

Robbins, D. J. 1996. *Evidence on trade and wages in the developing world*. Technical Paper 119, OECD Development Centre.

Rodriguez, F., Rodrik, D. (1999). *Trade policy and economic growth: A skeptic's guide to the crossnational evidence*. NBER Working Paper 7081.

Rodrik, D., 1997. *Has globalisation gone too far?* Washington, DC: Institute for International Economics.

Rodrik, D., 1998. *Why do more open economies have bigger governments?* Journal of Political Economy, 106, 997–1032.

Roine, J., Vlachos, J., Waldenström, D., 2009. *The long-run determinants of inequality: What can we learn from top income data?* Journal of Public Economics, 93, 974–988.

Roodman, D., 2007. *How to xtabond2: an introduction to 'difference' and 'system' GMM in Stata*. Center for Global development Working Paper 103.

Rubinson, R., 1976. *The World economy and the distribution of income within states: A cross-national study*. American Sociological Review, 41, 638-659.

Saborwsky, C, 2009. *Capital inflows and the real exchange rate; can financial development cure to the dutch diseases?* IMF Working Paper 09/20.

Sachs, J., Larrain, F., (1993). *Macroeconomics in the global economy*.

Sachs, J.D., Warner, A., Aslund, A., Fischer, S., 1995. *Economic Reform and the Process of Global Integration*. Brookings Papers on Economic Activity.

Sala-i-Martin, X., Subramanian, A. (2003). *Addressing the Natural Resource Curse: An Illustration from Nigeria*. IMF Working Paper 03/139.

Salois, M.J., 2013. *Regional changes in the distribution of foreign aid: An entropy approach*. Physica A: Statistical Mechanics and its Applications 392, 2893–2902.

Salter, W. 1959. *Internal and external balance: The role of price and expenditure effects*. Economic record 35, 226-38.

Sander, C., Maimbo, SM., (2003) *Migrant Labour Remittances in Africa*. African region Working Paper Series, 64.

Sato, S., Fukushige, M., 2009. *Globalization and economic inequality in the short and longrun: The case of South Korea 1975–1995*. Journal of Asian Economics, 20, 62–68.

Schiff, M., & Wang, Y. 2006. *On the quantity and quality of knowledge: The impact of openness and Foreign R and D on north–north and north-south technology spillovers*. Global integration and technology transfer, 99–112.

Shafiullah, M., 2011. *Foreign aid and its impact on income inequality*. International Review of Business Research Papers, 7, 91–105.

Shen, C.H., Lee, C.C., 2006. *Same financial development yet differ economic growth: Why?* Journal of Money, Credit and Banking. 38, 1907-1944.

Sindzingre A., 2005. *Explaining threshold effects on globalization on poverty: An institutional perspective*. WIDER Research Paper 2005/53.

Slaughter, M., 2000. *Protectionist tendencies in the north and vulnerable economies in the south*. WIDER Working Paper Series 196.

Slaughter, M., 2001. *International trade and labour demand elasticities*. *Journal of International Economics*, 54, 27–56.

Solow, R.M., 1956. *A Contribution to the Theory of Economic Growth*. *The Quarterly Journal of Economics*, 70, 65-94.

Spilimbergo, A., Londono, J- L., Szekely, M., 1999. *Income distribution, factor endowments, and trade openness*. *Journal of Development Economics*, 59, 77-101.

Stallings, B., 2007. *The Globalization of capital flows: who benefits?* *American Academy of Political and Social science*, 610. 202-216.

Stark, O., Taylor J., Yitzhak S. 1986. Remittances and Inequality. *Economic Journal*, 96, 722-740.

Stemitsiotis, L., 1992. *Taux de change de référence et système monétaire International*. *Economica*

Streeck, W., Schmitter, P. C., 1991. *Community, market state and associations? The prospective contribution of interest governance to social order*. In Thompson G. J. et al. *Markets, hierarchies and networks: the coordination of social life*, London, Sage.

Sumner, A., 2012. *Where Will the World's Poor Live? An Update on Global Poverty and the New Bottom Billion*. Center for Global Development, Washington DC, USA 1–33.

Sumner, A., 2013. *Global poverty, aid, and middle-income countries: Are the country classifications moribund or is global poverty in the process of nationalizing?* WIDER Working Paper.

Svensson, J., 2000. *Foreign aid and rent-seeking*. *Journal of International Economics* 51, 437-461.

- Swan, T. 1960. *Economic control in a dependent economy*. Economic record, 36, 51-66.
- Tanzi, V. 2001. *Globalization and the work of fiscal termites*. Finance and Development, 38, 34–37.
- Tarchi, A., 2004. *Politique de taux de change en Tunisie et compétitivité extérieure*. Le Cahier de l'IEQ.
- Tavares, J., 2003. *Does foreign aid corrupt?* Economics Letters, 79. 99–106
- Tripathi, D., Misra, P., 1985. *Towards a New Frontier: History of the .Bank of Baroda*.
- Tsai, P-L., (1995). *Foreign direct investment and income inequality: further evidence*. World Development, 23, 469-483.
- Tsai, M-C., 2006. *Does political democracy enhance human development in developing countries? A cross national analysis*. American Journal of Economics and Sociology 65, 233-268
- Tzannatos, Z, 1999. *Women and labor market changes in the global economy: Growth helps, inequalities hurt and public policy matters*. World Development, 27, 551–570.
- Velde, D. W., 2003. *Foreign direct investment and income inequality in Latin America: Experiences and Policy Implications*. Overseas Development Institute.
- Verhoogen, E., 2007. *Trade, Quality upgrading and wage inequality in the Mexican Manufacturing sector*. IZA discussion papers 2913, Institute for the study labor.
- Wagle, U., 2009. *Inclusive Democracy and Economic Inequality in South Asia: Any Discernible Link?* Review of Social Economy, 67, 329-357.
- Westerlund, J., 2007. *Testing for Error Correction in Panel Data*. Oxford Bulletin of Economics and Statistics, 69, 709–748
- Williamson, J., 1996. *The Crawling Band as an Exchange Rate Regime: Lessons from Chile, Colombia and Israel*. Institute for International Economics.
- Williamson, J. ., 2002. *Winners and losers over two centuries of globalization*. NBER Working Paper 9161.

Yang, D., 2008. *International Migration, Remittances and Household Investment: Evidence from Philippine Migrants' Exchange Rate Shocks*. *The Economic Journal*, 118, 591–630.

Yeaple, S. R., 2005. *A simple model of firm heterogeneity, international trade and wages*. *Journal of International Economics*, 65, 1–20.